



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12753 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 29 JANVIER 1986

## Kadhafi, connais pas...

Le colonel Kadhafi peut s'estimer satisfait de la « sagesse européenne », sur laquelle il avait déclaré miser, face aux demandes de sanctions économiques formulées par les Etats-Unis à l'issue de la Libye après les attentats de Rome et de Venise. Réunis à Bruxelles le lundi 27 janvier, les ministres des affaires étrangères des Douze ont certes adopté une déclaration sur la lutte contre le terrorisme international, mais ils se sont bien gardés d'imputer à Tripoli des responsabilités précises en la matière. Ils ne lui ont même pas demandé le moindre éclaircissement sur la nature exacte de son rôle.

Que la Grèce ait été en première ligne dans le combat contre toute référence explicite au régime du bouilliant colonel ne surprend guère : M. Papanicolaou, tout en condamnant le terrorisme en général, s'est toujours refusé à en rendre responsable M. Kadhafi en particulier ; et Athènes cultive depuis fort longtemps ses amitiés arabes. Mais ce combat ait été si facilement gagné, dans une sorte de soulagement général encore qu'« arabe », est plus préoccupant. Non seulement pour Washington, qui pressait ses alliés d'adopter des sanctions, mais aussi du point de vue de la « coopération politique européenne ».

Le premier objet de cette coopération est en effet de prétendre, en direction de l'extérieur comme à l'usage des opinions européennes, que la Communauté est capable d'enquêter, sur quelques grands sujets bénéficiant d'un consensus de principe (droits de l'homme, lutte anti-terroriste, dialogue Nord-Sud, etc.) une politique étrangère commune. Et d'affirmer ainsi une présence et une volonté européennes sur la scène mondiale. Le moins que l'on puisse dire est que la prudence, pour ne pas dire l'insignifiance, de la déclaration des Douze n'est pas de nature à donner cette impression.

Bien sûr, ils ont décidé « de ne pas exporter d'armes ou d'autres équipements militaires vers les pays qui sont clairement impliqués dans le soutien du terrorisme ». Mais cette estimable intention ne leur coûte pas cher : en principe, les dernières ventes d'armes de certains Etats membres à Tripoli datent de 1983, année où, pour autant qu'on puisse le savoir, la France lui en avait fourni pour 850 millions de dollars, l'Italie pour 700 millions et le RFA pour 380 millions. Quel qu'il en soit aujourd'hui en réalité, d'hypothétiques ventes secrètes ne seraient par définition faire l'objet d'un arrêt officiel. Quant à des sanctions économiques, il n'en est toujours pas question.

Il faut donc beaucoup d'optimisme à M. John Whitehead, secrétaire d'Etat adjoint américain, pour juger « positive », comme il vient de le faire de retour à Washington, sa récente tournée européenne. C'est le contraire qui est vrai : comme l'a souligné l'ancien président Carter, le colonel Kadhafi, qui apparaissait de plus en plus isolé au sein du monde arabe, est le principal bénéficiaire de l'offensive diplomatique des Etats-Unis. Il est vrai que ceux-ci avaient, des années durant, maintenu d'étroites relations économiques avec Tripoli.

« Les capitalistes, disait Léna, nous vendront jusqu'à la corde pour les pendre. » Même s'ils se sont résignés à ne plus fournir ouvertement d'armes au dictateur libyen, les Occidentaux - et singulièrement aujourd'hui les Européens - répugnent encore à appeler un chat un chat et à désigner par son nom la centrale (ou plutôt l'une des succursales principales) du terrorisme international dont ils sont la cible.

(Lire page 40.)

## LE DÉVELOPPEMENT DES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

### La sixième chaîne confiée à Publicis et à Gaumont

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, doit annoncer ce mardi 28 janvier la naissance d'une sixième chaîne de télévision à dominante musicale. La concession de ce réseau multivilles national privé est accordée à un groupe d'opérateurs réunissant l'agence Publicis, la société cinématographique Gaumont, la radio NRJ et M. Gilbert Gross, qui dirige une importante société d'achat d'espaces publicitaires.

Après de longues semaines d'attente, le gouvernement a finalement tranché entre les trois candidats qui se disputaient la sixième chaîne de télévision privée. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), qui avait été écartée lors du choix sur la cinquième chaîne, n'aura pas eu plus de chances avec la suivante. Hit TV semblait avoir de sérieux atouts puisque le projet réunissait l'agence Roux-Séguin-Cayzac-Goudard, le groupe cinématographique UGC, les banques OBC et Paribas, en association technique avec la filiale française du groupe américain CBS.

Le gouvernement leur a préféré la candidature menée par Publicis, Gaumont et NRJ. Publicis avait fait connaître dès janvier 1985 son intention de se lancer dans la télé-

vision privée. Très rapidement, une société d'étude était constituée entre la seconde agence de publicité française et Europe 1 pour lancer une chaîne à dominante musicale, plus particulièrement destinée à un public jeune. Une orientation reprise par le conseil des ministres du 31 juillet dernier.

Mais à l'annonce de la concession de la cinquième chaîne, Europe 1 change de cap et abandonne le projet musical pour étudier sa participation à la « 5 ». Ce revirement semble décapiter le projet et refroidir un instant les ambitions de Publicis. Mais la société de M. Marcel Bleustein-Blanchet réussit à constituer un nouveau tour de table et à triompher dans la compétition.

J.-F.L.

## UNE RECOMMANDATION DU COMITÉ D'ÉTHIQUE

### Les Français consultés sur la procréation artificielle

Le Comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé remet cette semaine à M. Laurent Fabius son rapport sur l'ensemble des problèmes que soulèvent les techniques de procréation artificielle. Ce texte préconise la mise en place à brève échéance d'une enquête nationale visant à connaître l'opinion des Français sur ces nouvelles méthodes qui aboutissent à dissocier les filiations biologique et juridique.

Pour la première fois dans l'histoire, les hommes sont maîtres de leur procréation. Grâce à ces nouvelles techniques, un enfant peut naître longtemps après la mort de son père. Devant ces potentialités infinies, des chercheurs comme le professeur René Frydman réaffirment l'urgence d'une réflexion morale. Non sans, au passage, égratigner l'attitude frileuse des pouvoirs publics et du Comité d'éthique.

« A cela, le professeur Jean Bernard, président du Comité d'éthique, répond, dans l'entretien qui nous a précédé, que le Comité n'a qu'une position purement morale. Il ne lui appartient pas de faire exécuter ses avis. Le professeur Bernard se prononce néanmoins en faveur de l'établissement d'une loi.

En outre, il annonce la constitution d'une « cellule de crise » devant répondre, « autant que faire se peut », aux interrogations des chercheurs, des médecins, des journalistes, de la population ou des autorités politiques, si les circonstances l'exigent.

Ces circonstances ne sont-elles pas réunies ? Chaque année, en France, des dizaines de milliers de nouveaux couples se révèlent stériles, une fécondation in vitro étant nécessaire à douze mille d'entre eux. Cela se pratique hors de tout contrôle et de toutes directives cliniques, scientifiques et éthiques.

(Lire l'entretien avec le professeur JEAN BERNARD dans « Le Monde de la médecine », pages 19 et 20.)

## Le Danemark et la Communauté européenne

### Y être ou ne pas y être...

Un nouveau débat devait avoir lieu le mardi 28 janvier au Parlement danois sur la réforme de la CEE, qu'il avait rejeté une première fois il y a une semaine. Un référendum devrait être organisé d'ici un mois sur cet accord majoritairement clair ne se dégageant pour approuver la réforme.

#### De notre envoyé spécial

Copenhague. - Au coin d'Amagerstorv et de l'Ostergade, à l'entrée de cette zone piétonnière qui fut la première d'Europe, et à deux pas de Kristiansborg où siège le Parlement, Niels et ses amis distribuent des tracts et tentent d'interpeller à leur combat contre l'hydre communautaire les passants pressés, que pie un vent

glacial chargé de neige fofoante. Difficile entreprise, et bien rares sont ceux qui s'arrêtent pour entendre la discussion avec les trois jeunes gens.

Mais il serait probablement hasardeux d'en tirer la moindre conclusion politique : outre que la saison ne se prête pas vraiment aux débats de rue, la lassitude manifeste d'une partie de l'opinion danoise vise beaucoup moins, dans cette affaire, l'un ou l'autre camp que l'ensemble de cette interminable controverse sur l'appartenance de leur pays à la CEE. Une controverse ouverte bien avant l'adhésion de Copenhague, effective le 1<sup>er</sup> janvier 1973, et que vient relancer le refus opposé par une majorité de députés au projet de réforme éla-

botté par les Douze (qui n'étaient encore officiellement que dix) à Luxembourg en décembre dernier.

« C'est vrai que tout a déjà été dit, reconnaît Niels, étudiant et sympathisant du Front national contre le Marché commun. Mais nous serions coupables de ne pas saisir cette occasion de rappeler notre analyse, et de tenter une bonne fois d'en finir ! » En finir avec quel exactement ? - Avec la présence du Danemark dans le Marché commun. C'est-à-dire avec la seule expérience de notre histoire où notre pays ait volontairement aliéné sa souveraineté. Et en finir justement au moment où on tente de lui imposer de l'aliéner davantage encore, quoi qu'en disent les politiciens étran-

gers et les partisans danois de la CEE.

Virulence qui, malgré la jeunesse de cet adversaire déclaré de la Communauté, n'excède pas, bien au contraire, celle des orateurs habituels de la cause, hommes politiques plus chevronnés, familiers du Parlement national - le Folketing - voire européen, où la principale organisation anti-CEE a eu quatre élus aux dernières élections (comme ils reversent une partie de leur indemnité au mouvement, certains observent avec amertume, dans le camp opposé, que les campagnes contre l'Europe sont ainsi involontairement financées par l'Assemblée de Strasbourg...)

BERNARD BRIGOLEUX.  
(Lire la suite page 4.)

## Le PC s'interroge

Une prochaine réunion du comité central devrait marquer une accentuation de sa campagne contre la droite.

PAGE 40

## Yémen du Sud :

le bilan

Un entretien avec l'ambassadeur de France à Aden.

PAGE 7

## Le programme

de M. Barre

L'ancien premier ministre précise sa conception des institutions et expose sa politique économique.

PAGE 8

## Boisse des taux

d'intérêt japonais

Tokyo veut relancer la demande intérieure.

PAGE 35

## Les élections

dans le Pas-de-Calais

L'opposition divisée, les socialistes disciplinés.

PAGE 9

Débats : Administration (2) • Etranger (3 à 7) • Politique (8 à 10) • Société (12 et 13) • Culture (14 et 15) • Communication (18) • Economie (34 à 38)

Echecs (33) • Automobile (33) • Programmes des spectacles (16) • Radio-télévision (17) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loto (17 et 18) • Carnet (33) • Annonces classées (22 et 32)

Le nouveau roman de l'auteur de "L'intermédiaire"

**Brigitte Lozerec'h**

**L'apprentie**

## « HANNAH ET SES SŒURS », LE DIX-SEPTIÈME WOODY ALLEN

### Une affaire de famille

#### Correspondance

New-York. - Dix-sept films en quinze ans, juste la cinquantaine, Woody Allen plonge encore une fois dans le personnel et l'universel et présente à l'Amérique son dernier, ou plutôt sa petite dernière Hannah et ses sœurs.

Un film ? Une affaire de famille plutôt. Mia Farrow, la femme qui partage sa vie depuis six ans, joue Hannah. Les enfants et la mère d'Hannah (l'actrice Maureen O'Sullivan, la Jane de deux Tarzan) et même l'appartenance sont ceux de Mia dans la vie. Jolie façon de travailler tout en restant à la maison. Le film est un merveilleux mélange d'humour et de gravité, un joyeux regard de cinéaste sur son enfance, une vision toute subjective et romanesque de Mia Farrow, avec un zeste de littérature russe, redécouverte un été, en 1964.

Seraine et équilibrée, Mia Farrow a réussi à convaincre Woody Allen qu'on pouvait réussir de front sa carrière, huit enfants et une chaleureuse relation avec sa mère et ses sœurs. « Ça m'impressionne tellement que je l'imagine avec deux sœurs insaisissables, juste pour voir si c'est intéressant. »

Mia Farrow sera donc mariée à un homme, Michael Caine, qui tombe amoureux de sa jeune sœur, Woody Allen, traumatisé par l'indignation du public lorsqu'il courtisait une jeunesse à

la fin de Manhattan, s'est attribué le rôle d'un ex-mari hypocondriaque et morbide, afin de ne pas être accusé d'avoir des vues sur sa jeune belle-sœur...

Si la famille est présente dans Hannah, les amis ne manquent pas à l'appel. Sam Waterston et Jeff Daniels (le Tom Baxter de la Rose pourpre du Caïre) ont cinq pages dans le scénario, Geraldine Page et Max von Sydow, les seuls acteurs qui en imposent vraiment à Woody Allen, sont également de la partie. Longtemps malheureux de n'arriver à exprimer ses émotions les plus profondes qu'en riant et en faisant rire, il réalise aujourd'hui son rêve. Etre un auteur, pas seulement un comique dont le New York Times s'étonnait récemment que aussi obsédé de philosophie et de psychanalyse, il soit à ce point incapable de parler des sources de son talent. « J'ai grandi dans une famille ethnique, typique et bruyante. Je n'ai rien vu, rien lu avant dix-huit ans. Ces choses-là, c'est génétique, non ? J'ai toujours su être drôle. »

Inquiet désormais de plaire tellement à tellement de gens, Woody Allen s'accuse de ne pas aller assez fort ni assez loin dans ses obsessions : « La scène des trois sœurs autour de la table, dit-il, là où Mia et Diane West s'affrontent... Vous regardez ça, et vous vous dites : quel film puissant ! Pourtant, ce n'est pas ça, malgré tous mes efforts.

« J'espère quand même faire un ou deux films pour lesquels j'aurais vraiment du respect, quelque chose comme le Valeur de bicyclette ou la Grande Illusion. »

Traitement exceptionnel, le film sort sur la presque totalité du territoire américain le 7 février. La critique est déjà enthousiaste et celle de la cote est particulièrement ravie d'avoir découvert là une vision rafraîchissante de New-York, alors que tant de films se tournent en Californie. « New-York n'est pas exactement comme je la montre dans mes films. A deux heures du matin, une balade sur le pont de Brooklyn, est risquée, je le sais. La promenade en calèche avec Marie Hemingway dans Manhattan, j'avais envie de la sonoriser avec des cris du genre « Bouge pas, je te fais la peau ! ». Et j'ai mis du Gertrude dans Hannah, j'ai procédé à une sélection danoisienne des plus beaux endroits de la ville. J'ai présenté New-York comme j'aimerais qu'elle fut. »

Une petite robe, aussi rouge que celle de Piaf était noire, une grappe de carmelites éclairant son visage, Mia Farrow, en fines soquettes, et transformée en chanteuse des années de guerre, Assis derrière la caméra, Woody Allen vient déjà de donner le coup d'envoi de son nouveau film dans une salle de bal de Brooklyn.

CATHERINE VERNE.

دعواتنا الى الوطن



# débats

## Comment bousculer les services publics

L'évolution des besoins oblige à redessiner l'organisation et les missions de l'administration

par ROBERT FRAISSE et CHRISTIAN JOIN-LAMBERT (\*)

### ADMINISTRATION

A l'heure où l'Etat se trouve dans le colimateur de l'opposition, Robert Fraisse et Christian Join-Lambert regrettent la pauvreté du débat abstrait et proposent des réformes précises. De leur côté, Patrick Terroir et Jacques Nodin exposent leur point de vue sur la manière de conduire efficacement la décentralisation.

PAR-DELA les contradictions sur le rôle de l'Etat, il existe un consensus sur quelques idées simples. L'efficacité des services publics doit être recherchée; on la mesurera selon le critère du coût, qui doit être réduit car la période oblige à modifier la dépense; et selon celui du respect du droit, qui doit être développé, par souci d'assurer les libertés des citoyens et de réduire les contentieux. Qui pourrait souhaiter le contraire ?

Mais, si s'en tenir là, on manque le complément essentiel qui est la réflexion sur les services à rendre aux usagers.

Voici quelques-unes des conditions administratives, sévères mais, à nos yeux, indispensables de l'effort à entreprendre.

1) Les choix financiers, qui conditionnent tout, doivent obéir à des méthodes plus intelligentes. Par tradition culturelle, les Français aiment décider au niveau des principes, pensant que l'intendance suivra. Or cela est rarement vérifié: l'intendance, d'abord méprisée, finit par avoir le dernier mot. Il faut donc rapprocher ce qu'on appelle l'intendance du lieu des décisions, renforcer les capacités d'évaluation aux moments utiles de l'action.

Cela implique, du côté de l'Etat, des procédures

- plus réfléchies: mieux informées de l'avenir, averties des études déjà faites, l'action publique travaillera pour le long terme;

- plus équilibrées: est-il sain que la direction du budget soit à la fois la partie qui réplique aux groupes de pression et celle qui donne, sur la plupart des sujets, l'arbitrage définitif ?

- plus efficaces: les gains de productivité à attendre doivent être partagés entre les contribuables, les usagers et les personnels; ils ont le dire et y intéresser chacun.

2) Le statut, qui assure la garantie des agents et permet leur mobilité, ne tient pas lieu de ges-

tion du personnel. L'adaptation des personnes et des fonctions, le système des récompenses, l'évaluation du travail d'équipe ou individuel doivent être établis à la fois dans l'intérêt du service public et dans celui des personnels. On ne doit pas dissimuler que, parfois, ces intérêts ne coïncident pas: ainsi, il faut savoir affecter les meilleurs aux actions les plus difficiles; l'égalité des usagers doit l'emporter sur l'égalité des personnels ou l'avancement à l'ancienneté.

Ces problèmes comportent des solutions. Il est nouveau que les responsables les abordent ouvertement avec les organisations syndicales.

### Obstacles à lever

Les services doivent voir renforcées leur responsabilité, leur capacité de dialoguer avec leur personnel comme avec leurs usagers et d'engager des programmes d'action. Cela ne va pas sans obstacles:

- tout service désireux d'aller de l'avant dépend de plusieurs ministères: le sien, le budget, la fonction publique, au moins; il est indispensable de rénover les procédures interministérielles;

- la décentralisation, en même temps qu'elle responsabilise les collectivités locales, crée des cloisonnements nouveaux; elle sus-

(\*) Respectivement président et vice-président de l'Association services publics.

cite le besoin d'une coopération plus intense entre les personnes publiques en charge complémentaires d'un même service: elle oblige à redéfinir les objectifs des services de l'Etat;

- l'informatique et la bureautique appliquées à l'administration ne dégageont des moyens que si elles sont bien adaptées aux services de l'Etat;

Ces obstacles peuvent être levés par un travail interministériel plus nourri, ne négligeant pas l'arbitrage des dossiers d'importance moyenne; par un dialogue plus actif entre les collectivités et l'Etat, lequel peut utilement conseiller la même obéissance plus décidée; par une implication plus forte des personnels dans l'introduction des technologies nouvelles. Les services du premier ministre, les commissaires de la République comme l'ensemble des services extérieurs de l'Etat, mais aussi les comités techniques paritaires sont directement concernés.

Pour avancer dans la bonne direction, il faut agir sur un petit nombre de points, mais stratégiques: rationalité des procédures d'allocation des ressources, politique du personnel, décentralisation des responsabilités, évaluation des services rendus aux usagers.

Le débat politique s'étend, plein de bruit et de fureur, sur des problèmes abstraits, utilisés pour mobiliser les ressentiments. Au lieu de théoriser sur le plus ou moins d'Etat, pourquoi les hommes politiques ne diraient-ils pas plutôt comment ils s'estiment capables, concrètement, de rendre plus efficaces les services que la collectivité fournit aux citoyens ?

## Des énarques pour la gestion territoriale

Les responsables doivent être rompus aux exigences des mutations en cours

par PATRICK TERROIR (\*) et JACQUES NODIN (\*\*)

LA décentralisation, instrument majeur de la modernisation sociale au cours des prochaines années, entraîne naturellement une modification de la conception des services publics nationaux et locaux. L'enjeu est considérable, car les transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités locales ne deviendront réels que si les pouvoirs décentralisés disposent de gestionnaires efficaces assurant la qualité des services publics locaux et l'adaptent aux évolutions du service public. C'est un tournant dans le fonctionnement de ces services, demandant des compétences accrues en gestion, en urbanisme, en technique de communication, etc.

Dès lors, plusieurs logiques conduisent à penser que les administrateurs territoriaux doivent être formés par l'Ecole nationale d'administration.

Une logique d'utilité et de complémentarité: la décentralisation ne doit pas aboutir à dresser les collectivités locales contre l'Etat ni à conserver les inégalités et hiérarchies antérieures. Ne pas former les administrateurs territoriaux dans la même école que les administrateurs civils présente le risque, compte tenu de l'image de l'ENA, de maintenir une hiérarchie sans fondement réel entre fonctions publiques.

Une logique de mobilité: la mobilité au sein de chacune et entre les différentes fonctions publiques (d'Etat, territoriale, hospitalière) forme l'un des pivots d'une adaptation souple du service public aux évolutions des besoins sociaux. L'une des solutions pour donner à cette mobilité

toutes les chances de s'exercer réside dans l'organisation d'une formation initiale commune des administrateurs.

La logique même de la décentralisation enfin, qui entraîne une redistribution des compétences et des responsabilités entre l'Etat et les collectivités territoriales, doit conduire à redistribuer les administrateurs du service public entre l'administration centrale, les services extérieurs de l'Etat et l'administration territoriale. Dans les faits, d'ailleurs, de nombreux anciens élèves de l'ENA exercent déjà dans les collectivités locales.

### Des craintes vaines

L'Association des anciens élèves de l'ENA, par la voix de ses responsables, s'est cependant officiellement prononcée contre le recrutement des administrateurs territoriaux par l'ENA. En réalité, il semble bien que les responsables de l'association craignent que la préminence formelle des administrateurs civils au sein des fonctions publiques et la conception actuelle de l'ENA ne soient remises en cause. Mais n'est-ce pas méconnaître les exigences de la modernisation de l'Etat et des collectivités territoriales comme

(\*) Président du groupe de liaison CFDT des cadres de la haute fonction publique.  
(\*\*) Secrétaire général de la fédération INTERCO-CFDT, membre du bureau national de la CFDT.

de l'évolution générale du service public ?

Néanmoins, nous ne saurions dissimuler que de nombreux problèmes restent à résoudre: la formation de l'ENA dans l'enseignement dispensé, formation permanente des administrateurs civils et territoriaux dans le cadre d'une conception nouvelle de la promotion, intégration des fonctionnaires territoriaux dans les corps, etc.

Les services publics nationaux et locaux ont besoin d'hommes et de femmes rompus aux exigences des mutations en cours. Moteurs d'une conception de l'intérêt public adaptée aux problèmes économiques, financiers et sociaux, les administrateurs doivent devenir les nouveaux « managers » du service public.

### « LA VÉRITÉ DÉARMÉE », de Gaston Piétri

## Le carré qui sauvera le monde

Si au nom de la vérité, tant de crimes ont été commis dans l'histoire, faut-il avoir peur d'elle ? Et si, au nom de la liberté, toutes les vérités aujourd'hui sont bonnes à dire et à penser, quelle place faire à la vérité chrétienne, celle qui s'adresse à tout homme et à tout l'homme ?

Secrétaire général adjoint de l'épiscopat, le Père Gaston Piétri est placé à l'un des meilleurs postes d'observation de l'Eglise de France. Dans une méditation libre et sans prétention, relevée à chaque page par d'abondantes références bibliques et philosophiques, il touche du doigt l'une des plus grandes incertitudes du libéralisme des esprits modernes: le sectarisme et l'intolérance sont en diminution - qui s'en plaindrait ? - mais l'indifférence moelle et le scepticisme généralisé qui les ont suivis sont des ramèdes plus que le mal.

### On bénit tout et n'importe quoi

Le souvenir des dévotions passées, l'autonomie des comportements, la fluidité des appartenances, conduisent à la même impasse: il n'y a plus de vérité que relative. Au nom du pluralisme, d'une légitimité bien comprise, on bénit tout et n'importe quoi.

Les Eglises n'échappent pas à ce mouvement général. « Les chrétiens, note Gaston Piétri, ont fini par s'habituer à ce que leur foi soit sans impact sur l'organisation de notre société. » Il ajoute: « Il y a une façon de priver la sécularisation tout armée qui conduit tout droit à une méconnaissance de la vérité chrétienne. »

La peur d'un retour à la christianité d'hier, quand l'Eglise gouvernait la société et les

### Le dernier oripeau

Mais la peur de dire cette vérité sur Dieu se double en même temps d'une peur de l'homme: « Le moment vient où il sera plus difficile de croire en l'homme que de croire en Dieu. » La peur aux valeurs sacrées, dont on fait tant de gorges chaudes, n'est-je pas le dernier oripeau sous lequel se cachent nos angos collectives ? Gaston Piétri n'est pas loin de le penser.

C'est paradoxalement dans ce contexte - et à condition de ne pas sortir de leur rôle - que les Eglises peuvent le mieux parler aujourd'hui de l'homme, à l'homme.

Et celui-ci est peut-être, plus qu'hier, prêt à entendre que le logos de la vérité ne conduit pas nécessairement à l'enfermement ou au totalitarisme. Que la foi n'est pas oppressive, mais peut être libératrice: voir la Pologne ou l'Amérique latine. Que la vérité chrétienne définit des critères éthiques qui ne se prétendent pas des normes obligatoires, mais des références inséparables de ces questions - nucléaire, génétique, bioéthique - où se joue le sort de l'homme. Que les notions de liberté, de vérité, d'amour et de service sont inséparables l'une de l'autre.

Elles forment les quatre côtés d'un même carré. Ce carré de la vérité désarmée qui, pour Gaston Piétri, homme de foi et d'évangiles, sauvera le monde.

HENRI TINCO.

\* Fayard, 182 pages, 179 F.

### Une deuxième Ecole nationale d'administration ?

Le rapport de M<sup>me</sup> Blandine Barret-Kriegel sur la modernisation de l'Etat suggère de créer une deuxième Ecole d'administration concurrente de celle de la rue des Saints-Pères (le Monde du 11 décembre 1985).

A mon avis, il s'agit d'une fausse bonne solution à un problème mal posé.

En effet, comme je l'ai montré dans l'ENA, la Société l'Etat (1), il n'existe nullement un monopole des anciens élèves de l'ENA dans la haute administration. (...)

En 1984, 28 % seulement des ambassadeurs, 27 % seulement des commissaires régionaux de la République, 29 % seulement des commissaires départementaux de la République et 42 % seulement des directeurs d'administration centrale étaient issus de l'ENA. D'ailleurs, imagine-t-on de créer une seconde Ecole navale ou une seconde Ecole nationale supérieure des télécommunications ?

En revanche, l'Institut d'études politiques de Paris occupe une position hégémonique dans l'accès à l'ENA. Aucun lycée parisien n'exerce la même prépondérance dans l'accès à l'Ecole normale supérieure ou à l'Ecole polytechnique.

Plutôt que de créer une seconde Ecole nationale d'administration, il conviendrait de développer les IEP existant en province (notamment celui de Strasbourg, fort délaissé), d'en créer un à Rennes (pour couvrir l'Ouest) et un à Lille (pour couvrir le Nord), enfin de créer à Paris un second, voire un troisième Institut d'études politiques.

Puisqu'il s'agit d'éviter les monopoles, il conviendrait également, pour l'accès aux emplois supérieurs, de moins prendre en compte l'appartenance de corps (en l'occurrence, l'appartenance à un grand corps) et plus la compétence et les qualités de chacun. (...)

JEAN-FRANÇOIS KESLER, ancien élève de l'ENA, chargé du cours de science administrative à l'IEP de Strasbourg.

(1) Editions Berger-Levrault, Paris, 1985.

### Simple comme bonjour

« Bonnes et mauvaises solitudes », l'article de Robert Solé (le Monde du 15 janvier) traite d'un sujet qui est malheureusement trop à la mode. (...) Pouvoir faire la connaissance des gens ne devrait pas nécessiter un tour de force. Il faudrait créer des « points de conversation » dans les lieux publics qui seraient nettement signalés, où il serait naturel de s'adresser la parole. Sans organisation, sans administration, sans frais et dans l'anonymat, nous pourrions nous parler de tout et de rien et sentir que nous ne sommes ni différents ni exclus des autres. Cette nouvelle habitude changerait la vie de millions de gens!

LILY SAËNAST (Bruxelles).

### Qui dénonce M. Emmanuelli ?

M. Emmanuelli est, me semble-t-il, OH membre du gouvernement depuis 1981. Qui dénonce-t-il donc (le Monde du 22 janvier) en s'élevant contre ses promesses coûteuses telles que les suivantes: « la relance de la consommation, donc l'aggravation du déficit extérieur »; « davantage de déficits et d'endettement intérieur, mais aussi plus de chômage » ?

Et le reste à l'avenant... JEAN VILLEMMAIN (Paris).

### La Suisse a compris

Le cumul des mandats est un faux problème. Le cumul qui me semble intolérable et doit être dénoncé est celui de la profession de fonctionnaire avec une fonction élective (maire, conseil régional, député, Sénat). Car là se trouve la source du statu quo économique de la France.

En effet, les fonctionnaires, par leur idéal et leur mentalité intrinsèquement « sécuritariste », participent à l'élaboration des lois et mesures économiques, introduisent, volontairement ou non, cet esprit « sécuritariste ». La Suisse l'a bien compris puisque son fonctionnaire ne peut présenter sa candidature à une quelconque élection. (...)

JEAN DE BONY DE LAVERGNE (Paris).

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75437 PARIS CEDEX 09  
Tél: MONDIPUB 69572 F  
Tél: MONDIPUB 69573 F  
Tél: MONDIPUB 69574 F  
Tél: (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication

Directeurs: Hubert Bourde-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1982), André Larrousse (1982-1985)

Directeur de la société: ont été à compter du 10 décembre 1984, Capital social: 570 000 F

Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des Lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bourde-Méry, fondateur.

Administrateur: Bernard Worms

Rédacteur en chef: Daniel Vernet

Correspondant en chef: Claude Salas

**Le Monde PUBLICITE**

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél: (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Tél: MONDIPUB 206 136 F

**PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER**

Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 400 m.; Allemagne, 1,80 DM; Australie, 17 csh.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,80 \$; Côte d'Ivoire, 375 F CFA; Danemark, 7,00 kr.; Espagne, 120 pes.; E.-U., 1,28 \$; Grèce, 320 dr.; Inde, 85 p.; Italie, 1 700 L.; Japon, 3 300 ¥; Luxembourg, 30 L.; Norvège, 9 kr.; Pays-Bas, 2,8 f.; Portugal, 750 am.; Suède, 325 F CFA; Suisse, 9 fr.; Thaïlande, 1,80 T.; Yougoslavie, 170 mt.

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 923 F 2 536 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS  
399 F 763 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
384 F 772 F 1 084 F 1 380 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changement d'adresse délégué en province (sans commission en plus): un changement est autorisé à former leur demande sur demande au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les mandats, chèques et espèces d'impôts.

Imprimé de 1944 à 1985  
Le Monde  
PARIS

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437  
ISSN: 0395-2037

الصحف العالمية



# étranger

## AMÉRIQUES

### Haïti

#### NOUVELLES ÉMEUTES DANS LE NORD DE L'ÎLE

### « Dans ce pays qui marche à reculons... »

Trois morts, dont deux enfants, et trente blessés... tel est le bilan des nouvelles émeutes qui ont éclaté, le lundi 27 janvier, à Cap-Haïtien, au nord de Port-au-Prince. C'est la seconde fois en moins de deux ans que des troubles graves ont lieu dans cette cité.

#### De notre envoyé spécial

Port-au-Prince. — On l'appelle « l'Église ». Depuis le 22 octobre dernier, il a, dit-il, « pris le maquis », et il faut circuler en ville à la tombée de la nuit, en passant de guidé en guidé, pour le trouver en banlieue dans l'un de ces enchevêtrements de petites maisons basses qui bordent la capitale.

La trentième minute et décédé, il explique que depuis neuf ans il milite comme journaliste tout en dirigeant une troupe de théâtre. Paul Evans, de son vrai nom, a été emprisonné trois fois et il est aujourd'hui l'un des armateurs de ce qu'il appelle le « lutez sporadique de gens fatigués et aux abois ».

Du fond de sa retraite, dans une petite pièce décorée de quelques guirlandes et meublé d'une table et de trois fauteuils, il explique que les difficultés du pouvoir actuel pour la réduction de son assise traditionnelle. « François Duvalier, dit-il, menait la bourgeoisie multiraciale et elle était restée à sa place. Aujourd'hui, depuis le mariage de Jean-Claude avec Michèle Bennett, en 1980, le pouvoir multiraciale redresse la tête et par son omniprésence indispose la majorité noire ».

De même, ajoute-t-il, « Papa Doc » avait neutralisé l'Église et disposait ainsi d'un certain soutien. Le fils n'a pas su maintenir cette ligne, et l'Église tourne le dos au pouvoir. Enfin, dit « l'Église », « l'armée avait été marquée par François Duvalier, qui avait créé ses milices. Le mécontentement, actuel des « tortures massives », « dont les tortures massives »... « dit le vent pas se battre pour un pouvoir multiraciale, renforce la position de l'armée, en qui la majorité voit le seul recours possible pour une période de transition ».

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

De même, ajoute-t-il, « Papa Doc » avait neutralisé l'Église et disposait ainsi d'un certain soutien. Le fils n'a pas su maintenir cette ligne, et l'Église tourne le dos au pouvoir. Enfin, dit « l'Église », « l'armée avait été marquée par François Duvalier, qui avait créé ses milices. Le mécontentement, actuel des « tortures massives », « dont les tortures massives »... « dit le vent pas se battre pour un pouvoir multiraciale, renforce la position de l'armée, en qui la majorité voit le seul recours possible pour une période de transition ».

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Ce discours d'un homme qui se dit de gauche a été le même que celui de Panorama, le quotidien de la « vieille garde » duvalérienne. Dans l'échoppe située au centre de la ville et qui regroupe toutes les activités du journal, il y a des phoques jaunes, des arènes de 50 centimètres. C'est la même « ras-le-boli » qui s'exprime timidement : « Vous avez la liberté de la presse chez vous, ici, vous savez, on peut avoir des problèmes personnels ou avec sa famille », dit le directeur.

Le calme était revenu lundi soir à Cap-Haïtien, où la présence militaire est importante. Mais les touristes étrangers qui s'y trouvaient en visite ont regagné Port-au-Prince, où leurs navires ont aussitôt levé l'ancre.

Le journal dispose d'une vieille litote qui trône au milieu de la seconde pièce de la boutique. C'est un « quotidien qui ne paraît pas tous les jours », où l'on trouve des critiques parfois très dures, et certains n'hésitent pas à mettre en cause le « trahison » de l'idéologie duvalérienne.

Face à cette situation qui se dégrade, on évoque une possible transition militaire. Comme est observateur de la vie haïtienne qui déclarait sans ironie en voyant défiler les militaires devant le palais présidentiel : « C'est à vous qu'appartient l'avenir ».

Un avenir dont on se demande ce qu'il peut être pour certains habitants de la capitale. Dans l'avenue Dessalines, non loin du port, l'un des quartiers populaires de Port-au-Prince a par exemple, deux façades. Côté jardin, c'est le célèbre marché de rue, une grande bâtisse verte et rouge, style Beaudouin, où les quelques touristes américains qui n'ont pas été effrayés par le spectre du SIDA se mêlent aux habitants pour acheter des souvenirs. On aperçoit, pêle-mêle, les objets les plus hétéroclites, les fruits et légumes tropicaux les plus divers. Le côté cour est beaucoup moins séduisant. A quelques mètres du « joli marché typique » indiqué par les guides, on découvre un autre marché, tenu par un couple.

Si on lui fait observer que ses propos sont très durs, Aubelin Jolicoeur répond : « Les critiques les plus acerbes sont faites par des membres du gouvernement eux-mêmes ».

« Dans ce pays qui marche à reculons », selon sa formule, l'Église a conscientisé une population pour laquelle le vote n'est qu'un moyen de survie.

« Les implications du coup d'État religieux sikh sont très sérieuses », écrit le Tribune de Chandigarh, « l'instabilité de ce gouvernement Akali Dal vis-à-vis des extrémistes n'a rien de nouveau ». « Il faut agir immédiatement », titre, pour sa part, l'Indian Express (droite hindouiste). « Nous voilà revenus dix-huit mois en arrière », déplore l'Hindustan Times (proche du gouvernement) et le Patriot (communiste) invite l'Akali Dal, le parti des modérés, à montrer assez de courage pour affronter les extrémistes ».

Homme de compromis, M. Sargit Singh Barnala, chef-ministre sikh de l'État, paraît décidé à épuiser toutes les ressources de la diplomatie avant d'en arriver à une telle extrémité. Pour s'assurer, encore une fois, du soutien majoritaire de l'opinion sikh, le parti Akali Dal, triomphalement élu il y a quatre mois et dont M. Barnala est le président, semble sur le point de convoquer à son tour un « sarbat khalza », une congrégation générale du sikhisme pour

« Soixante-dix réfugiés haïtiens secourus par les garde-côtes américains ». A Miami, les garde-côtes américains ont secouru, le lundi 27 janvier, soixante-dix réfugiés haïtiens embarqués sur un bateau à voile conçu pour transporter dix personnes et qui était en train de couler en pleine tempête à l'est de Miami. Les garde-côtes ont mobilisé cent cinquante hommes, deux hélicoptères, deux avions et quatre bateaux pour cette opération. — (AFP.)

« Démenti au sujet de la défection d'un haut membre du KGB ». La Maison-Blanche a démenti, lundi 27 janvier, les informations de presse selon lesquelles la CIA protègerait depuis le printemps dernier un espion soviétique de très haut niveau qui aurait fait défection. Dans son numéro de cette semaine, l'heb-

domadaire américain US News and World Report affirmait qu'un espion, membre du KGB avec le grade de général, et qui fournissait des informations secrètes aux Américains, avait été éliminé d'Allemagne de l'Est en hélicoptère en avril ou en mai dernier. (Le Monde du 28 février). — (AFP.)

« Trois journalistes français expulsés ». Trois journalistes français d'Antenne 2 ont été priés, lundi 27 janvier, par le gouvernement colombien de quitter le pays. Richard et Dominique Méhlin ont été interrogés par la sécurité colombienne (DAS). Il leur est reproché d'avoir assisté la semaine dernière à une réunion clandestine de guérilleros de plusieurs pays latino-américains organisée dans les montagnes du Sud-Ouest colombien. Les trois journalistes étaient venus en Colombie pour effectuer un reportage sur la catastrophe d'Armero. — (AFP.)

« M<sup>me</sup> Nora Astorga prochain ambassadrice à l'ONU ». Le vice-ministre des relations extérieures du Nicaragua, M<sup>me</sup> Nora Astorga, sera la prochaine ambassadrice du Nicaragua à l'ONU, a-t-on appris, lundi 27 janvier, de source proche du gouvernement de Managua. L'ambassadrice américaine avait refusé en avril 1984 la nomination de M<sup>me</sup> Astorga comme ambassadrice du Nicaragua à Washington, en l'accusant d'avoir participé à des « activités terroristes ». M<sup>me</sup> Nora Astorga avait en effet été impliquée dans l'assassinat, le 8 mars 1978, du chef de l'état-major de la garde nationale nicaraguayenne, le général Vega. — (AFP.)

## ASIE

### Inde

### Guerre des nerfs entre Sikhs modérés et extrémistes au Pendjab

#### De notre correspondant

New-Delhi. — Une douzaine de drapeaux safrans marqués « Khalistan », l'État sikh dont rêvent les séparatistes du Pendjab, flottent depuis dimanche sur le dôme du Temple d'or d'Amritsar. A New-Delhi, le gouvernement de M. Rajiv Gandhi « examine » la situation, mais n'a toujours pas fait, ce mardi 28 janvier en fin de matinée, le moindre commentaire sur la prise du « Saint des saints » sikh par les extrémistes.

Seul M. Arjan Singh, vice-président du Congrès-Indira, le parti gouvernemental, a exprimé sa « préoccupation ». L'ancien ministre du commerce, homme de confiance de M. Gandhi pour l'ensemble du dossier sikh - c'est lui qui avait négocié avec les modérés et signé avec eux l'accord du 15 août, - s'est cependant déclaré « confiant » dans la capacité du gouvernement local pendjab à régler cette affaire.

Le pouvoir central de New-Delhi n'a pas, pour l'instant, l'intention d'intervenir. « Les questions de maintien de l'ordre », laisse-t-on entendre dans les milieux autorisés, sont du ressort des États », le « centre » n'intervenant que « si le gouvernement local est incapable de maîtriser une situation donnée ». En clair : c'est au pouvoir sikh pendjab, élu ce septembre, de montrer sa volonté et sa capacité de gouverner.

#### La destruction du Temple d'or

Or, à en juger par les éditoriaux publiés ce mardi matin dans tous les quotidiens nationaux, c'est précisément cette volonté qui est mise en doute. « Les implications du coup d'État religieux sikh sont très sérieuses », écrit le Tribune de Chandigarh, « l'instabilité de ce gouvernement Akali Dal vis-à-vis des extrémistes n'a rien de nouveau ». « Il faut agir immédiatement », titre, pour sa part, l'Indian Express (droite hindouiste). « Nous voilà revenus dix-huit mois en arrière », déplore l'Hindustan Times (proche du gouvernement) et le Patriot (communiste) invite l'Akali Dal, le parti des modérés, à montrer assez de courage pour affronter les extrémistes ».

Homme de compromis, M. Sargit Singh Barnala, chef-ministre sikh de l'État, paraît décidé à épuiser toutes les ressources de la diplomatie avant d'en arriver à une telle extrémité. Pour s'assurer, encore une fois, du soutien majoritaire de l'opinion sikh, le parti Akali Dal, triomphalement élu il y a quatre mois et dont M. Barnala est le président, semble sur le point de convoquer à son tour un « sarbat khalza », une congrégation générale du sikhisme pour

« Soixante-dix réfugiés haïtiens secourus par les garde-côtes américains ». A Miami, les garde-côtes américains ont secouru, le lundi 27 janvier, soixante-dix réfugiés haïtiens embarqués sur un bateau à voile conçu pour transporter dix personnes et qui était en train de couler en pleine tempête à l'est de Miami. Les garde-côtes ont mobilisé cent cinquante hommes, deux hélicoptères, deux avions et quatre bateaux pour cette opération. — (AFP.)

« Démenti au sujet de la défection d'un haut membre du KGB ». La Maison-Blanche a démenti, lundi 27 janvier, les informations de presse selon lesquelles la CIA protègerait depuis le printemps dernier un espion soviétique de très haut niveau qui aurait fait défection. Dans son numéro de cette semaine, l'heb-

domadaire américain US News and World Report affirmait qu'un espion, membre du KGB avec le grade de général, et qui fournissait des informations secrètes aux Américains, avait été éliminé d'Allemagne de l'Est en hélicoptère en avril ou en mai dernier. (Le Monde du 28 février). — (AFP.)

« Trois journalistes français expulsés ». Trois journalistes français d'Antenne 2 ont été priés, lundi 27 janvier, par le gouvernement colombien de quitter le pays. Richard et Dominique Méhlin ont été interrogés par la sécurité colombienne (DAS). Il leur est reproché d'avoir assisté la semaine dernière à une réunion clandestine de guérilleros de plusieurs pays latino-américains organisée dans les montagnes du Sud-Ouest colombien. Les trois journalistes étaient venus en Colombie pour effectuer un reportage sur la catastrophe d'Armero. — (AFP.)

« M<sup>me</sup> Nora Astorga prochain ambassadrice à l'ONU ». Le vice-ministre des relations extérieures du Nicaragua, M<sup>me</sup> Nora Astorga, sera la prochaine ambassadrice du Nicaragua à l'ONU, a-t-on appris, lundi 27 janvier, de source proche du gouvernement de Managua. L'ambassadrice américaine avait refusé en avril 1984 la nomination de M<sup>me</sup> Astorga comme ambassadrice du Nicaragua à Washington, en l'accusant d'avoir participé à des « activités terroristes ». M<sup>me</sup> Nora Astorga avait en effet été impliquée dans l'assassinat, le 8 mars 1978, du chef de l'état-major de la garde nationale nicaraguayenne, le général Vega. — (AFP.)

### Inde

### Guerre des nerfs entre Sikhs modérés et extrémistes au Pendjab

#### De notre correspondant

New-Delhi. — Une douzaine de drapeaux safrans marqués « Khalistan », l'État sikh dont rêvent les séparatistes du Pendjab, flottent depuis dimanche sur le dôme du Temple d'or d'Amritsar. A New-Delhi, le gouvernement de M. Rajiv Gandhi « examine » la situation, mais n'a toujours pas fait, ce mardi 28 janvier en fin de matinée, le moindre commentaire sur la prise du « Saint des saints » sikh par les extrémistes.

Seul M. Arjan Singh, vice-président du Congrès-Indira, le parti gouvernemental, a exprimé sa « préoccupation ». L'ancien ministre du commerce, homme de confiance de M. Gandhi pour l'ensemble du dossier sikh - c'est lui qui avait négocié avec les modérés et signé avec eux l'accord du 15 août, - s'est cependant déclaré « confiant » dans la capacité du gouvernement local pendjab à régler cette affaire.

Le pouvoir central de New-Delhi n'a pas, pour l'instant, l'intention d'intervenir. « Les questions de maintien de l'ordre », laisse-t-on entendre dans les milieux autorisés, sont du ressort des États », le « centre » n'intervenant que « si le gouvernement local est incapable de maîtriser une situation donnée ». En clair : c'est au pouvoir sikh pendjab, élu ce septembre, de montrer sa volonté et sa capacité de gouverner.

#### La destruction du Temple d'or

Or, à en juger par les éditoriaux publiés ce mardi matin dans tous les quotidiens nationaux, c'est précisément cette volonté qui est mise en doute. « Les implications du coup d'État religieux sikh sont très sérieuses », écrit le Tribune de Chandigarh, « l'instabilité de ce gouvernement Akali Dal vis-à-vis des extrémistes n'a rien de nouveau ». « Il faut agir immédiatement », titre, pour sa part, l'Indian Express (droite hindouiste). « Nous voilà revenus dix-huit mois en arrière », déplore l'Hindustan Times (proche du gouvernement) et le Patriot (communiste) invite l'Akali Dal, le parti des modérés, à montrer assez de courage pour affronter les extrémistes ».

Homme de compromis, M. Sargit Singh Barnala, chef-ministre sikh de l'État, paraît décidé à épuiser toutes les ressources de la diplomatie avant d'en arriver à une telle extrémité. Pour s'assurer, encore une fois, du soutien majoritaire de l'opinion sikh, le parti Akali Dal, triomphalement élu il y a quatre mois et dont M. Barnala est le président, semble sur le point de convoquer à son tour un « sarbat khalza », une congrégation générale du sikhisme pour

« Soixante-dix réfugiés haïtiens secourus par les garde-côtes américains ». A Miami, les garde-côtes américains ont secouru, le lundi 27 janvier, soixante-dix réfugiés haïtiens embarqués sur un bateau à voile conçu pour transporter dix personnes et qui était en train de couler en pleine tempête à l'est de Miami. Les garde-côtes ont mobilisé cent cinquante hommes, deux hélicoptères, deux avions et quatre bateaux pour cette opération. — (AFP.)

« Démenti au sujet de la défection d'un haut membre du KGB ». La Maison-Blanche a démenti, lundi 27 janvier, les informations de presse selon lesquelles la CIA protègerait depuis le printemps dernier un espion soviétique de très haut niveau qui aurait fait défection. Dans son numéro de cette semaine, l'heb-

domadaire américain US News and World Report affirmait qu'un espion, membre du KGB avec le grade de général, et qui fournissait des informations secrètes aux Américains, avait été éliminé d'Allemagne de l'Est en hélicoptère en avril ou en mai dernier. (Le Monde du 28 février). — (AFP.)

« Trois journalistes français expulsés ». Trois journalistes français d'Antenne 2 ont été priés, lundi 27 janvier, par le gouvernement colombien de quitter le pays. Richard et Dominique Méhlin ont été interrogés par la sécurité colombienne (DAS). Il leur est reproché d'avoir assisté la semaine dernière à une réunion clandestine de guérilleros de plusieurs pays latino-américains organisée dans les montagnes du Sud-Ouest colombien. Les trois journalistes étaient venus en Colombie pour effectuer un reportage sur la catastrophe d'Armero. — (AFP.)

« M<sup>me</sup> Nora Astorga prochain ambassadrice à l'ONU ». Le vice-ministre des relations extérieures du Nicaragua, M<sup>me</sup> Nora Astorga, sera la prochaine ambassadrice du Nicaragua à l'ONU, a-t-on appris, lundi 27 janvier, de source proche du gouvernement de Managua. L'ambassadrice américaine avait refusé en avril 1984 la nomination de M<sup>me</sup> Astorga comme ambassadrice du Nicaragua à Washington, en l'accusant d'avoir participé à des « activités terroristes ». M<sup>me</sup> Nora Astorga avait en effet été impliquée dans l'assassinat, le 8 mars 1978, du chef de l'état-major de la garde nationale nicaraguayenne, le général Vega. — (AFP.)

### Inde

### Guerre des nerfs entre Sikhs modérés et extrémistes au Pendjab

#### De notre correspondant

New-Delhi. — Une douzaine de drapeaux safrans marqués « Khalistan », l'État sikh dont rêvent les séparatistes du Pendjab, flottent depuis dimanche sur le dôme du Temple d'or d'Amritsar. A New-Delhi, le gouvernement de M. Rajiv Gandhi « examine » la situation, mais n'a toujours pas fait, ce mardi 28 janvier en fin de matinée, le moindre commentaire sur la prise du « Saint des saints » sikh par les extrémistes.

Seul M. Arjan Singh, vice-président du Congrès-Indira, le parti gouvernemental, a exprimé sa « préoccupation ». L'ancien ministre du commerce, homme de confiance de M. Gandhi pour l'ensemble du dossier sikh - c'est lui qui avait négocié avec les modérés et signé avec eux l'accord du 15 août, - s'est cependant déclaré « confiant » dans la capacité du gouvernement local pendjab à régler cette affaire.

Le pouvoir central de New-Delhi n'a pas, pour l'instant, l'intention d'intervenir. « Les questions de maintien de l'ordre », laisse-t-on entendre dans les milieux autorisés, sont du ressort des États », le « centre » n'intervenant que « si le gouvernement local est incapable de maîtriser une situation donnée ». En clair : c'est au pouvoir sikh pendjab, élu ce septembre, de montrer sa volonté et sa capacité de gouverner.

#### La destruction du Temple d'or

Or, à en juger par les éditoriaux publiés ce mardi matin dans tous les quotidiens nationaux, c'est précisément cette volonté qui est mise en doute. « Les implications du coup d'État religieux sikh sont très sérieuses », écrit le Tribune de Chandigarh, « l'instabilité de ce gouvernement Akali Dal vis-à-vis des extrémistes n'a rien de nouveau ». « Il faut agir immédiatement », titre, pour sa part, l'Indian Express (droite hindouiste). « Nous voilà revenus dix-huit mois en arrière », déplore l'Hindustan Times (proche du gouvernement) et le Patriot (communiste) invite l'Akali Dal, le parti des modérés, à montrer assez de courage pour affronter les extrémistes ».

Homme de compromis, M. Sargit Singh Barnala, chef-ministre sikh de l'État, paraît décidé à épuiser toutes les ressources de la diplomatie avant d'en arriver à une telle extrémité. Pour s'assurer, encore une fois, du soutien majoritaire de l'opinion sikh, le parti Akali Dal, triomphalement élu il y a quatre mois et dont M. Barnala est le président, semble sur le point de convoquer à son tour un « sarbat khalza », une congrégation générale du sikhisme pour

« Soixante-dix réfugiés haïtiens secourus par les garde-côtes américains ». A Miami, les garde-côtes américains ont secouru, le lundi 27 janvier, soixante-dix réfugiés haïtiens embarqués sur un bateau à voile conçu pour transporter dix personnes et qui était en train de couler en pleine tempête à l'est de Miami. Les garde-côtes ont mobilisé cent cinquante hommes, deux hélicoptères, deux avions et quatre bateaux pour cette opération. — (AFP.)

« Démenti au sujet de la défection d'un haut membre du KGB ». La Maison-Blanche a démenti, lundi 27 janvier, les informations de presse selon lesquelles la CIA protègerait depuis le printemps dernier un espion soviétique de très haut niveau qui aurait fait défection. Dans son numéro de cette semaine, l'heb-

domadaire américain US News and World Report affirmait qu'un espion, membre du KGB avec le grade de général, et qui fournissait des informations secrètes aux Américains, avait été éliminé d'Allemagne de l'Est en hélicoptère en avril ou en mai dernier. (Le Monde du 28 février). — (AFP.)

« Trois journalistes français expulsés ». Trois journalistes français d'Antenne 2 ont été priés, lundi 27 janvier, par le gouvernement colombien de quitter le pays. Richard et Dominique Méhlin ont été interrogés par la sécurité colombienne (DAS). Il leur est reproché d'avoir assisté la semaine dernière à une réunion clandestine de guérilleros de plusieurs pays latino-américains organisée dans les montagnes du Sud-Ouest colombien. Les trois journalistes étaient venus en Colombie pour effectuer un reportage sur la catastrophe d'Armero. — (AFP.)

« M<sup>me</sup> Nora Astorga prochain ambassadrice à l'ONU ». Le vice-ministre des relations extérieures du Nicaragua, M<sup>me</sup> Nora Astorga, sera la prochaine ambassadrice du Nicaragua à l'ONU, a-t-on appris, lundi 27 janvier, de source proche du gouvernement de Managua. L'ambassadrice américaine avait refusé en avril 1984 la nomination de M<sup>me</sup> Astorga comme ambassadrice du Nicaragua à Washington, en l'accusant d'avoir participé à des « activités terroristes ». M<sup>me</sup> Nora Astorga avait en effet été impliquée dans l'assassinat, le 8 mars 1978, du chef de l'état-major de la garde nationale nicaraguayenne, le général Vega. — (AFP.)

« Démenti au sujet de la défection d'un haut membre du KGB ». La Maison-Blanche a démenti, lundi 27 janvier, les informations de presse selon lesquelles la CIA protègerait depuis le printemps dernier un espion soviétique de très haut niveau qui aurait fait défection. Dans son numéro de cette semaine, l'heb-

domada



# DIPLOMATIE

EN RECEVANT M. SAVIMBI, LE CHEF DE L'UNITA

## Washington renforce ses liens avec l'opposition armée au régime marxiste angolais

De notre correspondant

Washington. - Les Etats-Unis devaient accueillir avec tambours et trompettes, ce mardi 28 janvier, M. Jones Savimbi, le chef du mouvement de guérilla anticommuniste angolais UNITA. Héros des milieux conservateurs américains qui le tiennent pour un « Che Guevara de la droite », M. Savimbi devait notamment être reçu jeudi matin par M. Reagan, mais l'état ainsi donné à cette visite de deux semaines ne préjuge pas ses résultats concrets.

Vent chercher une aide financière pour son mouvement, M. Savimbi n'est pas assuré que les dirigeants américains l'obtiendront du Congrès, car les implications d'un réengagement des Etats-Unis aux côtés de l'UNITA suscitent - jusqu'au sein de l'équipe présidentielle - un débat qui n'est pas encore tranché.

Premier problème : en franchissant ce pas, Washington s'alignerait à un mouvement qui bénéficie d'un soutien déterminant de l'Afrique du Sud. Il se placerait ainsi dans le même camp que Pretoria à un moment où l'apartheid suscite un profond mouvement d'opposition dans l'opinion américaine. A dix mois d'élections parlementaires dans lesquelles se jouera le contrôle du Sénat, cet aspect de la question ne peut pas être ignoré.

Second problème, les Etats-Unis ne pourraient plus prétendre être ceux qui se seraient rangés aux côtés de l'UNITA, à la neutralité dont ils se réclament en Afrique australe. Ils ne pourraient donc plus continuer à jouer leur rôle d'intermédiaire (presque totalement inefficace pour l'instant) entre l'Afrique du Sud et le gouvernement angolais dans la recherche d'un règlement fondé sur un retrait sud-africain de Namibie en échange du départ d'Angola des quelque trente mille soldats cubains qui s'y trouvent depuis 1975.

En prenant ce tournant, les Etats-Unis ne feraient plus sentir leur présence dans cette région du monde qu'en y contrastant l'influence acquise par l'URSS en Angola, et sans plus agir du tout contre le maintien du contrôle sud-africain sur la Namibie. Cela ne déplairait en rien aux tenants les plus conservateurs du Parti républicain pour lesquels il est urgent - particulièrement depuis le sommet de Genève - que soit réaffirmée la volonté américaine de dénoncer les incursions de l'URSS, dans la dernière décennie, dans des zones relevant traditionnellement du contrôle des pays occidentaux.

Lundi, le porte-parole de la Maison Blanche indiquait que M. Reagan n'avait « encore pris aucune décision en ce qui concerne l'Angola », mais le département d'Etat faisait à son tour savoir que Washington souhaitait accorder « davantage qu'un simple soutien moral » à l'UNITA et que le gouvernement recherchait « une solution appropriée et efficace ». Cela veut dire en clair que M. Reagan cherchera à obtenir du Congrès l'autorisation d'aider « secrètement » l'UNITA, par le canal de la CIA, ce qui permettrait de montrer ses muscles sans interdire tout espoir à la diplomatie.

BERNARD GUETTA.

### Un enjeu dans une négociation globale

Cette démarche s'appuie le plus souvent sur une volonté générale de maintenir un climat de coopération dans les relations soviéto-américaines et d'éviter à tout prix un retour à une politique de dialogue rappelant la période de la détente. L'octroi d'une aide à l'UNITA trouve cependant aussi des avocats parmi les partisans de la conclusion d'accords globaux avec Moscou dans la mesure où il est de bonne politique de hausser la barre avant de négocier.

Jusqu'au week-end dernier, la décision de sauter le pas semblait bien avoir été prise par la Maison Blanche puisque, en y recevant, le 21 janvier, les chefs de file de la majorité républicaine du Sénat, M. Reagan leur avait fait part de son intention de demander au Congrès non seulement quelque 100 millions de dollars pour la guérilla anti-soviétique, mais aussi une assistance pour les « combattants de la liberté » angolais. Dimanche pourtant, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, paraissait, dans une interview publiée par le New York Times, écarter cette idée et plaider seulement pour une affirmation soignée d'un soutien moral du Congrès au combat de M. Savimbi.

Lundi, le porte-parole de la Maison Blanche indiquait que M. Reagan n'avait « encore pris aucune décision en ce qui concerne l'Angola », mais le département d'Etat faisait à son tour savoir que Washington souhaitait accorder « davantage qu'un simple soutien moral » à l'UNITA et que le gouvernement recherchait « une solution appropriée et efficace ». Cela veut dire en clair que M. Reagan cherchera à obtenir du Congrès l'autorisation d'aider « secrètement » l'UNITA, par le canal de la CIA, ce qui permettrait de montrer ses muscles sans interdire tout espoir à la diplomatie.

BERNARD GUETTA.

### M. BUSH RENOUVELLE LE SOUTIEN MILITAIRE DES ETATS-UNIS AU HONDURAS

Tegucigalpa. - Le vice-président américain, M. George Bush, a réitéré, lundi 27 janvier, à Tegucigalpa, le soutien de l'administration Reagan au Honduras « face à l'agression communiste » que constitue, selon Washington, le Nicaragua sandiniste. M. Bush, qui assistait à l'investiture du nouveau chef de l'Etat hondurien, M. José Azcona, a indiqué que Washington prenait « très au sérieux » son engagement d'aider le Honduras à « défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale » et à « maintenir et renforcer ses moyens de défense ».

M. Bush a rappelé la volonté des Etats-Unis d'aider la guérilla antisandiniste, mais a affirmé que M. Azcona ne s'était pas engagé à autoriser l'utilisation du territoire hondurien pour l'acheminement par les Etats-Unis de leur aide aux « contras », qui opèrent à partir de camps situés au Honduras. - (AFP.)

A Strasbourg

## Le président Moubarak s'adresse à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, devait quitter Le Caire, ce mardi matin 28 janvier, pour un bref voyage en Europe. Il se rend d'abord à Strasbourg, où il est, ce jour, le premier chef d'Etat arabe à s'adresser à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, puis à Paris et à Bonn.

De notre correspondant

Le Caire. - En choisissant Strasbourg comme première étape de son voyage, le président Moubarak veut marquer son désir de voir l'Europe des 21 jouer un rôle « plus positif » dans les efforts en cours pour débloquent le processus de paix au Proche-Orient. L'Egypte, premier et seul pays arabe à avoir conclu un traité de paix avec Israël, veut, en effet, voir la route où elle s'est engagée consolidée par l'élargissement du processus aux autres parties au conflit. A défaut de pouvoir convaincre les Etats-Unis de la nécessité d'une participation de l'OLP aux négociations de paix, M. Moubarak souhaite obtenir l'aval de l'Europe et son appui à l'accord jordanopalestinien du 11 février 1985. Toutefois, l'argumentation du rais en faveur de l'OLP est affaiblie par le refus par l'organisation de M. Yasser Arafat de reconnaître les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. M. Moubarak avait lui-même admis l'importance d'une reconnaissance par l'OLP de ces résolutions afin de pouvoir aller de l'avant. Il souhaite que les entretiens actuels de M. Arafat, à Amman, permettent d'enregistrer des progrès sur cette question, afin de pouvoir mettre sur le tapis le projet d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient.

Une économie malade

La question des relations avec Israël pèse aussi sur ce voyage en France et en Allemagne fédérale. M. Moubarak doit, au terme de sa visite en France, se rendre à Bonn, le 30 janvier, date de la fin de la visite en RFA du premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, au lende-

main de la visite au Caire, sans grands résultats, de M. Weizmann, ministre israélien sans portefeuille.

Le voyage du chef de l'Etat se produit à un moment où l'économie égyptienne, de l'aveu même des responsables, est malade. Les revenus du pétrole, principale production d'exportation du pays, ont dramatiquement baissé et l'on estime que le manque à gagner pour 1986 sera de l'ordre de 600 millions de dollars si l'effondrement des prix du brut se poursuit. Le canal de Suez n'a pas rapporté le milliard de dollars escompté. Le tourisme est en pleine crise depuis quatre mois et les versements des expatriés égyptiens dans les pays pétroliers arabes se tarissent. Tout cela va rendre encore plus difficile le règlement des échéances de la dette extérieure égyptienne. La question sera sans doute soulevée par M. Moubarak à Paris et à Bonn.

A. BUCCIANTI.

A Stockholm

## MM. GENSCHER ET DUMAS ASSISTENT A LA REPRISE DE LA CONFERENCE SUR LE DESARMEMENT EN EUROPE

La conférence sur le désarmement en Europe (CDE) de Stockholm, issue de la CSCE (Conférence sur la sécurité et le désarmement en Europe), entame ce mardi 28 janvier sa troisième année de travaux, en présence des chefs de la diplomatie française et ouest-allemande, qui sont convenus d'intervenir conjointement devant les délégués des trente-cinq participants (tous les Européens sauf l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada).

On s'attendait, dans la capitale suédoise, que MM. Dumas et Genschler insistassent pour que la négociation entre enfin dans une phase concrète, alors que les quatre sessions prévues pour 1986 ne laissent guère qu'une vingtaine de semaines de travail à plein temps, et qu'ils fussent valorisés par un résultat raisonnable. Mais les deux ministres ont plutôt contribué au progrès du dialogue sur le désarmement (notamment des superpuissances, qui couvrent directement l'Europe).

Moscou et ses alliés se sont gardés, jusqu'à présent, d'entrer dans les détails pratiques, préférant réclamer un arrangement sur le non-recours à la force. L'Ouest ne rejette pas une réaffirmation de ce principe, mais juge qu'elle n'est pas une fin en soi. - (AFP.)

## M. ALAIN GRENIER EST NOMME AMBASSADEUR A DAMAS

Le Quai d'Orsay a confirmé, vendredi 17 janvier, que M. Alain Grenier, premier conseiller à l'ambassade de France à Londres, était nommé ambassadeur à Damas, en remplacement de M. Henri Servant (le Monde du 11 janvier). Ce dernier devait succéder, à la tête de la direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, à M. Marc Bonnefous, nommé prochainement secrétaire général adjoint, pour remplacer M. Serge Boidevaux, qui recevait l'ambassade de France à Bonn.

[Né le 16 novembre 1930, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA, M. Alain Grenier a commencé sa carrière au ministère de l'Economie et des Finances en 1957. Il a été attaché commercial à Rio de Janeiro de 1958 à 1960, puis à Athènes jusqu'en 1963. L'année suivante, il a été affecté à Damas comme chef des services d'expansion économique, puis comme conseiller commercial à Rome en 1968.

Détaché auprès du ministère des Affaires étrangères en 1969, il a été mis, la même année, à la disposition du secrétaire d'Etat à la fonction publique, M. Philippe Malaud, puis, en 1971, conseiller technique au cabinet de M. André Bettencourt, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, avant et après un passage à l'administration centrale (affaires économiques et financières). M. Grenier a ensuite été nommé conseiller général à Boulogne en 1974, directeur adjoint des affaires africaines et malgaches en 1978, et enfin ministre conseiller à Londres en 1980.]

# Le Danemark et la Communauté européenne

(Suite de la première page.)

Mais ces distorsions contre la Communauté appartiennent de longue date au paysage politique danois. Et, à part quelques gros titres à la une des journaux de Copenhague, on ne saurait dire que la capitale offre le spectacle de l'effervescence. Quant aux conclusions du Folketing, ils ont vu passer tant de crises que leur apparence n'est guère différente de celle que l'on y peut observer en des temps plus ordinaires.

Pour un peu, on en viendrait à se demander ce qui peut bien inquiéter les partisans de la réforme de la CEE, donc ceux du « oui » au référendum, puisque plus personne ne semble douter, ici, avant le nouveau débat parlementaire de ce qu'il s'agit de dire que la capitale offre le spectacle de l'effervescence. Quant aux conclusions du Folketing, ils ont vu passer tant de crises que leur apparence n'est guère différente de celle que l'on y peut observer en des temps plus ordinaires.

### Un débat de politique intérieure

La majorité gouvernementale (mise, donc, en minorité sur ce sujet particulier) a insisté sur le fait que le rejet du « paquet » de réformes porterait en lui le germe d'un retrait ultérieur de fait, même si celle-ci n'est pas la question posée. L'opposition, qui a reçu pour la circonstance le renfort des radicaux, cherche de son côté à enfermer les partisans du « oui » dans cette logique : si le « non » l'emporte, ceux-ci

seraient ainsi obligés d'en tirer les conclusions. A la fois en considérant que le pays veut de se consacrer au Marché commun, et en démissionnant.

Car ce débat sur la Communauté européenne est aussi - certains estiment même surtout - une querelle de politique intérieure. A plusieurs reprises, qu'il s'agisse de la CEE ou de l'OTAN, le premier ministre conservateur, M. Poul Schlüter, a pu constater qu'il n'avait pas de majorité parlementaire pour soutenir sa politique extérieure, contrairement à ce qui se produit en faveur de sa politique intérieure, en particulier économique, du fait de l'existence des radicaux.

A l'inverse, lui et ses amis n'ignorent pas que l'opposition social-démocrate est profondément divisée sur les questions européennes, et ils peuvent être tentés d'en jouer. Après tout, la campagne pour le référendum d'octobre 1972, où le Danemark donna son assentiment à la CEE à plus de 60% des suffrages, fut pour la gauche socialiste danoise un long cauchemar, et il peut être payant de l'obliger à étaler à nouveau ses divisions. Tel de ses dirigeants parlementaires ne déclarait-il pas, au lendemain du vote négatif du Folketing, que s'il avait fidèlement obéi à la discipline de groupe, il ne se priverait pas, pour autant, de voter « oui » au référendum consultatif.

Au point que l'on commence à se demander, à Copenhague, si une dissolution du Parlement ne suivra pas la consultation, quelle qu'en soit l'issue, la vie politique nationale se trouvant en toute hypothèse profondément marquée par la réponse des électeurs à la question posée sur la réforme européenne. Celle-ci sera d'ailleurs courte et simple, du genre : « Approuvez-vous l'ensemble des réformes sur lesquelles le Conseil européen de Luxembourg s'est mis d'accord ? »

Mais le fond de cette affaire, du moins pour s'en tenir à la politique politicienne, c'est la triste et profonde faille de la social-démocratie danoise, estime M. Jørgen Schleimann, rédacteur en chef et éditeur de la revue social-démocrate *Ungdommen*, ancien social-démocrate lui-même et profondément euro-

péen. Cette famille de pensée, dont l'histoire se confond parfois avec celle du Danemark, tant elle y a joué un rôle essentiel, est en train de perdre l'internationalisme qui était une de ses raisons d'être. Elle découvre sur le tard, après d'autres, qu'il est décidément plus facile d'aimer l'humanité que son voisin. Elle renonce à ce « continentalisme politique » qui peut être la grande aventure de notre temps.

### Deux oppositions différentes

En fait, la grande crainte des partisans du « oui » est que le « non » réussisse à rassembler une majorité en additionnant deux catégories pourtant distinctes, et même diffé-

rentes, de réactions politiques : l'hostilité abouche et de principe à la CEE, qui est celle d'une importante minorité nationaliste et d'extrême gauche, et l'opposition, elle circonstancielle, au train de réformes proposé par les chefs d'Etat et de gouvernement.

« Notre campagne », explique M. Bjørn Ivarsen, député libéral et défenseur, à ce titre, de la coalition gouvernementale, va notamment consister à expliquer aux seconds qu'ils risquent de faire dramatiquement le jeu des premiers. Mais aussi que les réformes envisagées respectent parfaitement les trois principes adoptés puis confirmés par notre Parlement en la matière : pas de nouveaux transferts de souveraineté, pas de bouleversement dans l'équilibre des pouvoirs au sein de la Communauté et pas de changement par rapport au compromis de Luxembourg de 1966 (1).

Mais justement, répliquent les sociaux-démocrates, sur ces trois points, ce qu'on nous propose contredit ce que nous avons décidé. Toute « union européenne » repose sur de nouveaux transferts de souveraineté.

L'équilibre des pouvoirs se trouvera bel et bien modifié, même si le Parlement européen se plaint que les Parlements nationaux ne lui cèdent pas assez de compétences. Et le recours quasi systématique au vote à la majorité en Conseil européen tourne le dos au compromis de Luxembourg, au moins tel qu'il était pratiqué depuis vingt ans avec succès, ajoutant les amis de M. Anker Jørgensen.

A ces arguments politico-juridiques s'opposent différentes réalités économiques. « Nous sommes atteints à l'idée que notre pays pourrait quitter la Communauté européenne, ou même simplement être de plus en plus marginalisé », déclare par exemple M. de

Neergaard, directeur de l'Ingeniør og Handelsfirma, société qui exerce d'importantes responsabilités dans le commerce extérieur danois. Et quand je dis « nous », je ne veux pas seulement dire ce milieu d'import-export auquel j'appartiens, mais bel et bien l'ensemble des milieux industriels et, dans une large mesure, agricoles. Le Danemark vit de la vente de ses produits à l'étranger, et, honnêtement, il en vit plutôt bien. Pour toute notre économie, « décrocher » de la Communauté serait une catastrophe. On a trop dit que seuls les paysans et les pêcheurs en profiteraient. C'est l'ensemble de nos activités qui y gagne, donc l'ensemble des revenus des Danois.

Argument qui semble toutefois laisser de marbre un certain nombre de responsables syndicaux ouvriers, résolument hostiles à la CEE : à commencer par celui des usines métallurgiques Staalvæverket de Frederiksberg, pourtant très aidés par la Commission de Bruxelles : il a tenu à être un des premiers à afficher son hostilité au projet. A l'inverse de nombre de dirigeants

agricoles, dont M. Hans Larensen, qui a bien modifié, mais qui n'est pas président de l'organisation des petits fermiers du Jutland, ou d'un autre radical, M. Christian Sørensen, membre du Conseil national de l'agriculture.

### La coopération nordique

« C'est pour cette raison, pour ce sur quoi de bon sens pratique que j'attends de notre peuple, que je me refuse au pessimisme », explique l'ancien ministre des affaires étrangères, Ole Guldberg. Mais il faut tenir compte d'une chose : dire « oui », chez nous, c'est sérieux. Ça ne veut pas dire peut-être. Cela suppose un examen attentif, un engagement clair. C'est bien pour quoi il sera difficile, jusqu'au bout, de deviner ce que ce pays va faire.

Mais « ce pays » s'il, en définitive, la « tripe » européenne ? On s'irrite un peu, chez les européens, justement, que la question soit si souvent posée à propos du Danemark. Et l'on sourit de l'hypothèse selon laquelle Copenhague serait plus attiré par la coopération « nordique » (avec les quatre autres pays scandinaves, donc) que par la CEE. « Cette coopération existe, dit encore M. Guldberg, mais il ne faut rien exagérer. Des cinq scandinaves, trois appartiennent à l'OTAN (2), la Suède est neutre et la Finlande... c'est la Finlande. Les différends entre nous existent tout autant qu'avec nos partenaires de la Communauté, avec lesquels l'intégration économique est en fait bien plus active.

Il y a, notamment, cette fascination ancienne des Danois pour les Britanniques, qui n'est pas toujours, semble-t-il, payée de retour (mais il était, par exemple, hors de question, pour Copenhague, d'adhérer au Marché commun tant que Londres ne pouvait le faire). Il y a aussi cette relation trouble avec le voisin allemand, dont l'occupation a laissé des souvenirs tels que, se souvient M. Schleimann, « ce qui nous a décidé, en 1972, à entrer dans la Communauté où ils étaient aussi... et en position déjà dominante... c'était le fait qu'ils aient porté à leur tête un certain Willy Brandt, antifasciste de la première heure et

qui avait combattu les nazis en Scandinavie... »

Et, derrière tous ces débats sur les avantages et les inconvénients de l'appartenance à la CEE, une inquiétude beaucoup plus fondamentale sur ce que peut être le rôle d'un pays comme le Danemark dans le monde d'aujourd'hui. Que ce « petit pays » de quelque cinq millions d'habitants ait un grand passé, récits de conquêtes et inoubliables châteaux en témoignent parmi d'autres signes. Que le présent ne lui ait pas trop mal réussi, son niveau de vie - le plus haut des Douze - l'atteste, tout comme la persistance d'une personnalité dont la force ne fait de doute que pour ceux qui ne le connaissent pas. Mais l'avenir ?

Peut-il être encore solitaire et heureux à la fois, préservé des autres mêmes de ses amis (qui diront le contre-effet des pressions actuelles des autres Etats membres sur Copenhague ou des partis frères de l'Internationale socialiste sur les sociaux-démocrates danois ?) - et dépourvu d'ennemis ? Passe-t-il, au contraire, par une communauté qui n'a peut-être pas toujours été assez attentive aux flux d'ions de telle ou telle capitale ? Mais une communauté qui, vaille que vaille, a le mérite de donner une voix à des pays auxquels l'état actuel du monde n'en accordait guère ?

Le pari de M. Schlüter est ainsi de faire répondre ses compatriotes à une question qui, à propos de l'Europe, ressemble à celle que se pose jadis Hamlet à Elsenor, à 45 kilomètres au nord de Copenhague : « Y être, ou ne pas y être, tout est là. »

BERNARD BRIGOLEUX.

(1) Le compromis de Luxembourg, adopté après six mois de crise politique européenne durant laquelle la France avait observé la « politique de la chaise vide », prévoyait que les décisions pourraient être prises à la majorité, sauf lorsqu'un Etat estimait que ses intérêts essentiels étaient en cause.

(2) Outre le Danemark : la Norvège et l'Islande.

RECTIFICATIF. - Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde daté 26-27 janvier, le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur avaient été condamnés à une peine de dix ans de prison pour homicide involontaire et non volontaire.

100 moniteurs pour vous faire découvrir les 120 kilomètres de pistes. Avec les 58 remontées du nouvel ESPACE ARAVIS : La Croix + Fry + La Clusaz

HAUTE-SAVOIE

**la Clusaz**

Maison du Tourisme 50.02.60.92

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



# EUROPE

## Grande-Bretagne

### MALGRÉ LE SOUTIEN UNANIME DE SON PARTI

# Mme Thatcher sort très affaiblie de la crise provoquée par l'affaire Westland

De notre correspondant

Londres. - Mme Thatcher n'a pas convaincu. Mais avant même l'ouverture du débat, les membres de son parti avaient à l'évidence décidé, bon gré, mal gré, qu'il fallait mettre un terme à l'épreuve du plus rude qu'aient connue le premier ministre. Mme Thatcher entame maintenant une nouvelle étape de sa carrière, la plus difficile parce que partisans et opposants n'ont pu que vérifier, ces derniers jours, que la « dame de fer » n'était pas ou n'était plus faite d'un métal inaltérable.

Sans exception, sans la moindre abstention, les députés conservateurs ont fait bloc et ont, lundi 27 janvier, repoussé avec une confortable majorité de 160 voix la motion de défiance déposée par l'opposition. Auparavant, comme elle s'y était engagée, Mme Thatcher a fourni sa version détaillée du dernier épisode de l'interminable affaire Westland. Elle a réaffirmé que, le 6 janvier, elle n'avait pas donné son accord à cette incroyable manœuvre par laquelle un ministre, M. Leon Brittan, a organisé, avec le concours de deux proches collaborateurs de Mme Thatcher, la fuite de documents confidentiels pour discréditer un autre ministre, M. Michael Heseltine, deux jours avant que celui-ci démissionne.

Après cette explication, des zones d'ombre, sinon des intransigeances, demeurent. Mme Thatcher persiste à déclarer que M. Brittan a agi « de bonne foi », parce que, d'après elle, les actionnaires de Westland devaient savoir au plus vite à quoi s'en tenir et être avertis des « inexactitudes » contenues dans les déclarations de M. Heseltine en

faveur du consortium européen, une urgence qui aujourd'hui encore paraît incompréhensible. Mme Thatcher a d'ailleurs souligné qu'elle « regrette » l'incident et le précède, et admet qu'il y avait de « meilleures façons » d'informer.

#### Arrêter les frais

Les députés conservateurs, qui, lors du précédent débat, la semaine dernière, avait ouvertement souhaité la démission de M. Brittan et mis en cause le premier ministre, ont, cette fois, selon l'expression de l'un d'entre eux, préféré « arrêter les frais » dans l'intérêt du parti. M. Heseltine a lui-même donné le signal de l'unanimité en venant au secours de Mme Thatcher. Il a qualifié de « difficiles et courageux » les regrets exprimés par le premier ministre, et il a violemment désapprouvé l'attitude de l'opposition, qui cherche à en tirer profit. Les mauvaises langues ont tout de suite conclu que M. Heseltine, soucieux de son avenir, avait compris qu'il avait tout intérêt à ne pas se marginaliser davantage.

Moins surprenant a été l'aide apportée par M. Brittan qui, lui aussi redevenu simple député, a pris l'entière responsabilité de la fuite et a confirmé de la sorte sa fidélité indéfectible au premier ministre au point d'assumer aux yeux de beaucoup le rôle de « bouc émissaire ».

Enfin, Mme Thatcher a pu dévaler servie par la prestation de M. Neil Kinnock, le leader du Parti travailliste, laquelle a été jugée « médiocre » dans les rangs mêmes du Labour.

Si le 23 janvier un silence pesant avait souvent régné sur les bancs



Dessin de CAGNIAT.

conservateurs quand M. Brittan et Mme Thatcher avaient été mis en accusation, lundi les représentants de la majorité ont tous donné de la voix pour soutenir le premier ministre et faire pièce aux bruyantes protestations de l'opposition. Dans ces conditions, Mme Thatcher a pu développer sa thèse selon laquelle elle n'a

été ni consultée ni prévenue avant la fuite. Les services de M. Brittan ont « cru » recevoir l'aval de Downing Street par l'intermédiaire de son conseiller de presse et de son secrétaire privé, à la suite d'un « véritable malentendu », qui reste très obscur. D'après Mme Thatcher, ces deux collaborateurs n'ont pas « réalisé »

qu'on leur demandait une autorisation. M. Kinnock a estimé que « la Chambre pas plus que la nation ne seraient satisfaites - par ces explications. Il a ajouté que si les deux collaborateurs de Mme Thatcher ne démissionnaient pas, ce serait un aveu de « complicité » du premier ministre. Au nom de l'Alliance (Parti libéral et Parti social-démocrate), M. David Owen a lui aussi réclamé cette sanction en faisant valoir que l'intégrité politique du premier ministre était en question. Il a dit qu'il était « impensable » de concevoir que Mme Thatcher ait pu, comme elle le prétend, être tenue pendant seize jours (1) dans l'ignorance du rôle joué par M. Brittan et ses deux assistants à Downing Street.

M. Owen a déclaré que si Mme Thatcher n'avait pas cherché à se renseigner plus tôt, cela signifiait qu'elle n'était pas à la hauteur de ses hautes fonctions.

De nombreux commentateurs et éditeurs de la presse, depuis plusieurs jours, soulignent que Mme Thatcher a perdu, avec l'affaire Westland, sa réputation de « compétence » et de « maîtrise du pouvoir », ses principaux atouts depuis six ans. Plus tard, au cours d'un entretien télévisé, M. Owen, plus pondéré mais plus efficace que M. Kinnock, a déclaré que le premier ministre et son cabinet pouvaient « jusqu'aux prochaines élections continuer à gouverner... en boitant ». Cela rejoint les doutes d'un grand nombre de députés conservateurs. Ceux-ci, surtout ceux de « l'arrière-banc » (backbenchers), se montrent inquiets à la perspective de difficultés nettement plus graves que l'affaire Westland.

Il s'agit de l'économie, où la politique de Mme Thatcher est durement contrariée avec la baisse des prix du pétrole, la crise de la livre, le maintien de taux d'intérêt très élevés, le risque d'une reprise de l'inflation, la mise en cause des promesses de réduction d'impôts et la divulgation, dans quelques jours, d'une nouvelle augmentation du chômage.

L'un de ces députés conservateurs, M. John Wiggins, a avoué lundi soir à la télévision que la position de Mme Thatcher et de son gouvernement s'était « sérieusement détériorée », au point de paraître désormais « vulnérable ». Un autre, qui comme beaucoup s'interroge sur le vœu du premier ministre de conduire une nouvelle fois son parti lors de la prochaine campagne électorale, a déclaré en privé - tout en sachant que le parti n'a pas actuellement de remplaçant - « Le pays vient d'apprendre que Mme Thatcher n'est pas immortelle ».

Dans tout cela, on aurait presque oublié le sort de la société Westland. La direction de la firme aéronautique a annoncé lundi qu'elle soumettait de nouveau, le 12 février, un projet d'association avec la compagnie Sikorsky sous une forme différente, ne nécessitant plus qu'une acceptation des actionnaires à la majorité simple et non pas des trois quarts, comme cela avait été le cas lorsque la première offre américaine, contrée par les partisans du consortium européen, avait été rejetée. La proposition de Sikorsky avait alors recueilli 65 % des voix.

FRANCIS CORNILLI

(1) Jusqu'à l'aboutissement de l'enquête interne dont Mme Thatcher a révélé aux Communes les résultats le 23 janvier.

# AFRIQUE

## Bulgarie

### Remaniements au sein de la direction du parti et du gouvernement

A deux mois du congrès du PC bulgare, un remaniement d'une certaine ampleur a été opéré au sein des instances dirigeantes du parti et du gouvernement, à l'occasion d'un « plénum élargi » du comité central, convoqué vendredi 24 et samedi 25 janvier, à Sofia, et suivi deux jours plus tard d'une réunion de l'Assemblée nationale. Les promotions et sanctions décidées ne comportent pas de surprises majeures, mais elles confortent la position de deux hommes clés en flèche depuis environ deux ans : M. Ognian Doynov, qui apparaît de plus en plus comme le grand maître des questions économiques, et M. Tchoumdoumir Alexandrov, désormais membre à la fois du bureau politique et du secrétariat du comité central, ce qui le place dans une position adéquate pour assumer, si le besoin s'en faisait sentir, tout ou partie des fonctions du secrétaire général du parti, M. Todor Jivkov.

Ce dernier, âgé de soixante-quinze ans et au pouvoir depuis plus de trente ans, a, certes, bon pied bon œil, mais depuis l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev à Moscou, le mode n'est plus vraiment à la géométrie, et la position personnelle de M. Jivkov semble moins inébranlable que par le passé, tandis que l'économie du pays, soumise à des exigences croissantes de la part de l'URSS, semble, elle aussi, nettement moins vaillante.

En principe, les remaniements et les restructurations opérés, en particulier au sein du gouvernement, sont dictés par le souci de mieux tenir compte de la « révolution scientifique et technologique ». C'est à déclaré M. Jivkov devant le Parlement, « la chef », et même la superclief, de l'édification de la nouvelle société bulgare ».

J. K.

## Des hommes qui montent

De notre correspondante

Vienne. - Trois « conseils » - un conseil économique, un conseil social, et un conseil pour la science, la culture et l'éducation - coordonneront désormais les activités des ministères et institutions concernés, tandis que la création d'un « super-ministère » du commerce est censée contribuer à harmoniser la production et l'approvisionnement du marché. Telles sont les principales innovations qui distinguent le nouvel organisme du gouvernement bulgare, au sein duquel le poids relatif des « technocrates » semble accru.

La direction du plus important de ces « conseils » - le conseil économique, a été confiée à M. Ognian Doynov, un ingénieur de cinquante ans, à la fois membre du bureau politique, secrétaire du comité central et ministre de la construction mécanique. M. Doynov - qui passe pour être un des proches de la famille de M. Jivkov - est le seul dirigeant bulgare à cumuler de telles fonctions.

La deuxième étoile montante du parti bulgare est M. Tchoumdoumir Alexandrov, un ingénieur âgé de cinquante ans qui a fait ses études à Leningrad. M. Alexandrov, nommé secrétaire du comité central, avait déjà exercé ses fonctions de 1981 à 1984. Il est membre du bureau politique et premier vice-premier ministre depuis 1984, un poste qu'il vient de quitter pour retourner au secrétariat du comité central, où il serait chargé de questions scientifiques et technologiques. Selon certains observateurs, M. Alexandrov compte parmi les candidats possibles à la succession de M. Todor Jivkov, âgé de soixante-quinze ans et « doyen » des dirigeants à l'Est auquel certains prêtent l'intention de se retirer.

Parmi les principales victimes du remaniement se trouvent MM. Todor Bojnov, membre du bureau politique, ministre de l'approvisionnement et vice-premier ministre, et Stanish Bonev, membre suppléant du bureau politique et vice-premier ministre, qui ont été libérés de toutes leurs fonctions. Ils ont été apparemment sanctionnés pour leurs responsabilités dans les défaillances enregistrées dans la production économique et sévèrement critiqués ces derniers mois dans la presse bulgare.

A l'inverse, au nombre de ceux qui « montent », il faut encore mentionner M. Stoian Markov, un ingénieur électronique, âgé de quarante-trois ans, nommé en 1985 à la tête du Comité de la science - transformé désormais en Comité des recherches et de la technologie, - qui a été promu membre suppléant du bureau politique. Il a été également nommé premier vice-premier ministre pour succéder à M. Alexandrov.

Sur le plan ministériel, la création d'un « super-ministère », portant la désignation simple de ministère du commerce, chargé à la fois de la production, de l'approvisionnement, du commerce extérieur et des ressources, semble plutôt renforcer la centralisation, dont la rigidité a été pourtant critiquée dans la presse bulgare comme étant responsable des pesanteurs et du manque d'efficacité de l'économie. Ce ministère sera dirigé par M. Hristo Hristov, jusqu'à présent ministre du commerce extérieur.

Les anciens ministères de la production, du commerce des produits de consommation, du commerce extérieur, de l'approvisionnement et de la construction ont été supprimés et leurs dirigeants nommés en partie à d'autres postes.

WALTRAUD BARYLLI

## Ouganda

### Les troupes du président déchu se replient vers le Nord

Les troupes du président renversé, le général Tito Okello, font mouvement en direction du nord de l'Ouganda, région d'où sont originaires les troupes de leurs effectifs. Selon des sources diplomatiques, les forces de l'Armée nationale de résistance (NRA) de M. Yoweri Museveni, qui ont pris le contrôle de Kampala, le samedi 25 janvier, se sont également emparées de Jinja, la deuxième ville du pays, située à 80 kilomètres à l'est de la capitale, à l'issue de combats meurtriers.

La prise de Jinja, si elle se confirme, consoliderait la victoire de la NRA, la seule armée nationale « verte » de la région, menant au port éphémère de Mombasa. La NRA contrôlerait ainsi tout le pays « utile », le Nord étant semi-désertique.

Les maquisards de la NRA ont parachevé, lundi 27 janvier, leur victoire sur Kampala, neutralisant quelques tireurs isolés, fusillant plusieurs pillards et ramassant les dizaines de cadavres abandonnés dans les rues depuis plusieurs jours. Faisant une première apparition publique, M. Museveni a remercié les chefs de missions diplomatiques ainsi que les journalistes locaux, à qui il a expliqué avoir pris le pouvoir pour rétablir l'ordre et la discipline dans le pays. Il a également assuré que les étrangers résidant en Ouganda étaient en sécurité. Les combats qui ont eu lieu pour la prise de Kampala n'ont fait aucune victime parmi la colonie étrangère. Les

Nations unies ont cependant décidé d'évacuer temporairement leur personnel installé dans le nord-est du pays.

Dans la capitale, où le calme était complètement revenu lundi en fin d'après-midi, la population a continué de manifester son enthousiasme en faveur des hommes de la NRA, considérés par beaucoup de gens comme des « libérateurs ». Des camions de la police et de la municipalité ont sillonné la ville pour ramasser, selon certaines indications, plusieurs centaines de cadavres. Les liaisons téléphoniques avec l'extérieur ont partiellement repris, et l'eau et l'électricité sont de nouveau distribuées. Si les commerces du centre-ville restent fermés, en revanche, plusieurs marchés des quartiers périphériques sont maintenant approvisionnés et ouverts. - (AFP, Reuters, UPI, AP.)

## Somalie

● Amnistie générale pour les exilés. - Le président somalien, M. Siyaad Barre, a décrété, samedi 23 janvier, une amnistie générale pour les milliers de Somaliens vivant en exil depuis près de dix ans, précisant que les candidats au retour devaient se faire inscrire dans les ambassades ou les consulats somaliens. Ces exilés ont, pour la plupart, quitté la Somalie au moment de la guerre de l'Ogaden, contre l'Éthiopie, en 1977-1978. - (Reuters.)

## Algérie

### Le président Chadli rencontre le colonel Kadhafi à In-Amena

De notre correspondant

Alger. - Le président Bendjedid Chadli rencontre le colonel Kadhafi ce mardi matin 28 janvier à In-Amena, localité située à environ 2 000 kilomètres au sud d'Alger et à une cinquantaine de kilomètres de la frontière algéro-libyenne. Cette information a été annoncée la veille, presque incidemment, au détour d'un compte-rendu de l'agence officielle Algérie-Presse Service (APS) relatant une visite d'inspection et de travail que le président effectue dans cette région pétrolière.

Attendue depuis le mois dernier, cette rencontre atteste que l'Algérie a finalement accédé à la requête du chef de l'Etat libyen qui, depuis six mois, s'efforce de renouer un dialogue interrompu il y a un an et demi. Les relations entre les deux pays n'étaient détériorées après que la

Libye eut signé avec le Maroc le traité d'Oujda, le 13 août 1984. La crise entre Alger et Tripoli s'est aggravée l'été dernier lorsque les autorités libyennes ont décidé l'expulsion de quelque trente mille travailleurs tunisiens. L'Algérie avait alors assuré la Tunisie d'un soutien indéfectible dans le conflit qui l'opposait à son turbulent voisin. Le président Chadli n'avait pas hésité à rencontrer à deux reprises le président Bourguiba, dans le but évident de montrer au colonel Kadhafi que le « traité de fraternité et de concorde » signé en mars 1983 entre la Tunisie et l'Algérie n'était pas vide de sens et de lui rappeler que ce document comporte une clause d'assistance militaire.

Depuis, la situation a évolué. Dans un premier temps, le colonel a dépêché à Alger, le 18 novembre dernier, une forte délégation

conduite par le major Hamidi Khouildi et le chef de la diplomatie libyenne, M. Ali Triki. Ces deux émissaires étaient chargés d'expliquer que les intentions libyennes n'étaient pas aussi mauvaises qu'on voulait bien le laisser croire. Pour preuve de sa bonne foi, le colonel aurait, à cette occasion, selon des sources diplomatiques occidentales, donné des gages en assurant qu'il était prêt à retirer ses troupes massées à la frontière tunisienne et à trouver un arrangement pour indemniser les travailleurs tunisiens expulsés, son souci étant, à ce moment-là, de desserrer les mâchoires d'un étau égypto-algérien.

Dans un second temps, l'Algérie, comme les autres pays arabes, a été contrainte de soutenir officiellement la Libye dans la crise qui l'oppose aux Etats-Unis depuis les attentats de Vienne et de Rome. L'Algérie

« ne saurait en aucun cas admettre qu'il soit porté atteinte » à la Libye, devait déclarer, le 7 janvier, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Le colonel libyen, qui a besoin de démontrer à l'Occident qu'il n'est pas aussi « isolé » qu'on veut bien le dire, aurait aimé obtenir plus qu'une déclaration d'intention. Or rien ne vient. Même son allié marocain ne s'engage pas. L'Algérie, quant à elle, sait pertinemment que ses intérêts sont ailleurs et ne veut pas se compromettre outre mesure pour le chef de l'Etat libyen.

Le président Chadli se rend donc à son rendez-vous d'In-Amena sans grand entrain, incluant cette rencontre dans la tournée qu'il fait dans les wilayas (départements) du sud. Mais, il n'est pas demandeur et sa position est forte.

F. F.

## A Stockholm

### MM. GENSCHER ET DUMAS ASSISTENT A LA REPRISE DE LA CONFERENCE SUR LE DESARMEMENT EN EUROPE

La conférence sur le désarmement en Europe (CDE) de Stockholm, issue de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), est ouverte mardi 27 janvier à Stockholm. Les chefs de la diplomatie française et d'intergouvernemental des pays (dont les Européens sont l'Allemagne, l'Espagne, les Etats-Unis et le Canada).

On s'attendait dans la capitale suédoise, où MM. Gensch et Dumas assistent à la reprise de la conférence, à une nouvelle phase de la négociation entre les deux camps. Mais, dans une réunion préparatoire pour les quatre pays, le 26 janvier, les représentants de la France et de l'Allemagne ont fait valoir que les résultats raisonnables pourraient être obtenus au cours de la conférence sur le désarmement en Europe.

M. Gensch et ses collègues se sont gardés, jusqu'à présent, d'entrer dans le détail de leurs positions, préférant réclamer un engagement sur le non-recours à la force. L'Allemagne se propose une conférence sur le désarmement en Europe.

## ER EST NOMME R A DAMAS

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)

Le général... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la taille réduite de la section.)



(Publicité)

« Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République. »  
(Préambule de la Constitution de 1958.)

« Est réfugiée : toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays, ou tout apatride qui, en raison des mêmes craintes, ne peut ou ne veut retourner dans son pays de résidence habituelle. »  
(Article premier de la Convention de Genève de 1951.)

CAMPAGNE NATIONALE  
POUR LE DROIT D'ASILE  
FÉVRIER-OCTOBRE 1986

# Appel

A l'initiative de la Commission de sauvegarde du droit d'asile (CSDA), les signataires appellent tous ceux qui défendent les droits de l'homme à participer à une

## CAMPAGNE NATIONALE POUR LE DROIT D'ASILE

afin de réaffirmer publiquement :

- que le droit d'asile est un droit fondamental de l'être humain et qu'il doit être sauvegardé en France quelle que soit la situation politique et économique ;
- que, conformément à la Constitution de 1958, à la Convention de Genève de 1951, au Protocole additionnel de New-York de 1967 et au droit international, une personne demandant l'asile ne doit pas être renvoyée dans un pays où elle déclare encourir des risques de persécution ;
- que cette personne a droit à un examen à la fois rapide et sérieux de son cas par les organismes compétents : l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et, en cas d'appel, la Commission de recours des réfugiés ;
- que tout doit être mis en œuvre pour favoriser l'insertion des réfugiés dans notre société.

La campagne, lancée officiellement le 29 janvier 1986, culminera en octobre lors de

## DEUX SEMAINES POUR LE DROIT D'ASILE (6 au 19 octobre 1986)

A l'échelon national, des RENCONTRES SUR LE DROIT D'ASILE auront lieu à Paris, les 18 et 19 octobre pour clôturer ces semaines d'action.

Les signataires demandent à tous de s'associer à cet appel et de s'unir pour que, partout en France, l'année 1986 et plus particulièrement les semaines du 6 au 19 octobre 1986 soient marquées par des initiatives destinées à faire connaître leur volonté de défendre le droit d'asile.

## Premiers signataires

(au 22 janvier 1986)

Secrétariat permanent de la Commission de sauvegarde du droit d'asile : CIMADE (Service océanique d'entraide), France Terre d'asile (FTDA), GISTI (Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés), Ligue des droits de l'homme (LDH).

Autre signataires :

AFJD (Association française des juristes démocrates), Amnesty International - section française, Fédération Léo-Lagrange, AMPSRF (Accueil des médecins et personnels de santé réfugiés en France), ASOLAT (Association de solidarité latino-américaine), CINEL (Comité d'initiatives pour de nouveaux espaces de liberté), Accueil et promotion, COMEDE (Comité médical pour les exilés), Intersyndicale CGT/CPDT (CIMADE, FTDA, OFPRA, Secours catholique, SSAE), Comité pour la défense des droits de l'homme en Pays basque,

Syndicat de la magistrature, SGEN (Syndicat général de l'éducation nationale), CEDRI France (Comité européen de défense des réfugiés et immigrés), UNEF-ID (Union nationale des étudiants de France - indépendante et démocratique), CMSSM (Comité médico-social pour la santé des migrants), Association Henri-Curiel, GSI (Groupement de solidarité internationaliste), SSAE (Service social d'aide aux émigrants), GAS (Groupe accueil et solidarité), PAL (France-Amérique latine), COS (Centre d'orientation sociale), MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), MDPL (Mouvement pour le désarmement, la paix et les libertés), SNESUP (Syndicat national de l'enseignement supérieur), Syndicat des avocats de France (SAF), Droits socialistes de l'homme, l'AVRE (Association pour les victimes de la répression en exil), Centre Franco-Asie, CNE (Comité national

d'entraide franco-cambodgien, franco-vietnamien, franco-laotien), Institut de l'Asie du Sud-Est, Comité de soutien aux Polonais en France, Comité Chili de Lyon, Centre International UCJG « Le Rocheton », Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe, CRARDDA (Comité rhodanien d'accueil des réfugiés et de défense du droit d'asile), CAEIR (Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés), ACDAP (Association culturelle pour la diffusion de l'audiovisuel pédagogique), Association pour l'accueil des travailleurs migrants de Troyes, Groupement pour le droit des minorités, Association des communautés ghanéennes en France, LVT (Loisir, Vacances, Tourisme) « La Chauvinière », Commission justice et paix, le SITI (Service interdiocésain pour les travailleurs immigrés), le Secours bouddhique international (section française).

- Contactez l'une des associations signataires et participez à ses actions
- Incitez les organisations dont vous êtes membres à s'associer à la campagne.
- Apportez-nous un concours financier.

## Premiers rendez-vous

Le mercredi 29 janvier au Centre Pompidou (Beaubourg)

● à 16 h 30 : « L'Écrivain et l'exil »

Plus de quinze écrivains viendront dédicacer leurs livres à la librairie Flammarion de Beaubourg (rez-de-chaussée dans le hall) ;

● à 18 h 15 : « Musiques et poésies de l'exil »

Spectacle avec le comédien Denis Manuel et des groupes arméniens, latino-américain et africain (petite salle au sous-sol du Centre Pompidou)

Le mercredi 5 février au FIAP, 30, rue Cabanis, 75014 Paris

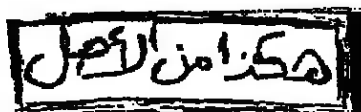
« Pour le droit d'asile, exposition artistique »

Vernissage d'une exposition d'œuvres (peinture et sculpture) d'une quarantaine d'artistes. L'exposition se prolongera tout au long du mois de février.

- Adressez-moi ... exemplaires de la plaquette présentant la campagne.
- Je suis prêt à m'associer à des actions dans le cadre de cette campagne.
- J'apporte un soutien financier de ..... F sous forme de chèque postal ou bancaire ci-joint, à l'ordre de F. JULIEN LAFERRIERE, CCP Paris 14 098 52D c/o FTDA, 29, rue Saint-Amand, 75015 Paris

Nom .....  
Adresse .....  
Date et signature : ..... Tél. ....

Merci de retourner dans les meilleurs délais ce bulletin au :  
Secrétariat de la Commission de sauvegarde du droit d'asile  
c/o FTDA (France Terre d'asile)  
29, rue Saint-Amand - 75015 PARIS





# PROCHE-ORIENT

## APRÈS LA VISITE DE M. WEIZMAN EN ÉGYPTE

### Le Caire exclut pour l'instant toute rencontre de M. Pérès et de M. Moubarak

De notre correspondant

Jérusalem. - Je ne suis pas allé en Égypte avec un panier à provisions. En lançant cette boutade aux journalistes, lundi 27 janvier, lors de son retour en Israël, M. Ezer Weizman, le ministre israélien de l'Éducation, a pu dissimuler l'absence de toute rencontre avec le président Moubarak n'ont apporté aucun élément nouveau dans les rapports israélo-égyptiens. « Ce voyage était très important », a néanmoins déclaré, à Bonn, M. Shimon Pérès, à qui M. Weizman avait téléphoné. Important peut-être, mais apparemment guère fructueux.

Le ministre israélien sans portefeuille, confirme-t-on à Jérusalem, avait bien en tête, en se rendant au Caire, un projet de rencontre au sommet entre M. Pérès et Moubarak. Il souhaitait que celle-ci ait lieu cette semaine en Allemagne fédérale, où les deux dirigeants se trouveront en visite officielle. Mais M. Moubarak a décliné cette suggestion. « Aucune date n'a été fixée pour un sommet », a indiqué M. Weizman. L'Égypte campe sur ses positions en excluant toute ren-

contre Pérès-Moubarak avant l'acceptation par Israël du document précisant les conditions d'arbitrage du conflit frontalier de Tab. Les négociations à ce sujet reprendront au Caire la semaine prochaine. M. Weizman a démenti avoir dit qu'un tel sommet était « inévitable ».

A propos de la tuerie de Ras-Bouria, les autorités égyptiennes, a confirmé M. Weizman, sont prêtes à transmettre à Israël le verdict qui a condamné le « policier fou » du Sinaï. Si Jérusalem souhaitait quelques éclaircissements supplémentaires, Le Caire serait disposé à les fournir. M. Weizman n'a jamais caché qu'il se contenterait personnellement d'une telle solution.

La visite de M. Weizman ayant reçu l'aval de M. Shamir, ministre des affaires étrangères et chef du Likoud, la droite israélienne ne devait pas trop chercher à tirer profit de son échec. « Nous n'avons pratiquement aucune prise sur les Égyptiens, aucun moyen de les influencer », constatait, lundi, M. Ben Elissar, qui fut le premier ambassadeur d'Israël au Caire. De son côté, M. Abba Eban, président-travailleuse - de la commission des affaires étrangères de la Knesset, a révélé que le président Moubarak avait promis par écrit au début du mois de rencontrer M. Pérès - fin janvier. Mais les exigences imposées au processus de normalisation bilatérale ont, selon M. Eban, incité le chef de l'État égyptien à changer d'avis.

J.-P. LANGELLIER.

## Le Congrès juif mondial célèbre à Jérusalem son cinquantième anniversaire

De notre envoyé spécial

Jérusalem. - Le Congrès juif mondial (CJM) célèbre hier à Jérusalem son cinquantième anniversaire. Il réunit à cette occasion une assemblée plénière qui s'est ouverte, le mardi 28 janvier à Jérusalem après une journée de travaux préparatoires à huis-clos. Le gouvernement israélien s'associe aux travaux du CJM, de même que les États-Unis à travers leur ambassadeur à FONU, M. Vernon Walters, et plusieurs gouvernements européens. M. Giovanni Spadolini, ministre italien de la défense, doit s'adresser à l'assemblée, qui recevra aussi la visite de M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre du Plan.

L'ensemble des communautés juives affiliées au CJM participent à la réunion de Jérusalem. Sont représentés notamment les communautés marocaine et égyptienne, ainsi que celle d'Espagne, pays qui vient d'établir des relations diploma-

tiques avec Israël. Pour ce qui est des pays de l'Est, seule la section tchécoslovaque du CJM est absente de la réunion. Le CJM, qui n'a pas de sections soviétiques, entretient des relations suivies avec les gouvernements des pays socialistes. La situation des juifs soviétiques est l'un des principaux points inscrits à l'ordre du jour des travaux après la visite du président du Congrès, M. Edgar Bronfman (États-Unis) à Varsovie et à Moscou en décembre dernier.

Le CJM émette d'autre part la création d'une organisation européenne à laquelle pourrait adhérer l'organisateur de la conférence internationale des droits de l'homme dans le monde arabe a été décerné par l'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe, dont le siège est à Paris. Les lauréats, couronnés le 24 janvier, sont M. Wilid Halouani, représentant du Comité des parents des détenus et disparus du Liban, et M. Bernard Plozeau, du Comité des amis de Jean-Paul Kauffmann, le journaliste français retenu en otage au Liban depuis le mois de mai dernier.

PATRICK JARREAU.

## A TRAVERS LE MONDE

### NOUVELLE-ZÉLANDE

#### Des « officiers déloyaux » au ministère de la défense

Wellington. - Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a affirmé, lundi 27 janvier, qu'il y a des officiers déloyaux au ministère de la défense qui transmettent certaines informations aux médias. M. Lange a précisé, sans les identifier, que des officiers d'active et d'autres personnes à l'origine de fuites avaient « fait des déclarations erronées » sur la politique du gouvernement et sur la manière d'agir du ministre de la défense, M. Frank O'Flynn. De son côté, M. O'Flynn a indiqué dans un communiqué : « Depuis le début, la politique du gouvernement de ne pas autoriser d'armes nucléaires en Nouvelle-Zélande a été mal ressentie par les dirigeants de la défense en général. Le désaccord s'est transformé, dans de nombreux cas, en opposition quand les États-Unis, en coopération avec la Nouvelle-Zélande en matière de défense conventionnelle. Le ministre a précisé, cependant, que la grande majorité du personnel de la défense continuait à servir le gouvernement loyalement. » (AFP).

### EL SALVADOR

#### Le retour des Escadrons de la mort

Cinq civils ont été sauvagement massacrés lundi 27 janvier dans les faubourgs de San Salvador. Agés d'une vingtaine d'années, les victimes ont été retrouvées égorées, les mains liées derrière le dos. On estime, de source judiciaire, qu'il s'agit d'un crime des Escadrons de la mort, dont les activités s'étaient sensiblement ralenties ces derniers mois. Près de Metapan, à l'ouest de la capitale, deux fermiers ont été enlevés par des hommes masqués. Ils ont été retrouvés tués et rafalés de mitraillette lundi. Selon Mgr Rosé Chávez, évêque auxiliaire de San Salvador, près d'une centaine de personnes sont mortes ces deux derniers semaines du fait de la violence politique. (Reuters.)

## LA SITUATION AU YÉMEN DU SUD

SELON L'AMBASSADEUR DE FRANCE A ADEN

### Les rebelles ne se laisseront pas confisquer leur victoire par le « président provisoire »

Pour la troisième journée consécutive, le calme a régné lundi 27 janvier à Aden, où l'on a achevé de décharger les carcasses de dizaines de chars et de ramasser les cadavres. La compagnie aérienne nationale sud-yéménite Al Yemda a repris ses vols à destination de l'étranger et les vols intérieurs devraient reprendre d'ici deux jours. D'autre part, deux avions-cargos soviétiques transportant 48 tonnes de denrées alimentaires et de médicaments se sont posés lundi matin à l'aéroport d'Aden.

Fast-il vraiment tiré un trait sur l'ancien président sud-yéménite, M. Ali Nasser Mohamed ? Doit-on le considérer comme définitivement vaincu par les « dégénératifs » du PSY (le Parti socialiste yéménite), qui déclenchèrent la rébellion du 13 janvier ? L'ambassadeur de France à Aden, M. Pierre Audebert, se refuse à trancher. Dans l'entretien qu'il nous a accordé à son retour à Paris, le 27 janvier, le diplomate estime qu'une « attaque sur Aden est toujours possible », mais voit mal comment les partisans de M. Ali Nasser pourraient l'emporter militairement sans aide de l'étranger.

M. Audebert prend au sérieux les informations selon lesquelles quelque quarante mille partisans armés de M. Ali Nasser seraient regroupés dans sa province d'origine, celle d'Abyan (est d'Aden). Mais il juge que ces hommes - rassemblés sous la houlette du gouverneur local, M. Mohamed Ali Ahmed - sont « mal équipés » pour faire face aux rebelles, qui contrôlent solidement la capitale.

« Il reste de nombreux points d'interrogation », estime l'ambassadeur, qui s'interroge notamment sur le choix de M. Haydar Abou Bakr El Attas comme « président provisoire » du pays. M. El Attas était jusqu'à ces derniers jours le premier ministre du président Ali Nasser. « Surpris » par les combats alors qu'il se trouvait en visite en Inde, il s'est alors rendu à Moscou. C'est là, après la « destitution » du président Ali Nasser par les rebelles, qu'il fut nommé « président provisoire », apparemment choisi par la rébellion, avec l'accord des

« dégnatés » du PSY (le Parti socialiste yéménite), qui déclenchèrent la rébellion du 13 janvier ? L'ambassadeur de France à Aden, M. Pierre Audebert, se refuse à trancher. Dans l'entretien qu'il nous a accordé à son retour à Paris, le 27 janvier, le diplomate estime qu'une « attaque sur Aden est toujours possible », mais voit mal comment les partisans de M. Ali Nasser pourraient l'emporter militairement sans aide de l'étranger.

### Fanatisme

Car tout oppose M. El Attas aux dirigeants de la rébellion. L'ancien premier ministre est un « modéré », un « pragmatique » ; originaire de la riche province de l'Hadramout, il est l'homme des contacts d'affaires avec l'Arabie saoudite. Les dirigeants de la rébellion - l'ancien chef de l'État Abdel Fattah Ismaïl, s'il est toujours en vie, et son ancien ministre de la sécurité, M. Mohsen - sont tout à l'opposé : des marxistes-léningistes « purs et durs », dont le fanatisme et l'intransigeance dogmatique effrayaient jusqu'à l'ambassadeur d'URSS à Aden.

Is rejettent l'ouverture, économique ou diplomatique vers les pays arabes modérés de la région.

Une station se déclarant fidèle au président Ali Nasser a demandé, lundi, à la population de quitter Aden pour ses banlieues, en prévision de combats à venir. Evoquant à ce propos les informations selon lesquelles l'ancien président déchu aurait rassemblé quarante mille hommes en vue d'une offensive contre Aden, un porte-parole du nouveau régime a déclaré qu'« Ali Nasser » prenait ses rêves pour des réalités ».

Selon des milieux djiboutiens bien informés, M. Ali Nasser aurait pris contact

en vue d'une alliance avec les opposants sud-yéménites anti-marxistes. L'opposition au régime d'Aden s'est regroupée au sein du Rassemblement national des forces patriotiques, constitué il y a trois ans sous l'autorité de M. Mohamed Ali Heithem, ancien premier ministre, et de M. Abdel Kawi Malkaoui, premier ministre à l'époque du protectorat britannique en 1963. Le premier réside à Sanaa et le second au Caire.

dit M. Audebert. Ils ont maintenant rempli la plupart de leurs « conseils » au Yémen du Sud et auront beaucoup de mal à reconstruire leurs positions dans ce pays. Pendant les premiers jours des combats, il semble que chaque camp ait « rapé » sur l'ambassade d'URSS pour « forcer la main » aux Soviétiques. Un obus de char a atteint le bureau de l'ambassadeur, et un bon tiers de la chancellerie soviétique serait endommagé.

Les combats ont été d'une incroyable violence. Ce « drame affreux » a probablement fait quelque quinze mille morts, selon M. Audebert. L'ambassadeur de France, auparavant en poste au Liban, considère que, en une dizaine de jours, Aden a été autant endommagée que Beyrouth en dix ans de guerre civile. Des témoins ont rapporté avoir vu des monceaux de cadavres entassés dans des conteneurs pour être acheminés sur un centre d'incinération d'ordures. A l'exception de l'aviation, qui n'est pratiquement pas intervenue dans les combats, l'armée paraît s'être scindée entre les deux camps en fonction de sympathies de clan.

Selon certaines rumeurs avancées à Aden, tout aurait commencé au cours d'une réunion du comité central du PSY, le lundi 13 janvier, à laquelle assistaient, outre le président Ali Nasser, tous les responsables du régime qui passent pour avoir été à l'origine de la rébellion : l'ancien chef de l'État Abdel Fattah Ismaïl, MM. Ali Antar, Ali Salem, Ali Beeth et Ali Shal, notamment. Après une discussion orageuse, M. Ali Nasser se serait momentanément éclipsé. Un garde armé serait alors entré dans la salle et aurait ouvert le feu sur le ministre de la défense, proche d'Ali Antar et sympathisant de la rébellion. Puis d'autres gardes interviendraient, tirant sur les rebelles, tuant Ali Antar et blessant M. Ali Beeth. Une version des faits veut qu'Abdel Fattah Ismaïl, blessé, ait réussi à sortir de la pièce avant d'être achevé. D'autres sources croient savoir qu'il aurait pu gagner la voiture d'un sympathisant qui l'aurait conduit dans un hôpital de la capitale.

AL Fr.

### Les Soviétiques

#### « désespérés »

Durant toute cette crise, « ils ont paru totalement désespérés, dépassés par les événements ».

## L'intervention du CICR a été retardée par un contretemps inexpliqué

De notre correspondante

Genève. - Au cours de sa conférence de presse annuelle, donnée lundi 27 janvier, M. Alexandre Hay, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), avait annoncé qu'un avion de secours livré à Djibouti était enfin autorisé à atterrir au Yémen du Sud. D'autres effectifs de la Croix-Rouge, en provenance de Genève et d'Addis-Abeba, devaient rejoindre les secouristes, et des contacts avaient été pris afin que les blessés puissent être soignés. Une évacuation des blessés les plus urgents devait être faite sur place par un délégué du CICR, après quoi une équipe médicale se rendrait à Aden. On prévoyait également l'envoi d'un hôpital de campagne.

L'autorisation d'atterrir à Aden était parvenue, dans la nuit, aux délégués du CICR qui attendaient le feu vert à Djibouti depuis le début des hostilités. Or, dans l'après-midi, on apprenait qu'un contretemps inexpliqué avait fait que l'avion

ne s'envolerait que le lendemain, avec, à son bord, deux délégués, un médecin et un opérateur radio, et tous les secours d'urgence que l'appareil pourra contenir.

Cet épisode illustre les difficultés auxquelles se heurte cet organisme neutre et humanitaire pour accomplir sa tâche traditionnelle. Pourtant, le bilan de l'année écoulée est encourageant. En 1985, les secours dispensés par le CICR ont triple par rapport à l'année précédente. Son budget s'est élevé à 500 millions de francs suisses (1), et les prévisions de dépenses pour 1986 sont du même ordre. Son activité se développe : il emploie ainsi cent cinquante personnes au siège de Genève, en a délégué quatre cent quatre-vingt-dix-sept autres en des points chauds du globe, où ils sont secondés par deux mille trois cents employés locaux.

L.V.

(1) Le comex actuel du franc suisse est d'environ 3,65 francs français.



### “Les châteaux en Espagne, c'est bien fini. J'ai signé ma troisième franchise Entré.”

Jean-Marie Egli, 41 ans, Franche-Comtoise, Toulouse et Pau.

« Qui n'a pas un jour ou l'autre bâti des châteaux en Espagne ? L'Espagne, j'y étais déjà comme directeur financier d'une société Import-Export. Mais ce que je voulais c'était créer mon entreprise. Le plus difficile dans ce cas-là, c'est trouver l'opportunité. De retour à Paris, j'ai cherché jusqu'à ce que j'aie une piste me paraissant vraiment sérieuse : Entré Computer Centers. Leur succès aux États-Unis et en Europe est surprenant. Tout vient d'un grand concept : créer des centres franchisés qui soient distributeurs en matériel micro-informatique professionnel mais aussi responsables de service après-vente, centres de formation et conseil pour PME et PMI... bref, des centres entièrement au service de la clientèle.

La suite ? La transition du rêve à la réalité. Peter Fitzsimon d'Entré France ne rêve pas, il veut du concret : 750000F pour devenir franchisé, une solide expérience marketing et le désir d'adhérer totalement à la philosophie Entré. En contrepartie, il donne beaucoup : l'expérience de la réussite, le soutien d'un grand groupe, le bénéfice d'une image de marque valorisante, d'une publicité nationale, l'assistance complète pour la conception et l'ouverture du centre.

Résultat ? J'ai signé une franchise à Montpellier en novembre 84, une autre à Toulouse en mai 85 et une troisième à Pau en janvier 86. De Montpellier, le Silicon Valley languedocienne à Pau, la ville au célèbre château, avec Entré, la réalité devient sans cesse plus passionnante et plus... rentable !

Vous voulez devenir franchisé, appelez Entré France au (1)45.74.97.77.

**ENTRÉ** COMPUTER CENTERS



LE DÉBAT SUR LA COHABITATION

M. Barre reste intransigent, M. Chirac souhaite définir « la règle du jeu »

Le hasard fait parfois bien les choses. Au moment où M. Raymond Barre condamnait, dans sa lettre mensuelle, le fond de sa pensée sur les perspectives de l'après-16 mars, M. Jacques Chirac se livrait lui-même à un exercice analogue, mais sur un registre différent, au miroir de Franco-Inter. Ce rapprochement, indépendant de la volonté des deux hommes, a permis une nouvelle fois de constater à quel point les deux anciens premiers ministres de M. Valéry Giscard d'Estaing divergent dans leur approche du problème institutionnel de la cohabitation. M. Barre fait une lecture « héroïque » de la Constitution de 1958. Il a même des accents réactionnaires quand il évoque la « dignité » des institutions

pour justifier sa thèse selon laquelle M. Mitterrand devrait avoir le courage de se retirer si les socialistes perdaient les élections. Il dramatise volontiers quand il suggère que, dans cette hypothèse, les chefs de la nouvelle majorité devraient refuser d'être nommés au poste de premier ministre par M. Mitterrand. M. Chirac, lui, fait une lecture plus pragmatique. Il rejette même M. Rocard quand il admet que au lendemain du 16 mars, M. Mitterrand et les responsables de la nouvelle majorité auraient réciproquement intérêt à se concerter pour « définir la règle du jeu » et pour que le futur premier ministre soit ensuite assésé que le président de la République accepte les nouvelles orientations politiques, économiques et

sociales, approuvées dans leur majorité par les électeurs. Chacune de ces deux logiques possède sa propre cohérence. M. Barre peut se permettre de faire preuve d'intransigence dans la mesure où, après à l'écart des partis, il ne supportera pas la charge de la politique gouvernementale si la responsabilité de la nouvelle majorité parlementaire incombe aux États-majors du RPR et de l'UDF. Plus surprenant est, dans la bouche de ce chasteur de la V<sup>e</sup> République, la référence à la « grève des premiers ministres » qui, sous la III<sup>e</sup> République, contraignait le président Mitterrand à démissionner après la victoire du Cartel des gauches aux élections législatives de 1924.

M. Chirac, lui, sait très bien qu'il devra, de toute façon, s'il gagne, composer avec un François Mitterrand qui n'attend pas renouer à ses prérogatives présidentielles. Il assume à l'avance, ses responsabilités personnelles. Il n'est donc pas surpris de le voir manifester à nouveau son agacement à l'égard de M. Barre, en lui reprochant - de désabaisser, d'affaiblir - son propre camp. Voilà, en effet, du pain béni pour les socialistes, fondés à renvoyer leurs adversaires à leurs contradictions et au choc de leurs ambitions présidentielles. A. R.

Les déclarations du député du Rhône

« Une combinaison entre partis »

Dans le numéro de février de sa lettre « Faits et arguments », M. Barre évoque en ces termes le débat sur la cohabitation : « 1. Le président de la République déclare qu'il restera jusqu'en 1988, quelle que soit l'issue des élections (et je comprends qu'il ne puisse pas dire le contraire) ; il annonce qu'il confiera le rôle de gouverner à la majorité qui sortira des élections, qu'il exercera les pouvoirs que lui donne la Constitution, qu'il ne restera pas inerte, et il fixe par un savant dosage de déclarations et de comportements les limites qu'il entend imposer à l'action du nouveau gouvernement par rapport à la politique des gouvernements socialistes qui l'ont précédé. 2. Les responsables de l'opposition, qui sont prêts à gouverner avec M. Mitterrand, expliquent que le président n'aura plus de pouvoirs (à l'exception du droit de dissolution), que le gouvernement issu de la nouvelle majorité parlementaire, et dont le premier ministre devra être désigné par le président avec l'accord de cette majorité, appliquera son programme sans se soucier de l'avis de l'Élysée. Ils laissent entendre, tantôt qu'ils recherchent rapidement le conflit avec le président, tantôt (et c'est la

note dominante) qu'il conviendra d'éviter la « crise de régime » et de laisser au président de la République la responsabilité de la crise. Mais l'essentiel est de s'installer à Matignon. 3. L'opinion publique se rend compte que la cohabitation ne saurait marcher, exprime à travers certains sondages le souhait, tandis que le président s'en aille en cas de défaite aux législatives, tandis que le président, s'il reste, puisse s'entendre avec le nouveau premier ministre. En règle générale, ce sont les partisans de la majorité qui souhaitent manuellement la cohabitation, tandis que les partisans de l'opposition - RPR comme UDF - y sont en très forte proportion opposés. La question reste ouverte. Sans doute faut-il, ici encore, une « leçon de choses » ! »

Il précise ensuite : « Ne confondons pas consensus et cohabitation. Le consensus exprime l'accord des Français sur quelques grands principes, sur certains sujets. Il se réalise autour du président de la République, qui ne doit pas se comporter en homme d'un parti. Cela ne contredit pas la nécessité, pour pouvoir gouverner, d'une majorité, le gouvernement gouvernant dans l'intérêt de tous et respectant l'opposition. C'est ce qui se passe dans toutes les grandes démocraties. La cohabitation, c'est une combinaison entre partis, comme nous en avons connu sous la IV<sup>e</sup> République, et ce sera rapidement le régime des partis. Ce qui est dans la logique de la cohabitation, c'est la « troisième force » d'avant 1958. Ainsi, vingt-huit années de V<sup>e</sup> République n'ont pas exercé les démons de la classe politique française. Voici reparaitre les vétérans de la IV<sup>e</sup> République, et il ne manque pas de cadets pour se lancer avec impatience sur les traces de leurs anciens ! (...)

Le général de Gaulle a toujours exprimé publiquement et de la façon la plus claire sa conception des institutions de la V<sup>e</sup> République. Chacun peut lire ses Discours et Messages et il n'est pas nécessaire de se livrer à de subtiles exégèses pour comprendre sa pensée. Qui pourrait contester que, pour lui, le président joue le rôle central dans les institutions de la V<sup>e</sup> République et qu'il gouverne avec la confiance du peuple ?

« La clé de voûte de notre régime, c'est l'investiture nouvelle d'un président de la République désigné par le peuple et le sentiment des Français pour être le chef de l'État et le guide de la France... Cependant, pour que le président de la République puisse porter et exercer effectivement une charge pareille, il lui faut la confiance explicite de la nation » (allocution du 20 septembre 1962). Qui pourrait contester que, pour lui, le président nomme le premier ministre et les ministres de son choix, quelle que soit la majorité de l'Assemblée, faite de quoi il accepterait la ruine de son autorité et l'incohérence au sommet de l'État ? « Le peuple souverain, en élitant le président, l'investit de sa confiance. C'est là, d'ailleurs, le fond des choses et l'essentiel du changement accompli. De ce fait, le gouvernement, nommé par le chef de l'État et dont sur les ministres ne peuvent être des parlementaires, n'est plus du tout, vis-à-vis des Chambres, ce qu'il était à l'époque où il ne procédait que de combinaisons de groupes » (conférence de presse du 31 janvier 1964). Pour moi, qui ai connu l'impulsion de la IV<sup>e</sup> République et qui ai servi les présidents de la V<sup>e</sup> République, il n'y a pas de danger plus grand pour l'avenir de la France que le retour à une conception du fonctionnement des institutions qui aboutirait à l'effacement du président de la République et au retour au régime des partis. Après avoir affirmé qu'« il appartient au président, et à lui seul, de prendre ses responsabilités », M. Barre indique : « On a considéré comme inacceptable la « grève des premiers ministres ». Il y a eu en

« Les entreprises doivent être prospères et compétitives »

À propos de l'économie, M. Barre dit : « La politique de rigueur et de contrôles nées en avril 1983, après deux années de lourdes erreurs, a eu pour résultat de faire baisser le taux d'inflation de façon sensible, de réduire le déficit du commerce extérieur, de rétablir l'équilibre de la balance des paiements courants et de maintenir la stabilité du franc dans le système monétaire européen. Nous devons nous réjouir de ces résultats ». « L'échec le plus grave enregistré par la politique socialiste est la progression du chômage, poursuit l'ancien premier ministre. Des sept grandes puissances industrielles, la France est le seul pays qui a connu chaque année, de 1981 à 1985, une diminution de la population au travail. Selon M. Barre, « l'agriculture française est en plein désarroi ». Aussi conviendrait-il de « sauvegarder les acquis fondamentaux au niveau européen, libre circulation des produits, acceptation de prix communs modérés, liberté des politiques structurelles et de jouer la carte de la compétitivité au niveau national ».

M. Raymond Barre fait six propositions pour les entreprises : « Donner aux entreprises la liberté de fixer leurs prix, d'adapter leurs effectifs en fonction de l'évolution économique, mais dans le respect de leur responsabilité sociale, et d'effectuer leurs opérations de change avec l'étranger ; Leur fournir des incitations fiscales simples à la recherche et à l'investissement, qui se substituent aux subventions de tous ordres qui leur sont accordées ; Encourager la constitution des fonds propres ; Stabiliser immédiatement leurs charges sociales, puis les réduire progressivement dès que la situation financière le permettra ; Leur fournir des incitations fiscales simples à la recherche et à l'investissement, qui se substituent aux subventions de tous ordres qui leur sont accordées ; Encourager la constitution des fonds propres ; Stabiliser immédiatement leurs charges sociales, puis les réduire progressivement dès que la situation financière le permettra ;

« Favoriser l'efficacité des dirigeants et cadres supérieurs de l'entreprise par des dispositions appropriées (stock options avec fiscalité favorable) ; Établir une plus grande flexibilité dans l'utilisation des équipements productifs et dans l'aménagement de la durée du travail (dans un cadre annuel) ainsi que reconnaître le rôle du contrat d'entreprise, sous des formes dérogatoires ou non dérogatoires. Il s'agit de mettre en œuvre une politique pour l'entreprise qui fixe les conditions générales de son activité elle-même et qui oriente, le cas échéant, cette activité par des incitations spécifiques. Ce type de politique est différent de la politique industrielle qui concerne des secteurs ou des branches, sur lesquels se concentre l'intervention de l'État, et qui est de nature dirigiste. Le souci de rétablir les équilibres fondamentaux ne va-t-il pas à l'encontre de la croissance ? Non, répond l'ancien premier ministre : « Regardez les pays qui nous entourent et qui sortent tous des difficultés que nous avons connues ensemble ! Regardez l'Allemagne fédérale : depuis 1981, le gouvernement a réduit patiemment le déficit budgétaire tandis que la Banque centrale maintenait la création de monnaie. Trois ans après, la République fédérale a rétabli ses équilibres fondamentaux, retrouvé l'expansion, et les entreprises et les ménages vont bénéficier, à compter de 1986, d'une baisse substantielle d'impôts. Quand donc comprendra-t-on en France qu'il n'y a de croissance durable que si elle repose sur des finances publiques saines, une monnaie solide, des prix stables et une croissance des revenus qui n'exclut pas la production globale de l'économie ? »

Le président du RPR veut donner une vigueur nouvelle à la campagne de l'opposition

« La mobilisation de l'opposition est en train de se faire. L'opposition doit se mobiliser activement de telle sorte que l'UDF et le RPR ensemble aient une majorité qui soit incontestable et incontournable. C'est en ces termes que M. Jacques Chirac, le lundi 27 janvier, à l'émission « Face au public » de Franco-Inter, a annoncé une relance ou plutôt une intensification de la campagne de l'opposition. Le président du RPR a naturellement pris conscience que depuis le discours de M. Mitterrand au Grand-Quevilly, l'initiative de la campagne électorale - tout au moins sur le plan médiatique - était passée du côté du Parti socialiste (le Monde du 21 janvier). Il compte donc utiliser les sept semaines qui restent encore avant le scrutin du 16 mars pour donner un nouvel élan à l'opposition. M. Chirac compte le faire sur deux thèmes :

« Le gouvernement d'après le 16 mars. - Le président du RPR est particulièrement agacé par la déviation du débat sur le problème de la cohabitation qui est pour lui, affirme-t-il, « une question hors du temps ». Il va même jusqu'à dire qu'il comprend tout à fait la réaction de la jeune chômeuse, face à M. Raymond Barre, lors de l'émission « Sept sur sept » tant les hypothèses sur la cohabitation sont éloignées des préoccupations des Français. Il préfère donc assurer que de toute façon, après les élections législatives, « la France sera gouvernée et ne deviendra pas un pays ingouvernable ». Il refuse la théorie du « gouvernement de minorité » en disant qu'avec « 25 à 35 % des voix, en aucun cas le PS ne pourra être un parti de gouvernement mais sera un parti d'influence ».

Pour lui « la seule alternative de gouvernement » réside dans l'union du RPR, de l'UDF et de ses alliés, à l'exclusion du Front national. En affirmant « qu'aucune autre formation politique ne pourra avoir la majorité », M. Chirac conteste donc par avance l'ambition des socialistes de former « le premier parti de France », puisqu'il oppose celui-ci non pas au RPR ou à l'UDF mais à l'union de ces deux formations. Quant aux relations entre le futur premier ministre et le président de la République, le maire de Paris estime « qu'il y aura normalement possibilité de gouverner si le chef de l'État respecte à la fois le verdict populaire et les institutions ». C'est d'ailleurs à vérifier la sincérité de cette volonté que devrait se limiter l'entretien que pourrait avoir le président de la République

La prudence du « trublion »

Déjà, le débat sur la cohabitation est loin d'être clos. A preuve, les interventions répétées des responsables politiques qui épinglent le besoin de redonner moins d'explications sur le sujet, soit qu'ils craignent d'avoir dit mal compris, soit que leurs analyses évoluent au fur et à mesure de l'engagement du président de la République. M. François Léotard, qui s'efforce de gagner ses galons de chef de guerre incontesté au sein de l'opposition libérale, a beau s'époumoner en répétant à l'adresse des trois grands chefs de l'opposition : « L'Union-nous gouverne », nous-nous franchir d'abord la « première des passes », celle des élections législatives, rien n'y fait. M. Giscard d'Estaing consacré à la cohabitation une conférence de presse, M. Chirac ne laisse pas s'achever une réunion électorale sans évoquer le sujet, question pourtant par lui de « faux problème ». M. Barre, qui a pris sur ses partenaires quelques longueurs d'avance dans l'ordre des certitudes, lire, à nouveau,

La prudence du « trublion »

dans sa lettre mensuelle Faits et arguments, le point de ses réflexions. Au moment où, face à la renommée du PS dans les sondages, et face à l'offensive de M. Mitterrand, l'opposition n'est plus aussi sûre d'elle-même. L'ancien premier ministre choisit d'insister sur la continuité de sa pensée et de son choix, sur la détermination dont il saura faire preuve au lendemain du 16 mars. Détermination qui, quoi qu'il en soit, inquiète certains de ses amis, qui se demandent jusqu'où pourra aller leur fidélité à l'ancien premier ministre, au lendemain du scrutin de mars : refuser de voter la confiance à un gouvernement issu des rangs de l'actuelle opposition et prêt à cohabiter avec M. Mitterrand ? Faire à la grève des premiers ministres pour contredire M. Mitterrand à la démission ?

Il est vrai aussi que l'ancien premier ministre a pu le rassurer en affirmant à y a quelques jours sur TF 1 qu'il se refusait à jouer les « trublions » et laisserait à la cohabitation toutes ses chances d'échouer seule. Déjà à l'automne, M. Barre avait renoncé à présenter des listes constituées de candidats liés par les mêmes engagements ; le refus de la confiance à un gouvernement de cohabitation, le retour au scrutin majoritaire. Cette même prudence anime encore aujourd'hui M. Barre lorsqu'il souligne qu'il laissera les Français juger de l'« expérience » qui se déroulera sous leurs yeux et se gardera de toute obstruction. Du trublion au « casseur », il y a un pas que l'ancien premier ministre ne veut pas franchir, ce qui ne l'empêche pas de continuer à marquer ses différences tant en ce qui concerne les choix stratégiques de l'opposition que ses options programmatiques. Tout en essayant, parfois avec une grande subtilité, de ne pas contrevenir aux règles du savoir-vivre de l'union instaurées peu ou prou par les partenaires de l'opposition attentifs à la demande de l'opinion. CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

« Le social sera aussi nécessaire que par le passé »

« Le social n'est pas dans une phase de régression mais dans une période de mutation. Il sera différent de ce qu'il a été, mais sans doute aussi différent que par le passé », explique M. Barre dans Faits et arguments. Évoquant un déficit de la Sécurité sociale « d'au moins 20 milliards de francs » en 1986, l'ancien premier ministre estime « qu'il sera nécessaire, dans l'avenir, de modifier l'évolution des prestations et de recourir à un financement des assurés sociaux qui

pourraient, en ce qui concerne l'assurance-maladie, obtenir une couverture complémentaire auprès des mutuelles ou des compagnies d'assurances et, en ce qui concerne le régime des retraites, accomplir un effort supplémentaire d'épargne à long terme ». M. Barre juge « indispensable » la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, mais elle « ne saurait cependant permettre un retour à des licenciements abusifs ou sauvages. La protection des salariés doit pouvoir être assurée en tout état de cause par les juridictions compétentes. Mais surtout, les chefs d'entreprise sont contraints à licencier pour raisons économiques doivent continuer à assumer leurs responsabilités sociales et veiller au reclassement des salariés licenciés ou à la mise en œuvre d'un plan social ».

À propos des « acquis sociaux » depuis 1981, M. Barre affirme : « Le vrai problème est maintenant d'honorer les traités ». Il juge possible « de permettre, dans certains cas et sous certaines conditions, des accords d'entreprise de déroger à des dispositions juridiquement supérieures - loi, décrets, accords interprofessionnels et de branche - par exemple pour introduire plus de souplesse dans l'aménagement du temps de travail ». Cette réforme suppose trois conditions : « Éviter qu'à cette occasion le rôle des organisations syndicales soit contesté. Elles doivent demeurer interlocuteurs privilégiés dans la négociation » ; « s'assurer que l'accord dérogeant est réellement représentatif de la volonté de la majorité des salariés » (droit de veto des organisations non signataires et majoritaires, vote des salariés) ; enfin, « il ne saurait être question de déroger sur tout. Le droit du travail doit comporter des dispositions intangibles d'ordre public ».

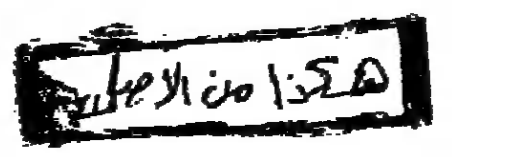
La prudence du « trublion »

Déjà, le débat sur la cohabitation est loin d'être clos. A preuve, les interventions répétées des responsables politiques qui épinglent le besoin de redonner moins d'explications sur le sujet, soit qu'ils craignent d'avoir dit mal compris, soit que leurs analyses évoluent au fur et à mesure de l'engagement du président de la République. M. François Léotard, qui s'efforce de gagner ses galons de chef de guerre incontesté au sein de l'opposition libérale, a beau s'époumoner en répétant à l'adresse des trois grands chefs de l'opposition : « L'Union-nous gouverne », nous-nous franchir d'abord la « première des passes », celle des élections législatives, rien n'y fait. M. Giscard d'Estaing consacré à la cohabitation une conférence de presse, M. Chirac ne laisse pas s'achever une réunion électorale sans évoquer le sujet, question pourtant par lui de « faux problème ». M. Barre, qui a pris sur ses partenaires quelques longueurs d'avance dans l'ordre des certitudes, lire, à nouveau,

dans sa lettre mensuelle Faits et arguments, le point de ses réflexions. Au moment où, face à la renommée du PS dans les sondages, et face à l'offensive de M. Mitterrand, l'opposition n'est plus aussi sûre d'elle-même. L'ancien premier ministre choisit d'insister sur la continuité de sa pensée et de son choix, sur la détermination dont il saura faire preuve au lendemain du 16 mars. Détermination qui, quoi qu'il en soit, inquiète certains de ses amis, qui se demandent jusqu'où pourra aller leur fidélité à l'ancien premier ministre, au lendemain du scrutin de mars : refuser de voter la confiance à un gouvernement issu des rangs de l'actuelle opposition et prêt à cohabiter avec M. Mitterrand ? Faire à la grève des premiers ministres pour contredire M. Mitterrand à la démission ?

Il est vrai aussi que l'ancien premier ministre a pu le rassurer en affirmant à y a quelques jours sur TF 1 qu'il se refusait à jouer les « trublions » et laisserait à la cohabitation toutes ses chances d'échouer seule. Déjà à l'automne, M. Barre avait renoncé à présenter des listes constituées de candidats liés par les mêmes engagements ; le refus de la confiance à un gouvernement de cohabitation, le retour au scrutin majoritaire. Cette même prudence anime encore aujourd'hui M. Barre lorsqu'il souligne qu'il laissera les Français juger de l'« expérience » qui se déroulera sous leurs yeux et se gardera de toute obstruction. Du trublion au « casseur », il y a un pas que l'ancien premier ministre ne veut pas franchir, ce qui ne l'empêche pas de continuer à marquer ses différences tant en ce qui concerne les choix stratégiques de l'opposition que ses options programmatiques. Tout en essayant, parfois avec une grande subtilité, de ne pas contrevenir aux règles du savoir-vivre de l'union instaurées peu ou prou par les partenaires de l'opposition attentifs à la demande de l'opinion. CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

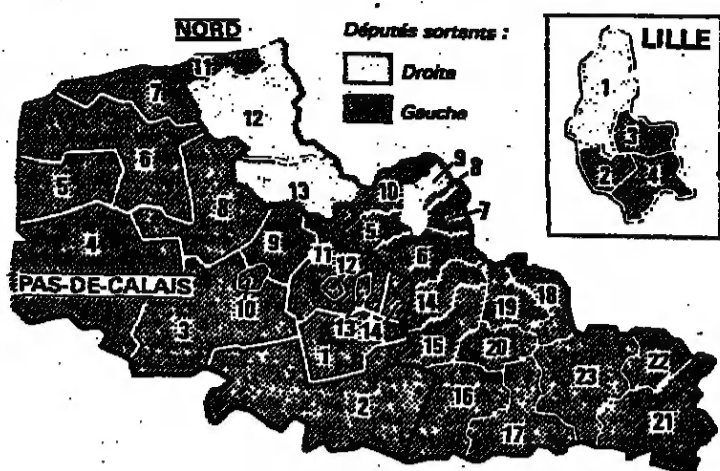
A. P.





NORD-PAS-DE-CALAIS (II)

L'opposition divisée, les socialistes disciplinés



Les numéros portés sur cette carte sont ceux des circonscriptions.

Le Nord-Pas-de-Calais a la particularité de s'être représenté à l'Assemblée nationale par deux élus de gauche...

Le groupe Hérault est aussi présent, en effet, sur la liste du RPR, où le fils de Robert Hérault, Jacques Hérault, PDG de France-Sol...

ment élevés sur le littoral (autour de Calais et de Boulogne) et dans le bassin minier (autour de Lens)...

La chambre de commerce de Calais est la plus ardente à combattre l'opposition, mais le maire communiste de la ville (Jean-Jacques Barthe)...

Quant à la conversion du bassin minier, elle constitue d'ailleurs les débats à la fois sur les possibilités actuelles de substitution et sur la nécessaire réhabilitation du cadre de vie...

La droite se renouvelle et se querelle

De notre envoyé spécial

Arras. - Un enfant du pays qui a fait ses preuves...

Enfant du pays, Philippe Vasseur n'est inconnu de personne. Né en Touquet en 1943, c'est à Boulogne qu'il a passé toute sa jeunesse...

Philippe Vasseur a débuté à la chambre de commerce de Boulogne, avant de s'installer à Dunkerque, puis à Paris, où il s'est occupé pendant onze ans des pages régionales du quotidien les Echos...

comait bien les dossiers et se défend d'être un « parachuté ».

A-t-il pour autant, comme il l'affirme, « fait ses preuves » ? Ce n'est pas l'avis de Léonce Deprez, maire du Touquet, qui revendiquait la direction de la liste UDF...

Le « méli-mélo » de la politique

Léonce Deprez, cinquante-trois ans, directeur du journal l'Avenir du Pas-de-Calais et connu dans tout le département comme un homme de terrain, est un personnage. Ancien sportif (il a été champion de France cadet sur 55 mètres haies) et surtout gardien de but de l'équipe nationale de football aux Jeux olympiques d'Helsinki en 1952...

Léonce Deprez s'est ainsi intéressé tout à tour à la conversion du bassin minier, à l'aménagement du territoire (il se consacre à la fin des années 60 comme le « poulain » d'Olivier Guichard) et au tourisme...

Si Philippe Vasseur est proche de Valéry Giscard d'Estaing (on dit même qu'il a été imposé par l'ancien président de la République), Léonce Deprez, lui, se réclame plutôt de Raymond Barre...

Si les deux rivaux ont toutes chances d'être élus l'un et l'autre, le RPR, troisième composante de l'opposition, espère pour sa part conquérir trois sièges...

Philippe Vasseur a choisi de passer outre à ces arguments, se contentant de faire observer que si Léonce Deprez a été battu plusieurs fois dans une circonscription plutôt modérée, ce n'est peut-être pas par hasard...

Léonce Deprez insiste, quant à lui, sur deux « gisements » d'emplois : le tourisme, d'une part (il a « voté » au Touquet) avec Thierry Sabine, qui fut son collaborateur au début des années 70, son son de l'animation, le bâtiment et les travaux publics, d'autre part.

Le renouvellement est complété par l'arrivée-surprise de Jacques Hérault, en troisième position, au titre du Centre national des indépendants - parachutiste qui a suscité quelques remous et qui nourrit encore des critiques contre la volonté d'hégémonie prêtes au groupe Hérault...

Le renouvellement est complété par l'arrivée-surprise de Jacques Hérault, en troisième position, au titre du Centre national des indépendants - parachutiste qui a suscité quelques remous et qui nourrit encore des critiques contre la volonté d'hégémonie prêtes au groupe Hérault...

Conte force tranquille, lui, chez les socialistes, ne l'incarne mieux que Roland Huguet, leur tête de liste. Cet homme massif de cinquante-deux ans, ancien enseignant issu d'une famille de sidérurgistes, député depuis 1973 d'une circonscription mi-industrielle mi-rurale, est à l'image des élus socialistes de ce département, attachés à leur culture et à leurs traditions, souvent mal connus parce que peu soucieux de se mettre en vedette, mais qui pèsent de tout leur poids collectif sur la politique régionale.

« Un notable-type », dit de lui Philippe Vasseur, qui se sent plus proche des « modernistes » du PS comme Jacques Mellick, à Béthune, ou Michel Delebarre, dans le Nord. Roland Huguet reconnaît que le lan-

gage de la modernisation ne passe pas toujours bien dans le bassin minier, où il signifie la rupture avec un riche passé, mais, dit-il, aujourd'hui, « la cuit est verte ». Au reste, selon Roland Huguet, la tendance est meilleure depuis quelques mois, et le moral des militants est en hausse.

Avec cinq ou six députés socialistes et deux ou trois communistes, la gauche devrait rester majoritaire, mais le vote du département peut surtout permettre aux socialistes de conserver la présidence du conseil régional, le Pas-de-Calais s'affirmant ainsi, une fois de plus, comme le dernier bastion de la fidélité.

THOMAS FERENCZI

Le dernier puits

De notre envoyé spécial

Livén. - Autour de Livén, le dernier puits en activité, qu'on appelle le puits 18, est en train de fermer. A Livén même, depuis la catastrophe de 1974, il n'est resté plus un. Dans l'ensemble du bassin minier, après la fermeture du puits 18, six seulement seront encore ouverts...

« C'est un mot qui m'agace », dit Jean-Pierre Kuchaida, parce qu'il est trop souvent utilisé de façon humoristique. « Faut-il ralentir le mouvement ? » et il faut savoir négocier le virage, répond notre interlocuteur, et éviter de précipiter la région dans le marasme le plus complet en agissant trop brutalement.

C'est la réalité. Jean-Pierre Kuchaida la rapproche à la droite. On est passé en vingt ans, indique-t-il, de 165 000 emplois dans les mines à 19 000. Dans le même temps, la politique de conversion a permis d'en créer environ 80 000. Multiplier ces chiffres par deux pour tenir

compte des emplois induits, et vous obtenez un déficit d'environ 200 000 emplois.

La gauche, en revanche, a mis en place en 1983, grâce à François Mitterrand, rappelle Jean-Pierre Kuchaida, deux importantes dotations, qui ont amené en moins de deux ans 6 400 emplois, sans compter les emplois induits. Cependant, si François Mitterrand a donné l'impulsion, c'est l'indépendance à n'e pas toujours suivi. Jean-Pierre Kuchaida en veut particulièrement à Pierre Mauroy, qui, selon lui, n'a pas payé dans le retour comme il l'aurait dû le soutien que les socialistes du Pas-de-Calais n'ont cessé de lui apporter. Il lui reproche, péle-mêle, d'avoir nommé un communiste à la présidence des Charbonnages, d'avoir laissé traîner le dossier de la phéno-forme chimique de Mazingarbe, d'avoir trop peu fait pour le bassin minier...

Tout de même, la gauche, affirme Jean-Pierre Kuchaida, a inversé la tendance. A Livén même, le taux de chômage, qui était de 22 % il y a trois ans, est aujourd'hui de 16 %. L'important, pour Jean-Pierre Kuchaida, est que l'on arole de nouveau à cette région. Le tunnel sous la Manche va contribuer, selon lui, à relancer l'activité, mais à va falloir élargir le dossier de la phéno-forme à ces grands bouleversements. « On va changer toutes les habitudes », conclut-il, et cela ne peut se faire sans quelques précautions indispensables ».

Th. F.

Publication judiciaire  
EXTRAIT DU DISPOSITIF D'UN JUGEMENT DÉFINITIF  
RENDU PAR LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS  
(3<sup>e</sup> chambre) LE 15 MARS 1985.

Dit qu'en utilisant la dénomination ALPHA SELZER et les couleurs bleu marine, blanc, bleu clair, vert jade pour commercialiser des comprimés effervescents pour le bain, la société E.P.B. a contrefait les marques n° 548.164 et 301.834 dont est titulaire la société MILES LABORATORIES.

Fait interdiction à la société E.P.B. d'utiliser sous quelque forme et de quelque manière que ce soit la dénomination ALPHA SELZER sous astreinte de 1 000 F par jour de retard.

Condamne la société E.P.B. à payer la somme de 10 000 F à titre de dommages et intérêts.

Ordonne la remise à la société MILES LABORATORIES en vue de leur destruction par-devant huissier de tous les produits, boîtes et emballages, publicités.

Autorise la société MILES LABORATORIES à faire publier le dispositif du présent jugement aux frais de la société E.P.B. sans que le coût total des insertions puisse excéder la somme de 30 000 F.

Condamne la société E.P.B. à payer la somme de 3 000 F en application de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile.

pesup sciences-po  
1ère classe préparatoire aux concours HEC - ESSEC  
entrée en A.P. et entrée directe en 2<sup>e</sup> année  
Préparation en cours du soir à partir de février  
Stage intensif d'été

Une opportunité d'exception pour des hommes d'exception.

La marche en forte progression pour les années à venir. C'est la micro-informatique professionnelle. Plus de 300 franchises accordées dans le monde depuis 1982. Plus de 50 en Europe dont 30 en France depuis 1984. Entré connaît sur ce marché la croissance la plus rapide. 1,5 million de dollars la 1<sup>re</sup> année et 2,9 millions de dollars la 2<sup>e</sup> année, c'est le C.A. moyen des centres déjà ouverts.

Les chiffres ne trompent pas. Devenir franchise Entré est une opportunité exceptionnelle. Nous vous fournissons une assistance complète : recherche, conception et aménagement du centre. Gamme éprouvée de micro-ordinateurs (monopostes multipostes), périphériques et logiciels. Formation technique et commerciale permanentes. Approvisionnement et support technique centralisés. Programmes de publicité et de marketing. Support constant sur le terrain. Le concept Entré du service total à la clientèle - conseil, vente, installation, formation et S.A.V.

Pour créer un centre Entré, vous devez apporter votre détermination, un engagement total, votre esprit d'équipe, votre expérience réussie des affaires comme dirigeant ou "leader", votre croyance au concept Entré, et plus de 750000F.

Téléphonez dès aujourd'hui au (1) 45.74.97.77.



L'ABC DES ELECTIONS

demain on vote

LE GUIDE PRATIQUE QUI VOUS DIT TOUT SUR LES ELECTIONS:

comment voterez-vous le 16 mars? quel est le rôle du bureau de vote? comment déceler les fraudes? peut-on contester une élection? quel est le rôle du député? du conseiller régional?...

Prenez votre petit-déjeuner à l'européenne!

TWA logo and flight information: Départ de Paris CDG 1 vers Zürich à 7h55, Genève à 7h35 et Milan à 7h20. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agent de voyages. TWA ouvre la voie vers les USA.



POLITIQUE

SITUATIONS 86

MARNE : M. Barre accorde son « label » aux listes de M. Stasi

De notre correspondant

Reims. - M. Bernard Stasi, député UDF et maire d'Épernay, a annoncé, le lundi 27 janvier, que M. Raymond Barre avait accordé son « label » aux listes UDF qui lui conduira dans la Marne aux élections législatives et régionales.

Le premier vice-président du CDS, qui affirme avoir reçu le soutien « total » du député de Lyon, observe que les listes UDF marnaises compteront parmi les « rares » à se prévaloir d'un tel appui. En effet, a-t-il ajouté, l'ancien premier ministre se montre plutôt « avare » lorsqu'il est particulièrement sollicité. M. Stasi, « barrotiste » convaincu, partage pleinement les idées du député de Lyon et ses vues sur la question de la cohabitation notamment. Il avait été en 1982, l'un des premiers hommes politiques de l'opposition à se ranger publiquement derrière lui.

Ce soutien arrive fort opportunément pour le président de la région Champagne-Ardenne et pour l'UDF en proie à des turbulences dans le département. Non seulement cette dernière n'a pu convertir son partenaire du RPR à l'idée de constituer une liste fusionnée, qui lui aurait permis d'accroître ses chances d'emporter un second siège de

député, brigué par M. Jean-Louis Schoeter (CDS), premier adjoint au maire de Reims, mais, placé en seconde position derrière M. Stasi, ce siège ne lui est pas acquis eu égard à la présence d'une liste dissidente d'opposition émanant par deux conseillers généraux, MM. Pierre-Emmanuel Taittinger (sans étiquette), fils de l'ancien maire de Reims et ancien garde des sceaux, et Bernard Camès, président régional de la CGPME, et adhérent direct de l'UDF.

De plus, l'UDF subit les remous provoqués par la semi-dissidence de l'une de ses composantes (le Monde du 12 janvier). Faut-il avoir obtenu satisfaction lors de l'élaboration des listes, le PR a annoncé qu'il constituerait sa propre liste aux élections régionales.

Enfin, M. Frédéric Payen, un conseiller régional et élu de la ville de Reims, récusé, lui aussi, ces décisions et proteste contre son éviction des listes. Il estime que les intérêts des adhérents directs de l'UDF qui le représentent ont été négligés. M. Frédéric Payen, qui se targue du soutien de M. Paul Girod, a engagé un recours auprès des instances nationales de la confédération visant à l'annulation des choix arrêtés localement.

LOUIS DIDIER.

FINISTÈRE : M. MARC BÉCAM (RPR) TÊTE D'UNE LISTE DISSIDENTE POUR LES RÉGIONALES

(De notre correspondant.)

Brest. - M. Gabriel de Pouliquet, ancien député, président du comité des Finistériens pour la défense des institutions de la V<sup>e</sup> République, groupant des élus qui se sont mis en marge des partis politiques de l'opposition, a annoncé le lundi 27 janvier que M. Marc Bécam (RPR), sénateur, ancien ministre, sera son chef de file pour les élections régionales.

M. Bécam avait, dit-on, « des journaux dans les jambes ». Il hésitait à se ranger aux côtés des partisans de M. Pouliquet, et à prendre le risque de désemparer la liste officielle RPR-UDF sur laquelle figurent deux de ses adjoints à la mairie de Quimper, MM. Alain Gérard (RPR) et Jean-Yves Cozan (CDS). Mais il a finalement choisi les dissidents de l'opposition.

« La plus large union se réalise pour que se constituent enfin de véritables équipes harmonieusement réparties sur le plan géographique et représentatives des aspirations de nos populations », a déclaré M. de Pouliquet, qui n'a pas encore donné le nom de la tête de liste aux élections législatives.

G. S.

LA RÉUNION : RUPTURE CONSOMMÉE AU SEIN DE L'OPPOSITION

(De notre correspondant.)

Saint-Denis. - La rupture au sein de l'opposition est désormais consommée à la Réunion, depuis la publication d'une liste se réclamant de M. Raymond Barre et conduite par le maire du Tampon, M. André Thien Ah Koon. Baptisée Franco-Réunion-Avenir, cette liste respecte un équilibre géographique, puisque toutes les régions de l'île y sont représentées. Néanmoins, elle apparaît comme un compromis entre plusieurs personnalités dont l'approche des problèmes de l'île diverge sur le fond. On voit ainsi M. Raymond Lagourgue (ancien député UDF, premier vice-président du conseil régional), partisan du maintien de l'océan de mer (la taxe sur les importations qui alimente essentiellement le budget des communes réunionnaises) et le sénateur (apparenté RPR) Paul Bernard, farouche adversaire de cette même taxe, qu'il considère comme un facteur aggravant le coût de la vie dans l'île. Le ciment entre les cinq candidats de la liste Franco-Réunion-Avenir est M. Raymond Barre, dont ils soutiennent la démarche politique et économique.

A. D.

(1) La liste Franco-Réunion-Avenir est composée de MM. André Thien Ah Koon, Pierre Lagourgue, Jean-Marc Bernard (fils du sénateur Paul Bernard), Guy Hocquen (maire de Saint-Joseph), Fred Bidy (conseiller général), Berthe Audiffax (conseiller régional) et José Pinon (maire d'Étang-Salé).

« M. Pierre Lefranc renonce à présenter une liste à Paris pour les élections législatives. - L'ancien chef de cabinet du général de Gaulle avait annoncé sa décision de présenter une liste soutenue par un groupement de gaullistes de gauche et par le Mouvement des démocrates. Il précise que le comité d'appel pour la V<sup>e</sup> République qu'il vient de créer n'a pour but que d'initier une initiative électorale lors de la prochaine consultation. D'autre part, M. Gérard Touati a fait connaître son intention de conduire à Paris pour les élections législatives une liste « Initiative 84 ». Aux élections européennes de juin 1984 M. Touati avait conduit une liste « Initiative 84. Liste des jeunes entrepreneurs ».

MAYENNE : M. Jospin fait le ménage à Laval

De notre envoyé spécial

Laval. - « Nous avons eu beaucoup de difficultés à trouver une salle à Laval. J'espère que cette situation ne se renouvellera pas d'ici au 16 mars ». Le ton est amer. M. Claude Pion, le jeune premier secrétaire fédéral socialiste (mitterrandiste) de la Mayenne se serait bien passé de cette précision devant les journalistes. Ne pas disposer d'une salle digne de recevoir le « patron », M. Lionel Jospin, dans une ville dirigée par un maire socialiste, c'est un comble. Il est vrai que le premier magistrat en question, M. André Pinçon, vient de se faire exclure pour dissidence. Appuyé par l'ensemble des maires du département, il présentera, aux législatives de mars prochain, une liste sous l'étiquette « Socialisme et démocratie ». Elle s'opposera à la liste officielle du PS conduite par le parachuté parisien, M. Jean-Paul Planchon (CERES).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : M. Dijoud se retire

De notre correspondant

Saint-Pierre. - Les conseillers généraux et municipaux de Saint-Pierre-et-Miquelon se sont réunis il y a quelques jours à la mairie de Saint-Pierre, à la demande du député apparenté socialiste de l'archipel, maire du chef-lieu, M. Albert Pen, et en présence du représentant local de l'UDF, M. Georges Poulet, qui appuyait la candidature dans l'archipel de l'ancien secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Paul Dijoud (UDF).

Les élus locaux de la majorité, qui soutiennent la candidature de M. Pen, ont adopté à l'unanimité une motion de rejet de la candidature de M. Dijoud. Les conseillers ont finalement estimé que « dans la situation actuelle de l'archipel, il convenait que celui-ci soit représenté à l'Assemblée nationale par un des leurs ». Les élus se sont prononcés, après avoir entendu un rapport par M. Pen des raisons qui lui avaient fait soutenir la candidature de M. Dijoud, mais aussi après avoir prêté une oreille attentive à une présentation de la candidature de M. Dijoud par M. Poulet et, pour finir, à un argumentaire du sénateur

apparenté socialiste, président du conseil général, M. Marc Plantageon. Ce dernier a exposé les motifs pour lesquels les conseillers généraux défendaient de préférence la candidature du député sortant, M. Pen.

Les élus locaux ont souligné dans leur motion que l'avenir de Saint-Pierre se joue avec les négociations franco-canadiennes sur la zone économique et les quotas de pêche. En se retirant de cette position, les élus ont affirmé « exprimer le sentiment d'une grande partie de la population », qui, selon eux, se traduira en mars prochain par « une large union locale autour de M. Pen ». Le groupe UDF n'a pas cru devoir s'associer à cette motion.

M. Dijoud, pour sa part, a pris acte de cette décision en ne manifestant ni amertume ni mauvaise humeur. « Chacun a besoin de l'autre pour faire du bon travail », écrit l'ancien secrétaire d'État, qui se dit prêt à partager le combat de Saint-Pierre-et-Miquelonnais et de leurs élus pour un avenir meilleur de l'archipel, « chaque fois qu'ils le souhaitent ».

MARC DE SAINT-MARIE.

MOSELLE : crise au RPR ?

De notre correspondant

Metz. - La Fédération de Moselle du RPR est en crise. C'est la constitution de la liste gaulliste pour les élections régionales qui est à l'origine du malaise. Après le retrait de cette liste de M. Julien Schwartz, président du conseil général de Moselle, plusieurs élus d'opposition ont pris la deuxième place derrière M. Pierre Menner, ancien premier ministre, député, et maire de Sarrebourg. M. André Lacroix, conseiller général de Thionville vient de démissionner du RPR, affirmant : « Je ne suis pas un bon courtisan. »

Ces deux décisions personnelles illustrent la situation qui règne au sein de la Fédération RPR de Moselle où les luttes d'influence sont vives pour accéder aux places éligibles. Souhaité dix postulant à la candidature sont recensés. Au-delà du problème de la composition des listes l'enjeu de la bataille engagée est la direction du RPR en Moselle. Le leadership de M. Menner, président départemental est contesté par M. Schwartz. Ce dernier, soucieux de ménager sa majorité au conseil général et convaincu qu'il conduirait la liste des régionales, avait pris des engagements pour former « une liste d'union » comprenant des candidats non inscrits et des non-professionnels. Ce point de vue s'est heurté aux ambitions non seulement de certains élus, mais aussi de responsables politiques locaux réclamant « une bonne place ». Les élus de M. Schwartz ne concordent pas avec celles d'autres collégiés, commente de son côté M. Menner qui considère les deux listes RPR en Moselle.

J.-L. T.

UN COLLOQUE AVEC MM. CHIRAC ET ROCARD

Du bon usage du libéralisme... social

Il s'en est fallu de peu, le lundi 27 janvier, à un colloque organisé par Liaisons sociales, pour qu'on ait l'impression que MM. Jacques Chirac et Michel Rocard, intervenant séparément devant un public attentif, avaient échangé leurs personnalités. « Je ne crois pas au déclin ou au recul du social [...] Le social doit prendre de plus en plus de place dans l'entreprise, car il est la condition de sa mutation », a lancé le président du RPR. L'ancien ministre de l'Agriculture a expliqué de son côté que les socialistes devaient encore « balayer fermement » chez eux pour mettre fin à la « connotation entre socialisme démocratique et étatsisme ». Tout en s'efforçant de faire apparaître clairement leurs différences, l'un et l'autre n'ont pas voulu jouer au grand méchant loup ou au chaperon rouge.

M. Chirac a voulu d'emblée centrer son propos sur l'emploi - « préoccupation constante » - en y voyant « le plus grand échec » du gouvernement, le nombre d'emplois ayant « diminué de près de 600 000 depuis 1981 ». « La seule solution, a-t-il expliqué, est bien la création d'emplois dans et par l'entreprise », notamment dans les PME qui « prendraient le risque d'embaucher si elles avaient la possibilité d'ajuster leurs effectifs en cas de difficultés ou d'aménager le temps de travail ».

L'ancien premier ministre, refusant la polémique sur la sauvegarde des « acquis sociaux » (1), a plaidé pour le « libre recours aux contrats à durée déterminée » et la suppression de l'autorisation administrative pour le licenciement économique, « sous réserve que les employeurs conservent la responsabilité d'élaborer un plan social, dans le respect des mécanismes contractuels et des institutions représentatives du personnel », a-t-il affirmé, « devant assumer leur part de responsabilité, en évitant, notamment en matière d'emplois, des comportements trop brutaux ou irréalistes ».

À l'avance, le président du RPR a répondu à l'accusation des socialistes de se livrer en l'espèce à un travail de Griboffeur. Accusation renouvelée par M. Rocard : « M. Chirac consacre une part de sa responsabilité de son énergie et de ses propositions à essayer de détruire ce que lui-même avait fait quand il était au pouvoir entre 1974 et 1976 : la taxe professionnelle, l'autorisation administrative de licenciement, en sont deux exemples. Les plus couramment cités [...] Je suis pour la reconnaissance du droit à l'erreur et l'abolition du faitif, mais pas au point de lui accorder l'occasion de la récidive. Cette autorisation de licenciement, avait assuré M. Chirac, est « une particularité de notre droit qui fut gardée en 1975 pour des raisons aujourd'hui disparues puisqu'il s'agissait alors d'obtenir des licenciements économiques des licenciements pour faute en vue d'accorder à leurs salariés le bénéfice du régime de l'UNEDIC le plus favorable ». CQFD...

M. Rocard a maintenu son opposition à une telle suppression, tout en se montrant favorable à un raccourcissement des délais d'appel, la solution relevant d'une négociation entre partenaires sociaux - comme en décembre 1984 - puisque ces délais sont pour l'essentiel conventionnels et non légaux. Les deux dirigeants politiques se sont retrouvés sur la place à accorder à l'entreprise. M. Chirac estimant que « l'attachement à l'entreprise et la certitude que tous ceux qui y travaillent participent à un destin commun vont aller en se renforçant. Il s'agit là d'une révolution tranquille des mentalités ». L'esprit d'entreprise, a répondu M. Rocard, je sais pour

mais pas en généralisant l'emploi précaire : « La multiplication des contrats à durée déterminée dans une même entreprise, je crains fort que ce soit la mort de l'esprit d'entreprise. »

« Je suis un libéral »

M. Rocard a piétiné les platebandes de l'opposition en appelant même la démarche autogestionnaire au secours du libéralisme : « Je suis un libéral sur le plan politique et sur le plan économique, un décentralisateur et un désétatsateur. » Alors que M. Chirac avait plaidé pour une relance de la participation - M. Juppé maintenant ensuite dans le débat avec la mise en cause de la loi de démocratisation du secteur public à laquelle d'autres réformes se substitueront, - M. Rocard a réhabilité l'intéressement. Il doit, a-t-il expliqué, être « conçu comme une participation au développement de l'entreprise, à la fois sous forme de dividendes versés mais aussi sous forme de souscription des capitaux nécessaires. » Mieux - ou pis, - M. Rocard s'est prononcé pour une « individualisation d'une fraction de la rémunération », ce qui donnera une « fonction nouvelle » à la hiérarchie intermédiaire et « sera un champ important de la négociation contractuelle ».

Tous deux adeptes de la politique contractuelle, ils ont divergé sur les méthodes. Comme M. Chotard, vice-président du CNPF, M. Chirac a évoqué un « ordre public social continuant à relever de l'État et auquel nul ne pourrait déroger. Je ne suis pas hostile à cette formule et pense même que la délimitation de cet ordre public social sera susceptible de relever d'une négociation interprofessionnelle ». (2) À côté de cet ordre législatif, il y aurait des négociations interprofessionnelles ou de branches et « surtout des situations individualisées dans l'entreprise ». Attention aux « effets chocs » des « idées chocs », a expliqué M. Rocard, qui, à la lumière du débat actuel sur l'aménagement du temps de travail, a défendu la négociation de branche (3), l'entreprise pouvant devenir « le lieu privilégié » de la négociation sociale « le jour où les sections syndicales

d'entreprises seront dix ou vingt fois plus nombreuses qu'elles le sont aujourd'hui ». Pour M. Rocard, le code du travail est « la dissuasion du faible au fort », et « mettre en cause le syndicalisme » c'est rendre « un mauvais service » tant pour les relations sociales que pour les entreprises. Se prononçant en faveur d'un « autre pacte social », l'ancien ministre a ainsi résumé sa pensée : « On ne construira aucune souplesse, aucune flexibilité, aucune mobilité sur la déréglementation à tous crins, la mise hors jeu du syndicalisme et le retrait de l'État de ses fonctions arbitrales. » A chacun sa façon d'être « libéral ».

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Selon un sondage réalisé par Liaisons sociales Mensuel du 15 janvier par la SFPRES (du 2 au 5 décembre auprès d'un échantillon national de 1000 personnes), 67 % des Français sont contre la suppression de la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, 50 % contre la suppression de la retraite à soixante ans, 46 % sans opinion ; sur la suppression des lois Auroux, 46 % sont contre la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

(2) Lors de ce colloque, M. Paul Marché, président de la COC, a proposé une réunion tripartite après les élections - sur les concours de l'ordre public social.

(3) Selon un sondage publié par Gestion sociale du 27 janvier (réalisé par l'IFOP du 6 au 15 janvier auprès de 541 salariés du secteur concurrentiel privé et nationalisé), 39,1 % des personnes interrogées pensent que l'aménagement du temps doit se négocier dans l'entreprise, 17 % dans la branche professionnelle et 30,8 % dans les deux niveaux. Pour les négociations interprofessionnelles, les pourcentages sont respectivement de 33,5 %, 20,5 % et 32,5 %.

DÉCÈS DE M. JACQUES PALAZY PRÉFET DE LA DROME

M. Jacques Palazy, préfet de la Drôme, est décédé le lundi 27 janvier, à la suite d'une crise cardiaque, à l'hôpital de Valence. [Né le 12 février 1928 dans l'Hérault, Jacques Palazy, entré dans le corps préfectoral en 1951 comme chef de cabinet de préfet, avait occupé de nombreux postes territoriaux avant d'être nommé préfet des Hautes-Pyrénées en avril 1982. L'année suivante, il était devenu préfet de l'Isère et il avait été nommé préfet de la Drôme le 31 juillet 1985.]

Polémique entre le PCF et Coluche

« Le Parti communiste n'a pas été invité » à l'émission de Coluche destinée, dimanche 26 janvier sur TF 1, à promouvoir les « restaurants du cœur », a affirmé M. Gisèle Moreau, membre du bureau politique du PCF. « La direction du parti n'a reçu aucune proposition de qui que ce soit », assure pour sa part M. Georges Marchais.

« L'un et l'autre démentent ainsi les propos tenus par Coluche, qui nous avait déclaré : « Il peut arriver aux partis politiques de mentir, ça arrive et je ne vous donne pas un scoop. J'ai invité personnellement le maire de Gennevilliers, c'est le premier qui nous a aidés dans la région parisienne. Son chef de cabinet, qui est probablement la tête pensante du parti à Gennevilliers, nous a fait savoir que le maire ne viendrait pas pour des raisons politiques et qu'il nous enverrait une lettre. Je ne l'ai pas encore reçue. »

Un « Monde » Rhône-Alpes

Le Monde lance, à partir du mardi 28 janvier, une édition Rhône-Alpes destinée aux lecteurs de cette région de France. Ils y trouveront chaque jour l'équivalent de deux pages consacrées aux événements politiques, économiques, sociaux et culturels. Cinq membres de notre rédaction, sous la direction de Bruno Frappat, sont détachés à temps complet pour s'en occuper, avec le concours de correspondants et de pigistes locaux.

Le Monde n'est jamais resté à l'écart du mouvement de régionalisation de notre pays (nos pages spéciales, nos numéros sur les « villes au futur » en témoignent). Mais nous avons décidé d'aller plus loin. Pourquoi Rhône-Alpes ? Parce qu'il s'agit d'une région ambitieuse, dont le rôle a toujours été essentiel. Et aussi parce que le pluralisme de l'information est désormais en cause dans cette région et que beaucoup se sont tournés vers nous pour nous demander de contribuer, dans la mesure de nos moyens, à son maintien.

FRANÇOIS BILGER Professeur à l'Université Louis-Pasteur de Strasbourg L'EXPANSION DANS LA STABILITÉ Une nouvelle analyse - Une nouvelle politique pour assurer simultanément le plein emploi et la stabilité des prix ÉCONOMICA 340 p. 120 F

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



Les professionnels français du Textile,  
de l'Habillement et de la Haute Couture se réjouissent de l'ouverture du  
**MUSÉE DES ARTS DE LA MODE**

**Le DEFI**

contribue au fonctionnement de ce lieu de rencontre privilégié,  
où cohabitent la richesse de notre patrimoine  
et l'expression de tous les talents créatifs contemporains.

# encore Merci

à l'Union des Arts Décoratifs :

R. Bordaz Y. Brunhammer E. Claudius-Petit Y. Deslandres N. Gasc D. Janicot G. Mourlon ■ Provoyeur

à l'Union Française des Arts du Costume :

P. Audrain A. Courrèges H. de Givenchy A. Gidel C. Miserey L. Sibille  
E. Bernigaud J. Dransart J.C. Gombault W. Lauriol E. Monensen C. Sirbon  
A. Conquet J. Duthilleul P. Gravereaux J. Lenoir J. Mouclier P. Well

aux Administrateurs du DEFI :

P. Bergé P. Bordier J.J. Delort J.P. Laureau J. C. Musson  
R. Boit L. Cligman B. Etchepare B. Morel G. Pasquier  
J.Y. Bolze J. Delcroix J.D. Gardère L. Mulliez Motté G. Worms

Nous remercions également le Ministère de la Culture.



Comité de Développement et de Promotion du Textile et de l'Habillement  
55 avenue Kléber 75016 Paris

LAC ET ROCARD  
isme... social

Les entreprises seront dix ou vingt fois plus nombreuses qu'elles le sont aujourd'hui. Pour le Rocard, le code du travail est « la dissuasion du faible au fort ». « mettre en cause le système », c'est rendre « un service », tant pour les nouvelles entreprises que pour les relations sociales que pour les entreprises. Le « pacte social » en faveur d'un « autre monde » résumé en pensée : « on ne construira aucune solution, sans une flexibilité, aucune souplesse, sur la déréglémentisme mobile, c'est la mise hors jeu de toutes les fonctions arbitraires ». A chacun sa façon d'être « libéral ».

MICHEL NOBLECOURT.  
(1) Selon un sondage réalisé par le SOFRES (du 2 au 5 décembre 1985) auprès d'un échantillon national de 1000 personnes, 67 % des Français soutiennent la suppression de la semaine de congés payés, 50 % soutiennent la suppression de la semaine de congés payés, 46 % sont « sans opinion » sur la suppression des lois Auroux, 46 % soutiennent la suppression de l'aménagement administratif de licenciement.

(2) Lors de sa séance, M. Paul Marchetti, président de la CGC, a présidé une réunion tripartite après la « loi sociale » sur les concours de l'entreprise.

(3) Selon un sondage réalisé par l'IFOP du 6 au 15 janvier 1986 auprès de 241 salariés du secteur commercial privé et national, 39,1 % des personnes interrogées pensent que l'avenir de l'entreprise est dans la branche professionnelle et 20,8 % dans le secteur marchand. Pour les opinions relatives à la branche professionnelle, les pourcentages sont respectivement de 23,5 % et 21,5 %.

**DÉCÈS**  
**DE M. JACQUES PALAZI**  
**PRÉFET DE LA DRÔME**

M. Jacques Palazi, préfet de la Drôme, est décédé le lundi 27 janvier, à la suite d'une crise cardiaque, à l'hôtel de la Préfecture.  
Né le 12 février 1925 dans l'Hérault, M. Palazi, après avoir été chef de cabinet de M. de la Motte, a été nommé préfet de la Haute-Pyrénées en 1961, à l'âge de 36 ans. Il était depuis préfet de la Tarn et l'avait été préfet de la Drôme le 21 juillet 1981.

**le PCF et Coluche**

« Je ne suis pas un homme politique », dit-il dans son livre « Je ne suis pas un homme politique ». Par ailleurs les organisations de l'opposition avaient invité le chanteur Jean Ferrat. Coluche précise que « Ferrat s'occupait avec une responsabilité du PCF ». « Je lui ai répondu d'accord, mais en trouvant qu'il n'était pas un homme politique, j'ai répondu le contraire pour me dire qu'il n'en avait pas trouvé ».

**Rhône-Alpes**

« L'histoire de notre pays nous rappelle que nos hommes ont été les premiers à faire un mouvement. Mais nous avons décidé d'aller plus loin... Pourquoi Rhône-Alpes ? Parce qu'il s'agit d'une région ambivalente, d'une région à tous les sens du terme. Et c'est parce que la diversité de l'information est devenue en cause dans cette région et que nous pourrions donner nos contributions dans la mesure de nos moyens, à son maintien ».

**LES BILGER**  
Louis-Pastor de Strasbourg

**ANSON**  
**STABILITÉ**

« Une nouvelle politique simultanément : la stabilité des prix »

WOMICA 120 F



# société

## MÉDECINE

### Un centre pour les « accidentés de la vie »

Depuis le 18 janvier dernier, des cartes du Mouvement de défense des grands handicapés de la vie (1) sont en vente dans les quinze mille bureaux de poste de France. Destinée à financer la création du premier Centre international de recherche sur la moelle épinière, cette opération « Ballons ciel d'espoir » s'achèvera le 2 février dans les principales villes de France par de grands lâchers de ballons. Selon ses promoteurs, 1 milliard de centimes sont nécessaires pour que ce centre unique au monde, qui emploiera une quarantaine de personnes, puisse être mis en œuvre dans la région de Montpellier. « Il s'agit, explique le professeur Gros, directeur scientifique de l'Institut de recherche sur la moelle épinière, de regrouper dans un même centre l'ensemble des équipes de chercheurs qui s'occupent des problèmes de paralysie des membres. Cette collaboration internationale devrait permettre à la recherche, tant du point de vue clinique que du point de vue biologique, de faire d'immenses progrès. »

(1) B.P. 75363 Paris Cedex 08.

## EDUCATION

### Protestations contre des suppressions de postes

Protestations, manifestations et grèves se multiplient depuis le début de l'année dans les collèges et les lycées, où des parents d'élèves et des enseignants s'inquiètent des conditions de la prochaine rentrée scolaire et réclament des moyens supplémentaires. Comme chaque année à pareille époque, les informations relatives à la future répartition des postes et des crédits suscitent de vifs mécontentements, surtout dans les établissements où l'administration puise afin de rééquilibrer les moyens entre les régions, en général au bénéfice des académies du Nord, déficitaires. Ainsi au collège de Saint-Sauveur-de-Montagut (Ardèche), une quinzaine de parents d'élèves démissionnent le principal dans son bureau depuis le 21 janvier, pour protester contre un projet de suppression de trois postes d'enseignants en septembre prochain. Cent cinquante parents se relaient pour cette action qui ne perturbe pas en principe les cours, les professeurs ayant seulement déposé un préavis de grève pour le jeudi 30 janvier.

Les académies d'Als-Marseille et de Nantes ont été elles aussi touchées par des grèves et des manifestations. Dans l'académie de Toulouse, des grèves tourmentées ont été organisées contre la suppression de 180 postes dans les collèges et de 70 dans les écoles. Aux lycées Lakanal de Soaux et Descartes d'Antony (Haute-Seine), des élèves et des professeurs ont fait grève mercredi 22 janvier contre la suppression d'heures de cours à la rentrée prochaine, ce qui conduirait notamment à l'abandon de certains enseignements en chinois, en allemand et en portugais à Descartes. Enfin, en Seine-Saint-Denis, la FEN et la FCFE ont manifesté le 28 janvier contre une baisse des effectifs d'enseignants dans la primaire et contre la stagnation dans les collèges, lycées et lycées professionnels.

## ENVIRONNEMENT

### Une Maison de la pêche à Omans

M<sup>me</sup> Huguette Bouchardou, ministre de l'environnement, a visité lundi 27 janvier la future Maison de la pêche et de l'eau qui sera installée à Omans (Doubs), dans l'ancienne maison des Sœurs de la Charité, rive droite de la Loue. L'initiative de ce projet, dont la réalisation coûtera près de trois millions de francs, revient à l'association des journalistes professionnels spécialisés dans la chasse et la pêche quotidienne régionale. La maison comprendra un musée de la pêche et un centre d'initiation à la gestion piscicole et à l'hydrobiologie.

## Femmes au pôle

Elles sont six, six femmes, françaises et canadiennes, âgées de vingt et un à trente-neuf ans, chercheuses, éducatrices, psychologues, informaticiennes ou étudiantes en médecine. Elles ont pour but de participer à la recherche scientifique. Car cette grande première sportive (ce sera la première fois qu'une équipe de femmes fera un tel trajet et dans de telles conditions) ne sert que de prétexte à une recherche scientifique. Cette dernière comporte plusieurs volets : un programme de recherche géologique (calculer de façon très précise le courant de drève transpolaire et recueillir des données météorologiques au moyen de quinze ballons Argo qui seront déposés sur le chemin et seront suivies par satellite pendant un an) et un programme de recherche médicale sur le comportement physiologique et psychologique de cette équipe féminine dans l'environnement polaire (adaptation au froid, problèmes du stress engendré par les conditions de vie).

Leur intention : traverser la banquise de l'océan glacial Arctique de l'archipel du Spitzberg au pôle Nord, et cela à ski en tirant des traîneaux ultra-légers (3,5 kg), spécialement conçus pour l'expédition qui portera le matériel scientifique. Car cette grande première sportive (ce sera la première fois qu'une équipe de femmes fera un tel trajet et dans de telles conditions) ne sert que de prétexte à une recherche scientifique. Cette dernière comporte plusieurs volets : un programme de recherche géologique (calculer de façon très précise le courant de drève transpolaire et recueillir des données météorologiques au moyen de quinze ballons Argo qui seront déposés sur le chemin et seront suivies par satellite pendant un an) et un programme de recherche médicale sur le comportement physiologique et psychologique de cette équipe féminine dans l'environnement polaire (adaptation au froid, problèmes du stress engendré par les conditions de vie).

A l'origine de cette initiative : Madeleine Giselein, une Nantaise de trente-quatre ans, lauréate de la Fondation de la vocation en 1979, lauréate de l'Académie des sciences en 1985, docteur en hydrologie polaire de l'université de Nancy, chercheuse au CNRS et surtout passionnée de l'Arctique où elle a déjà fait plusieurs séjours. Toutes ces femmes ont bien sûr subi une série de tests et se sont soumises à une préparation musculaire, mais le véritable mise en condition aura lieu du 4 au 15 février au camp de la base de Ny Alesund (Norvège). Pendant cette période, elles essaieront de s'habituer à l'effort et surtout à la marche dans la pénombre polaire. Le grand départ est prévu le 15 février. L'équipe sera suivie en permanence par satellite et quatre rendez-vous sont programmés avec un avion qui apportera le ravitaillement et transportera au camp du Spitzberg les données scientifiques recueillies au cours des étapes. Coût approximatif de l'expédition : 4 millions et demi de francs, que Madeleine Giselein a pu recueillir grâce à sa ténacité auprès de plusieurs ministères - ceux notamment des droits de la femme et de la défense - de plusieurs entreprises privées et de très nombreux amis.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## JUSTICE

### FAUSSES FACTURES FRANCO-YOUGOSLAVES DANS LA CONFECTION

#### Une fraude de 100 millions de francs

La facturation de complaisance dans la confection parisienne connaît un nouvel épisode judiciaire. Lundi 27 janvier, devant la trente et unième chambre du tribunal correctionnel à Paris, a commencé le procès de vingt et un inculpés dont six cadres de banque et un employé des PTT (1).

Cette fois-ci, la filière n'est pas chinoise mais franco-yougoslave. Elle part du bureau de la rue de l'Arrière-Salle d'un bistrot à Faubourg Saint-Denis. Elle vise à « blanchir » le travail de ateliers fabriquant le prêt-à-porter. Les de production plus élevés pour bénéficier du plus haut tarif de la méthode classique. Trois méthodes - dites - la SOFABCO, la SMR - jouent les intermédiaires entre donneurs d'ouvrage et fabricants. Elles fournissent des premiers - sans qu'ils le sachent forcément - des fausses factures et aux seconds des espèces tributaires destinées à payer les ouvriers clandestins. Au passage, elles perçoivent une ristourne. C'est en fait le réseau, sous l'impulsion de la SOFABCO, qui combine, tout le monde gagne, un dérivé du fisc du FURSSAF.

Cette affaire a débuté il y a quatre ans par un flagrant délit. Dans l'arrière-salle du Sully, un café de Faubourg Saint-Denis, se donnaient rendez-vous fournisseurs et facturiers. Lorsque les enquêteurs se présentèrent, le 20 novembre 1984 sans leur gare, Eva Glab, une

femme de quarante six ans, avec quelques comparses. Elle agit pour le compte de Scymon Blankenberg, cinquante ans, de nationalité israélienne. Lui, c'est le « patron » du trafic. Il est aujourd'hui détenu. M. Sully, dix-sept heures chaque jour, cette nouvelle affaire. Le réseau avait besoin de la banque pour fonctionner : comptes-taxis, pas de trafic. Et sans M. Aron-Brunetière, ou d'autres, comme M. Meyer Abecassis, de la Libanese Arab Bank, pas de « comptes-taxis ». Pour le juge, M. David Peyron, qui a instruit successivement tous les dossiers, la démonstration est incontestable.

Les « taxis » ont divers comptes bancaires, quelquefois avec difficulté du fait de la méfiance des banques. Les « taxis » sont démantés tous les six à huit mois. Il leur faut même recourir au PTT pour ouvrir un compte d'épargne sur livret B, afin d'y verser quotidiennement des millions de centimes.

Cette filière « Blankenberg » a une originalité supplémentaire. Elle a su utiliser les services de cadres de banque qui agissent en parfaite connaissance de la fraude. Ainsi, M. Jean-Michel Aron-Brunetière, de la Compagnie française de banque, aurait eu une influence pour faire ouvrir les comptes « taxis ». Un autre inculpé, M. Jean-Jacques Cambellier, salarié à la banque Hervet, aurait reçu des « cadeaux ».

Les précédentes filières de facturation complaisante, rares furent les saisisés de banque convaincus d'avoir touché des « pots-de-vin ». Pour la plupart, ils bénéficièrent du doute, sur le point de savoir s'ils étaient conscients ou non du trafic. Ce qui n'est pas le cas de cette nouvelle affaire. Le réseau avait besoin de la banque pour fonctionner : comptes-taxis, pas de trafic. Et sans M. Aron-Brunetière, ou d'autres, comme M. Meyer Abecassis, de la Libanese Arab Bank, pas de « comptes-taxis ». Pour le juge, M. David Peyron, qui a instruit successivement tous les dossiers, la démonstration est incontestable.

En fait, la fraude montée par Blankenberg a porté sur un montant de factures dépassant 100 millions de francs. La Compagnie commerciale des banques, la banque Hervet, la Libanese Arab Bank et la banque Verne sont citées comme civilement responsables des actes de leurs préposés.

Mais, à la barre, les principaux bénéficiaires de l'opération - les mandataires du prêt-à-porter - sont toujours aussi absents. Leurs papiers sont en règle.

DANIELLE BONAARD.

(1) Nombreux sont les chefs d'inculpation : escroqueries, faux et usage de faux, fausses déclarations en matière de sociétés, recel, corruption de fonctionnaires active et passive, abus de biens sociaux et complicité.

### Dans l'Aisne et le Pas-de-Calais

#### QUATRE PERSONNES ONT ÉTÉ INCULPÉES POUR AVOIR FOURNI DES AMPHÉTAMINES A DES COUREURS CYCLISTES AMATEURS

Quatre personnes - un médecin, deux pharmaciens et un préparateur - viennent d'être inculpées à Laon (Aisne) et à Saint-Omer (Pas-de-Calais) pour avoir contribué à fournir des médicaments à base d'amphétamines à des coureurs cyclistes amateurs. Une quarantaine de cyclistes pourraient être inculpés à leur tour.

L'affaire remonte à l'été dernier, mais n'a été rendue publique que le lundi 27 janvier. Une enquête menée par plusieurs services de la police judiciaire de la région a abouti au mois de juin 1985 à l'inculpation d'un médecin et d'un pharmacien de Fauquemont, près de Saint-Omer (Pas-de-Calais), le docteur Claude Bourry, trente-sept ans et M. Yves Delplanque, trent-huit ans. Il leur est reproché d'avoir contribué à la riposte de l'opération « L'offre, le médicament, la course et l'acquisition de substances inscrites au tableau B », c'est-à-dire d'avoir contribué à fournir à des coureurs cyclistes ou à leur entourage des médicaments à base d'amphétamines.

Au mois de septembre dernier, deux autres inculpations avaient été prononcées à Marie, près de Laon (Aisne) contre un pharmacien, M. Michel Pavot, soixante-trois ans et un préparateur, M. Gilles Lebas, trente-huit ans.

## EN DORDOGNE

### La prison aux champs

#### De notre envoyée spéciale

Meuzac (Dordogne). - Bien sûr, il y a des barreaux. Il y aura des gardiens aussi, et des miradors, et des murs d'enceinte, et des rondes, et un orillon à la porte, et un « mitard » pour les punis. Après tout, le centre de détention de Meuzac, dans la Dordogne, qui, à partir du mois de juin, doit accueillir deux cent cinquante détenus (1), sera une prison, mais pas une prison comme les autres.

Ainsi l'a voulu M. Robert Badier, ministre de la Justice, dans la première tranche de travaux de cette nouvelle prison, symbole d'une politique carcérale différente : « La prison est un lieu clos, explique-t-il ; c'est l'endroit où on purge une peine, et il y a des exigences de sécurité ». Bien entendu, comme ailleurs, respectées.

« Mais, ajoute le ministre, les détenus sont des hommes appelés à sortir de prison. Le régime carcéral ordinaire aboutit trop souvent à l'uniformité, à l'infantilisme, à l'autoritarisme et à l'irresponsabilité. C'est lâche, puant, il se vit, le vie dans la cellule des hommes libres exige la correction et le respect. Il faut de l'humanité et de l'humanité beaucoup plus que ce qu'on trouve dans les prisons construites au Mauzac. Construite en vingt et un blocs (au lieu de six, comme un général), pour un plus grand nombre de détenus, 400 000 F pour les prisons construites au Mauzac, un million de francs pour ce centre de détention ».

#### Unités de vie

Est-ce la mine réjouie du garde des sceaux qui fait face le tour du propriétaire, est-ce parce qu'il n'y a pas encore de prisonniers, est-ce parce qu'il, à 30 kilomètres de Bergerac, à pleine Dordogne, hors des sentiers battus, on voit les toits des chalets et des fermes grises ? En fait, le long d'un canal bordé d'arbres, planté au milieu de champs, le chantier de la prison ressemble à celui d'un village de vacances. C'est d'ailleurs la spécialité des architectes, François Jannet et Christian Demanchy, qui ont

entre autres - conçu les unités de villages du Club Méditerranée.

Il n'y a pas de maisons, ni de pavillons, ni d'unités de vie, d'un étage... Les murs de la prison ne sont pas de terre, c'est du béton, entre venille et mortier. Elle accueillera deux cents détenus. C'est la fin de la promesse de l'été dernier, un individu, le coin livret et lettres isolé. Les détenus ouïssent dans une petite déjeunier à diner en commun, après leur leur courses à la cantine. De 8 h 30 à 15 h 30, ils travaillent à l'exploitation agricole (vignes, céréales, etc.) et feront un peu de jardinage. Elle accueillera deux cents détenus. C'est la fin de la promesse de l'été dernier, un individu, le coin livret et lettres isolé. Les détenus ouïssent dans une petite déjeunier à diner en commun, après leur leur courses à la cantine. De 8 h 30 à 15 h 30, ils travaillent à l'exploitation agricole (vignes, céréales, etc.) et feront un peu de jardinage.

L'après-midi est libre et les détenus peuvent aller à la cantine, à la bibliothèque, à la salle de sport, à la salle informatique ou au club (musculature, agrès, volley-ball, mini-tennis, ping-pong). Ensuite, les détenus pourront jardiner dans leur jardin privé et jouer aux échecs sur « l'agora » (la place du village)... Les propositions de projets sont très nombreuses : la cuisine innovatrice, la salle qui recevra les détenus de former lui-même sa cellule de l'intérieur (un gardien peut l'ouvrir, mais pas un autre) et les détenus peuvent permettre aux visiteurs de visiter, en privé, pendant 24 ou 48 heures, leur parent emprisonné.

Trop beau pour être vrai, loin de l'idée que l'on se fait d'une prison ? Certains, sûrement, penseront. M. Michel Goussier, le maire de Meuzac, qui a une trentaine de gardiens de nuit, permet ces 688 heures et utilise déjà les services des détenus de l'ancienne prison du village, l'autre côté du canal, pour les travaux municipaux. L'établissement pénitentiaire, pour le moment, a l'air d'une prison-modèle à Meuzac, en tout cas, ouverte à tous.

AGATHE LOGEART.

(1) Il s'agit de condamnés à des peines correctionnelles d'emprisonnement de un à cinq ans, et pouvant bénéficier d'un régime « libéral ». Les détenus jugés « dangereux » devraient pas être admis.

## RÉGIONS

### M. Fabius a installé le conseil national des langues et cultures régionales

M. Laurent Fabius a installé, lundi 27 janvier, le conseil national des langues et cultures régionales créé par le conseil des ministres du 11 janvier et dont il est le président. Cette nouvelle instance, composée de représentants de l'administration, du vice-président du comité consultatif de la langue française et de trente-sept personnalités, universitaires, parlementaires, responsables d'organismes culturels, écrivains et artistes parmi lesquels M<sup>me</sup> Simone Schwarz-Bart, M<sup>me</sup> Aimé Césaire, Georges Duby, Robert Escarpit, Pierre-Jakez Hélias, Maurice Schumann, Bernard Stasi et Henri Verneil.

Le premier ministre souhaite faire de ce conseil, dont les compétences sont purement consultatives, un lieu d'échanges d'où « devraient naître des avis et des propositions sur les dispositions que les pouvoirs publics pourraient prendre en faveur des langues et cultures minoritaires ». « Notre pays est devenu un corps structuré qu'aucune désintégration ne menace. En revanche, ce qui lui pèse c'est une trop grande uniformité », a indiqué M. Fabius.

Le nouvel organisme ne concerne pas seulement les régions de France, mais aussi les communautés françaises d'origine arménienne, juive, maghrébine et tzigane, qui y sont représentées. Sa tâche immédiate sera de dresser l'état des lieux en matière de langues régionales dans les domaines de la culture, de la communication et de l'éducation. Mais le conseil, à l'initiative de M. Fabius, devrait aussi se prononcer sur l'éventualité d'un texte législatif. « Si vous arrivez à la conclusion qu'une loi est nécessaire et si vos arguments sont convaincants le

gouvernement ne pourra qu'en tenir compte », a, en effet, déclaré le premier ministre.

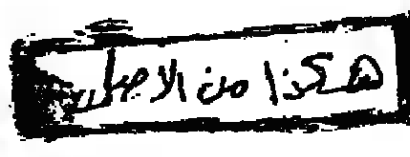
Le vice-président de ce conseil national, M. Michel Bédou, professeur de linguistique à l'université de Haute-Bretagne (Rennes II) se verra pas l'un mauvais si la langue bretonne n'est pas dans le cadre sur l'ensemble des problèmes linguistiques et culturels, y compris la défense de la langue française. « Mais certains des milieux linguistiques sceptiques quant à la réalité du gouvernement de faire passer un tel projet. La proposition de loi déposée en juin 1984 par M. Jean-Pierre Destreda, député (PS) des Pyrénées-Atlantiques et dont le conseil reconnaît « le droit imprescriptible et inaliénable à la différence linguistique et culturelle » n'a jamais été discutée par le Parlement.

Paradoxe supplémentaire : au conseil national, M. Fabius plaide la cause des langues minoritaires, le texte législatif permettant l'intégration et la survie de toutes les langues de France. « Senzka » vient d'être annulé par le conseil national pour un motif de forme et certaines de ces langues risquent de disparaître vite leurs leurs portes. Pour M. Denis, le conseil national des langues et cultures régionales devrait être d'abord un lieu de rencontres, d'échanges et de contacts. « Si vous arrivez à la conclusion d'intention les plus diverses ».

**IL NE FICHE RIEN. QUE FAIRE ?**

Le monde de l'éducation

NUMÉRO DE JANVIER EN VENTE PARTOUT





SPORTS

Dans l'Aisne et le Pas-de-Calais... QUATRE PERSONNES ONT ÉTÉ INCULPÉES POUR AVOIR FOURNI DES AMPHÉTAMINES A DES COUREURS CYCLISTES AMATEURS

Quatre personnes - un médecin, deux pharmaciens et un préparateur - ont été inculpées à Saint-Omer (Pas-de-Calais) pour avoir contribué à l'empoisonnement de deux coureurs amateurs du Nord. Une enquête a été menée par le procureur de la République de Lille.

Le mois de septembre dernier, deux autres inculpations avaient été prononcées à Lille, près de Lille (Aisne) contre un pharmacien, M. Alfred Pavy, sollicité par un amateur, M. Gilles Lebas, pour lui fournir des médicaments à base d'amphétamine.

COGNAC... CHAMPS

Les champs de bataille de la guerre de 1914-1918 ont été classés au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Les champs de bataille de la Somme, de Verdun, de la Marne et de Flanders ont été inscrits sur la liste.

Le président de la République a nommé M. Jacques Chirac à la présidence du conseil des ministres.

Le ministre de l'Intérieur a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de sécurité.

Le ministre de la Santé a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de prévention.

Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

Le ministre de l'Économie a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

Le ministre de l'Environnement a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

Le ministre de l'Énergie a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

Le ministre de l'Industrie a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

Le ministre de l'Agriculture a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

JUDO

Le genou de Béatrice

Trois événements : Beaudin (moins de 48 kilos), Brun (moins de 52 kilos) et Meignan (moins de 72 kilos); deux révélation : Gayraud (moins de 61 kilogrammes) et Paque (plus de 71 kilos); deux confirmations : Deydier (moins de 66 kilos) et Rodriguez (moins de 56 kilos). Les résultats des championnats de France de judo féminin, qui ont eu lieu les 25 et 26 janvier à Gemmeville, ont montré une progression du niveau des combattantes.

Des entraîneurs d'athlétisme ont récemment mis en cause le service médical de l'INSEP, l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) de Vincennes. Ils ont dénoncé notamment que le service de certains sprinters avait été hypothéqué parce que leurs blessures n'avaient pas été convenablement traitées.

Le docteur Denis Barraud a été très affecté par ces critiques. Parce qu'il est un des responsables du service mis en cause. Et parce que son expérience sur le terrain avec la Fédération de judo (FFJD) est très largement positive.

Le sérieux, ce sont des rapports établis entre sportifs, entraîneurs et médecins. Beaucoup de fédérations sportives ont du mal à les établir. C'est surtout affaire de volonté de la part des dirigeants.

Ancienne championne du monde et d'Europe, Béatrice Rodriguez avait dû subir en 1984 une opération du genou, elle s'est blessée au cours d'un tournoi toutes catégories. Elle avait beaucoup de mal à revenir à son niveau.

En examinant la situation - ses entraîneurs, Gérard Cahier, et Pauline Fouillet - on estime que, au lieu de rester dans le très haut niveau de l'INSEP, Béatrice devait faire des gammes avec des partenaires plus faibles.

Le docteur Denis Barraud a été très affecté par ces critiques. Parce qu'il est un des responsables du service mis en cause.

Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

Le ministre de l'Économie a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

Le ministre de l'Environnement a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

Le ministre de l'Énergie a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

Le ministre de l'Industrie a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

Le ministre de l'Agriculture a annoncé la mise en place de nouvelles mesures de réforme.

RELIGION

Mort de Ron Hubbard

fondateur de l'Eglise de scientologie

L'Eglise de scientologie, qui revendique une science moderne de la santé mentale, a perdu son fondateur. Le fondateur de l'Eglise de scientologie, Ron Hubbard, est mort d'une crise cardiaque le vendredi 24 janvier, dans son ranch californien de San-Luis-Obispo. Ses cendres ont été dispersées dans la Pacifique.

En 1952 il publie la Dianétique, science moderne de la santé mentale, livre de base de la scientologie. La dianétique est une sorte de psychothérapie : la scientologie, une méthode permettant à l'être humain de se libérer des contraintes de la matière, de l'énergie, de l'espace et du temps.

Cette philosophie à prétentions scientifiques se répand en Grande-Bretagne, où Ron Hubbard fonde en 1959 le siège mondial de son Eglise, et en France où il crée l'association des Amis de la scientologie. Hubbard crée une flotte de six yachts et installe son quartier général.

Après plusieurs procès, la flotte sera liquidée en 1976 et Hubbard s'installe en Californie. Il se réapparaît plus en public à partir de 1977. En 1983, onze principaux dirigeants de la secte, dont la troisième femme d'Hubbard, sont accusés de graves convulsions internes.

Plusieurs dirigeants de la secte sont aujourd'hui présents dans transferts de fonds et autres en France.

Dans son récent dossier sur les sectes, le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales, sous la présidence de Roger Ikor, dénonce l'Eglise de scientologie comme une entreprise « totalitaire » : « coercitive », « autoritaire », « violente », « non exempte de violence », « manipulatrice » et « séductrice ».

Le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales, sous la présidence de Roger Ikor, dénonce l'Eglise de scientologie comme une entreprise « totalitaire ».

Le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales, sous la présidence de Roger Ikor, dénonce l'Eglise de scientologie comme une entreprise « totalitaire ».

Le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales, sous la présidence de Roger Ikor, dénonce l'Eglise de scientologie comme une entreprise « totalitaire ».

Le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales, sous la présidence de Roger Ikor, dénonce l'Eglise de scientologie comme une entreprise « totalitaire ».

Le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales, sous la présidence de Roger Ikor, dénonce l'Eglise de scientologie comme une entreprise « totalitaire ».

Le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales, sous la présidence de Roger Ikor, dénonce l'Eglise de scientologie comme une entreprise « totalitaire ».

Le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales, sous la présidence de Roger Ikor, dénonce l'Eglise de scientologie comme une entreprise « totalitaire ».

Le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales, sous la présidence de Roger Ikor, dénonce l'Eglise de scientologie comme une entreprise « totalitaire ».

Le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales, sous la présidence de Roger Ikor, dénonce l'Eglise de scientologie comme une entreprise « totalitaire ».

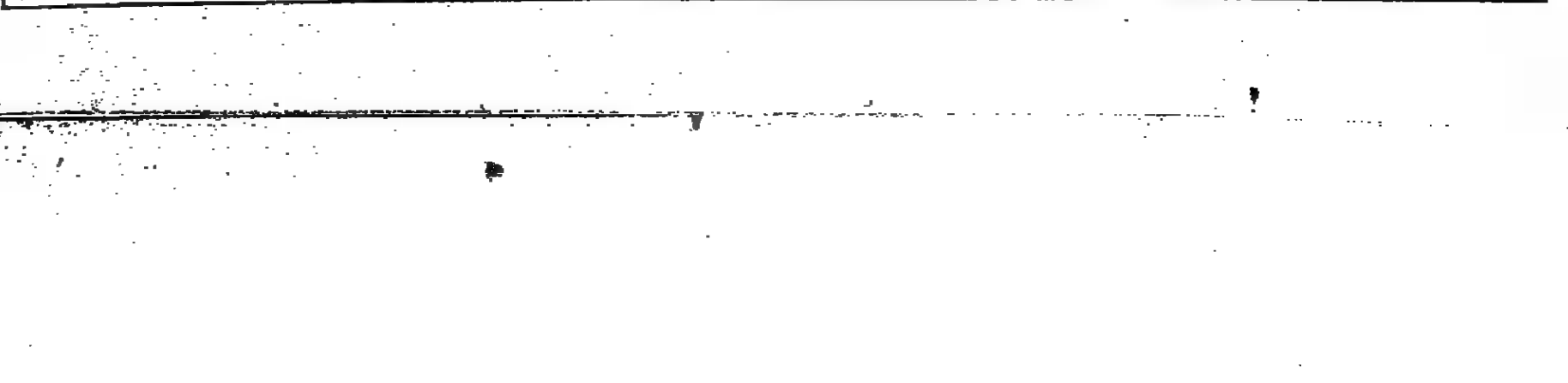
RALLYE DE MONTE-CARLO



Alfa 33 Boxer : Le moteur Boxer a frappé fort. Preuve éclatante de son efficacité, il a conduit à la victoire l'Alfa 33 qui participait pour la 1<sup>re</sup> fois à l'épreuve. Une victoire incontestable de Panciatici et Tilber en groupe N, au volant d'une voiture comme les autres ; ou plutôt pas tout à fait puisqu'il s'agit d'une Alfa Romeo.

ALFA 33 BOXER. L'EFFICACITÉ AU POUVOIR

lubrifiant Agip









NICE

patronage douteux du même Cap...

Les jeunes cognait à leur...

On trouvait ensuite presque...

Après un nouveau Bach...

Victimes de cette publicité à...

JACQUES LONCHAMPT.

attus

deux dévotionnelles, face à...

LOUIS MARCORIELL

A QUI L'EFFRONTÉE ?

KENYA, INÉE

ÉTÉ AURAS.

NOTES

CINÉMA

« Zappa », de Bille August

Danemark, années 60. Trois godelins jouent les effrontés, mais pas...

ils volent, ils cassent, ils envoient la marchande de glaces à l'hôpital...

Bjorn et Milla sont bien entourés par des papas et des mamans qui...

★ Voir les films nouveaux.

DANSE

Jeunes loups en week-end

Cette année encore, les jeunes loups sont entrés dans Rennes à l'in-

Pour y parvenir, elle agit en stratège. Elle commence par appeler les...

On commence par prendre un verre, on jette un coup d'œil à l'expo...

Pour sa programmation, Annette Brault-Laroux fonce dans un style...

Très attendu, la compagnie britannique présentait *Fle grèche*, une...

Tout s'est terminé avec les jeunes du Netherlands Ballet, une explo-

PHOTO

Les charmes contrits de l'autochrome

Il est des photos qu'on aimerait voir pour les avoir chez soi. Ainsi...

Coupié à base de grains de fécula de pomme de terre dont 2 % à 3 %...

★ *Autochromes*, introduction de Sylvain Roumette, notes par Michel...

★ *Parution*, également du n° 5 de la revue *Camera International*, compor-

EXPOSITIONS

Leroy le matiériste

De loin : sur le blanc du mur, une surface crevassée de couleur brune...

Rarement peintre à plus systématiquement confondu son œuvre...

Aussi appellent-ils, par une sorte de pudeur moderniste, leurs tra-

★ Galerie Giuseppe-Laga-Salomon, 57, rue du Temple; jusqu'au 12 février.

La sculpture reprend des forces

Il sort huit, quatre Allemands et quatre Français - ou même...

Au rang des idées résumées se trouvent les paysages de Gloria Fried-

Ces réveurs connaissent Ladoux et Cragg, l'histoire ancienne de...

D'autres, comme engoués dans les habitudes des années 70 et...

★ Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du...

THÉÂTRE

« Juliette la malheureuse », à Ivry

Des lettres, une centaine de lettres, vingt mille très exactement. Un...

Certaines passages sont bouleversants, drôles aussi, car Juliette ne...

★ Théâtre d'Ivry, 20 h 30.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Église des Minimes, Dimanche 2 février à 17 heures (p.a. Klengel)

PIANO ★★★ THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Randonnées de fond en l'air

THÉÂTRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77

LA NUIT D'IRLANDE

ÉGYPTE HOMMES ET DIEUX DU NIL

DEMAN

WALT DISNEY la Coccinelle Monte-Carlo



Directeur : Daniel Barenboim

MUSIQUE SYMPHONIQUE SALLE PLEYEL - 20H30

MUSIQUE DE CHAMBRE SALLE CHOPIN-PLEYEL 18H15

JEAN RACINE PHEDRE

CESARE PAVESE Le Plaisir des autres

LA NUIT D'IRLANDE

ÉGYPTE HOMMES ET DIEUX DU NIL

DEMAN

WALT DISNEY la Coccinelle Monte-Carlo

MODE

Le charme de l'Orient Express

Sans doute est-ce approprié que le jour de l'inauguration par le président de la République du Musée...

Christian Lacroix, chez Jean Patou, offre une amusante collection en voyage de rêve. Courses ou...

NATHALIE MONT-SERVAN.



# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**CHATELAIN DE TRÉBIS (46-03-00-44)**, 20 h.

**LES FEMMES DU MOLOCH** : V. Joffe, Roméo-Rolland (47-26-08-12), 20 h 30.

**LA BAIE DE NAPLES** : M. G. G. (47-26-08-12), 20 h 30.

**LES DOUX DINGUES** : N. G. (47-26-08-12), 20 h 30.

**LE RESIDENT** : M. G. G. (47-26-08-12), 20 h 30.

**MADAME ROUSSELLE ELZE** : Ch. G. (47-26-08-12), 20 h 30.

**ANDROMAQUE** : Ch. G. (47-26-08-12), 20 h 30.

**BRASSERIE BEYON** : M. G. G. (47-26-08-12), 20 h 30.

**TEMONAGNES SUR RALLY-BERG** : L. G. (47-26-08-12), 20 h 30.

**LES AMOUREUX** : M. G. G. (47-26-08-12), 20 h 30.

... (text continues)

### Les salles subventionnées

**OPERA (47-42-57-30)**, 19 h 30 : La Traviata, de G. Verdi.

**COMEDIE-FRANCAISE (42-06-10-20)**, 20 h 30 : Le Bourgeois gentilhomme, de M. de La Fontaine.

**CHAILLOT (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**ODON (47-25-70-32)**, 20 h 30 : ...

**PELIT ODON (47-25-70-32)**, 18 h 30 : ...

**RENAISSANCE (47-25-70-32)**, 20 h 30 : ...

**THEATRE DE LA VILLE (47-24-22-77)**, 20 h 30 : ...

**THEATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-07-33)**, 20 h 30 : ...

**THEATRE DE LA BOULEVARD (47-25-70-32)**, 20 h 30 : ...

**THEATRE DE LA BOULEVARD (47-25-70-32)**, 20 h 30 : ...

**THEATRE DE LA BOULEVARD (47-25-70-32)**, 20 h 30 : ...

### Les salles privées

**ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (42-06-10-20)**, 20 h 30 : ...

**ARTS HERMITE (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**ATELIER (46-06-09-24)**, 21 h : ...

**ATHENES (47-42-57-30)**, Suite Clémentine, 18 h 30 : ...

**ATHENES (47-42-57-30)**, Suite Clémentine, 19 h : ...

**ATHENES (47-42-57-30)**, Suite Clémentine, 20 h : ...

**BOUFFES DU NORD (42-09-34-30)**, 20 h 30 : ...

**BOUFFES DU NORD (42-09-34-30)**, 20 h 30 : ...

**CARTOUCHE (47-26-08-12)**, 20 h 30 : ...

**CITE INTERNATIONALE (45-09-38-69)**, La Boule, 20 h 30 : ...

**COMEDIE CAUMARTIN (47-42-57-30)**, 21 h : ...

**COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (47-26-08-12)**, 20 h 30 : ...

**COMEDIE ITALIENNE (47-42-57-30)**, 20 h 30 : ...

**COMEDIE DE PARIS (47-42-57-30)**, 20 h 30 : ...

**DAUNOU (47-42-57-30)**, 21 h : ...

**DECHARGEES (47-26-08-12)**, 20 h 30 : ...

**DECHARGEES (47-26-08-12)**, 20 h 30 : ...

**DECHARGEES (47-26-08-12)**, 20 h 30 : ...

### Les exclusivités

**AMADEUS (A. v.)** : Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)** : Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)** : Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)** : Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)** : Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)** : Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)** : Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)** : Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)** : Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)** : Georges V, 47-26-08-12.

### LES FILMS NOUVEAUX

**A COUTEAU TIRÉ**, film italien de ...

**AMADEUS (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinémathèque

**CHAILLOT (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**CHAILLOT (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**CHAILLOT (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**CHAILLOT (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**CHAILLOT (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**CHAILLOT (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**CHAILLOT (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**CHAILLOT (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**CHAILLOT (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**CHAILLOT (47-27-81-15)**, 20 h 30 : ...

**Le Monde Informations Spectacles**  
42-81-26-20  
Pour tous renseignements, contactez  
l'ensemble des programmes au des salles.  
Ide 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.  
Réservation et prix préférentiels avec le Carte Club

**Mardi 28 janvier**

### Les chansonniers

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-43)**, 21 h : ...

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-43)**, 21 h : ...

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-43)**, 21 h : ...

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-43)**, 21 h : ...

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-43)**, 21 h : ...

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-43)**, 21 h : ...

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-43)**, 21 h : ...

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-43)**, 21 h : ...

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-43)**, 21 h : ...

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-43)**, 21 h : ...

### La danse

**AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17)**, 20 h 30 : ...

**AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17)**, 20 h 30 : ...

**AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17)**, 20 h 30 : ...

**AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17)**, 20 h 30 : ...

**AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17)**, 20 h 30 : ...

**AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17)**, 20 h 30 : ...

**AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17)**, 20 h 30 : ...

**AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17)**, 20 h 30 : ...

**AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17)**, 20 h 30 : ...

**AMATEURS DE PARIS (43-66-42-17)**, 20 h 30 : ...

### Le music-hall

**BASTILLE (47-42-57-30)**, 21 h 30 : ...

**BASTILLE (47-42-57-30)**, 21 h 30 : ...

**BASTILLE (47-42-57-30)**, 21 h 30 : ...

**BASTILLE (47-42-57-30)**, 21 h 30 : ...

**BASTILLE (47-42-57-30)**, 21 h 30 : ...

**BASTILLE (47-42-57-30)**, 21 h 30 : ...

**BASTILLE (47-42-57-30)**, 21 h 30 : ...

**BASTILLE (47-42-57-30)**, 21 h 30 : ...

**BASTILLE (47-42-57-30)**, 21 h 30 : ...

**BASTILLE (47-42-57-30)**, 21 h 30 : ...

### LES FILMS NOUVEAUX

**A COUTEAU TIRÉ**, film italien de ...

**AMADEUS (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

### LES FILMS NOUVEAUX

**A COUTEAU TIRÉ**, film italien de ...

**AMADEUS (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

### LES FILMS NOUVEAUX

**A COUTEAU TIRÉ**, film italien de ...

**AMADEUS (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

### LES FILMS NOUVEAUX

**A COUTEAU TIRÉ**, film italien de ...

**AMADEUS (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**LES NOCES DE FIGARO (AIL. v.a.)** : ...

**LA NUIT PORTE JARRETTES (Fr.)** : ...

**ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.)** : ...

**OURAGAN SUR L'EAU PLATE (Br.)** : ...

**ORIANE (Fr.-Vénéz. v.a.)** : ...

**OURAGAN SUR L'EAU PLATE (Br.)** : ...

**OURAGAN SUR L'EAU PLATE (Br.)** : ...

**OURAGAN SUR L'EAU PLATE (Br.)** : ...

**OURAGAN SUR L'EAU PLATE (Br.)** : ...

**OURAGAN SUR L'EAU PLATE (Br.)** : ...

### Les grandes reprises

**APOCALYPSE NOW (A. v.)** : ...

**AMERICA AMERICA (A. v.)** : ...

**L'ARRANGEMENT (A. v.)** : ...

**LA BELLE ET LA BÊTE (Fr.)** : ...

**LA BELLE ET LE CLOCHARD (A. v.)** : ...

**LA BELLE ET LE CLOCHARD (A. v.)** : ...

**LA BELLE ET LE CLOCHARD (A. v.)** : ...

**LA BELLE ET LE CLOCHARD (A. v.)** : ...

**LA BELLE ET LE CLOCHARD (A. v.)** : ...

**LA BELLE ET LE CLOCHARD (A. v.)** : ...

**LA BELLE ET LE CLOCHARD (A. v.)** : ...

**LA BELLE ET LE CLOCHARD (A. v.)** : ...

### LES FILMS NOUVEAUX

**A COUTEAU TIRÉ**, film italien de ...

**AMADEUS (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

### LES FILMS NOUVEAUX

**A COUTEAU TIRÉ**, film italien de ...

**AMADEUS (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

### LES FILMS NOUVEAUX

**A COUTEAU TIRÉ**, film italien de ...

**AMADEUS (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

### LES FILMS NOUVEAUX

**A COUTEAU TIRÉ**, film italien de ...

**AMADEUS (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

### LES FILMS NOUVEAUX

**A COUTEAU TIRÉ**, film italien de ...

**AMADEUS (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

**ANNÉE DU DRAGON (A. v.)**, Georges V, 47-26-08-12.

abonnement 150



RADIO-TÉLÉVISION

MÉTÉOROLOGIE

A VOIR

La nursery des cancéreux

Enfant-cancer. Y a-t-il juxtaposition de mots plus insupportable... Personne n'en parle. C'est encore plus tabou que pour les adultes...

Si les enfants souffrent, ils ont une grande résistance naturelle, et on fait tout pour leur permettre de mener une vie normale...

Le film n'est pas une émission médicale sur les enfants cancéreux. C'est le récit, au jour le jour, de ce que vivent ces enfants...

ALAIN WOODROW. \* Le film de la vie, mercredi 29 janvier, 21 h 55, A.2.

Mardi 28 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Les grands dorés de TF1 : le Comédien Moulou. 21 h 40 Journal. 22 h 15 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 22 h 40 Journal. 23 h 50 C'est à lire.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Cinéma : Transmobilier de terre. 22 h 40 Journal. 23 h 50 C'est à lire.

FRS PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h L'Age au fleur. 17 h 15, Scie. 18 h, Diffraction. 18 h 55, La pastèque rose.

CANAL PLUS

- 20 h 35, Marche à l'ombre. 22 h 5, La Femme de mon père.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 39 Le Journal du corps. 21 h 38 Diagonales : l'actualité de la chanson.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 35 Trio à cordes... plus (ou direct de Grand Auditorium 104).

QUOTIVIT O.E. Vitamines + Minéraux. 1 DRAGÉE PAR JOUR. Pour être bien dans son assiette.

Mercredi 29 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 30 Parisien France. 20 h 40 T4466m : la Guerre du cochon. 21 h 40 Patrimoine artistique.

Il pissen en France sans argent, sans papiers, et même sans un quelconque visa sans dialogue...

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 L'heure de vérité : Valéry Giscard d'Estaing. 21 h 40 Patrimoine artistique.

CANAL PLUS

- 20 h 15, Coluche. 21 h, L'Espèce. 22 h 55, Les Amants terribles.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 39 Antiquités : les lycées de Dakar et la sculpture. 21 h 38 Paléontologie.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct de Cannes) : « Divertimento » de Haydn.

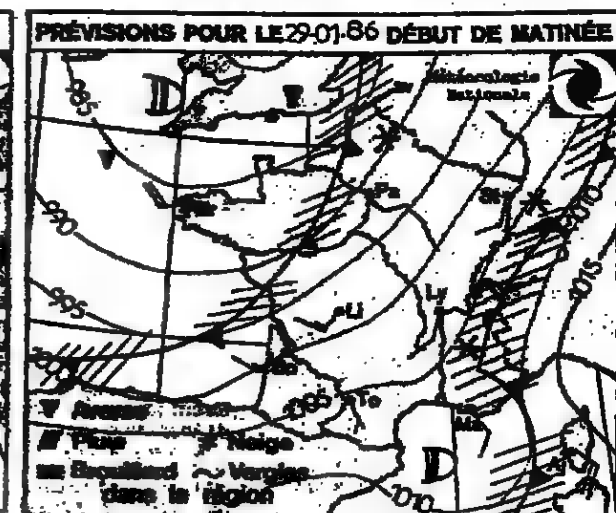
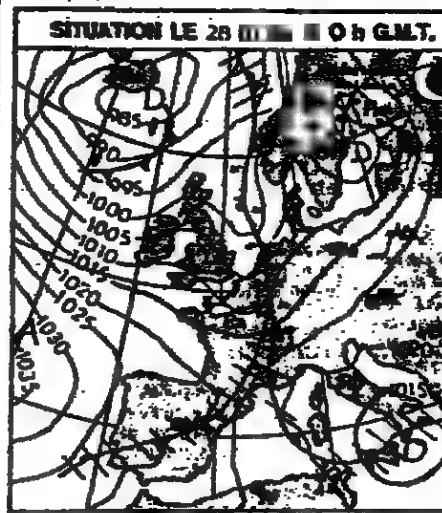
TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 26 JANVIER

MM. Gilbert Bonnemaison, député PS de Seine-Saint-Denis, Didier Barthe, maire UDF de Vaugrain...

MERCREDI 29 JANVIER

M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, est l'invité de « Télématin », sur Antenne 2, à partir de 6 h 45.



Front quasi stationnaire, Front chaud, Front froid, Pluie, Brouillard, Verges, Neige, Averses, Vent fort, Occlusion.

Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 janvier à 0 heure et le mercredi 29 janvier à minuit.

Evolution de masses d'air assez froid, humide et instable en particulier sur le Sud-Est et l'Est...

Une perturbation intéresse le nord-est du golfe du Lion aux Alpes et à la Corse...

Prévisions. Jeudi 30 : Très mauvais temps sur le littoral est du pays, couvert et ventoux...

Mardi 28, le ciel sera couvert sur le quart sud-est avec des chutes de neige jusqu'à très basse altitude dans les Alpes...

Beaucoup de nuages et quelques éclaircies sur l'ouest du pays, avec quelques averses.

Dans la journée, la bande neigeuse se décalera vers l'Est. Elle intensifiera le soir les régions du Nord-Est, au Centre-Est et à l'est du Rhodan ainsi que la Corse.

Vent fort de sud à sud-est près de la Méditerranée et en vallée du Rhône. Températures minimales voisines de 0 degré, ou légèrement positives, 5 à 7 degrés près de la Méditerranée.

Le vent de sud tournera progressivement au Sud-Ouest puis au Nord-Ouest à l'arrière de la perturbation en étant assez fort (80 kilomètres/heure) en rafales sur les côtes de la Manche, 60 kilomètres/heure dans l'intérieur.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 2; Genève, 0 et -5; Lisbonne, 15 et 2; Londres, 5 et -1; Madrid, 12 et -3; Rome, 8 et 2; Stockholm, -1 et -4.

Evolution prévue jusqu'au dimanche 2 février. Une importante dépression érienne lentement des îles Britanniques à la France. Elle entraîne sur notre pays la circulation de masses d'air assez froid, humide et instable en particulier sur le Sud-Est et l'Est...

Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.

TRENTE ANNÉES DE RELATIONS INTERNATIONALES. INDEX ANALYTIQUE DU JOURNAL 'LE MONDE DIPLOMATIQUE' 1954-1983. Un voyage à travers l'histoire.

PARIS EN VISITES - MERCREDI 29 JANVIER. L'Opéra parties publiques, Hôtels et jardins du Marais, Place des Vosges...

CONFÉRENCES - Salle Médéric du Sénat, 15, rue de Valenciennes, à 18 heures, conférence-débat « Eclatement de la famille ? Individualisme ? »...

AUJOURD'HUI. SANS DÉCÈDEUR 19 h 00 'ZENITH' : Bronsky Beat et Modern Talking. POUR LES ABONNÉS 21 h 00 Action : 'VIOL ET CHÂTIMENT' avec Margaux Hemingway.











# Boissons alcoolisées et cancers

**En France, les hommes meurent deux fois plus fréquemment de cancer que les femmes. L'alcoolisme joue un rôle déterminant dans cette inégalité.**

TANDIS que s'achève la campagne antialcoolique du Comité français d'éducation pour la santé « deuxième verre pour l'eau », et que nous débiter dans quelques jours une semaine européenne d'information sur le cancer (le Monde du 24 décembre 1985), force est de constater que, en matière de cancers des voies aérodigestives supérieures (VADS), l'Europe n'est pas. Qu'on en juge : si le taux de mortalité (pour 100 000 habitants) est, chez les hommes, de 14,6 en RFA, de 15,3 au Royaume-Uni et de 25 en Italie, il est, en France - triste record ! - de 56,8 pour 100 000 (dans la population féminine, ce taux n'est que de 4,9 (1)).

Dans l'explication de ce fait, deux facteurs jouent un rôle prépondérant : le tabac - mais les Français ne fument pas davantage que leurs voisins européens - et, surtout, l'alcool. De ce point de vue, il n'y a fait, nous tenons toujours la corde : avec une consommation annuelle moyenne de 11 litres de vin, de 41,2 litres de bière et de 2,2 litres de spiritueux et apéritifs, les Français et ses 13,5 litres d'alcool pur par an consomment largement le Portugais (12,8), l'Italien (12,1), l'Espagnol (11,2) et l'Allemand (10,7).

Dans de telles conditions, rien n'est étonnant si, parmi les pays industrialisés, le record du cancer de la mortalité par VADS est détenu par les aérodigestives supérieures (pharynx, larynx, lèvres, langue et cavité buccale). Si le lien - statistique - est évident, l'importance de l'alcool et le risque d'être atteint par l'un de ces cancers ne faisait guère de doute, on ne disposait pas, jusqu'à présent, de données chiffrées concernant l'importance de ce risque en fonction de la quantité d'alcool ingérée.

### Les risques des fumeurs

Pas plus qu'il n'était possible de le faire, nous avons étudié, à chaque type de boisson alcoolisée (vin, cidre, whisky, etc.) correspond un risque spécifique de cancer des VADS. C'est tout le mérite d'une équipe de chercheurs français, de l'Institut Curie (Paris) et de l'unité « santé publique et épidémiologie sociale et économique » de l'INSERM, que d'avoir combiné ces deux facteurs (2).

Pour ce faire, ils ont étudié plus de 1 000 hommes atteints d'un cancer des VADS. A vrai dire, les résultats ne sont guère surprisants.

Tout d'abord, il apparaît que le risque de cancer des VADS varie en fonction de la quantité d'alcool consommé avec, semble-t-il, une augmentation très marquée lorsque la consommation quotidienne dépasse 80 grammes d'alcool pur (3). Mais ce risque n'est pas le même pour tous les types de boissons alcoolisées. Ainsi, pour une consommation moyenne comprise entre 100 et 150 g/l, le risque de cancer est beaucoup plus élevé pour l'oropharynx (15), l'épipharynx (18,6) et l'hypopharynx (26,6) que pour les lèvres (4,9) ou la glotte (1,5). Lorsque la consommation quotidienne dépasse 160 g, le risque relatif de cancer de l'hypopharynx atteint 143,1 !

Indépendamment de la consommation d'alcool, ces cancers sont également beaucoup plus fréquents chez les fumeurs. Ainsi, le risque relatif de cancer des VADS varie-t-il de 6,7 à 19,6 pour les fumeurs, et de 14,8 à 11,5 pour les gros fumeurs.

A propos du deuxième volet de cette étude - à chaque type de boisson alcoolisée correspond-il un risque spécifique de cancer des VADS ? - quelques chiffres méritent d'être rapportés. Ainsi les cancers de la cavité buccale sont plus fréquents chez les gros consommateurs de vin, tandis que l'on observe un risque de cancer du larynx parmi les buveurs de pastis. Les adeptes du vin cuit (Martini, etc.) semblent être plus sujets aux cancers de la glotte, de même que les gros buveurs de whisky.

Il convient d'être prudent quant aux conclusions que l'on pourrait tirer de ces statistiques. En particulier, indique Annette Leclerc (unité de l'INSERM), rien ne permet, dans l'état actuel de nos connaissances, d'affirmer que telle boisson alcoolisée est plus nocive qu'une autre, ou strictement neutre. Mais, s'il existe d'autres facteurs de risques synergiques, il est incontestable que l'alcool et le tabac sont de puissants pourvoyeurs de cancers des VADS. Et d'autant plus que leurs effets se multiplient. D'autre part, c'est à partir d'une consommation quotidienne de 80 g d'alcool que le risque de cancer des VADS commence à devenir très important. Deux verres de vin quotidiens n'ont jamais fait de nous une personne. Au contraire...

FRANCK NOUCH.

(1) Le taux de mortalité par cancer (toutes localisations confondues) est, en France, de 289,3 pour 100 000 habitants chez les hommes et de 131,9 chez les femmes. De ce point de vue, la France est un des pays où l'inégalité sexuelle est la plus forte.  
(2) Il s'agit de deux études distinctes. L'une est parue dans le bulletin scientifique Cancer (15 janvier 1986) ; l'autre a été présentée lors du congrès « Diet and Human Carcinogenesis » qui s'est tenu à Aarhus (Danemark) du 19 au 21 juin 1985.  
(3) La teneur en grammes d'alcool pur est de 40 à 50 g/l dans le cidre, 80 à 100 g/l dans le vin, 160 à 200 g/l dans les liqueurs et de 320 à 400 g/l dans, par exemple, le cognac ou le whisky.

# Respecter la science et la personne

(Suite de la page 19.)

Une loi est en cours sur les conséquences du génie génétique. Elle dit que, dans bien des cas, la science elle-même peut résoudre les difficultés que pose un problème moral. Elle apporte ainsi un éclairage particulier sur l'importance que revêt la composante économique dans certaines situations d'ordre préventif ou thérapeutique, comme c'est le cas pour la thérapie adoptive à Chypre ou en Sardaigne pour l'insémination de la thalassémie (voir encadré page 19).

Qu'entendez-vous par la « science du système nerveux » ?

Nous vivons une période d'explosion des neurosciences. Nous verrons sans doute avant quinze ans la guérison des dépressions et des psychoses. Mais la puissance d'action des substances chimiques actives sur l'esprit implique le risque que des proches, des médecins, ou même une autorité politique, sans le pouvoir de modifier le comportement des hommes. Il suffirait (pour le pouvoir politique) d'ajouter secrètement à l'eau de boisson une substance appropriée, comme cela fut fait avec l'odeur dans certains pays (voir encadré page 19).

Nous ne pouvons pas être et envisager l'analyse poussée de son esprit (le fonctionnement des neurones) que la synthèse de ces analyses, qui a fait quelque part et qui constitue la pensée humaine.

### Les limites de la connaissance

Le Comité entend-il s'attaquer, comme il l'a fait jusqu'à présent, à des problèmes concrets, ou va-t-il s'engager dans des méditations philosophiques sur des sujets qui ne semblent plus guère relever de la biologie ou de la médecine ? En quoi la science intervient-elle dans l'opinion que l'on peut avoir de la connaissance, de la personne ou du désir, thèmes d'étude actuels de votre Comité ?

Nous mènerons de front ces deux démarches. La définition de la personne, ou des limites de la connaissance, est un préalable aux réflexions morales sur les implications de l'investigation scientifique ou de l'action médicale. On ne peut concevoir une éthique des sciences et de la vie sans établir la double postulat du respect de la

science et du respect de la personne. Encore faut-il définir ce que nous entendons par là. Le philosophe Lucien Sève est chargé du rapport sur la personne, que l'on peut définir de multiples façons. Pour ne prendre que des exemples scientifiques, la personne peut être définie par la singularité unique de ses groupes tissulaires (HLA), ou encore par le fonctionnement de son système nerveux (« cogito ergo sum » de Descartes). Nous avons considéré que les « festus étaient des personnes humaines potentielles ». Le Comité a rendu son avis sur les prélèvements de tissus après leur mort selon une conception.

Et la connaissance ? Il importe de se demander, par exemple, si l'on a le droit d'accroître les connaissances par des expériences conduites sur des êtres humains, sur des malades, sans bénéfices immédiats pour leur santé. Il importe de définir les limites des démarches visant à accroître le champ de la connaissance.

Devant les critiques ou les reproches émanant des milieux concernés, quelles suggestions feriez-vous pour resserrer les liens entre la science et la morale ?

L'information et la formation sont au cœur de la perception morale. Nous avons entrepris cette tâche en faisant des problèmes d'éthique appliquée aux sciences de la vie par le biais de nos Journées nationales de décembre.

Un effort considérable devrait être accompli auprès des futurs médecins : il n'existe en France aucune chaire de bioéthique. Il paraît évident que l'appréhension de la dimension morale des actes accomplis en médecine ou en thérapeutique devrait se faire quotidiennement, comme c'est le cas aux Etats-Unis, au cours de l'apprentissage clinique, au début du métier.

Enfin, nous allons nous efforcer de constituer une cellule de crise qui puisse, autant qu'il se peut, répondre rapidement aux interrogations des chercheurs, des médecins, des journalistes, de la population ou des autorités politiques et des autres « acteurs » de l'axi-gent.

Propos recueillis par le Dr ESCOFFIER-LAMBOTTE.

## CORRESPONDANCE

# La polémique sur les médecines douces

FALLAIT-IL, comme l'a décidé M<sup>me</sup> Georgina Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, créer une fondation des « médecines alternatives » ? Le dossier du « Monde » du 1<sup>er</sup> janvier consacré à la polémique qui a suivi cette décision nous a valu un abondant courrier, la plupart de nos correspondants critiquant les positions défendues dans ces colonnes par le professeur Hugues Gounelle de Pontanel, président de l'Académie nationale de médecine, le professeur Marcel-François Kahn (hôpital Bichat) et le docteur Pierre Agoropoulos, secrétaire général de l'Union nationale des associations de thérapeutes médicaux (UNAFORMEC).

L'homéopathie, en particulier, suscite de nombreuses réactions. « Je rejoins et je m'oppose à M. Hugues Gounelle de Pontanel sur une chose, mais notamment sur une chose », écrit Michel Vico (Valenciennes), « chargé de cours au Centre homéopathique de France. Il est vrai que de nombreux médecins présentent l'homéopathie comme un élément de l'allopathie ». Or l'homéopathie et l'allopathie sont

deux pratiques parallèles, ce qui signifie qu'elles ne se rejoignent jamais, ce qui est la définition même du parallélisme. Il faut lutter contre le caféulthérapie, c'est-à-dire la pratique simultanée de l'homéopathie, de l'acupuncture et de l'allopathie. Ces sciences conjointes n'est pas possible sur le plan de l'honnêteté intellectuelle.

Plusieurs de nos correspondants abordent le problème de manière plus générale. « Pourquoi ces techniques - parallèles - devraient-elles échapper aux exigences méthodologiques de celles de la médecine officielle ? Interroge le professeur F. Gremy, professeur à la faculté de Montpellier-Nîmes. Et pourquoi ne pas faire pour clarifier la situation ? De deux choses l'une : ou bien - et ce nous doute le cas le plus fréquent - d'entre elles, il faut choisir qu'elles n'ont d'effet différent de celui d'un placebo. Mais, dans un placebo, ce n'est pas donner rien. L'effet d'un placebo, ce n'est l'effet de rien », mais l'effet d'un effet.

« La médecine contemporaine oublie trop facilement cette

dimension, car elle échappe au paradigme réductionniste dans la nature idéologique qu'elle peut être elle-même. Certaines d'entre elles ont une efficacité supérieure à celle d'un placebo. Ce n'est peut-être le cas, par exemple, de certaines applications de l'acupuncture. Et il y a un peu de superbe (...). On baptise trop facilement irrationnel ce qui ne correspond pas au modèle scientifique. Mais les comportements - irrationnels - sont des faits qu'on ne peut écarter et qu'il faut intégrer dans des modèles plus complets et plus complexes. Le mépris ou le rejet de l'irrationnel ne fait que prouver la pauvreté de certains modèles - rationnels ».

### « Il est trop facile... »

« Il me semble, écrit M<sup>me</sup> Françoise Labouze, de Saint-Hilaire-du-Harouët (Manche), qu'on nous rejette tous les tenants des « médecines douces » dans le cadre de l'obscurantisme, de faire un amalgame méprisant entre l'acupuncture et M. Rika Zarai, les médecins allopathes qui se posent clairement quelques questions sur eux-mêmes et sur

leur pratique médicale. Il est trop facile de refuser toute remise en cause et de camper sur son savoir comme s'il était immuable. La médecine traditionnelle a fait la preuve de sa valeur dans la recherche de pointe ; dans la plupart des maladies, heureusement, nous nous confrontons quotidiennement qu'à des problèmes bien définis, auxquels les professionnels n'ont pas à s'intéresser et pour lesquels les médecines traditionnelles n'ont que des réponses stéréotypées. Ils ne peuvent pas s'étonner ni s'indigner de voir leurs malades chercher ailleurs - et souvent trouver - une réponse plus conforme à leurs souhaits et à leurs besoins ».

Peut-être faut-il écouter M. Jean-Louis Netter, de Puyricard (Bouches-du-Rhône) : « Il y a une contradiction d'intérêt entre les professionnels de la santé et leurs clients : même si les premiers ont intérêt à ce que ceux-ci ne soient pas guéris, ils n'ont pas intérêt à leur guérison véritable. J'en déduis que le libre débat scientifique - public - entre partisans de thérapies différentes ne peut qu'améliorer à la qualité des soins ».

## Les banques de potentiels humains

DES banques de constitution pour assurer le stockage de plusieurs centaines d'embryons humains qui ont été congelés dans le monde.

Le jour de 1972 où un embryon de souris congelé à -196°C a été réanimé avec succès, la maîtrise de la conservation de la vie par le froid n'a cessé de s'affirmer. Dans le prochain numéro de Médecine-Sciences, M. J.-P. Renard (Institut Pasteur), l'un des meilleurs spécialistes français de la cryoconservation, explique les techniques auxquelles les chercheurs pour figer la vie dans l'instant - et pour l'éternité - ont dû recourir pour assurer le dévouement (1).

Les expériences des embryons congelés d'anneaux est devenue monnaie courante pour l'industrie de l'élevage, notamment celle des bovins. Les quelques trois cents firmes spécialisées dans ce commerce ont effectué en 1985 plus de quatre cent millions de « palettes » d'un quart de millimètre, destinées à une identification précise, et qui peuvent donc d'un côté à l'autre du monde, assurer la pérennité des meilleures hérédités.

L'expérience ainsi acquise par les cryobiologistes a permis de développer des applications humaines. Et l'aptitude à la survie dans l'abîme du froid s'est montrée aussi étonnante pour l'embryon de l'homme que pour celui des animaux.

Une banque peut naître d'un embryon congelé sans supposer, et il est vraisemblable même pour l'homme, qu'une dissociation dans le temps n'a le début de

développement de l'embryon (qui, normalement correspond à l'acte de la grossesse. De même, l'apparition des tout premiers succès de la fécondation in vitro (ovocytes (ovules féminins) parmentent une semblable dissociation entre la production des gamètes et leur fécondation...

M. J.-P. Renard nous lui aussi, la possibilité de devenir de nouvelles potentialités humaines ? que les embryons. Appartient-ils aux parents ? faut-il les donner, les négocier, en ordonner la destruction ? Les chercheurs peuvent-ils conserver éternellement ? Se livrer sur eux à des expériences ? Les couper en deux pour produire des jumeaux vrais nés à plusieurs années d'intervalle, voire chez des parents différents, réalisent ainsi l'expérience rêvée, impossible, de la dissociation complète entre l'environnement et l'hérédité ?

Une réponse à ces questions s'impose, mais sans doute devra-t-elle être le fruit d'une réflexion de la communauté humaine. Un amas de quatre à huit cellules congelées dans l'azote et dans le glycérol démontre réellement les attributs de cette personnalité ?

Si la réponse que le Comité d'éthique doit apporter à cette question fondamentale est positive, M. Renard a raison de penser que les cryobiologistes - dont il est le plus éminent fleur - jouent... avec le feu.

Dr E. L.

(1) Médecine-Sciences, à paraître, n° 1, Janvier 1986, Flammarion.

**ENCYCLOPEDIE DES CANCERS**  
DIRIGEE PAR BERNARD HOERNI

**Toute la cancérologie en 13 volumes**

Première initiative du genre, entièrement en langue française. Un ouvrage de première importance.

2 volumes parus en Janvier 1986 :

- Cancers gynécologiques et mammaires  
Cl. LAGARDE, Y. ROCHET, A. BREMOND  
1986, relié, 464 p., 103 fig., 395,00 FF
- Cancers intrathoraciques  
L. ISRAEL  
1986, relié, 320 p., 60 fig., 295,00 FF

Ouvrages en vente en librairie ou par correspondance à Flammarion Médecine 4, rue E. Delavigne, 75008 PARIS.

Adresser le règlement à l'éditeur d'Union-Orléans en ajoutant les frais de port : 20,00 FF pour un volume, 30,00 FF pour les deux.

**FLAMMARION MEDICINE-SCIENCES**

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.







Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

SINORG

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE MANAGEMENT, D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE

vous invite à participer à son expansion à l'étranger

(dans les Administrations, les grandes entreprises, les banques...)

Affectation à Paris et missions à l'étranger

CHARGES DE MISSIONS COMMERCIALES

Diplômés grandes écoles avec de solides connaissances en informatique, commercial et marketing. Anglais indispensable, Espagnol souhaité. Réf. 15387A

CONSULTANTS SENIORS

Leurs missions d'organisation et de conseil nécessitent une formation grandes écoles et une expérience en informatique et gestion confirmée par une pratique de l'organisation administrative, le management ou l'aide. Réf. 15387B

Résidence Afrique francophone

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation écoles d'ingénieurs - option informatique - pour postes d'INGENIEURS SYSTEME Bull et IBM ou INGENIEURS D'ETUDES expérimentés MERISE, bases de données, temps réel... Réf. 15387C

INGENIEURS CONSEIL

de formation écoles de commerce, la gestion ou écoles d'ingénieurs. Ils ont acquis une expérience en informatique complète d'une pratique de l'organisation, de la comptabilité ou de la gestion. Réf. 15387D



Adressez votre candidature avec C.V., photo, références et date de disponibilité les plus précises à : Direction des Ressources Humaines - 7, rue Royale, 75008 Paris



L'Équipement Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
25000 personnes - C.A. 12 Milliards de Francs - 50% réalisés à l'étranger.
recherche pour développer son potentiel humain

Ingénieurs Généralistes ou Mécaniciens Diplômés Grande Ecole

Ingénieur Adjoint Direction Achats

Valeo Embrayages (Amiens - 80)
Vous solliciter une PREMIERE EXPERIENCE commerciale (achats ou ventes) en technique (méthodes, organisation...) en prenant en charge, au sein de la Direction des Achats, la responsabilité des achats industriels de matières premières et de frais généraux (C.A. achats 350 MF - animation d'une équipe de 20 personnes) ; - détermination de la politique achats - choix des fournisseurs français et étrangers - négociations commerciales - développement des méthodes et de la qualité achats... Ce poste implique des déplacements de courte durée en France et à l'étranger. La pratique courante de l'anglais est indispensable, l'allemand souhaitée. Réf. 59773/1/B

Ingénieur Méthodes Plastique

Valeo Eclairage (Blois - 45)
Vous solliciter une PREMIERE EXPERIENCE en Méthodes ou Bureau d'Etudes. Au sein des Services Techniques de cet important établissement de production en grande série, nous vous proposons de mener à bien l'industrialisation des pièces de projecteurs en thermoplastique ou thermodur. Pour ce faire, vous animerez une équipe de 8 techniciens et dessinateurs et aurez la responsabilité technique des moyens mis à la disposition de la production (machines et outillages) et participerez aux choix des matières. FORMATION OU EXPERIENCE DES MATIERES PLASTIQUES INDISPENSABLE. Réf. 59773/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adressez lettre (R/F), CV, références et photographies en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement 1 - C - 45 rue Bayen - 75017 PARIS

Bull Périgordaise (2.500 personnes) est un des grands industriels européens...
CHIEF DE SERVICE BUREAUX D'ETUDES

An sein de notre direction systèmes et imprimantes non impact, en liaison avec les chefs de projets des études développement et en relation avec la fabrication, nous vous proposons de prendre la responsabilité des méthodes générales en matière de bureau d'études mécaniques et électriques, de la réalisation des prototypes, de l'analyse de la Valeur et du chiffrage prévisionnel des coûts de produit. Vous aurez pour cela une équipe de 40 personnes dominées techniciens et...
Une carrière s'offre à vous en liaison de vos atouts. Ce poste requiert des qualités indispensables de rigueur, clarté, organisation et une personnalité de manager d'hommes. Il s'adresse à des candidats de formation ingénieurs généralistes grandes écoles ayant une expérience industrielle de dix ans dans une industrie comparable à nos activités, et si possible dans une fonction en des points similaires.
Des connaissances générales en mécanique, électronique et informatique sont nécessaires. Le contexte international ou nous nous trouvons demande une bonne connaissance de la langue anglaise. Venez nous rejoindre en Franche-Comté.

Ecrivez-nous à Bull Périgordaise
Patricia FABRY - Service Recrutement
6, avenue des Usines 90001 BELFORT



Conduisez nos projets informatiques au Nigéria

Important groupe français de dimension internationale (15 milliards de CA, 40 pays) recherche pour sa filiale au Nigéria un

CHEF DE PROJETS

Au sein du Service Informatique du siège social il prend en charge le développement des projets informatiques pour les 5 sociétés du groupe ainsi que des opérations liées à la mise en place de nouveaux systèmes d'information.

Agé d'environ 30 ans, vous êtes bilingue anglais, diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC) ou scientifique; une expérience dans la Distribution serait appréciée.

Suffisamment souple pour vous adapter à la culture du pays, vous aurez à former et animer une équipe de 6 personnes.
Livre très attractive et avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser : CV, photo et références sous réf. 5214 à Média System, 2 rue de la Tour, 75019 Paris qui transmettra.

Technologies de pointe
Développement d'applications avancées
Ingénieurs d'études en électronique HF

Nous sommes une PMI à taille humaine (1300 personnes), filiale d'un grand groupe français dont le savoir-faire se situe dans la production d'ensembles industriels. Nos ingénieurs intégrés dans des équipes pluridisciplinaires comprennent principalement des électroniciens et des informaticiens (temps réel) concevant des applications diversifiées : pilotage de machines de t, simulation de processus, lecture optique, traitement d'image, reconnaissance automatique de caractère, équipements de contrôle non destructif par ultra-sons, courants de Foucault, rayons X et gammagraphie.
Pour faire face à notre expansion, nous complétons nos équipes en accueillant :
- des INGENIEURS COMPTIENS dans le domaine de la lecture optique pour des développements de logique rapide appliquée au traitement d'image et à des structures multiprocesseur.
- un INGENIEUR CONSTRUCTEUR ou DEBUTANT pour des études de circuits logiques et analogiques destinés aux équipements de contrôle par ultra-sons.
Evolution ultérieure prévue.
Poste basé en proche banlieue Nord de PARIS à 500 mètres du métro.
Entrer au CABINET GALIER, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS, sous réf. 430 MD.

Cabinet Galier

PARIS

Jeune Ingénieur Projet

Cette Société (150 Millions de Francs, 100 personnes) est une des toutes premières entreprises mondiales sur un secteur d'activité hautement technologique, au sein de l'énergie nucléaire. Elle propose des postes spécialisés dans le domaine du transport et pour des opérations techniques nécessitant un ingénieur dont elle est la seule à posséder le savoir-faire.
Au sein de la Direction Technique de l'entreprise à Paris, nous proposons le poste d'Ingénieur Projet. Il prendra en charge les études techniques et les opérations liées à la conception, à la réalisation et à la mise en service des installations nucléaires (conception d'automatismes, etc.). Il conduira à superviser des opérations techniques et à assurer le suivi des opérations techniques.

Nous recherchons pour ce poste éminent un jeune ingénieur généraliste (IUT, IEP, ENSI, etc.) qui possède environ deux années d'expérience en B.E., dans un service engineering, ou sur chantier. Il possède une bonne maîtrise de l'anglais.

Une offre de formation et de perfectionnement est prévue. La nature à motiver un candidat de grande valeur.
Merci d'adresser C.V. complet, une lettre manuscrite et rémunération souhaitée, sous référence 9330 M, à préciser dans l'enveloppe, à l'Agence AFFLUENTS, 11, avenue Trudaine 75004 PARIS - qui transmettra.

TELETECHNIQUE

INGENIEUR INFORMATIEN OU ELECTRONICIEN

TELETECHNIQUE (Groupe SPIE BRIGNOLLES) a fondé une filiale à la dynamique de son expansion sur un potentiel technique élevé et un management centré sur les hommes.
Nous recrutons pour 1986 et les années suivantes des ingénieurs de développement.
Nous créons aujourd'hui des postes d'INGENIEUR DE RECHERCHE LOCAL, Ingénieur logiciel (IUT, ENSI, ESME, INST...), vous possédez de solides connaissances en échanges de protocoles, compatibilité de systèmes, etc.

Nous vous proposons de développer les ventes de nouveaux services en matière de communication d'entreprise auprès de notre clientèle de Paris et d'Ile-de-France (plus de 3000 entreprises).
Vous analyserez les besoins, établirez le devis des Charges, serez dans le cadre d'une large autonomie, les négociations commerciales.
L'appui de notre Bureau d'Etudes vous sera acquis.
Une évolution de carrière rapide peut-être envisagée pour un homme entreprenant et imaginaire.
Rémunération à la mesure des exigences du poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. TM0186, à notre Conseil ORSI, 13 Place Kosciuszki 75009 Paris.

ORSI

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.







Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



**Jeunes Ingénieurs  
Grandes Ecoles**

H/F

**MATRA TRANSPORT** conçoit et réalise des systèmes :  
- de transports automatiques (VAL, ARAMIS)  
- de pilotages automatiques de métros.  
Son développement rapide l'amène à créer des postes de Jeunes Ingénieurs.

**Ingénieur Electrotechnicien**

Il sera chargé du suivi de la définition, de la réalisation, des équipements de propulsion (puissance et commande).  
Ingénieur Grande Ecole avec une expérience de 2 ans en milieu industriel. Poste basé à LILLE. **Réf. 1284/M**

**Ingénieurs Etudes Automatismes**

Grandes Ecoles dominantes: automatismes, informatique, électricité. Débutants à 2 ans d'expérience.

Basés à VANVES (92) ils seront chargés du dimensionnement du système, des calculs, des performances, des études de fonctionnement. Ils effectueront également les simulations sur outils informatiques. **Réf. 1285/M**

Basés au BOURGET (93) ils auront en charge le développement de sous-ensembles d'automatismes ferroviaires complexes. La réalisation de ces sous-ensembles inclut le développement du matériel et le logiciel ainsi que la mise en oeuvre des prototypes sur le site. **Réf. 1286/M**

Basés au BOURGET (93) ils seront chargés de la définition et de la spécification d'ensembles d'équipements automatiques en terme de la coordination technique de projets. **Réf. 1287/M**

**Ingénieurs Etudes Fiabilité-Sécurité**

- un électronicien avec si possible une expérience de laboratoire,  
- un généraliste de bonnes connaissances en mécanique et génie civil.

Une formation en probabilités et statistiques serait appréciée. Diplômé d'une Grande Ecole, débutant à 5 ans d'expérience. Poste basé à VANVES (92). **Réf. 1288/M**

**Ingénieur de Tests et d'Essais**

Electronicien débutant, il participera à la définition du matériel (logique et analogique) et des logiciels des équipements de tests et en assurera le développement. Poste basé au BOURGET (93). **Réf. 1289/M**

Pour ces postes, une bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'espagnol est un plus, de larges possibilités de carrière sont garanties pour de jeunes ingénieurs enthousiastes, aimant le travail en équipe et de larges capacités d'initiative et d'autonomie.

Envoyer lettre, photo, CV et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à MATRA TRANSPORT - Service Recrutement - 2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES



**SOLEX**, Branche Electronique Automobile du GROUPE MATRA, spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements moteurs, recherche : (H/F)

**Ingénieur Electronicien Informaticien**

Au sein d'un laboratoire d'électronique et de mesures d'équipements, il sera chargé de l'étude, du développement et de la mise au point de systèmes de métrologie informatisée. Cette fonction s'adresse à un jeune ingénieur diplômé d'une école d'électronique avec option informatique (ISEP, ISEN, ENSERB...). Une expérience en mécanique et en physique seraient un atout supplémentaire.

Pour ce poste, basé au siège de la Société, merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) à la Direction du Personnel - 19 rue Lavoisier - 92000 NANTERRE



Pour un grand contrat industriel à l'export

**RESPONSABLE PROJET**

Nous sommes une importante société de systèmes informatiques, filiale d'un grand groupe de notoriété internationale.

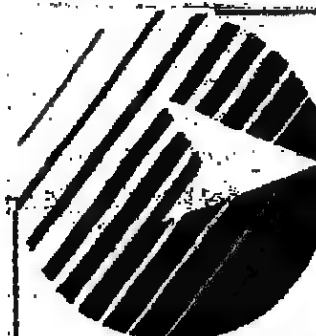
De formation Grande Ecole, vous avez acquis une solide expérience de direction de projets et d'équipes de bon niveau. Vous possédez une bonne connaissance des systèmes et des logiciels.

Dans le cadre de vos fonctions, vous serez chargé :

- de la gestion technique, industrielle et financière du projet,
- de l'organisation de travaux en France et sur le site,
- de l'animation de l'équipe des chefs de groupe placée sous votre autorité.

Nous nous attacherons à vos qualités de manager puisque vous dirigerez 60 ingénieurs et techniciens et coordonnerez l'activité des divers sous-traitants.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature sous référence 318 M à l'agence CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 Paris qui transmettra en toute confidentialité.



Le Département Pilotage Guidage et Navigation de Satellites crée plusieurs postes pour des

**Ingénieurs  
Grandes Ecoles**

(Sup Aéro - ESE - BCP - ENST - ENSI...)

Ils seront recrutés selon leur compétence et leur domaine d'intérêt sur l'un des domaines suivants :

**AUTOMATIQUE THEORIQUE**  
Ils participent aux études théoriques, à l'analyse et à la conception de systèmes et à la simulation sur des avants projets mettant en oeuvre des méthodes sophistiquées (optimisation, estimation, filtrage, commande multivariable, contrôle adaptatif).

**LOGICIEL TEMPS REEL**  
Ils prennent en charge la conception et les études de systèmes de contrôle et de traitement d'information temps réel et le développement de logiciels sur micro et mini calculateurs.

**ELECTRONIQUE EMBARQUEE**  
Ils participent à la conception, à l'optimisation et au développement de circuits électroniques embarqués (analogiques, digitaux, micro processeurs).

Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs diplômés débutants à 4 ans d'expérience, intéressés par une responsabilité au sein d'équipes de synthèse et d'études pluridisciplinaires pour concevoir et développer des systèmes de pilotage ou de traitement de l'information embarqués sur satellites.

Anglais courant.  
Postes basés à VILLIZY, pour la division Espace Produits Technologies.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo, en indiquant la référence NK 1290/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 11 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN - YVELINES CEDEX



**CABINET NAKACHE** recherche pour TOULOUSE, des **ingénieurs MATRA expérimentés**  
Pour développement de logiciels de contrôle de processus :  
- calcul scientifique - connaissances TEMPS REEL, ASSEMBLEURS, FORTRAN 88. Anglais indispensable.  
Merci d'adresser dossier de candidature au CABINET NAKACHE SR, 84 Boulevard 75001 PARIS ou tél. au 42.36.50.16

**RESPONSABLES D'AGENCES**

NANCY - STRASBOURG - RENNES - POITIERS - CLERMONT-FERRAND - GRENOBLE

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS ET DÉBUTANTS**

LILLE - PARIS - NANTES - LYON - AIX-EN-PROVENCE - BORDEAUX

Homme ou femme diplômé(e) de l'enseignement supérieur en gestion, comptabilité et/ou informatique, disponible, ambitieux, vous devrez promouvoir nos systèmes de gestion auprès des Experts-Comptables, Comptables agréés, Commissaires aux Comptes, P.M.E./P.M.I.

Les responsables d'unités disposent d'une grande autonomie et sont responsables de leur compte d'exploitation. La rémunération est attractive et il existe de larges possibilités d'évolution en nature à stimuler la performance.

Un plan de "stock option" permettra selon les performances d'acquiescer à des conditions privilégiées des actions de la société. CEGID est l'un des leaders de l'informatique décentralisée pour les Experts-Comptables agréés: 1.300 systèmes et 6.000 progiciels opérationnels.

Merci d'envoyer curriculum-vitae + photo et une lettre manuscrite précisant très clairement les villes qui vous intéressent à :

**CEGID** 13-14, quai Pierre-Scize - 69009 LYON

LE CABINET DU FUTUR

**Pour un jeune Ingénieur**

TECHNIQUE + CRÉATIVITÉ = ÉPANOUISSEMENT  
BASE D'UNE CARRIÈRE TONIQUE

Nous recherchons un ingénieur «TOUT NEUF» ISSU D'UNE GRANDE ECOLE (NSA - IDN - ENSEIHT - ENSIMAG - OU EQUIVALENT...)

Nous allons lui confier des projets motivants qui solliciteront des qualités d'adaptation - de contacts avec utilisateurs - de créativité pour trouver des solutions efficaces.

Il sera accompagné par l'équipe technique de notre Société Informatique - département réseaux de communication.

NOUS SOUHAITONS VOUS DEVELOPPER DANS UNE ACTIVITE D'AVENIR, nous vous invitons à adresser votre dossier de candidature + photo et prétentions à notre conseil Michel ORHON - CENTRE TECHNIQUE DE LA PAQUE - B.P. 54 - 44803 ST HERBLAIN CEDEX - sous référence R 25-S.



Le Monde

# SECTEURS DE POINTE

Le Monde

## LOGISTIQUE GRANDS SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATION

### INGÉNIEUR D'AFFAIRES

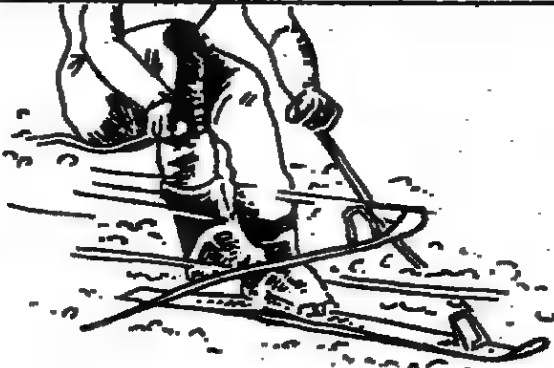
Membre d'un puissant groupe français, leader mondial en électronique professionnelle, notre vocation est de construire et d'assurer la maîtrise d'œuvre d'importants systèmes de communication destinés principalement au secteur militaire. Nous recherchons un ingénieur d'affaires pour renforcer notre équipe logistique grands projets.

En liaison étroite avec le service technique et les clients, il assurera l'ensemble des moyens (matériels, documentation, formation du personnel) nécessaires pour maintenir les systèmes de communication fournis, opérationnels sur de longues périodes. Basé en proche banlieue nord de Paris, ce poste s'adresse de préférence à un ingénieur électronicien souhaitant élargir une première expérience acquise dans une fonction technique, de maintenance ou d'affaires. Il ne constituera, si vous le souhaitez, qu'une étape dans votre carrière et évoluera à moyen terme vers une fonction d'engineering grands systèmes.

Merci d'adresser, lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF sous réf. M 32/1386 M à :

**EGOR TECHNOLOGIES**

19, rue de Berri - 75009 PARIS  
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TORONTO



SALOMON... Une équipe... Une passion...

Echangez-vous... Conquête stimulante d'une entreprise qui bouge, leader mondial des sports d'hiver et en pleine croissance (C.A. 2 Mds de F., +35% ; 80% à l'export).

Contre... Energie, passion et dynamisme d'esprit

## JEUNE(S) DIPLOME(ES)

ENSI, SUP DE CO, UNIVERSITAIRES... que l'informatique intéresse comme un outil plus que comme une fin en soi.

Dans un premier temps, comme **ANALYSTE-PROGRAMMEUR** ou **ASSISTANT BUREAUTIQUE** vous nous aiderez à structurer notre espace d'information, avant d'évoluer vers d'autres secteurs de l'entreprise.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V., lettre manuscrite et photo sous référence JDLM à : Geneviève LEPELLETIER - SALOMON - METZ-TESSY - B.P. 454 74011 ANNECY CEDEX

## ANNECY SALOMON

VOTRE CARRIERE ET LA BANQUE CREDIT DU NORD

# Soyons clairs.

## Au Crédit du Nord, l'informatique joue un rôle essentiel

Le Crédit du Nord, en tant qu'informaticien, c'est : **UNE ARCHITECTURE PUISSANTE, SOUPLE ET DÉCENTRALISÉE** : 3000 MICRO-ORDINATEURS MULTIFONCTIONS - soit près d'un micro-ordinateur pour 3 collaborateurs - reliés à un système central. Ils assurent bien au traitement des transactions avec la clientèle qu'un soutien à la vente ou aux diverses opérations de gestion.

Le Crédit du Nord propose de participer à ce plan en tant que

**Ingénieurs Informaticiens**  
**CONFIRMÉS** : Grandes Ecoles + 2 à 5 ans d'expérience.  
**DÉBUTANTS** : Formation Grande Ecole d'Ingénieurs : X, Centrale, Supélec, Mines, Ponts, Télécom...

**POUR LES SECTEURS D'ACTIVITÉS SUIVANTES** : international - financier - gestion du personnel, et pour le développement système au niveau central.  
**MOYENS** : Nos équipes travaillent dans un environnement IBM et mettent en place des produits de pointe (systèmes experts, réseaux locaux, bases de données...).

Le développement de ce plan ambitieux donne à nos Ingénieurs-Informaticiens, la responsabilité directe des projets conçus.

Les perspectives de carrière sont très ouvertes dans l'ensemble du groupe où les candidats devront, à terme, évoluer pour participer directement aux activités bancaires.

Ecrire sous réf. 0127 à Direction du Personnel 6/8, Boulevard Haussmann 75009 Paris.

## Crédit du Nord

## ESSILOR

Coordonner nos équipes, Communiquer notre objectif de qualité

Essilor, une avance technologique et sociale, une position prépondérante en Europe, un développement international continu, recherche pour l'un de ses départements en forte croissance :

### Responsable technique études et développement

Ingénieur physico-chimiste, vous avez déjà fait vos preuves, minimum 4 à 5 ans, dans une fonction de responsable technique. Vous vous sentez une vocation de gestionnaire et par une fonction réclamant un sens aigu du dialogue, de la communication et des relations sociales.  
Rattaché à la Direction du département, vous mettrez en œuvre, assurerez le suivi et la coordination des études pluridisciplinaires (optique, chimie, métrologie...) confiées à des équipes internes et externes à ce département.  
Basé à JOUVILLE-LE-PONT (94), votre fonction nécessitera des déplacements dans le Groupe et à l'étranger.  
Métiers de la langue anglaise fortement souhaités.  
Adressez-nous votre C.V. avec photo et prétentions, sous référence 3738, à ESSILOR INTERNATIONAL, Service Affiliations, 57 avenue de Coëst 94100 SAINT-MAUR.



LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA VUE

## ENERTEC

### INGÉNIEUR INDUSTRIALISATION

Société du Groupe Schumbberger recherche pour son unité de fabrication électronique située à Pont-Audemer (20 km d'Harfleur) un :

**INGÉNIEUR INDUSTRIALISATION**

Au sein d'une équipe jeune d'ingénieurs et techniciens vous êtes responsable de l'industrialisation et suivi technique de nos produits.

Vous êtes chargé de la définition du processus de fabrication, de la création des outils de test et vous participez au développement de projets dans les domaines du test, de la FAO.

Electronicien de formation : ESE, Télécom, ENST, vous êtes intéressé par la production et vous désirez valoir une première expérience d'étude ou de fabrication. Votre forte aptitude à la prise de décision et aux relations humaines vous ouvre de nombreuses possibilités d'évolution au sein du groupe Schumbberger.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à P. Metzger, ENERTEC SCHLUMBERGER, Zone Industrielle St Ulrich, 27500 PONT-AUDEMER.

ENERTEC

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE située dans la REGION PARISIENNE recherche

## CHEF DE PROJET «RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT» MATERIAUX

Scientifique de haut niveau dans le domaine des matériaux, il a une expérience réussie de recherche et développement dans le milieu industriel.

Dans le poste nouvellement créé et rattaché à un chef de département, il participe à la définition des programmes de recherche de composites et coordonne les activités nécessaires à leur mise au point et au développement de nouveaux produits.

Si la connaissance spécialisée des polymères et du verre lui est apportée principalement par des collaborateurs ou des collègues, il apporte de préférence, une expérience dans les domaines de l'adhésion, des surfaces/interfaces des matériaux et du comportement (mécanique, environnement...) des matériaux multiphasés.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. 998 à CONTEXTE PUBLICTE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

informatique individuelle

## ANIMATEURS INFOCENTRE

Fils de l'un des plus importants groupes chimiques mondiaux, nous sommes présents sur plusieurs secteurs d'activité : produits pharmaceutiques, produits pour l'agriculture, matériaux colorants, matériaux plastiques... Nous employons plus de 2000 personnes et avons plusieurs unités de production.

Nous recherchons pour notre Département Organisation et Informatique des personnes - IBM 3081 - 300 terminaux - PC... trois animateurs Infocentre.

Ils auront en priorité pour mission la formation et l'assistance des utilisateurs de l'entreprise (siège et établissements locaux) aux outils mis à leur disposition sur le site central (Focus - SA...) et sur les micros (Tableaux - TT...).

Ils participeront également à la recherche et à l'évaluation des outils utilisés à l'entreprise.

Les candidats recherchés sont de préférence : ils ont une formation adaptée pédagogique, confirmée par une expérience, le goût et le sens des outils.

La formation aux outils utilisés sera assurée dans un premier temps, mais la connaissance d'un ou plusieurs logiciels de ce type est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions) à Madame Christiane Moreau, CIBA-GEIGY, Département du Personnel, 2 et 3 rue Léonard Trossy, SF 908, 92506 RUEIL, MALMAISON CEDEX.

CIBA-GEIGY



Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

**Valeo**

L'Équipement Automobile  
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux  
28000 personnes - C.A. 12 Milliards de Francs - 50% réalisés à l'étranger.  
recherche pour développer son potentiel humain

**Ingénieur Chef de Projets Informatiques de Gestion**  
Diplômé Grande Ecole (Centrales, Supélec, Mines, A.M....)  
Pour la Direction Centrale Informatique (Paris - 17ème)

Dans une structure informatique moderne, nous vous proposons de prendre en charge les études informatiques : de l'analyse des besoins à la mise en œuvre des systèmes, pour les différentes fonctions de l'entreprise. Vous animerez une équipe d'analyses programmeurs dont la mission d'automatisation de la fonction est particulièrement importante. Vous serez interlocuteur permanent des utilisateurs. Vos connaissances en gestion seraient appréciées.

À partir de ce poste, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe, tant en Informatique que dans d'autres filières en fonction de vos aptitudes, résultats et motivations.

Adressez lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste 59770/M à : Valeo Service Recrutement I B C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

Objectifs : Qualité et Croissance

Le marché de l'informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans.  
Bull Transac, leader européen, s'impose dans ce secteur très porteur.  
Nous recherchons plusieurs :

**Ingénieurs Logiciel H-F**  
Grande Ecole - Option Informatique

Votre expérience du développement (3 à 5 ans) dans le domaine des logiciels de base (système d'exploitation, transactionnel) ou des télécommunications (BSC, SNA, DSA, ISO) nous intéresse.

Nous vous confierons la responsabilité de développement de nouveaux produits de grande diffusion - matériels basés sur les Microprocesseurs Intel 8086 et Motorola 68000.

Les candidats motivés et souhaitant acquérir une référence de premier plan dans un environnement dynamique et en expansion peuvent nous adresser dès maintenant leur dossier de candidature. A terme nous leur proposerons une évolution vers des fonctions d'encadrement ou d'encadrement technique d'ingénieurs.

Ecrire en précisant la réf. IL/8401 à Michèle Corbineau, Bull Transac, 7 rue Ampère, 91343 MASSY CEDEX.

**Bull**

Bull Périphériques est un des grands constructeurs européens de périphériques d'ordinateurs (2600 personnes). A Belfort, nous concevons, fabriquons et commercialisons des systèmes performants et développons des technologies de pointe. Nous lançons en particulier actuellement une nouvelle gamme d'imprimantes magnéto-graphiques non impact, dont la technologie est sans équivalent mondial et l'avenir commercial considérable.

**MARKETING INFORMATIQUE**

Nos équipes marketing jouent un rôle fondamental dans l'orientation de nos clients stratégiques. Nous vous proposons d'y participer en prenant la responsabilité de la définition des futurs produits (matériels et logiciels) au sein de l'une de nos directions. Votre rôle sera d'une part d'effectuer l'analyse prospective du marché (utilisateurs potentiels et applications futures, évolution de la technologie informatique, concurrence etc...) par une ouverture constante sur l'extérieur (réseau commercial, clientèle, presse et conseils spécialisés etc...) afin de déterminer les axes possibles de développement. Il sera d'autre part, de définir les produits en collaboration avec les ingénieurs d'études, et d'établir les prévisions commerciales et financières. Ce poste requiert d'excellentes facultés d'analyse et synthèse, un esprit prospectif, la capacité de collaborer avec de nombreuses entités au sein du groupe. Il s'adresse à des candidats ayant une formation supérieure (Ecole d'Ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce) avec une spécialisation en marketing industriel. Une première expérience commerciale en marketing sur le marché informatique serait un atout certain. Les contacts internationaux requièrent une parfaite maîtrise de la langue anglaise. Ce poste, basé en Franche-Comté, offre à la fois l'opportunité d'une dimension internationale et d'un environnement qualitatif au cœur d'une belle région, entre Vosges et Jura. De nombreuses opportunités de carrière sont offertes au sein du groupe.

Ecrivez-nous à Bull Périphériques  
Patricia FABRY - Service Recrutement  
6, avenue des Ulmes 90001 BELFORT

**Bull**

Objectifs : Qualité et Croissance

Le marché de l'informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans.  
Bull Transac s'impose comme leader européen dans ce secteur très porteur.  
Relevez le défi de demain et rejoignez nos centres de compétences.

**Chef de Projet H-F**

Dans le cadre d'un contrat de recherche européen (programme Esprit), nous vous proposons de diriger une équipe de Recherche et Développement pour la réalisation de logiciels bureautiques dans un environnement de stations multi-terminaux sous UNIX (document multi-mode).

De formation scientifique et technique Grande Ecole, ce Responsable Projet doit avoir la maîtrise du développement logiciels et l'habitude des contacts à différents niveaux, en France comme à l'étranger (Angleterre, Allemagne, Italie).

Nous lui demandons, en outre, de posséder une bonne maîtrise de l'anglais.

Adressez dès maintenant votre dossier de candidature sous réf. CP/8401, à Michèle Corbineau, Bull Transac, 7 rue Ampère, 91343 MASSY CEDEX.

**Bull**

**ECONOCOM**

"L'AUTRE FAÇON D'ACHETER IBM"

Société Multinationale  
C.A. (85) : 400 Millions de Dollars  
Effectif : 700 personnes  
Implantée en Europe et aux USA  
NOTRE METIER  
LA DISTRIBUTION MULTIMARQUES  
D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES  
D'ENTREPRISES

Notre structure française entre en action.  
Nous renforçons RECHERCHE et DEVELOPPEMENT, nous recherchons :

**DIRECTEUR TECHNIQUE**

Sa mission : assurer la qualité du service au client.  
Il assure l'évolution des matériels et apporte un support technique aux équipes d'installations.  
Il assure l'interface entre les constructeurs, le marketing et la maintenance.

**INGENIEUR** BTS Electronique, vous avez environ 35 ans, une solide expérience (5 ou 6 ans) tant que Technicien Matériel chez un constructeur ou un distributeur. Vous avez une bonne expérience des produits (logiciel et matériel). Vous avez déjà encadré une équipe. Réf. 201/M

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**

Il met en œuvre différents matériels de bureau (ordinateurs S/36, 3274...) et en exploite les différents logiciels. Il effectue les tests et transmet les résultats au Marketing. Il développe les connaissances des produits et les fait diffuser dans le cadre de la formation interne des équipes terrain.

DUT ou MIAGE, vous avez 25-30 ans et une expérience d'au moins 2 ou 3 années de développement de logiciels chez un constructeur ou dans une SSII, si possible une bonne connaissance des gros systèmes IBM, 43XX, 30XX. Réf. 202/M

**TECHNICIEN DE DEVELOPPEMENT PRODUIT**

Il doit résoudre tous les problèmes d'installation de machines chez les clients et lors des tests ou évaluations. Il améliore les produits en répercutant les modifications matériel et logiciel apportées par les constructeurs.

BTS Electronique, 25-30 ans, vous avez 3 ou 4 années d'expérience chez un constructeur ou un distributeur, et vous avez souvent procédé à des démontages de machines pour établir des diagnostics mécaniques et électroniques. Vous avez une bonne connaissance des microprocesseurs et programmeurs PROM. Vous connaissez les périphériques IBM ou autres. Réf. 203/M

Lieu de travail : Paris - avec déplacements.  
Si ces perspectives vous intéressent, transmettez votre dossier de candidature, indiquant la référence, à notre conseil ACTIMAN.

264 rue du Faubourg Saint-Hippolyte - 75008 Paris  
**Actiman**

**BANQUE DE DONNEES**  
recherche commercial ayant du coffre

Télé systèmes Questel, leader européen des banques de données, recherche un ingénieur commercial.

Il sera chargé de rechercher en amont de nouveaux produits ou services pour QUESTEL ENTREPRISES, ensemble des banques de données économiques et financières à l'usage des chefs d'entreprises, et de développer une clientèle d'entreprises moyennes.

De formation supérieure, possédant 5/6 ans d'expérience, il sera directement rattaché au directeur du département et pourra évoluer vers la création d'une agence.

Une bonne connaissance des besoins d'information de l'entreprise est demandée.  
Poste basé à Paris.  
Rémunération motivante.

Adressez votre manuscrite et CV à : Télé systèmes - Direction du personnel, 115, rue de Bac 75007 PARIS, Tél. : 46.44.38.96, sous référence 880166.

**Telesystemes**

La volonté d'entreprendre

Chef de file du secteur BTP, avec plus de 20.000 personnes dont 2000 cadres, nous avons réalisé un CA de 15 Milliards de F. en 1984 dont 60 % à l'étranger. Nous recherchons des :

**Ingénieurs débutants H-F**

Diplômés Grandes Ecoles, à la fois hommes de terrain et gestionnaires, ils intégreront nos filiales dans les régions : Pays de Loire, Limousin, Sud-Ouest, Midi-Pyrénées, Alsace, Provence, Côte-d'Azur.

Après une formation polyvalente (travaux, commercial, gestion) acquise sur les chantiers et en bureaux d'études, ils évolueront rapidement vers des responsabilités d'entrepreneurs dans des structures décentralisées et autonomes.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite, sous réf. ID/M en précisant la région choisie, à la Direction du Personnel, Service du Recrutement, 32 avenue de New-York, 75116 Paris.

**SAE** LE GROUPE D'ENTREPRENEURS

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.



SECTEURS DE POINTE

**MANNESMANN KIENZLE**  
 Filiale française d'un Groupe Multinational - C.A. 50 milliards de F - notre mini-informatique distribuée se situe à l'avant-garde des techniques de gestion intégrée.  
 Nous recherchons

**INGENIEURS D'AFFAIRES "Grands Groupes"**  
 PARIS Réf. AG/2  
 De formation supérieure, vous avez 30 ans ou plus, et si possible une bonne connaissance des milieux de la bureautique. Votre expérience commerciale auprès des grands comptes, notamment bancaires, représente un atout supplémentaire.

**INGENIEURS D'AFFAIRES "Industrie/Commerce"**  
 PARIS - PROVINCE. Réf. JCL/4  
 Votre expérience commerciale, votre punch, votre volonté à l'égard des affaires, avec votre connaissance des secteurs transport, imprimerie, industrie et négoce, vos meilleurs atouts. Vous serez épaulés par un support technique important sur tout territoire.

Envoyez c.v., photo et présentations à **MANNESMANN KIENZLE** Medans Chapuis - Boite Postale 38 - 94001 Créteil Cedex.

**sigma conseil**

Nous sommes une société d'ingénieurs Conseils en Organisation et en traitement de l'information. Notre réussite prouve qu'une entreprise à taille humaine et novatrice est performante. Notre expansion nous amène à rechercher des

**INGÉNIEURS INFORMATIENS DE HAUT NIVEAU**  
 (Ingénieurs Concepteurs et Ingénieurs d'Applications)

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Écoles ou Universitaires), vous possédez une première expérience en cabinet conseil ou en grande entreprise (minimum souhaité 3 ans). Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe d'ingénieurs en organisation et d'ingénieurs informatiques. Nous vous confierons des missions à hautes responsabilités dans de grandes entreprises.

Vous possédez un niveau élevé de qualification, nous vous proposerons une rémunération motivante.

Notre Directeur Associé Monsieur BERTHELOT vous remercie de lui adresser votre candidature.  
**SIGMA CONSEIL, 12 rue Marbeuf, 75008 PARIS.**

**ESAB LEADER MONDIAL DU SOUDAGE A L'ARC**  
 recherche

**Ingénieur, futur Chef de Produits**  
 à OSNY (95)

Optimiser et gérer en intégralité une ligne de produits de soudage, voilà votre objectif. Entièrement responsable de votre ligne de produits, votre connaissance du marché et de la concurrence vous responsabilisent sur son évolution. Vous développerez et participerez à la création de produits nouveaux.

Bilingue anglais, votre formation d'ingénieur, votre expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires en milieu industriel - si possible, celui du soudage - vous permettent d'accéder à un poste de **CHIEF DE PRODUITS**. De courts mais fréquents déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser CV, photo et présentations au Service du Personnel - ESAB - Z.I. 60110 Méry.

**Valeo**

L'Équipement  
 Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux  
 28000 personnes - C.A. 12 milliards de Francs - 50% réalisés à l'étranger.  
 recherche pour développer son potentiel humain

**Ingénieur Chimiste Débutant Diplômé Grande Ecole**  
 (Chimie Paris, Chimie Centre... A.M., H.E.I, I.N.S.E.R.,... option génie chimique organique)

**Valeo Matériaux de Friction (Condé sur Noireau - 14)**  
 Nous vous proposons de DEBUTER votre carrière au sein d'une usine de 1200 personnes et de travailler avec votre équipe de 3 techniciens, des adaptations chimiques dans la production de nos garnitures de freins. Vous aurez également à traiter tout problème chimique ponctuel de fabrication. Une spécialité plastique et/ou élastomère serait appréciée.

A partir de ce poste, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe.

Adresser lettre (R.F.P.), CV, présentations et photographie en indiquant la référence du poste 59777/M à : **Valeo Service Recrutement I & C - 45 rue Bayen - 75017 PARIS**

**Groupe industriel**  
 recherche pour sa division spécialisée dans la fabrication d'équipements électro-mécaniques, électroniques destinés à l'Aéronautique et l'Armement

**UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES ET DE DÉVELOPPEMENT**

Il assistera le responsable du Bureau d'Études et participera à l'accomplissement du potentiel d'innovation de l'équipe technique.

Ce poste, localisé dans la proche banlieue sud de Paris, est destiné à un jeune ingénieur (A.M. ou équivalent) ayant une première expérience dans l'industrie d'ÉQUIPEMENT AÉRONAUTIQUE, de préférence.

Dynamique, il aime le travail en équipe. L'anglais courant est un atout.

Adresser c.v., lettre de motivation, photo et présentations sous n° 314 736 à **LE MONDE DE PUBLICITE** 5, rue de Montesson, 91800 BRÉCY.

**THOMSON SINTRA ACTIVITÉS SOUS-MARINES**

Au tout premier rang de la compétition internationale, nous développons des équipements et systèmes de détection sous-marine.

Nous recherchons pour le Département de CAGNES-SUR-MER (1100 personnes), plusieurs

**INGÉNIEURS D'ÉTUDES**

de formation Grande École (Sup. Elec. ENSTéléc., etc.) ayant au moins 3 années d'expérience.

Ils doivent être motivés par des activités touchant les domaines suivants :

- Acoustique, - Informatique, scientifique et temps réel.
- Traitement de signal, - Intelligence artificielle.
- Machines de traitement.

Les ingénieurs intéressés participeront à la conception et à la réalisation d'ensembles complexes faisant appel à ces techniques.

Si vous souhaitez vous intégrer à une de nos équipes, nous vous remercions d'adresser votre candidature à **J.P. CLERO, THOMSON SINTRA/ASM, chemin des Travaux, 06800 CAGNES-SUR-MER.**

**THOMSON-CSF**

**TECHNICIEN ELECTRONIQUE**

Société en développement rapide, nous sommes spécialisés dans la vente de matériel électronique et informatique (BULL, DEC, CENTRONICS...).

Pour renforcer notre service technique, nous recherchons un technicien électronique, spécialisé dans la technique numérique et ayant de bonnes notions de programmation. 2 ans d'expérience dans activité analogue. Anglais souhaité.

Pour saisir cette opportunité, merci d'adresser lettre + CV + photo à

**facen** FACEN ELECTRONIQUE 19, avenue Vladimir Komarov BP 111 - 76192 TRAPPES Cedex

PHYSIQUE ET CHIMIE DES POLYMERES

**INGENIEUR R & D**  
 CHEF DE GROUPE APPLICATION

Nous sommes l'un des plus importants GROUPE PETROCHIMIQUE INTERNATIONAL (700 chercheurs dans le monde).

Nous recherchons pour la région de LILLE un candidat de haut niveau, capable de dynamiser et coordonner le DEVELOPPEMENT ET LA COMMERCIALISATION des produits polystyrène expansible que nous fabriquons. Pour effectuer cette mission, vous serez aidé par les 6 ingénieurs et Techniciens du Groupe Application, que vous devrez encadrer, et par les autres groupes de Recherche.

Ingénieur, Physicien de préférence, âgé de 30 à 40 ans, vous êtes dans la Recherche sur les polymères, et/ou sur des applications de Haute Technologie, depuis au moins 3 années, vous aimez les contacts, vous recherchez un poste évolutif, vous parlez anglais et mieux encore allemand également.

Réponse et discrétion absolue vous sont garanties. Merci d'écrire sous référence 187 LM avec C.V., lettre de motivation et présentations à :

**JCW conseil**  
 41, boulevard de Valmy - 59650 Villeneuve d'Ascq

LILLE PARIS LYON

Partagez notre slogan :

**L'EFFICACITÉ PASSE PAR L'INNOVATION**

Vous qui souhaitez développer des projets avec CONNAISSANCE du PRODUIT de A à Z.

- Rejoignez une **PMI DYNAMIQUE** leader dans son domaine (300 personnes, 1/3 du C.A. à l'exportation) qui recherche dans le cadre de l'EXPANSION de son SERVICE ÉTUDES
- 1 INGÉNIEUR** OU UNIVERSITAIRE et
- 1 TECHNICIEN EXPÉRIMENTÉ** pour ÉTUDES LOGICIEL de système temps réel à microprocesseur. Expérience C, Pascal, Assembleur.
- 1 spécialiste HARD** pour études cartes à microprocesseur, niveau INGÉNIEUR. Connaissance micro 8 et 16 bits.

Localisation du poste banlieue EST.  
 Merci d'adresser CV, photo et présentations aux : **Ets MULLER & Cie** Service du Personnel, B.P. 25 2, av. de la Trentaine, 77500 CHELLES

ENTREPRISE PARISIENNE  
 Entreprise française en pleine expansion leader dans les

**TECHNIQUES D'OPTRONIQUE**  
 et de **TRAITEMENT DE L'IMAGE**  
 recherche

**RESPONSABLE DE L'EXPORT**

directement rattaché au Directeur Commercial, qui aura pour mission de créer et d'animer un réseau afin de promouvoir nos produits de haut de gamme à l'étranger.

**FORMATION TECHNIQUE DE HAUT NIVEAU**  
 (Ingénieur ou universitaire) expérience de 5 à 10 ans allant de préférence l'Optronique et l'Export ; anglais courant indispensable, allemand apprécié, disponibilité pour voyages fréquents nécessaires.

Rémunération particulièrement motivante qui sera fonction de l'expérience et du profil.

Adresser votre candidature avec c.v., photo et rémunération actuelle à **Mr Huber, SOFRETEC** 83 rue Cadmus Périé 95870 BEZONS.

**VALLÉE DU RHÔNE**

PMI à taille humaine, spécialisée dans des technologies de pointe produisant des équipements industriels alliant l'électronique, l'informatique et la mécanique, filiale d'un groupe français à implantation internationale, recherche

**Ingénieur Electronicien Méthodes**

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, il participera à la conception de nouveaux produits, il optimisera le processus général de fabrication, il mettra en œuvre les nouveaux moyens de production et l'outil informatique au niveau méthodes. Pour cette fonction d'industrialisation, nous accueillerons un ingénieur possédant au moins une première expérience professionnelle de l'industrie (méthodes ou fabrication ou B.E.).

Les entretiens auront lieu à **LYON** ou à **PARIS**.

Écrire au **CABINET GATIER**, 32, rue Barrême, 69006 LYON, sous réf. 280/M.

**Cabinet Gatier**





# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Formation Nationale et Internationale

**Saupiquet** QUMPER  
**Directeur d'usine**

Nous sommes un des leaders de l'Industrie Alimentaire (Marques principales SAUPIQUET, CASSEGRAIN...) l'un de nos projets est la modernisation de notre Unité de Quimper (240 pers.) que nous allons reaménager pour en faire une des usines les plus performantes dans son domaine.

Pour mener à bien ce projet, nous souhaitons intégrer un Responsable d'Etablissement de 35 ans au minimum, de formation Ingénieur (A.M. INSA ou équivalent) complétée par une formation supérieure à la gestion (IAE) et ayant acquis une expérience réussie de la Direction d'un Centre de Profit autonome dans le secteur alimentaire.

Dependant de la Direction Industrielle de notre Société ce Patron d'Usine sera totalement responsable du fonctionnement de son Unité sur les plans technique (investissements, qualité, délai), économique (coûts, stocks) et humain (relations sociales, communications interne et externe).

L'équipe en place par son professionnalisme, sa combativité et sa mobilisation pour son PROJET nécessite une Personnalité de Qualité pour que le MANAGEMENT est moins une science qu'un savoir-faire et une volonté de réussir. La connaissance de l'ANGLAIS est indispensable.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 1476M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 33 99 40 25 sur votre

**Jean-Claude Maurice S.A.**  
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

Nous sommes une importante Société d'importation et de distribution de produits alimentaires en Afrique Francophone (300 salariés, 400 millions de F de CA, plusieurs établissements) et nous connaissons une très forte croissance. Nous recherchons également des sociétés de distribution et d'agro-industrie. Nous recherchons notre

**Directeur Financier et Administratif basé en Afrique Francophone**

La mission proposée : • diriger l'ensemble de nos services financiers, comptabilité générale, juridique, gestion, informatique (IBM 34 et PC), • assurer l'évolution de la Fonction Financière en l'adaptant à notre développement : élaboration de méthodes, • être responsable informatique. Le candidat recherchés : • âgé de 35 ans environ, • gestionnaire de formation (Ecole de Commerce, IAE), • avoir une expérience comme Responsable de Gestion, Responsable ou Responsable distribution, • posséder une maîtrise en informatique, • posséder de grandes qualités humaines et manager ainsi qu'une forte capacité de travail et du goût des responsabilités, • être une mission passionnante dans un Groupe performant, • une rémunération élevée, • des avantages attractifs : villa, voiture de fonction, lieu de travail dans une grande métropole en bord de mer.

Les candidats pour le poste de candidature comprenant obligatoirement CV, lettre de motivation, 3 photos récentes (format 10x15), photo récente (format 10x15), 6/61 CHA 221 ou CNPS conseil, 105 rue de Valenciennes, 75116 PARIS, qui examinera en toute confidentialité.

## SECTEURS DE POINTE

Une importante Société Industrielle française cherche pour l'une de ses Divisions un

**Ingénieur Technico-Commercial**

Il est responsable de la commercialisation d'équipements de communication sur fibre optique en milieu industriel.

Il est Chef de Produit et, à ce titre, oriente le développement des produits grâce à sa connaissance du marché. Il traite les affaires lui-même, formera et stimulera le réseau de vente et entretiendra des relations avec les autres Divisions de la Société.

Le candidat, Ingénieur de formation, est âgé d'environ 30 ans. Il est familiarisé avec les télécommunications ou un domaine voisin. Il a une première expérience commerciale et parle Anglais.

Le poste est basé à PARIS.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. 58158 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

**A M P de FRANCE**  
Val de Reuil (27)  
recherche pour son unité Distribution Physique

**Jeune Diplômé**

Désirant évoluer dans secteur Informatique, Logistique...

- Niveau Bac + 4.
- Intéressé par problèmes logistiques.
- Poste devant évoluer vers la logistique.
- Expérience complémentaire souhaitée au siège à Cergy-Pontoise.

Mettre C.V. détaillé à :  
**AMP de FRANCE**  
Parc Industriel de Val de Reuil  
27100 VAL DE REUIL

## emploi régionaux

Région parisienne

**GENERAL ELECTRIC PLASTICS FRANCE**

**Ingénieur des ventes**

A moins de 35 ans, avec une formation Bac + 3 minimum, vous nous apportez : • une expérience commerciale particulièrement réussie de quelques années comme responsable de secteur dans un environnement de renom international sur des produits industriels élaborés, • un goût poussé pour la négociation de produits techniques, • un tempérament fort, capable d'autonomie mais aussi de travail en équipe, un très bon standing personnel, du poids et de la défense, • une ouverture d'esprit internationale et, bien sûr, une bonne pratique de l'anglais.

Leader dans le domaine des résines thermoplastiques techniques de hautes performances (NORYL, LEXAN, VALOX, etc.) destinées à tous les grands secteurs industriels, nous vous proposons de prendre la responsabilité totale d'un de nos plus importants secteurs de vente en France.

Basé à notre siège, en région parisienne, ce poste très en vue est susceptible de vous ouvrir de belles opportunités de carrière dans notre groupe qui vous offre toute sa puissance technique, marketing et commerciale.

Merci d'adresser à ARCHE-CONSEIL, nos Consultants en Ressources Humaines, votre dossier complet, ou votre carte de visite professionnelle, sous référence 355 M. Anne PHILIPPE vous assurera de toute sa discrétion et vous recevra soit à Paris, soit à Lyon.

68, rue Duquesne 69006 Lyon.

## emploi internationaux - emploi internationaux (et départements d'Outre Mer)

**Economiste forestier**

Afrique francophone

SEMA-METRA CONSEIL est une filiale du Groupe SEMA-METRA, l'un des tout premiers cabinets européens de Conseil, de Services en Informatique, Management et Marketing (2.500 personnes). Regroupent les compétences d'une centaine de consultants, nous développons de nombreuses activités de conseil de haut niveau dans les pays en développement. Nous recherchons un économiste technique en économie forestière.

Détaché en Afrique, vous serez en longue collaboration avec un Ministère, dans un grand capitale africain, il sera chargé du plan de développement de l'économie forestière du pays. De formation ingénieur, il a au moins 5 ans d'expérience, d'excellentes qualités relationnelles et une grande autonomie de travail. Expérience de l'Afrique souhaitée.

Merci de prendre contact avec M. LE GOFF en adressant votre lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. L44M, SEMA-METRA CONSEIL, 70, rue Cortambert 75016 Paris

**SEMA-METRA CONSEIL**

GRUPE MULTINATIONAL  
Implanté dans de nombreux pays d'Afrique Noire

recherche un jeune professionnel de haut niveau pour la période de

**CHEF DES VENTES**

Poids lourds - engins - dans l'une de ses unités d'Afrique Noire francophone.

Notamment chargé d'assurer la promotion et les ventes le candidat retenu devra :

- posséder un diplôme d'ingénieur de type A et M. INSA, ENI...
- faire preuve de réelles qualités de vendeur et d'animateur.
- justifier d'une première expérience professionnelle acquise de préférence en Afrique (mais pas obligatoire) et d'au moins 5 années d'expérience.
- être capable de s'exprimer en Anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 347 à CURRICULUM 4, rue Tranchet 75008 Paris.

**AMNESTY INTERNATIONAL**

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

qui sera engagé sur la base d'un contrat de durée déterminée à partir de septembre 1986. Le poste est basé à Londres (Grande-Bretagne).

Amnesty International est un mouvement mondial basé sur la lutte pour la libération des prisonniers d'opinion, l'oppose à la torture et à la peine de mort et s'efforce d'obtenir un procès équitable pour les prisonniers politiques. C'est un mouvement indépendant de tout gouvernement, de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute confession. Amnesty International a plus de 300 000 membres, un secrétariat international de 400 personnes et un budget dépassant 70 millions de francs.

Le secrétaire général est le porte-parole principal du mouvement, qu'il représente auprès des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des médias et du public. Il organise le travail du secrétariat international et donne son avis sur un grand nombre de questions fondamentales touchant aux droits de l'homme.

Qualités requises : jugement politique sûr, intégrité personnelle et des faits de service dans le domaine des droits de l'homme ou dans un domaine connexe. La pratique courante de l'anglais est indispensable et la connaissance d'autres langues est souhaitable. Le candidat doit être sensible aux problèmes liés à la diversité des cultures et posséder d'excellents dons de communication, tant oraux qu'écrits.

Traitement annuel : £ 23.500 environ (livres sterling), versé sur la base d'un contrat de durée déterminée, non négociable (indexé, échelons annuels de plus de £ 400). Frais de déménagement assurés.

Date limite de réception des candidatures : 9 mai 1986.

**amnesty international**  
Amnesty International, service du personnel  
1, Easton Street, London WC1X 8DJ (Grande-Bretagne).  
Téléphone : 01 837-3305 (24 heures).

VOUS ETES **HYPER COMPÉTENTS ET IMAGINATIFS...**

Vous avez donc le style des gestionnaires que nous recherchons ! Ne bridez, ni "fonds de cœur" mais l'esprit combatif et pressé à s'inverser pour relever de perpétuels défis. Vous êtes de formation

**ESC ou Maîtrise de gestion + DECS**

Notre Groupe figure dans le classement AGRO-ALIMENTAIRE nous sommes parmi les 100 premiers. Nos méthodes, des projets ambitieux, le goût de l'action et une grande ouverture d'esprit

**audit consolidation**  
3 à 5 ans d'expérience en cabinet. Une excellente pratique de la fiscalité et de la consolidation (aux normes européennes)

**contrôle de gestion**  
8 ans d'expérience en milieu industriel. Une parfaite maîtrise des techniques budgétaires et analytiques modernes et performantes.

Vous partagez notre conception de la gestion et l'une de ces deux fonctions vous intéresse ? Alors, notez aussi ces avantages : • la possibilité de développer et d'affirmer votre personnalité • une vie professionnelle intense au siège d'un Groupe à l'expansion agressive, dans une petite ville au cœur d'une région atterante, l'OUEST • une rémunération à la hauteur de nos exigences. Alors appelez "Contact-téléphone" au 11 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, 10 h à 13 h le samedi) pour des informations complémentaires ou adressez lettre man., C.V. en précisant le poste choisi sous référence 8916 à

**Organisation Publicité**  
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra

**emplois internationaux**

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Handwritten text at the bottom of the page.



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UNICHEMA FRANCE S.A.

Le Groupe UNICHEMA occupe une position de premier plan sur le marché européen des glycolines, acides gras et autres produits chimiques industriels.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Muni d'une expérience d'au moins 11 ans dans la vente de produits oléo-chimiques ou chimiques, vous devrez assumer rapidement la responsabilité d'un secteur d'activités (négociation, vente et suivi de la clientèle) dans un contexte de grande autonomie et de forte concurrence.

A une formation scientifique (ENSCP - ENSIC - ENSCL...), ou commerciale (HEC - ESSEC - ESCP...), vous ajouterez des qualités de détermination, d'aptitude au dialogue et d'ouverture internationale, ainsi qu'une excellente maîtrise de l'anglais parlé et écrit.

Les possibilités d'évolution sont à l'échelle d'un grand groupe international. Recrutement des Cadres - UNILEVER FRANCE SERVICES, 8, av. Daumesnil PARIS Paris Cedex 12 M. 1/86 M



Consultant senior HF Créativité... Efficacité... Compétence...

Durant 15 années notre réputation et notre crédibilité se sont forgées autour de nos trois concepts. Aujourd'hui le développement de nos interventions de Recherche de Cadres par annonce ou par approche directe nous conduit à inviter un CONSULTANT EXPERIMENTE à rejoindre notre équipe dans laquelle il évoluera en toute autonomie tant sur le plan commercial que dans la réalisation de ses missions.



Jean-Claude Maurice S.A. 12, rue de Pontfieu - 75008 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Usine d'Alzay (Rouen)

Réacteurs produits spécifiques sont livrés sur leur marché, nous venons de doubler avec de nouvelles technologies la capacité de production de notre usine d'Alzay (245 personnes) pour la porter à 20.000 t/an de CMC, carbométhylcellulose purifiée dont nous sommes le premier producteur mondial.

Nous vous remercions d'adresser lettre, CV et photo et rémunération sous référence choisie à l'adresse ci-dessous.

ADJOINT DIRECTEUR DE L'USINE

Vous jouez un rôle déterminant dans le développement industriel dans une période de grande innovation technologique. Votre mission consiste dans un premier temps à :

- coordonner le lancement d'une ligne de production de conception entièrement nouvelle
coordonner la fabrication et l'entretien dans l'installation technique, la sécurité et la rentabilité économique
coordonner à la conception, rétros et l'installation de nouveaux équipements et ou perfectionnement des matériels existants.

Ingénier, familiarisé avec les problèmes de Génie Chimique, expérimenté dans la maintenance, la gestion et la mise au point d'équipements industriels, vous avez une très bonne maîtrise de l'anglais.

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

Adjoint au Chef des Services de Maintenance vous obtenez dans une usine aux équipements sophistiqués, une responsabilité spécifique avec une triple mission :

- assurer la responsabilité Maintenance en gérant les services électricité, automatisme, instrumentation
planifier et organiser les interventions du personnel qui vous est rattaché
assurer un support technique permanent à la production et au développement des process, avec qui vous travaillez en fonction des écarts, ainsi qu'à tous les aspects de l'usine.

Vous avez une formation d'ingénieur et une première expérience industrielle de quelques années ou cours de laquelle vous avez exercé des responsabilités opérationnelles dans l'application de l'électricité et des automatismes programmables à la conduite, au développement et à la maintenance d'unités de production.



DIVISION D'INSTRUMENTS S.A. PREMIERE ENTREPRISE FRANCAISE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE, SPECIALISTE MONDIAL EN EQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICROELECTRONIQUE ET L'ANALYSE en vue de l'expansion sur le marché japonais et européen.

Ingénieur mécanique HAUTE PRECISION

pour son DÉPARTEMENT SEMI-CONDUCTEURS ET MATERIAUX AVANCÉS ayant pour activité la définition, la fabrication de nouvelles machines de l'industrie Semi-Conductrices, fonctionnant aux équipes de RECHERCHE et DEVELOPPEMENT et d'ETUDES ses compétences en mécanique de précision et automatisme.

Ce poste, impliquant créativité et sens de l'efficacité, s'adresse à un INGÉNIEUR en MICROMECANIQUE, ayant participé à quelques années à des projets mettant en œuvre les technologies les plus pointues.

Une connaissance des TECHNIQUES DU VIDE serait appréciée. Envoyer C.V. et prétentions BP 231 - 92503 RUEIL-MALMAISON



JEUNES INGÉNIEURS THERMICIENS

Diplômés Grande École (ECL, IDN, ENSAM, IGC ou équivalent)

Vous avez quelques années d'expérience industrielle et de bonnes connaissances en matière de bilans énergétiques, équipements de combustion, problèmes de génie thermique.

Vous serez chargés de promouvoir les économies d'énergie dans la clientèle industrielle. Lieu de travail : STRASBOURG ou LILLE, éventuellement MARSEILLE ou BOURGES avec nombreux déplacements.

Évolution ultérieure de carrière au sein des diverses activités du Groupe. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant rémunération actuelle sous référence 90725/AM, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Poste de 5 000 à 10 000 h/35h. Connaissances en français et en anglais. Disponible rapidement.

Env. C.V. détaillé + photo à : HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

Important cabinet d'Audit recherche pour PARIS BARRÈRE et PROVINCES

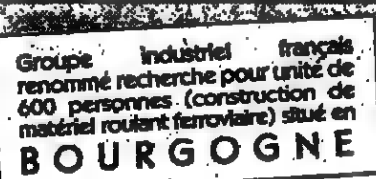
7 ADJUTS RÉVISEURS Période février à avril. Exp. min. 2 à 5 ans. DESO comptabilité et juridique esp. Env. C.V. et photo à : CORTAM 111 bis, rue de Courcelles, 75°.

URGENT C.M.P.E. recrute des CHARGÉS D'INFORMATION

pour animer des centres d'information régionaux

- Connaître des problèmes d'information locale (fin, activités administratives, presse locale, population, etc.)
Expérience réussie auprès de collectivités ou organismes publics en qualité de responsable de communication
Capacité de concevoir, préparer et organiser des actions d'information, et en assurer le suivi.

Un poste passionnant en province, en relation avec une équipe de professionnels jeunes, dynamiques et performants. Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement du groupe. Une rémunération attractive tenant compte de l'expérience et de l'efficacité. Si vous êtes passionné(e) par la communication et libre immédiatement. Envoyez sans réf. : C.M.P.E. Marie-Josée BELLAUD, C.M.P.E. rue des Petits-Champs - 75001 PARIS.



ADJOINT AU CHEF DE LIGNE moteurs diesel

Il aura pour mission de : prendre en charge les problèmes techniques afin de devenir notre spécialiste des moteurs diesel, à terme, il aura la responsabilité de la ligne de produit.

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE méthodes générales

dans un contexte de gestion de production industrialisée, il aura pour mission de : aider le responsable à la mise en place et au développement de ce service nouvellement créé, participer à l'analyse de la valeur des produits en liaison avec le S.E., définir des schémas d'industrialisation. Une première expérience industrielle est souhaitée.

ALSTHOM

DÉPARTEMENT EQUIPEMENTS BASSE TENSION Dans le cadre de notre développement à l'étranger, nous recherchons un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Rattaché au Responsable Export de notre Département, il aura pour missions : l'analyse marketing des divers pays vers lesquels nous souhaitons nous développer, la recherche de partenaires industriels pour assemblage local de nos produits (tableaux Basse Tension), la recherche de licences, la négociation directe d'affaires à l'étranger.

Nous demandons : un bon niveau en électromécanique (type BTS) complété par une formation (ou expérience) commerciale de haut niveau, un minimum de 5 ans d'expérience commerciale. Une connaissance des problèmes d'implémentation à l'étranger serait un atout supplémentaire, anglais technique et commercial courant. Une connaissance de l'Espagnol serait appréciée. grande disponibilité pour voyages nombreux à l'étranger. Envoyez C.V. et prêt au Chef du Personnel, ALSTHOM, B.P. 274, 71106 Chalon-S/Saône cedex.

Pour une dynamique du recrutement DANS LE BTP

Marcher vers le doublement de notre activité en 3 ans, jouer la diversification, c'est pour nous miser sur la qualité de nos collaborateurs et l'épanouissement de leurs talents. Nous pouvons compter sur ceux qui nous ont déjà rejoints : leur capacité à innover, leur motivation nous ont permis de progresser, dans un contexte difficile.

JEUNE RESPONSABLE DU RECRUTEMENT C'est sur vous que nous comptons pour bien choisir les nouveaux collaborateurs que réclame notre expansion. Nous vous souhaitons en accord avec le dynamisme de notre société et celui de notre politique humaine : autonome, mobile et disponible pour créer le contact.

Vous rejoindrez une Direction des Ressources Humaines jeune et créative, structurée pour gérer 1.300 personnes sur la région Normandie - Picardie. Bien sûr une expérience d'au moins 3-4 ans en recrutement s'impose, en entreprise ou en cabinet. Et si le recrutement n'est pas une fin en soi pour vous, nous saurons vous faire évoluer. Vous serez basé à notre Siège Social à Rouen. Merci d'adresser votre candidature sous référence 9185 à :

Organisation et Publicité 2, rue Marégo - 75001 PARIS, qui transmettra.

1 CHEF DE VENTE RÉGIONAL Paris + R.P.

GROUPE en forte expansion Marques Nationales et Internationales ARTICLES DE PAPETERIE ET FOURNITURES BUREAUX 3 lignes de produits.

Encadrement équipe de 5 V.R.P. Gestion de la distribution, animation des accords commerciaux, participation à la politique promotionnelle. Suivi comptes Direction. Ambiance jeune et stimulante. Expérience de l'animation 3 ans souhaitable. Rémunération motivante. Poste libre.

Envoyez sans réf. : BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - O.T.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Intégrer la DRH d'un grand groupe comme consultant en recrutement

Votre formation Psycho-Economie par exemple, ainsi que votre 1<sup>ère</sup> expérience de 2 ans environ dans le recrutement, soit dans un Cabinet soit au sein d'une entreprise, nous intéressent.

Intégré(e) à une équipe très soudée, vous serez plus particulièrement chargé(e) d'intervenir pour une des sociétés très commerciales de notre groupe, comme Conseil sur des postes techniques (financiers, informatique...) et sur l'ensemble des postes commerciaux.

Votre évolution future : celle d'une équipe travaillant sur plusieurs aspects de la gestion des Ressources Humaines dans un groupe très ouvert et donnant la priorité absolue à la promotion interne.

Pour réussir à nos côtés, vous devrez nous démontrer votre aisance dans les contacts, vos capacités d'analyse et votre potentiel équivalent à celui des candidats que vous aurez à recruter.

Pour un 1<sup>er</sup> contact, merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 176 à Michèle Chiron.

Compagnie E... - Service orientation-recrutement  
11 avenue Kléber - 75116 Paris.

groupe de la compagnie bancaire

Appartenant au Groupe Systèmes assistés par ordinateurs de SCHLUMBERGER  
SENTRY est le leader mondial dans le domaine du  
**TEST DE CIRCUITS INTEGRES**  
SENTRY EUROPE regroupe un Centre d'Etudes et Production à Saint-Etienne et un réseau de vente en Europe.  
Pour son agence commerciale française SENTRY recherche un

## Ingénieur technico-commercial de Haut Niveau

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, bilingue anglais, cet ingénieur fera partie d'une équipe d'ingénieurs de Vente sous la responsabilité du Chef d'Agence.

Il aura la responsabilité de la négociation avec des interlocuteurs de haut niveau dans l'industrie des composants électroniques, de l'informatique, de la télécommunication, de l'électronique en pointe.

Une première expérience (2 à 5 ans) dans la vente de biens d'équipements électroniques ou de systèmes d'instrumentation de tests, lui permettra de réussir rapidement dans ce poste et de s'ouvrir des possibilités réelles de carrière au sein du groupe SCHLUMBERGER en France ou à l'étranger.

Ce poste est à pourvoir en région parisienne, à Montigny-Le Bretonneux.

Envoyer votre C.V. à ENERTEC SYSTEMES DE TESTS - Service du Personnel - 34, rue Néhémus, Z.I. de Montreynaud, 42000 Saint-Etienne

SENTRY  
Schlumberger

## ENERTEC

La ENERTEC INSTRUMENTS, leader dans le domaine de la Mesure électronique (Instrumentation et Télécommunications) recherche dans le cadre de son développement des :

## Ingénieurs technico-commerciaux Paris - Rennes - Toulouse

Spécialistes en électronique, ces ingénieurs débutants ou bénéficiant d'une première expérience rejoindront une équipe de spécialistes pour gérer et développer un secteur commercial réalisé sur un secteur géographique.

La maîtrise de l'anglais et la mobilité seront des atouts complémentaires pour les opportunités d'évolution qui seront proposées au sein du Groupe Mesure et Régulation Schlumberger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à C. RUFFO, Service du Personnel, 5 rue Dequerra - 42030 SAINT ETIENNE cedex 2.

ENERTEC  
Schlumberger

VOTRE FILLE ET LA BANQUE CREDIT DU NORD

La Direction de la planification et du contrôle de gestion recrute

## un jeune contrôleur de gestion

**MISSION :**  
Il aura pour fonction au sein de cette Direction :  
- d'assurer le suivi et le contrôle budgétaire des activités financières de la Banque.

**PROFIL :**  
Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecoles Supérieures de Commerce, DESS...)  
Ce futur collaborateur devra disposer :  
- d'une expérience similaire de 2 à 3 ans en milieu bancaire  
- d'une connaissance des produits financiers et de l'économie  
- d'une pratique courante des outils micro-informatiques.

Les lettres de candidatures seront accompagnées d'un curriculum vitae complet, d'une photo, de la rémunération souhaitée, et adressées sous la référence CGR à la Direction du Personnel CREDIT DU NORD - 6/8, Boulevard Haussmann 75009 PARIS.

Crédit du Nord

## Responsable technique de la communication

Nous sommes une société de premier ordre dans le domaine des techniques de communication et nous souhaitons intégrer au sein de notre Direction des Relations Extérieures un RESPONSABLE TECHNIQUE DES SUPPORTS DE COMMUNICATION. Possédant l'autorité de Directeur des Relations extérieures, vous serez chargé :

- d'apporter le soutien technique nécessaire aux autres services de la Direction, ainsi qu'à la direction commerciale dans les disciplines suivantes :
  - impression et édition : relation avec les professionnels, réalisation de brochures, dossiers, cartes,...
  - films vidéo et cinéma : en relation avec les cinéastes et les photographes,
  - vidéotransmission : relation avec les sociétés de production et de transmission télévisée, en France et à l'étranger,
  - supports audiovisuels : réalisation de diaporamas, vignettes, présentations de Société...

Vous devez avoir une formation technique supérieure et pouvez justifier d'une expérience polyvalente correspondante de l'ordre d'une dizaine d'années.

Votre anglais est courant.

Vous devez être disponible à la hauteur de votre poste pour les déplacements fréquents et à votre domicile. Enfin, vous devez avoir un esprit, faculté d'adaptation et travail d'équipe, ainsi que vos qualités reconnues.

Envoyer votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et prêt.) s/référence 1507 à CONTEXTE PUBLICITE, 11, avenue de l'Opéra, 75001 Paris 01, qui transmettra.

THOMSON-CUIVRE, filiale du groupe THOMSON SA, spécialisée dans le treillage et l'émaillage des fils de cuivre, recherche un

## INGENIEUR RESPONSABLE DE FABRICATION

Agé d'environ 30 ans, titulaire d'une grande école d'ingénieur et d'une première expérience de l'encadrement de production vous permet de devenir le responsable de notre atelier d'émaillage. 100 personnes dans un environnement technique stimulant vous assurent à ce poste votre potentiel aux plans humain, technique et résultats et participerez au projet de développement.

Homme de réflexion et d'organisation, votre sens du concret et des contacts humains seront des atouts importants pour réussir à ce poste. Votre potentiel vous permettra d'accéder à des responsabilités plus importantes au sein de notre société ou du groupe. Localisation 120 km au nord de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) au Directeur du Personnel, Thomson-Cuivre, B.P. 30, 93001 Chateaufort.

THOMSON-CUIVRE

FRALB

France de Alimentation et de Boissons - Lipton, Elephant, Savers de Royco, Liptonic.

ANALYSE - CONCEPTION FORMATION

## ANALYSTE DE GESTION

Sous l'autorité du Responsable Informatique et avec une large délégation, titulaire du poste est chargé de l'analyse des besoins informatiques de la société en liaison avec l'ensemble des secteurs demandeurs : Production, Commercial, Gestion.

Il dispose d'une grande autonomie pour réaliser l'analyse fonctionnelle et organisationnelle, participer à la mise en place des projets établis et former les utilisateurs. Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (école d'ingénieurs, MIAGE...), possédant une réelle expérience du COBOL et du langage HP 3000.

Les possibilités d'évolution sont à l'échelle d'un grand groupe international.

Recrutement des Cadres - UNILEVER FRANCE SERVICES - 11, avenue Delessert 75384 PARIS Cedex 08. Référence III/86 M.

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

## Chargé d'Affaires Immobilières

Nous sommes une société spécialisée dans le crédit bail immobilier. Convaincus qu'il existe encore de nombreux marchés à conquérir, notamment dans la grande distribution et l'hôtellerie, nous recherchons l'artisan de nos futurs développements. Comment le voyons-nous ?

Jeune, 28/32 ans environ, de formation supérieure type Sciences Po, HEC, ESSEC, ESC ou équivalent et d'un caractère incomparablement commercial.

Une première expérience professionnelle d'au moins 3 ans lui aura donné une bonne vision des problèmes économiques et commerciaux - voire fiscaux - de l'entreprise et l'aura préparé aux négociations à haut niveau. Ce poste basé à Paris implique des déplacements en province.

Nous remercions les candidats d'adresser CV, photo et niveau de rémunération souhaitée à IMMOBAIL BTP, Serge DELETRÉ, 128 rue La Boétie, 75008 Paris.

Immobilier

Handwritten note: 15250



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

S.A. de PRESTATIONS de SERVICES  
collaborant avec la main d'œuvre étrangère,  
banlieue Nord-Ouest recherche son

## Chef du personnel HF

- Environ 40 ans, formation supérieure, activité pragmatique, aptitude à l'animation
- Expérience et pratique des relations sociales et syndicales
- Suivi et concrétisation des négociations
- Parfaite connaissance des lois Auroux
- Gestion administrative informatisée et gestion des postes de la mobilité interne
- Optimisation des ressources humaines

Connaissance pratique des conditions de travail de diverses ethnies.

Poste à pourvoir rapidement, rémunération de 260.000 F.

Adresser lettre manuscrite, CV sous réf. **0065** à **NOUVEAU Conseil IPAGE - 51**, rue Vivienne 75002 PARIS

# DIRECTEUR COMMERCIAL

## COMMUNICATION PUBLICITE

Société de services spécialisée dans la communication publicitaire, nous avons à notre actif un taux d'expansion important et une excellente image de marque.

Pour renforcer nos structures, nous souhaitons intégrer un Directeur Commercial de formation supérieure (Sup de Co, CELSA, Lettres...), possédant une expérience probante dans le secteur de la communication, capable d'un dynamisme créatif, lui permettant d'apporter à nos clients un esprit marketing et une combativité commerciale.

Directement rattaché à la Direction Générale, il définira la stratégie commerciale et les objectifs.

Sa mission comprendra 5 aspects essentiels :  
- l'animation et l'encadrement d'une équipe de chefs de publicité ainsi que des services documentation et conception/rédaction ;  
- l'organisation ;  
- le développement (définition et planification de toutes actions et nouvelles approches visant au développement de la Société en présence, en C.A. et en image) ;  
- le contrôle de l'activité et des résultats ;  
- l'assistance en clientèle pour les budgets importants (analyse des besoins et priorisation de stratégie) ;  
- le bénéfice de tous les outils nécessaires (relation, moyens informatiques...) pour mener à bien sa mission et d'une rémunération attractive.

Si vous pensez être l'homme (ou la femme) de la situation, écrivez s/vr. M/DC, à M. DEVAE, 21, rue de la Voûte - 75012 PARIS, ou par courrier. (Votre candidature sera traitée avec la plus grande confidentialité.)

PARIS

## INGENIEUR T.P.

ESTP - 1<sup>RE</sup> EXPERIENCE SOUHAITEE

Homme de terrain, vous serez très étroitement associé à toutes les actions commerciales.

Ce poste s'intègre dans un Groupe dynamique de taille internationale au sein duquel vous pourrez évoluer.

La connaissance des applications informatiques serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo (obligée) et prétentions, sous réf. 3998/LM.

Communiqué



Time manager international  
leader mondial dans la formation la gestion du temps  
et au développement personnel,  
présent dans 25 pays

recrute un

## ANIMATEUR DE FORMATION

Agé de 35 ans environ, diplômé d'études supérieures et animateur d'expérience confirmée, s'intégrera à l'équipe française de TIME MANAGER après avoir suivi une formation de 6 mois en France comme à l'étranger.

Il assurera l'animation des produits de formation TIME MANAGER, leur promotion commerciale, la négociation et le suivi de ses contrats.

Il devra faire preuve de flexibilité, d'ouverture, d'imagination et de capacités de gestion. Une bonne connaissance des entreprises internationales ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais sont indispensables.

Son revenu annuel se situerait entre 300 000 et 400 000 F.

Envoyer c.v. à Catherine Schoen, TIME MANAGER INTERNATIONAL SARI,  
65, rue de Flandre-Saint-Honoré, 75008 PARIS. Tél : 42-66-61-72.

Organisme Professionnel Secteur Assurances PARIS 9e  
recherche

## RESPONSABLE

pour la gestion de ses immeubles

La fonction inclurait notamment :

- la maintenance des installations
- les travaux neufs et d'entretien
- la gestion des contrats : EDF, GDF, PTT, EAU... et le suivi des coûts.
- la gestion des baux.

Les candidats devront avoir une expérience en fonction reposant sur une formation d'ingénieur ou un BTS.

Envoyer C.V., photo, prétentions à M. D'ERYNCK  
AGSAA  
111, rue Hausmann - 75311 PARIS CEDEX 09

## Responsable Marketing

Un Poste Tremplin, à créer

Le Directeur Général d'un Etablissement Financier, connaissant depuis plusieurs années les bons résultats sur le marché de la promotion immobilière en région parisienne, recherche un responsable de haut niveau en vue de l'assister efficacement dans le développement MARKETING de l'Entreprise.

La mission de ce collaborateur consistera à procéder, en collaboration avec la Direction Générale, à l'élaboration d'un plan de développement commercial de l'entreprise, à des études de marché, à la concurrence, permettant d'élaborer les décisions de la Direction Générale sur les opérations à réaliser et plus particulièrement sur la politique de production et de commercialisation de la société.

Il assurera la mise en œuvre des orientations ainsi définies.

Ce poste devrait évoluer vers une fonction de Direction à moyen terme, aussi demandons-nous à son futur titulaire une formation Grande Ecole Commerciale ou d'Ingénieur, des connaissances des techniques marketing, une expérience réussie de développement commercial, de préférence dans la promotion immobilière ou dans la commercialisation de biens d'équipement lourds.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 16 002 M, à François CORNEVIN qui garantit toute confidentialité.

**EQUIPES ET ENTREPRISES**  
11 bis rue de Valenciennes 75008 PARIS

ETABLISSEMENT FINANCIER  
INTERNATIONAL  
recherche

DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT

## FINANCE MANAGER

Rattaché au directeur général, il est membre du comité de crédit France.

Il intégrera une équipe jeune et sera entièrement responsable sur son territoire géographique :

- de la promotion des produits et services financiers aux entreprises,
- des applications de crédit
- de la gestion de risque, du suivi du recouvrement et du contentieux.

Entre 30 et 35 ans, de formation supérieure (ESSEC, ESC ou équivalent), vous avez une expérience du crédit aux entreprises et de la vente de services financiers acquise dans un établissement financier ou dans le service crédit d'une grande entreprise.

Votre sens commercial et des résultats financiers vous permettra de contribuer au développement de votre volume d'affaires et de conserver une bonne qualité de notre portefeuille.

La fonction exige une bonne pratique de l'anglais et maîtrise des déplacements.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à F. Schwartz  
**CLARK CREDIT FRANCE**  
24, bd de l'Hôpital, 75005 PARIS (Réf. 14).

Chambre de Commerce  
et d'Industrie de Paris  
recherche

pour participer à l'élaboration  
d'une banque de

## DEUX JURISTES

- Diplômés du 3ème cycle de l'enseignement supérieur.
- Spécialisés en Droit des affaires et/ou fiscalité.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à CCRP  
Direction du Personnel et des Relations Sociales  
8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.

URGENT  
Agence de publicité  
Quartier Opéra-Bourse  
recherche

## MAQUETTISTE EXECUTANT H/F

Un jeune homme laborieux, bon dessinateur, capable de travailler mi-temps, env. CV + photo sous réf. 4788 à P. LEBLANC, 10, rue de Louvois, 75002 PARIS. Réponse assurée.

ORGANISME D'ETUDES  
et d'AMENAGEMENT  
recherche pour

ETUDES DE DEPLACEMENTS  
ET DE TRANSPORTS  
URBAINS

## INGENIEUR

GRANDE ECOLE ou  
FORMATION SCIENTIFIQUE  
EQUIVALENTE

30 ans maximum, 1<sup>re</sup>  
expérience souhaitée dans  
ce domaine.

Adresser CV manuscrit et Photo  
s/vr. à : S.O.P.P. à Pierre LICHALJ  
S.A. 10, rue de Louvois  
75002 Paris Cedex 02  
ou transmettre.

Site d'Informations en pleine  
expansion, recherche pour son  
Laboratoire d'études

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

EXPERIMENTE  
3 ans minimum,  
Pour conception de circuits à  
ou pour travaux de montage et  
d'électronique rapide.

## INGENIEUR DE PRODUCTION

EXPERIMENTE  
Plus de 30 ans,  
Pour postes clés de  
systèmes informatiques  
complexes.  
Planification des achats  
et de la production.  
Gestion avant et après ventes.

Adresser C.V. à MYFRA  
89, av. Aristide-Briand  
Montrouge, Tél. 42-47-28-12.

## Consultant Responsable Commercial

Paris-Etelle

Cabinet Conseil en Gestion des Ressources Humaines nous engageons nos activités dans les domaines du Recrutement de Cadres, du Conseil en Management et de l'Apprentissage.

Un important développement nous conduit à intégrer un Consultant qui assurera la responsabilité de Développement Commercial de notre Cabinet. Dans son action sur une équipe de 3 personnes qui dirigera l'activité Marketing, Commercial et Commerciale, il participera à la définition de la politique et du développement commercial et exercera une action personnelle constante sur le terrain, notamment par l'élaboration de propositions d'intervention de conseil et la négociation de contrats de haut niveau.

Le candidat recherchés : 30 ans min., diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4 min.), 5 ou quelques années d'expérience comme Consultant d'Entreprise, Marketing Management, Ressources Humaines, 5 excellentes capacités de négociateur, motivé par l'élaboration de projets de Conseils et la vente à haut niveau.

Envoyez votre dossier de candidature comprenant lettre manuscrite et motivation, CV, rémunération actuelle et souhaitée et photo récente (avec visuel) sous réf. BAD84 à Bertrand A. DURAND, 5 CMC Conseil, 105 Avenue Victor Hugo, 75116 Paris.

Société de composants  
électroniques. Leader  
européen dans sa spécialité  
recherche

## INGENIEUR Technico-Commercial

pour l'exportation

- Formation technique supérieure demandée
- Allemand courant, anglais souhaité
- Minimum 3 ans d'expérience exportation. Possibilités d'évolutions intéressantes pour candidat de valeur.

Envoyer C.V. et prétentions à  
**RADIALL**  
101, rue Philibert Hoffmann  
93116 ROSNY-SOUS-BOIS

LA VILLE DE  
TREMAY-LES-GONNESSE  
3000 HABITANTS  
RENE-SAINT-DENIS  
reclute

## 3 REDACTEURS

POUR LES SERVICES SUIVANTS :

- Conception de documents administratifs.
- Suivi des applications des D.S.A. et rédaction de la suite de notes administratives, conventions, baux, etc...

Le candidat devra avoir une formation juridique et posséder de préférence une expérience dans ce domaine. Permis V.1. souhaité.

Service du Personnel :  
- Pour assister le chef de service.

Le candidat devra avoir une connaissance en gestion administrative du personnel communal.

Service des Affaires Economiques et de l'emploi :  
- Mise en œuvre et suivi du développement économique et de l'emploi sur le Commune.

TOUTS LES CANDIDATS DOIVENT ETRE TITULAIRES DU DIPLOME DE REDACTEUR DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE.

Les candidats, sont à adresser à **MONSIEUR LE MAIRE**  
Mairie de Tremay  
93280 TREMAY-LES-GONNESSE  
CES POSTES SONT A POURVOIR IMMEDIATEMENT.

POUR REGION PARISIENNE  
Importante société nationale

## GENIE CLIMATIQUE

recherche

## INGENIEURS CONFIRMES

Env. C.V. sous n° 314.761 M.  
**LE MONDE PUBLISTE**  
8, r. de Montcaumon, Paris-7<sup>e</sup>.

**DUCASTEL DUVAL**  
recherche

## SECRETARE

25 ans environ, titulaire BTS.  
Adr. C.V. et prétentions à :  
Ducastel Duval, Agence de change,  
4, r. de la Bourne, 75002 Paris.

UN DES PLUS IMPORTANTS  
ORGANISMES DE FORMATION  
DE LA REGION PARISIENNE  
recherche un

## UN ASSISTANT DE FORMATION

AUPRES DES ENTREPRISES  
Expérience exigée.

Entre sous le n° 314.689 M  
**LE MONDE PUBLISTE**  
8, rue de Montcaumon, Paris-7<sup>e</sup>.

LAUSANNE SUISSE  
Un des leaders mondiaux de la fabrication des encres  
d'imprimerie engage

## DOCTEUR INGENIEUR CHIMISTE

NOUS OFFRONS :

- Une fonction de responsable d'un laboratoire R & D.
- Une formation à la technologie des encres d'imprimerie.
- Une rémunération motivante, des possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

NOUS DEMANDONS :

- Une spécialisation dans le domaine des POLYMERES, un goût prononcé pour la compétition industrielle, un esprit dynamique et créatif, une bonne connaissance des langues anglaise et allemande.

**SICPA** Envoyez C.V., photo et prétentions  
à la Direction du Personnel,  
SICPA S.A. - B.P. 506 -  
74105 ANNEMASSE

REPRODUCTION INTERDITE

D'EMPLOIS

**HEC**

INSTRUMENTS,  
Mesure électronique  
des télécommunications  
et développement des :

## Techniciens Commerciaux

Toulouse

Les candidats ou bénéficiaires d'une  
diplôme de technicien pour gérer et  
sur un secteur géographique  
seront proposés au sein du  
service.

Adresser à C. RIOS,  
10000 SAINT ETIENNE cedex 2.

**ENERTEC**  
Schlumberger

La Direction de la planification  
et du contrôle de gestion recherche

## gestion HF

PROFIL :

- Diplôme de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce, DES...)
- 2 à 3 ans de collaboration avec des clients
- une expérience similaire de 2 à 3 ans en milieu bancaire
- une connaissance des produits bancaires et de trésorerie
- une pratique courante des outils informatiques.

Adresser à un responsable  
des Ressources Humaines, et  
Direction du Personnel,  
10000 SAINT ETIENNE cedex 2.

**Edif du Nord**

PARIS

## TECHNICIENS DE CREDIT

recherche

de votre activité CREDIT Technicien  
général et spécialisé en crédit personnel  
et immobilier.

Entre 25 et 35 ans, de formation supérieure (ESSEC, ESC ou équivalent), vous avez une expérience du crédit aux entreprises et de la vente de services financiers acquise dans un établissement financier ou dans le service crédit d'une grande entreprise.

Votre sens commercial et des résultats financiers vous permettra de contribuer au développement de votre volume d'affaires et de conserver une bonne qualité de notre portefeuille.

La fonction exige une bonne pratique de l'anglais et maîtrise des déplacements.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à F. Schwartz  
**CLARK CREDIT FRANCE**  
24, bd de l'Hôpital, 75005 PARIS (Réf. 14).

Immobilières

Le crédit bail immobilier.  
Nous recherchons l'assistance  
technique et commerciale - votre  
expérience sera précieuse.

Entre 25 et 35 ans, de formation supérieure (ESSEC, ESC ou équivalent), vous avez une expérience du crédit aux entreprises et de la vente de services financiers acquise dans un établissement financier ou dans le service crédit d'une grande entreprise.

Votre sens commercial et des résultats financiers vous permettra de contribuer au développement de votre volume d'affaires et de conserver une bonne qualité de notre portefeuille.

La fonction exige une bonne pratique de l'anglais et maîtrise des déplacements.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à F. Schwartz  
**CLARK CREDIT FRANCE**  
24, bd de l'Hôpital, 75005 PARIS (Réf. 14).

**ball**



OFFRES D'EMPLOIS	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	114,00	135,20
IMMOBILIER	34,00	40,32
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	268,66

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,08
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

**secrétaires secrétaires**

## secrétaire principale 17<sup>e</sup>

Nous sommes une équipe de consultants passionnés par notre métier de recherche de cadres. Nous voulons accueillir notre secrétaire principale, capable d'animer deux autres secrétaires. Nous la souhaitons rigoureuse et apte à bien communiquer.

BTS sténo-dactylo, 4 ans d'expérience minimum, vous êtes la secrétaire personnelle du PDG. Vous êtes également responsable de la « logistique » et devez assurer une organisation administrative optimum : établissement et suivi des procédures, organisation des déplacements, gestion de la comptabilité simple. Vous frappez vous-même votre courrier (30% du temps environ) et il est souhaitable que vous utilisiez déjà un ordinateur de bureau (IBM PC AT).

Rémunération : 120 000 F + intéressement.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature + photo, sous la référence 458, à Annick Lucchini - JACQUES TIXIER S.A., 7, rue de Logelbach - 76017 PARIS.

**Jacques Tixier S.A.**  
MEMBRE DE SYNTec

**Jeune femme 28 ans ASSISTANTE**

Formation : maîtrise en éco. Sup. secrétaire de rédaction Documentaliste. Etudes de marketing, rech. remplacement ou place stable. Cor. Adeline Lajoy, 14, r. Tronchet, Paris 8<sup>e</sup>.

H. 30 ans, sup. de cla., exp. internationale, gestion, commerciale juridique, PNE secteur métier, récip. période, gaz. rech. par de contacts avec respect. Séc. réf. T. 93-52-90-88 ; 18.

Secrét. de rédact. informatique 13 ans exp. resp. de dir. emploi presse périodique. Imp. générale et spécialisées. Ecrire sous le n° 314.789 M.

**LE MONDE PUBLICITE**  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

Cadre socio-culturel. 43 a., 2 ans, form. INAC, dipl. état CA PAGE DEFA (bac +3) 18 a. exp. dir. publ., ch. urgent poste à resp. sur 22-36. Tél. Legoff - 96-70-48-75.

J.-F. 39 ans, assistante secrétaire général - bi. Angl. 11 ans exp. juridique, administ. (Ass. actionnaires, conseils d'adm., actions, formalités assurances...) rech. situation évolutive au sein d'entreprise générale ou serv. juridique. Ecrire sous le n° 314.789 M.

**LE MONDE PUBLICITE**  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

**TRADUCTEUR REVISEUR**

de haut niveau, excellentes références, 15 ans d'exp. de la trad. (Angl., All. et It. vers le Fr.) 10 ans d'enseignement à l'EST ; spécialisée : Eco., Mé. ; comm. internationale et trad. de textes, ch. poste en accord avec respect.

Ecrire sous le n° 314.791 M.

**LE MONDE PUBLICITE**  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

H.E.C.J.F. 10 ans expérience. TRAITEMENT DIFFUSION PRES. COPIES ECO ET MARQUEES ch. 200 part. Paris tout, comm. Ecrire sous le n° 314.821 M.

**LE MONDE PUBLICITE**  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

**PORTUGAL**

Portugal 43 a., célibat, an France dep. 1964, ancol. réf. morale et professionnelle ; exp. gestion d'entreprise, recrutement, animation de personnel, bonnes capacités d'organisation, très bon contact humain.

**CHERCHE**  
références ponctuelles ou situation évolutive Portugal ou pays de langues portugaises.

Merci d'un premier contact sous le n° 314.791 M.

**LE MONDE PUBLICITE**  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

J. Ing. 28 a., Tech. de l'eau, formateur, 2 ans Algérie, ch. Tél. : 44-53-27-75.

58 ans, architecte, cherche emploi sur projet immobilier en Espagne. Tél. : 47-70-24-88.

J.P., 52 ans, Espagnol, excellentes références, école sup., commerce, dynamique, 10 ans expérience recherche poste CADRE COMMERCIAL administration des ventes et/ou direction commerciale. Tél. : 43-58-54-57.

J.P. 28 ans, dipl. d'études sup., exp. prof. riche, séjour à l'étr. lang., allem. très bon nivel. cherché de coord. directeur de la recherche int. internat. ou la sect. socio-culturel. (1) 43-08-34-30.

## L'immobilier

**ventes**

**1<sup>er</sup> arrdt**

**BEAUBOURG**  
Hallez près Forum, duplex 180 m<sup>2</sup> sur 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages, tout et charme. T. : 43-51-98-48.

**6<sup>e</sup> arrdt**

**SAINTE-SULPICE**  
Vend 130 m<sup>2</sup> caractère, sch. R.G. 180 m. T. : 47-03-32-91.

**7<sup>e</sup> arrdt**

**VANAU**  
REAU STUDIO TT CPT, 9<sup>e</sup> ét., 30 m<sup>2</sup>, meub. T. : 45-07-22-88.

**BUREAU 40 M2**  
Joli duplex, 40 m<sup>2</sup>, meub. T. : 45-07-22-88.

**BRIVALLON**  
SITUATION EXCEPTIONNELLE LIGNE A P. - rénov. balc., part. Prix élevé justifié. Tél. : 44-51-28-91.

**9<sup>e</sup> arrdt**

**10<sup>e</sup> arrdt**

**RASPAIL** imm. moderne, vel 3 p., belle vue, duplex 12 ét. 1.180.000 F. 43-25-90-81.

**14<sup>e</sup> arrdt**

**MAISON 60 CHARME**  
230 m<sup>2</sup>, 8 p., + jardin 80 m<sup>2</sup> + terrasse, sol. ciment, 2.500.000 F. 43-25-90-81.

**16<sup>e</sup> arrdt**

**O.R.T.F. 34 P.**  
11 ét. balc. 3<sup>e</sup>, meub. tout, 43-08-34-30 ou 40-80-84-84.

**FACE BOIS 150 M2**  
Belle récept., 2 chbres, 2 bains, service, part. EMBASSY - 43-55-18-40.

**20<sup>e</sup> arrdt**

**MAISON 60 CHARME**  
230 m<sup>2</sup>, 8 p., + jardin 80 m<sup>2</sup> + terrasse, sol. ciment, 2.500.000 F. 43-25-90-81.

**82**

**BOULOGNE NORD**  
Vue exceptionnelle, beau 3 p., site local, 2 parkings, rénov. 1.700.000 F. 43-35-33-71.

**Province**

Carrière vue panoramique sur et Général, occup. 5 poss. sur-riding 192 m<sup>2</sup> + terrasses nord-sud, 4 chbres, 3 bains inv. + 3 garages. Libre juin 1986, prix - 2.500.000 F. Min. Bège - 83-39-62-82 N.V. 43-46-28-23.

**appartements achats**

**AGENCE LITRE**  
Rech. pour clientèle française et étrangère appart. et hôtel part. dans quartier calme, paiement compt. chez nous. Tél. : 43-46-44-84.

**RECHERCHE 1, 2, 3 PCES**  
même à rénover. 43-52-01-82.

Recherche 2 à 4 p. Paris préf. 8<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> avec ou sans travaux. PAIE CPT chez nous. 43-73-20-87 même le soir.

**locations**

**Paris**

R. ASSÉ-GROULT, M<sup>e</sup> Yougred, Châteaufort, dans bel imm. sch., 1<sup>er</sup> ét., 5 p., ch. part. fait éco. 5.500 F. ch. 18, le moin. SEBECO, 46-22-09-82.

**locations**

**Paris**

**EMBASSY SERVICE**  
8, avenue de Messine, 75008 PARIS recherche en location ou à l'achat APPTE DE COC. CLASSE pour CLIENTELE ET RANGÉE BANQUE FRANÇAISE rech. à louer appart. très catégorie, studios, villas, Paris, proche banlieue. 43-04-04-45.

**Région parisienne**

Etude cherche pour CADRES APPTE DE COC. CLASSE BANQUE FRANÇAISE rech. à louer appart. très catégorie, studios, villas, Paris, proche banlieue. 43-04-04-45.

**locations meublées demandes**

**Paris**

**MONDIAL MERCURE**  
rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTE DE COC. CLASSE pour ambassadeurs et sociétés. 8, av. SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-55-28-18.

**OFFICE INTERNATIONAL**  
rech. pour un directeur locat. appart. de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 43-25-19-95.

**EMBASSY SERVICE**  
8, avenue de Messine, 75008 PARIS recherche en location ou à l'achat APPTE DE COC. CLASSE pour CLIENTELE ET RANGÉE BANQUE FRANÇAISE rech. à louer appart. très catégorie, studios, villas, Paris, proche banlieue. 43-04-04-45.

**information**

Informations sur différents lofts à louer, du studio au 4 p., de 2.000 F à 10.000 F. Des renseignements gratuits. Nous ne sommes ni agence ni marchand de biens, mais une Association sans but lucratif. 7, rue de Valenciennes, 75001 Paris, Téléphone 40-80-84-84 à tout courrier adressé.

**Immobilier d'entreprise et commercial**

**bureaux bureaux**

**Locations**

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL** bureaux, secrétariat, récep. **CONSTITUTION STES** SARL - RC - RW. Permis de construire. 43-55-17-50.

**ÉTOILE**

**BUREAUX**  
MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU SALLES DE RÉUNIONS DOSSIERIERS-TELEX. Tél. : (1) 47-27-18-59.

**ÉTOILE - GEORGE-V**  
Loux direct. 1 bureau ou 4 imm. imm. 43-53-17-27.

**locations commerciales**

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL** bureaux, secrétariat, récep. **CONSTITUTION STES** SARL - RC - RW. Permis de construire. 43-55-17-50.

**Locations**

Groupe paramédical, centre ville Saint-Denis-en-France, propose locaux pour exercice professionnelle médicale. Tél. : 30-43-11-88, 30-43-44-87, 30-43-07-88.

**fonds**

**de commerce**

**Ventes**

A SARRIS Cause familiale, école privée secondaire en expansion. Beau local, proche gare, salle école, stages vacances. Ecrire sous le n° 314.789 M.

**LE MONDE PUBLICITE**  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

2<sup>e</sup> ét. sur part. 1 lit et 0,5 m<sup>2</sup> dév. super. offre de car. C.A. 2.800.000 F. Cde sous valeur, cause de genre. 1.500.000 F. Possibilité vente mixte. Anil/Therest. Téléphone : 83-54-17-57.

# Emplois Cadres

CHAQUE MERCREDI PRX 10 F

ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

LE MONDE

## CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 10 F

**BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro 1**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ x 11 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

les annonces classées

# Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 45-55-91-82





LE CARNET DU Monde

AUTOMOBILE

La gamme 205 Peugeot s'élargit

115 chevaux pour la GTI, deux cabriolets, une boîte automatique



Intérieurement, on trouve dans les cabriolets la même instrumentation que dans les berlines. Le tout est bien fini, sobre, en tissu noir, et le coffre a été maintenu en volume tel qu'il a été conçu pour les conditions intérieures de la gamme.

Dernières nouveautés lancées en même temps que les 115 chevaux et les cabriolets, deux 205 à boîte automatique. Coupés avec 2F, cette transmission à quatre rapports, apparaît plaisante à utiliser... si l'on joue avec le levier comme on le ferait d'une boîte manuelle. L'usage paraît plus discuté si l'on se met une fois pour toutes sur le quatrièm

Les versions de la 205 à boîte automatique sont livrables en trois ou cinq portes. Avec ces deux dernières nouveautés, et si le compte est bon, il y aura à mars prochain vingt-huit versions de 205. De quel penser que, malgré l'apparition récente des 309 (40 000 voitures vendues en trois mois), les 227 000 exemplaires du célèbre modèle de Peugeot immatriculés en 1985 (12,5 % du marché) ne constituent pas encore le record absolu de la marque.

CLAUDE LAMOTTE.

PRIX : 205 automatique (3 portes) 69 800 F; 205 automatique (5 portes) 69 800 F; 205 GTI (115 ch) 79 900 F; 205 cabriolet (CTI) 85 500 F; cabriolet (CTI) 97 600 F.

ÉCHECS

SOKOLOV ÉCRASE VAGANIAN

Le grand-maître soviétique Andreï Sokolov, vingt-deux ans, s'est qualifié le lundi 27 janvier à Minsk (Biélorussie) pour la finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs.

Sokolov a remporté sa demi-finale contre son compatriote Radik Vaganian sur le score écrasant de 6 à 2 (quatre victoires et quatre nulles) et n'a pas eu besoin de disputer les six parties officiellement prévues.

Dans la seconde demi-finale, disputée à Tilburg (Pays-Bas), le Soviétique Youssoufov a rejoint et dépassé le Néerlandais Jan Timman. Après avoir perdu la première partie puis fait nulle dans les trois suivantes, Youssoufov a remporté coup sur coup la cinquième et la sixième parties (avec les noirs) et même 3,5 à 2,5.

Anniversaires

M. Jack Korn

appelé à tous ceux qui l'ont aimé le souvenir de son épouse.

M. Jack Korn, décédé le 21 janvier 1985.

Charles MOYON, architecte-professeur à l'École Polytechnique de Nantes, sa famille, ses amis, ses collègues auront une pensée pour lui.

Il y a un an, le 28 janvier 1985,

Jean-Pierre RASSAM a été enlevé à l'affection de sa famille et de ses amis. Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent de lui en ce jour.

Communications diverses

M. Jack Lang, ministre de la Culture, a présidé lundi 27 janvier l'inauguration d'une plaque commémorative de la naissance de Pierre Mendès France, rue de Turbigo, dans le troisième arrondissement de Paris.

L'Association des Lorrains de Paris organise le vendredi 31 janvier, à 19 h 30, leur grande soirée annuelle (banquet, suivi de bal).

Les legs décernés à Or He Hayim (institution de mille mille élèves internes Israël-Israël) sont exemptés de tous droits de succession. Pour renseignements, s'adresser à l'Association Or He Hayim, 3, rue Richer, à Paris-9.

Rien concrètement ne fera distinguer les 105 chevaux de la 115 chevaux. Pour les porteurs de 1200 francs de plus sur le prix de base. A ce tarif, il ne faut pas hésiter une seconde. Donnons au passage un coup de chapeau à la marque pour avoir intelligemment

limité l'augmentation de prix, ce qui préserve, pour l'instant du moins, la cote d'occasion de la 105 chevaux.

Un modèle qui d'ailleurs continue d'être libéré pour ceux qui ne feraient pas de différence entre 115 et 105 chevaux.

La montée en puissance de la GTI n'est pas la seule nouveauté décidée Peugeot. D'ici un an, deux

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

Naissances

Cochin et Huguette COLMANT

ont la joie d'annoncer la naissance de Sarah,

le 4 janvier 1986.

26, avenue de Friedland, 75008 Paris.

Yolande et Armand TOUATI

ont la joie de faire part de la naissance de

Stéphane Lionel,

le 22 janvier 1986.

59, rue Marc-Dormoy, 13004 Marseille.

Mariages

Le général et M<sup>me</sup> J. COMPAIGNON, M. et M<sup>me</sup> J. BARZAKIAN,

font part du mariage de leurs enfants,

Isabelle et Jean-Claude,

à Marseille, le 25 janvier 1986.

Décès

Le docteur Etienne Bois et M<sup>me</sup> née Régine Gabry, François et Ariane Heilbronn,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Philippe BOIS,

le 23 janvier 1986, à l'âge de vingt ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église réformée de Pentemont, à Paris.

2, rue de France, 75015 Paris.

265, East 66 th Street, 10021 New-York.

M<sup>me</sup> Maurice Cohen, M. et M<sup>me</sup> Elie Cohen et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Serge Halblum, née Michèle Cohen,

et leur fille,

M<sup>me</sup> Emmanuelle Cohen-Solomon, Tous les parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de leur très regretté

M. Maurice COHEN, chirurgien-dentiste,

survécu à Monaco, le 24 janvier 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 28, à 10 h 30, à l'église de Monaco.

Paris, France, Tunisie.

M<sup>me</sup> Jeanne Dizon, M<sup>me</sup> Amedée Guelou et M<sup>me</sup> née Dizon,

M. et M<sup>me</sup> Hédi Guelou, Les familles Dizon, Guelou, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté,

René DIMON, agrégé de lettres, professeur honoraire au lycée Lakanal (Sceaux),

survécu le 27 janvier 1986, à Paris.

L'inhumation aura lieu le mercredi 29 janvier 1986, à 17 heures, au cimetière Saint-Jacques, à Paris.

15, rue Jean-Louis, 65000 Bayeux, 3, rue Bixia, 75007 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Jouart, Philippe, Sabine et Marc, M<sup>me</sup> Henri Jouart, ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Pierre JONNART, née Isabelle Lays,

survécue le 27 janvier 1986, dans un quatre-vingt-cinquante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 29 janvier, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Amélie, à Paris-16<sup>e</sup>.

Je suis la réinsertion et la vie.

48, rue Saint-Denis, 75116 Paris.

Nous apprécions la mort du général

Pierre-Claude LAUZERAL, commandant de la IV<sup>e</sup> région aérienne

du 22 au 25 mai 1929 à l'école Polytechnique, en 1948, à l'école de l'Air de Salon-de-Provence et depuis son affectation à l'état-major de la région aérienne de Paris en 1952. Il est promu officier, en 1954, à la condition spéciale de chef de bataillon (département d'aviation) et est promu chef de bataillon, en 1956, à l'école supérieure de guerre aérienne. En septembre 1973, il est promu au commandement de la base aérienne de Colmar, fonction qu'il quitte dans une tournée pour entrer au cabinet militaire du président de la République en 1980. Il est désigné comme attaché de presse, chef de poste, attaché de l'attaché de l'ambassade de France à Washington, puis est nommé, en juin 1985, commandant de la quatrième région aérienne. Officier de la Légion d'honneur, le général Lauzeral était décoré de la croix de la Valeur militaire, avec deux citations et médaille de l'aviation.

13, rue des Fêtes-Lamain, 19100 Brive.

M<sup>me</sup> Rosette Schlosberg, née Parth, son épouse,

M. Alain Schlosberg, son fils,

M<sup>me</sup> Léon Roussin, M<sup>me</sup> Louis Schlosberg, M. Jacques Schlosberg, M. et M<sup>me</sup> Henri Schlosberg, M. et M<sup>me</sup> Jean Pierre Chetaz, Les familles Schlosberg, Roussin, Baruch, Birman, Trunke,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges SCHLOSBERG,

Les obsèques auront lieu le mercredi 31 janvier 1986, à 16 heures, au cimetière de Bagneux.

Mention porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue des Fêtes-Lamain, 19100 Brive.

M. Jack Korn

appelé à tous ceux qui l'ont aimé le souvenir de son épouse.

M. Jack Korn, décédé le 21 janvier 1985.

Charles MOYON, architecte-professeur à l'École Polytechnique de Nantes, sa famille, ses amis, ses collègues auront une pensée pour lui.

Il y a un an, le 28 janvier 1985,

Jean-Pierre RASSAM a été enlevé à l'affection de sa famille et de ses amis. Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent de lui en ce jour.

M. Jack Lang, ministre de la Culture, a présidé lundi 27 janvier l'inauguration d'une plaque commémorative de la naissance de Pierre Mendès France, rue de Turbigo, dans le troisième arrondissement de Paris.

L'Association des Lorrains de Paris organise le vendredi 31 janvier, à 19 h 30, leur grande soirée annuelle (banquet, suivi de bal).

Les legs décernés à Or He Hayim (institution de mille mille élèves internes Israël-Israël) sont exemptés de tous droits de succession. Pour renseignements, s'adresser à l'Association Or He Hayim, 3, rue Richer, à Paris-9.

Rien concrètement ne fera distinguer les 105 chevaux de la 115 chevaux. Pour les porteurs de 1200 francs de plus sur le prix de base. A ce tarif, il ne faut pas hésiter une seconde. Donnons au passage un coup de chapeau à la marque pour avoir intelligemment

limité l'augmentation de prix, ce qui préserve, pour l'instant du moins, la cote d'occasion de la 105 chevaux.

Un modèle qui d'ailleurs continue d'être libéré pour ceux qui ne feraient pas de différence entre 115 et 105 chevaux.

La montée en puissance de la GTI n'est pas la seule nouveauté décidée Peugeot. D'ici un an, deux

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.

Rassam, nulle fois mais non agressif, ce cabriolet, dans la version la plus puissante, demande tout de même un peu de prudence à haute vitesse, car les renforcements de la caisse, s'ils limitent les mouvements de la carrosserie, s'écrivent pas une modification du comportement routier. Toutefois, aux vitesses en usage sur les voies françaises, cela n'est guère sensible.

cabriolets (un 1360 cm3 80 chevaux pour la 205 CTI et le 1580 cm3 à injection 115 chevaux de la berline pour la 205 CTI) seront libérés sur les routes. Le carrossier italien Pininfarina, qui a à son actif déjà plusieurs modèles de décapotables frappés du lion, signe avec ces derniers-nés ses plus belles voitures.



# économie

## Le Sénat et le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail

A la veille de l'ouverture du débat sur l'aménagement du temps de travail, fixé au mardi matin 28 janvier, au Sénat, les communistes d'une part, d'autre part l'opposition - majoritaire au Palais de Luxembourg - ont précisé leurs intentions pour la suite de la session extraordinaire consacrée à l'examen de ce seul projet. A la première question portant sur le calendrier, M. Jean-Pierre Fourcade (RI), président de la commission des

affaires sociales, a indiqué qu'une session aurait pu suffire s'il n'en avait pas fallu deux, au Sénat et au Parlement. Compte tenu des « manœuvres communistes », M. Fourcade estime la durée de la discussion à quinze jours ou trois semaines. De leur côté, les sénateurs communistes, par la voix de leur président, M. HEBER LUC, se sont déclarés décidés à travailler jusqu'au 15 mars s'il le faut pour empêcher l'adoption du texte.

### Quinze jours à trois semaines de débat

Pour les communistes, le gouvernement a d'ores et déjà essayé un « échec », mais il estime que le « danger » constitué par ce texte « monstrueux » ne sera pas écarté, même s'ils parviennent à enrayer la procédure parlementaire jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale. La prochaine législature pourrait, observent-ils, de nouveau traiter de la flexibilité.

M. Luca a dénoncé les « convergences » entre la droite et les socialistes, convergences « possibles » dans la mesure où le projet s'inscrit « dans le droit fil des exigences patronales ».

Un accord entre opposition et gouvernement est-il possible? Pour le président de la commission sénatoriale des affaires sociales, tel accord est impossible. L'objectif du gouvernement est de parvenir à une nouvelle réduction du temps de travail. A l'inverse, il sera possible si le but est de « favoriser la négociation » de revenir à l'ancien régime. D'une part, juge M. Louis Boyer (RI) rapporteur, il s'agit de favoriser « le dialogue social », de l'autre, assure M. Fourcade, il ne faut pas « sacrifier au mythe social-démocrate du partage du travail ».

Ce dernier point s'inspire des conclusions de la note de conjoncture sociale que M. Fourcade a

rédigée à l'occasion du débat sur l'aménagement du temps de travail. Le bilan de la législation conduite, écrit-il, « s'interroge sur la possibilité de maintenir les acquis sociaux », en matière de pouvoir d'achat, de niveau du travail, et à la condition même de la protection sociale « dès lors que les entreprises françaises sont handicapées dans leur adaptation aux conditions de la concurrence internationale par une législation du travail contraignante ». Autrement dit, le projet est « trop rigide et trop complexe ». Il faut donc le transformer en « cadre » de nature à inciter les partenaires sociaux à reprendre la négociation qui avait échoué en décembre 1984.

De façon plus générale, M. Fourcade discerne quatre points dans la politique sociale de la législature : le caractère « malhonnête » de la politique de l'emploi responsable ; la perte de six cent mille emplois productifs en quatre ans ; le poids des charges des entreprises ; la dégradation de la compétitivité des entreprises françaises - même si elle s'améliore, a-t-il reconnu - « régression marquée » du pouvoir d'achat qui avait, dit-il, « progressé » en 1982, alors que, dans le même temps, « la protection sociale est menacée par l'état critique » des comptes sociaux, et notamment ceux du régime vieillesse.

### L'opposition tient à la possibilité d'accords entreprise par entreprise

La polémique entretenue par l'opposition résolue de la CGT et du PCF et, au moindre, par le refus de Force ouvrière, auteur du projet de loi gouvernemental sur l'aménagement du temps de travail, a tendance à faire oublier le texte lui-même. Comme si les arguments échangés n'avaient plus besoin de se référer aux quatre articles du projet : ministre du travail, M. Michel Delebarre.

Or, que propose ce texte? Il tend à réunir les conditions d'un aménagement du temps de travail qui puissent être négociés par les partenaires sociaux (syndicats de salariés et organisations d'employeurs) dans les entreprises professionnelles. Autrement dit, la loi définirait le cadre dans lequel un accord pourrait être signé entre des négociateurs pénetés et mandatés. En l'absence d'accord de branche, les dispositions existantes resteraient intégralement applicables.

Cette première garantie, clé de voûte du texte, correspond à une série de précautions voulues par le législateur. Si les accords dérogatoires sont d'ores et déjà possibles en matière d'aménagement du temps de travail, le demeurant, il s'agit de mettre un frein au développement des accords illégaux signés dans les entreprises sous la pression des circonstances ou même en raison de situations particulières. La négociation de branche, assure-t-on, permet aux salariés d'être mieux défendus et aux employeurs d'être protégés contre la « distorsion des concurrences » introduite par l'acceptation

de telle entreprise de règles échappant au droit commun.

Sous réserve de pouvoir justifiées de « raisons économiques et sociales » rendant nécessaire l'aménagement du temps de travail, et à la condition expresse qu'un bilan annuel permette de vérifier son application, le projet de loi légalise l'évolution maîtrisée de l'organisation du temps de travail en offrant la possibilité « d'un meilleur ajustement des horaires (...) aux variations d'activités des entreprises ». On

le texte impose de réduire de 130 heures à 80 heures par an, le contingent d'heures supplémentaires autorisées avant recours à l'imposition du travail.

L'exposé des motifs souligne que l'usage du chômage partiel par les entreprises devrait être moins fréquent, ce qui devrait réduire les dépenses pour l'Etat, qui participe au financement de l'indemnisation des heures perdues.

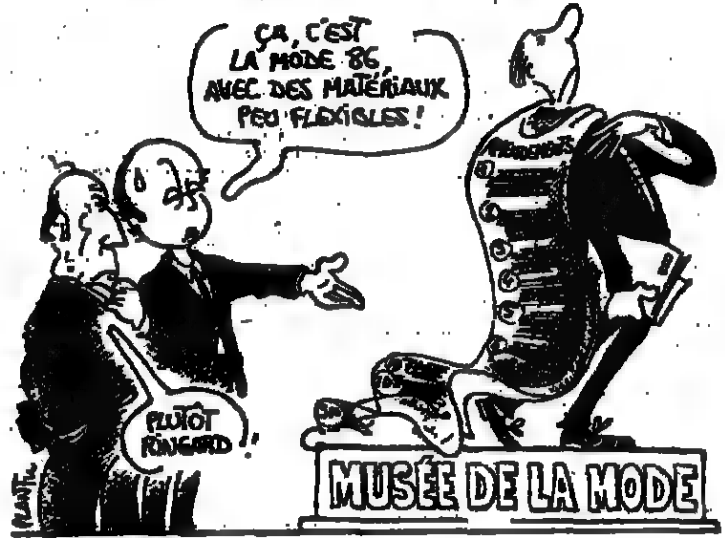
D'autres règles seraient modifiées, notamment pour les heures supplémentaires. L'article premier

compensateur de 125 % pour les huit premières heures et de 150 % pour les heures suivantes.

Afin que les revenus ordinaires des salariés ne soient pas soumis aux variations de leur temps de travail effectif, il est en outre fait référence à une rémunération mensuelle calculée sur la base de la durée annuelle. De même, l'accord devrait comprendre des dispositions particulières pour les salariés « dont le contrat a été rompu au cours de cette période annuelle et de ceux qui n'ont pas travaillé pendant la totalité de la période ». Il devrait indiquer également les cas de chômage partiel et le délai minimal « dans lequel les salariés devraient être prévenus de changement d'horaire ». Enfin, le projet de loi refuserait l'application de tels accords aux salariés employés dans des entreprises de travail à durée déterminée ou pour une mission d'intérim.

Sur les points essentiels, la commission sénatoriale des affaires sociales a décidé de présenter les amendements de l'opposition. Elle réintègre la possibilité d'accord d'entreprises si, « dans un délai d'un an », un accord de branche n'a pu être signé. Elle ne réclame pas une contrepartie exclusive par la réduction du temps de travail, la compensation pouvant être obtenue par l'appréciation des partenaires sociaux. En conséquence, la moyenne annuelle de travail serait de 39 heures et l'amplitude maximale fixée à 44 heures par semaine. Les heures supplémentaires si l'accord intervient calculé la durée du travail en moyenne annuelle égale à 38 heures ou à 37 h 30 par semaine et limite le contingent annuel d'heures supplémentaires à 80 heures. Dans ce cas, les heures supplémentaires effectuées au-delà des limites prévues (41 heures ou 44 heures dans la limite supérieure) sont « payées avec le salaire du mois considéré », et on leur applique les majorations habituelles de 25 % et de 50 %. Les dépassements constatés au fin d'année donneraient lieu à un repos compensateur.

Cette disposition limitative devrait avoir pour résultat d'obliger à une gestion stricte des heures supplémentaires, qui, au-delà du contingent de 80 heures, deviendraient coûteuses financièrement - 75 % et 100 % de majoration - ou entraîneraient une équivalence en repos



**allô C.V.S ?**  
**J'ai mal à mon CV**

Vous avez eu une vie professionnelle agitée, Vous cherchez un nouveau job, Vous ne savez plus par quel bout prendre votre CV...

branchez vous sur **CURRICULUM VITAE SERVICES**

Auteur de CV différents que de jobs possibles pour vous, Une présentation impeccable (impression de tout et tout...) En option, votre photo en photocopie couleur. Et bientôt le CURRICULUM VITAE (types dact, word, etc.)

Plus vous voulez TOUJOURS TOUJOURS venir sur vous! Bons Tardis ou le dimanche, 190 FRF pour 10 CV réalisés (c'est fini).

11 bis, rue Ste Anne, 45000 ORLÉANS  
Pour en savoir plus - 38 33 66 66

**A VENDRE SOCIÉTÉ AMÉRICAINNE NOUVELLEMENT CONSTITUÉE TOUTES ACTIVITÉS AUTORIZÉES**  
PRIX: 4.898 \$  
DOMICILIATION FRANÇAISE PAYABLE FRANCS FRANÇAIS  
Tél. 16.1 47.42.05.40 H de B

### Les amendements provoquent de vives réactions

M. Michel Delebarre a vivement réagi lundi aux propos tenus par M. Jean-Pierre Fourcade, lors d'une conférence de presse. Il a accusé la majorité sénatoriale d'opposition de « regarder l'avenir dans un rétroviseur » et de « reprendre les mêmes les plus caricaturales et rétrogrades du CNPF ». M. Delebarre présente un amendement à la loi ; il n'a réussi qu'à obtenir l'hostilité de toutes les organisations syndicales.

Après la CGC, qui, dans un communiqué, a rejeté les amendements proposés par la commission sénatoriale des affaires sociales (Le Monde du 28 janvier), la CFDT a fait connaître sa désapprobation à l'issue de la réunion de son conseil national. Les amendements « dénaturent complètement le texte » et devraient res-

tre « impossible tout compromis à la commission mixte paritaire », estime la CFDT. « C'est comme et la plume de la majorité sénatoriale ont été tenus par le CNPF », a déclaré M. Jean Kasper, secrétaire national de la CFDT, qui a reproché aux sénateurs d'avoir « une tentation électoraliste et politicienne ».

Interrogé sur le sujet à l'occasion du colloque organisé par Liaisons sociales, M. Alain Juppé, député national du RPR, a, pour sa part, pris ses distances sur deux points controversés des amendements sénatoriaux, l'abandon de la référence à l'annualisation du temps de travail et la préférence affichée pour les accords d'entreprise. « Je ne suis pas sûr que cela soit raisonnable ; je pense même que c'est une erreur », a dit M. Alain Juppé.

### Les contreparties de la souplesse

La souplesse accordée suppose une contrepartie. Le texte imagine deux cas de figure. Si l'accord signé permet d'augmenter le temps de travail pendant plusieurs semaines avec pour limite supérieure d'amplitude 41 heures hebdomadaires contre 39 actuellement, alors la moyenne annuelle sera de 38 heures par semaine travaillée. Si l'accord porte la limite supérieure à 44 heures, la moyenne annuelle devra être inférieure à 37 h 30.

Dans chaque hypothèse donc, la modulation des horaires s'accompagne d'une réduction du temps de travail que le gouvernement souhaite ainsi encourager. Plusieurs branches ont déjà ramené la durée hebdomadaire effective en dessous du plafond des 39 heures, voire au-dessous de 38 heures. D'autre part,

précise que les heures de travail effectuées « dans la limite de 44 heures par semaine » ou « dans la limite de 41 heures par semaine » ne seront pas payées en heures supplémentaires si l'accord intervient.

On pourra travailler plus à certaines époques « mais à d'autres, l'objectif étant qu'en moyenne annuelle le salarié y trouve avantage ».

### REPÈRES

**Dollar : toujours la baisse à 7,3450 F**

Sur des marchés des changes assez actifs, le dollar a poursuivi sa baisse mardi 28 janvier, aussi bien à Tokyo, où il a glissé de 196,80 yens à 195,40 yens, qu'à Francfort, où il est tombé en dessous des 1,40 DM (1,40 DM) contre 2,4025 DM pour la première fois depuis mars 1983, et à Paris, où il a coté 7,3450 F, contre 7,3695 F. La livre est repassée au-dessus de 1,40 dollar (1,4120 dollar, contre 1,40 dollar), en liaison avec la prestation de Mme Thatcher aux Communes. Dans la matinée de mardi, la Banque de Tokyo a ramené son taux d'escompte de 5 à 4 1/2 %.

**Commerce interallemand : la RFA redevient excédentaire**

Après avoir enregistré un déficit record de 1,5 milliard de deutschemarks en 1985, la RFA est redevenue excédentaire dans ses échanges avec la RDA. Cet excédent, de 260 millions de deutschemarks (780 millions de francs) en 1985, recouvre une poussée de 23,3 à 7,9 milliards des exportations de l'Allemagne de l'Ouest et une baisse de 1,4 à 7,63 milliards de ses importations de produits est-allemands. Des résultats qui semblent confirmer un retour à la normale du commerce interallemand après une période de stagnation qui avait permis à la RDA, en 1984, d'enregistrer un très inhabituel excédent.

**Irrégularité : amende de 2 milliards de dollars pour Exxon**

La Cour suprême des Etats-Unis a confirmé le jugement condamnant le premier groupe pétrolier mondial à verser aux consommateurs plus de 2 milliards de dollars, en remboursements et intérêts, pour avoir entravé la réglementation sur les prix. La Cour, sans commentaire, a refusé l'appel d'Exxon et maintenu le jugement prononcé, en 1983, par un juge fédéral, et déjà maintenu une première fois en juillet 1985 par un tribunal fédéral d'appel, précisant que cette somme devait être distribuée aux différents Etats pour leurs programmes d'économie d'énergie ou d'aide sociale. Exxon est accusé d'avoir fixé des prix trop élevés pour le pétrole extrait du champs de Hawkins, au Texas, de 1975 à 1981, réalisant ainsi des bénéfices indus de 895,5 millions de dollars. Le total des sommes dues par le groupe, soit environ 2 milliards de dollars, y compris les intérêts, est à comparer à son bénéfice net : 5,5 milliards de dollars en 1984 et 11 milliards au cours des neuf premiers mois de 1985. La direction du groupe a, toutefois, précisé que ce jugement n'affecterait pas ses résultats, les sommes dues étant déjà provisionnées.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	AL.T.O.	ALTER	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SELEC-TIONNÉES	AEDIFICANDI	L.U.A.P. INVESTISSEMENTS
	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	60 % mini actions françaises (CEA & Moore)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
<b>SITUATION AU 31 DECEMBRE 1985</b>						
- Nombre d'actions en circulation	5.882.550	2.735.046	883.295	975.288	2.811.102	2.240.448
- Actif net total (en millions de F)	1.082,87	583,03	297,05	461,19	1.499,10	777,76
réparti comme suit :						
a) France :						
- obligations classiques et indexées	90,6 %	60,3 %	36,2 %	28,1 %	31,5 %	30,7 %
- obligations convertibles	2,3 %	0,6 %	0,3 %	0,8 %	0,6 %	1,4 %
- actions	néant	0,1 %	59,4 %	42,7 %	58,5 %	20, - %
b) Etranger : actions et obligations	néant	37,6 %	néant	16,1 %	6,2 %	45,1 %
c) Disponibilités	3,1 %	1,4 %	4,1 %	12,3 %	3,2 %	2,8 %
d) Bons à court et moyen terme	4, - %	néant	néant	néant	néant	néant
e) Bons du Trésor	néant	néant	néant	néant	néant	néant
- Valeur liquidative de l'action (en F)	185,47	205,86	336,30	472,88	530,08	347,16
<b>PERFORMANCES AU 31 DECEMBRE 1985</b>						
(dividende net réinvesti lors du détachement) :						
- sur une période de 5 ans (depuis le 31.12.80) ...	102,7 %	119, - %	190,7 %	205,6 %	214, - %	135, - %
- sur une période de 10 ans (depuis le 31.12.75) ...	263,7 %	294,5 %	-	418,8 %	561,2 %	361,4 %

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la **BANQUE WORMS**  
45 Boulevard Haussmann 75009 PARIS (Tél. 42.66.90.10) et dans ses diverses agences.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



# ÉTRANGER

## Le Mexique plaide pour un doublement du plan Baker en faveur des surendettés

Intéressant, mais notoirement insuffisant. Ce jugement sans concession du plan Baker, proposé par le secrétaire américain au Trésor pour faciliter le retour à la croissance de quinze pays surendettés, en associant latino-américains, gagne terrain. Londres, le ministre mexicain des finances, M. Jesús Silva Herzog, qui estime entre 2,5 et 3 milliards de dollars le manque à gagner de son pays du seul fait de la baisse des cours du pétrole, a plaidé, le

27 janvier, pour une opération sauvetage beaucoup plus ambitieuse des pays endettés. A Bruxelles, le commissaire européen chargé des relations Nord-Sud, M. Claude Cheysson, reprochait au même moment à l'initiative américaine de négliger le rôle d'une diminution des taux d'intérêt et, par là même, du déficit budgétaire des États-Unis, dans la recherche d'une solution au problème de la dette.

### De notre envoyé spécial

Londres. — Les nombreux participants, surtout des banquiers, au symposium organisé à Londres par notre confrère l'*Herald Tribune* sur le thème « L'Amérique latine au-delà de la crise de l'endettement : les dix prochaines années », attendaient particulièrement l'exposé du ministre des finances mexicain, M. Jesús Silva Herzog. Ce dernier s'est attaché à montrer, chiffres à l'appui, que le plan Baker est resté insuffisant. Il faudrait qu'il soit complété par un dispositif propre à alléger la charge d'intérêts des pays endettés.

Le plan Baker, a rappelé le ministre mexicain, consiste à amener les banques commerciales à prêter 100 milliards de dollars nets, en cours de la période de trois ans commençant cette année, aux quinze pays les plus endettés (dont dix sont des pays latino-américains). Or, selon M. Herzog, ces quinze pays doivent déjà, chaque année, verser à l'étranger presque 40 milliards de dollars sous forme d'intérêts. Autrement dit, selon M. Silva Herzog, le plan Baker, s'il était appliqué, ne fournirait d'argent frais qu'à concurrence de 10 milliards de dollars nets, par les pays bénéficiaires.

Pour payer les deux tiers restants, il faudrait donc que ces quinze pays continuent à dégriser les très importants surplus commerciaux. Selon M. Herzog, la proposition faite par le secrétaire américain au Trésor revient donc à ajouter plus d'endettement pour résoudre la crise de l'endettement. Cela, a-t-il ajouté, serait possible si la charge des taux d'intérêt devait baisser de 2 % à 3 %. Un abaissement de 3 %, s'il est précisé, se traduirait par une diminution de charges égale, pour les trois ans considérés, aux 40 milliards d'argent frais du plan Baker. M. Silva Herzog n'a pas

demandé que le plan Baker soit, en quelque sorte, doublé, mais son propos conduisait presque inévitablement à cette conclusion. Pour illustrer la situation propre aux pays de l'Amérique latine, le ministre mexicain a encore cité quelques chiffres significatifs, en particulier les suivants : au cours de la période triennale 1983-1985, l'afflux net de capitaux en provenance de l'extérieur vers les pays de l'Amérique latine aura été seulement de 11 milliards de dollars, soit la moitié de ce que recevoient en une seule année ces pays au début de cette décennie.

Pendant la même période, les versements d'intérêts à l'extérieur auront été de 105 milliards de dollars, soit un transfert de 94 milliards de l'Amérique latine vers les créanciers de l'ordre de 87 milliards de dollars.

### La fuite des capitaux

Un sujet particulièrement troublant est celui de la fuite des capitaux hors d'Amérique latine. Faut-il s'inquiéter de la part des hommes politiques et hauts fonctionnaires sud-américains, du gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, qui devait, sur ce point, apporter quelques précisions : selon les études effectuées par l'Institut britannique, les fuites de capitaux hors de l'Amérique latine se seraient élevées, pour la période 1981-1984, à quelque 100 milliards de dollars. Ce chiffre représente presque le quart de l'endettement total de ces pays.

Quant au gouverneur de la Banque de France, M. Michel Camdessus, qui participait également à ce symposium, il a notamment déclaré que les Européens ne devaient pas se contenter de réclamer une réduction du déficit budgétaire américain. Les pays européens se devaient également d'apporter leur contribution à l'économie mondiale en augmentant leur propre croissance. Mais à

## Le Japon baisse ses taux d'intérêt pour relancer son marché intérieur

Tirant les leçons de l'échec de la réunion des Cinq le 19 janvier à Londres, qui n'ont pu se mettre d'accord sur une diminution concertée des taux d'intérêt, le Japon s'apprête à faire cavalier seul en abaissant unilatéralement son taux d'escompte, sans attendre une initiative similaire de ses partenaires. A Londres, en effet, les États-Unis s'étaient cantonnés dans une réserve prudente, en raison de l'opposition de leur banque centrale, tandis que la Grande-Bretagne, soucieuse de défendre une livre sterling en forte chute, pouvait simplement promettre de ne pas relever davantage ses taux.

Or le Japon, qui avait pressé les Cinq de décider une diminution générale du loyer de l'argent, ne peut plus attendre, car il éprouve, désormais, un besoin vital de réduire ses taux d'intérêt pour tenter de relancer son marché intérieur. Il entend compenser, ainsi, le fléchissement de ses exportations, touchées de plein fouet par une réévaluation du yen, atteignant maintenant 22 % en quatre mois. Selon la plus importante banque japonaise, Dai Ichi Kangyo, la progression des exportations de pays tomberait de 4,6 % en 1985 à 0,9 % en 1986, loin des 15,8 % de 1984. En conséquence, l'augmentation de PNB japonais pour l'année fiscale 1986-1987 pourrait être ramenée à 4 % pour les experts officiels, et à 3 % ou même 2 % pour

certain experts privés : ce serait la première fois, en trente ans, que cette augmentation tomberait en dessous de 3 %. On a peine, en Occident, à imaginer le choc qu'est en train de subir l'économie japonaise du fait de la réévaluation brutale du yen. A Tokyo, on estime que la période d'expansion qui a suivi la récession de 1981-1982 est terminée, d'aucuns allant jusqu'à estimer que cette réévaluation pourrait infliger au Japon un traumatisme comparable à celui du premier choc pétrolier en 1974. Sans doute, la capacité de réaction des industriels japonais est-elle sous-estimée, comme d'habitude. Mais, faut remarquer des observateurs avisés, l'environnement général est désormais moins favorable aux exportateurs nippons : les livraisons vers les États-Unis ont commencé à fléchir avant même que le yen s'amorce sa remontée et la Chine réduit ses importations.

Un obstacle de taille se dressait, toutefois, tout abaissement des taux d'intérêt à Tokyo (en fait, celui du taux d'escompte, fixé à 5 % depuis octobre 1983) : il n'était pas question, ni moins jusqu'à maintenant, de prendre une telle mesure sans qu'elle soit imitée par les États-Unis. Toute réduction unilatérale du Japon aurait risqué de rendre encore plus attrayante la rémunération des capitaux à New-York, déjà très élevée (2 à 3 points d'écart) et de précipiter l'afflux des capitaux nippons à 10 milliards de dollars par mois à l'heure actuelle).

Cette exportation de capitaux vers les États-Unis se traduit par des achats de dollars contre yen, ce qui a tendance à faire monter le cours de la devise américaine, ou à l'empêcher de baisser davantage. Or, la baisse du dollar contre yen a été décidée le 22 septembre dernier à New-York par les Cinq, pour réduire les déficits japonais vers les États-Unis et tenter de calmer un Congrès devenu furieusement protectionniste. A Tokyo, on estimait donc que toute initiative unilatérale sur les taux d'intérêt de faire remonter le dollar et d'exposer le Japon aux représailles américaines. Mais, apparemment, les autorités japonaises ont changé d'avis : priorité à la relance intérieure, désormais vitale. Pour apaiser Washington, il convenait, en même temps, de conjurer le risque d'une remontée du dollar en le fai-

sant baisser davantage d'une manière préventive. C'est ce qu'a fait le ministre des finances M. Noboru Takeshita, en déclarant la semaine dernière, au *Washington Post*, que le Japon pouvait, sans inconvénient, voir le dollar tomber de 200 à 190 yens. L'effet des marchés des changes fut immédiat, puisque le billet américain incontinent à 198 puis à 195 yens.

Ce faisant, M. Takeshita revenait sur ses déclarations antérieures selon lesquelles les exportateurs japonais ne pouvaient supporter ni le dollar descendant de 100 yens en septembre 1985 ni moins de 200 yens. Il faut, sans doute, voir dans ce changement d'attitude un compromis avec la Banque du Japon, le 10 janvier, M. Satoshi Sumita, s'opposant, jusqu'à présent, à toute baisse des taux, toujours par peur de voir le yen remonter et déclencher ainsi les foudres américaines. Nouvelle hausse du yen, nouvelle diminution des taux : un marché significatif révèle la nécessité vitale du Japon de relancer son économie domestique.

Le dollar à Tokyo relance mille du billet en Europe, bloquée depuis trois semaines aux environs de 7,50 F de 2,45 DM. Les pays européens ont vu la devise américaine fléchir chez eux, alors qu'elle restait stable vis-à-vis de son rapport à leurs monnaies, ce qu'ils ne peuvent accepter au moment.

FRANÇOIS RENARD.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEPT MOIS	
	+ ou -	en	en	en	en	en	en	en
S.E.-U.	1,3548	1,3575	+ 40	+ 55	+ 80	+ 110	+ 200	+ 300
Scand.	5,1719	5,1795	+ 95	+ 78	+ 194	+ 162	+ 430	+ 344
Yen (100)	3,7684	3,7639	+ 63	+ 78	+ 130	+ 135	+ 400	+ 332
DM	3,6723	3,6740	+ 93	+ 111	+ 192	+ 212	+ 413	+ 469
F. (100)	2,7194	2,7215	+ 62	+ 71	+ 121	+ 137	+ 397	+ 445
F. (100)	15,0080	15,0107	+ 291	+ 285	+ 386	+ 399	+ 1078	+ 1248
S. (100)	3,6215	3,6247	+ 122	+ 130	+ 242	+ 246	+ 789	+ 839
L. (1 000)	4,5064	4,5110	+ 79	+ 84	+ 153	+ 165	+ 328	+ 372
S. (100)	10,1228	10,1313	+ 520	+ 285	+ 634	+ 563	+ 1364	+ 1685

### TAUX DES EUROMONNAIES

	3 M.	6 M.	9 M.	12 M.	15 M.	18 M.	21 M.	24 M.	30 M.
S.E.-U.	7 3/4	8	7 1/2	8	7 1/2	8	7 1/2	8	7 1/2
Scand.	4 3/4	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2
Yen (100)	5 5/8	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 1/2
DM	8	8 1/4	8	8 1/4	8	8 1/4	8	8 1/4	8
F. (100)	14	17 1/4	17 1/8	18 1/2	18 1/2	19 1/4	17 1/2	17 1/2	17 1/2
S. (100)	11	11 1/4	12 3/4	12 7/8	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
L. (1 000)	8 5/8	8 7/8	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de marché par une grande banque de la place.

**Bull-Transac vient d'inaugurer**  
une nouvelle usine de Villeneuve-d'Ascq pour produire sa gamme de micro-ordinateurs.

# félicitations

Ingersoll Engineers est fier d'avoir fait partie de l'équipe qui a assuré la conception et la réalisation de cette usine.

- Ingersoll Engineers en est d'autant plus fier que :
  - l'usine est l'une des plus modernes du monde ;
  - la totalité des flux de production est automatisée et liée à un système informatique intégré de gestion assurant les en-cours les plus bas et les délais les plus courts ;
  - l'usine est flexible pour répondre aux besoins du marché tout en garantissant le niveau de qualité maximal ;
  - l'usine a été conçue et réalisée en dix-huit mois.

Ingersoll Engineers travaille avec ses clients pour mettre en œuvre l'ensemble des ressources industrielles existantes ou potentielles, internes ou externes, au profit de la réussite de l'entreprise.

Ingersoll Engineers  
2, avenue Zanaroli - 74600 SEYNOD-ANNECY  
Tél. : 50 45 43 66

**INGERSOLL ENGINEERS**

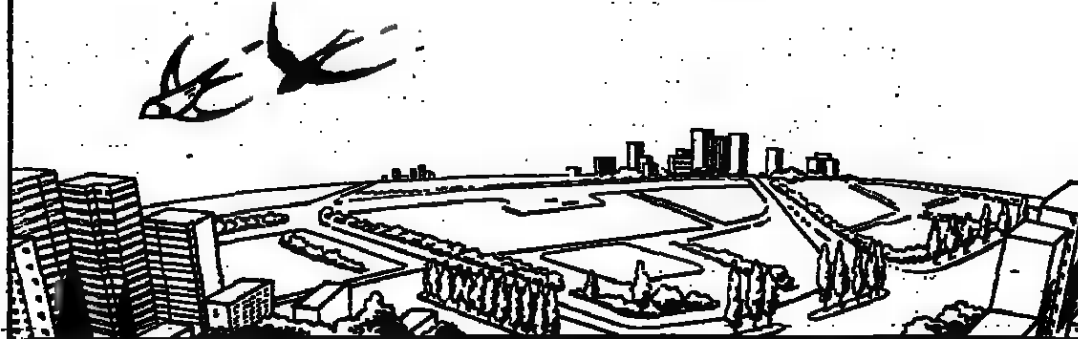
Communic - Paris

# - 30% SUR TOUS LES VOLS

L'achat d'une carte d'abonnement vous donne droit entre autres avantages à 30% de réduction sur tous les vols. Air Inter vous propose plusieurs formules : abonnement par ligne, lignes groupées, à la carte, toutes lignes.

Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter 45.39.25.25 ou de votre Agent de voyages.

**AIR INTER**



### la baisse à 7,3450 F

Le dollar a baissé à 7,3450 F, son plus bas niveau depuis le 10 mai 1985. Cette baisse est due à la dévaluation du dollar par rapport au yen, qui a été décidé le 22 septembre dernier à New-York par les Cinq, pour réduire les déficits japonais vers les États-Unis et tenter de calmer un Congrès devenu furieusement protectionniste.

### interallemand : la excédentaire

Le déficit de la balance des paiements de l'Allemagne a atteint 125 milliards de marks en 1985, contre 100 milliards en 1984. Cette augmentation est due à la baisse des exportations de l'Allemagne de 1,4 % à 7,63 milliards de dollars.

### Exxon demande de 2 milliards

Exxon demande 2 milliards de dollars pour financer son programme de recherche et développement en matière de pétrole. Cette demande est due à la hausse des coûts de production et à la baisse des prix du pétrole.



# AFFAIRES

## TRAVAUX PUBLICS

### Les pertes de la SCREG s'élèvent à 1,4 milliard de francs

La SCREG (Société chimique routière et d'entreprise générale), passée sous le contrôle de Bouygues le 27 décembre 1985, a fait au cours du dernier exercice (et en prenant en compte les charges des exercices précédents) des pertes dont le total « ne sera pas inférieur à 1,4 milliard de francs ». Les pertes étaient attendues, et la cotation des actions et obligations du groupe avait été suspendue à la Bourse dans la journée du lundi 27 janvier, dans l'attente du communiqué (et reprise le lendemain), qui annonce également le remplacement à la présidence-direction générale de

M. Jean-Pierre Bussière, depuis quinze ans à ce poste, par M. René Angereau, vice-président directeur général de Bouygues. La réunion du conseil d'administration de lundi n'est que la première manifestation publique de l'action de la nouvelle direction du groupe. Ce qui peut impressionner, c'est l'ampleur des pertes de la SCREG qui avaient été de 50 millions de francs en 1984 et qui avaient été évaluées primitivement à 300 millions de francs, puis à 700 millions de francs, au moment de la prise de contrôle par Bouygues

(Le Monde 16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31 décembre 1985). L'audit comptable et financier confié au cabinet Barbier révèle l'importance des difficultés. Du fait de « la prise de décisions rapides », Bouygues, dit le communiqué, « s'est engagé à proposer au conseil, pour le début du mois de mars, les données générales du plan de redressement ».

Il est vrai que tout reprendre dans une affaire a toujours intérêt à soir que quelque peu le tableau des réalités financières à l'arrivée pour apurer financièrement un exercice le passif trouvé dans la corbeille de mariage. Mais il convient de rappeler que Bouygues s'a repris la SCREG que sous bénéfice d'inventaire, puisqu'il a acquis de Petrofina 9 % du capital, se réservant de lever, le 30 juin prochain, l'option prise sur les 11 % restants que le groupe pétrolier belge détient encore.

### L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE MONTEDEISON RAPPORTERA 650 MILLIARDS DE LIRES

L'augmentation de capital du groupe italien Montedison, escomptée depuis plusieurs jours et dont les modalités exactes ont été annoncées le 25 janvier, lui rapportera 551 milliards de lire (2,4 milliards de francs) de liquidités.

Le conseil d'administration a en effet décidé de procéder à une augmentation de capital de 1110 milliards à 1661 milliards de lire. L'augmentation aura lieu par émission de quelque 150 millions d'actions ordinaires (offertes à raison de 3 nouvelles pour 25 déjà détenues) et 400 millions d'actions d'épargne (11 pour 25) au nominal de 1 000 lire, chacune étant émise sous prime. Les actions d'épargne ne seront pas convertibles, mais jouiront d'une majoration de 20 lire dans le dividende. Cette opération survient alors que Montedison enregistre d'excellents résultats pour 1985. Pour la première fois depuis onze ans, le groupe redonne un bénéfice net pour les dix premiers mois de 1985 s'est élevé à 70 milliards de lire, selon les résultats annoncés samedi.

## ENTREPRISES

### Accord de fusion entre deux grands du textile britannique

Deux des plus grandes entreprises textiles britanniques, Coats Paton et Dawson International, devraient fusionner prochainement, après que Coats Paton a accepté l'offre publique de son rachat, pour 630 millions de livres (6,7 milliards de francs), lancée par Dawson International. Le nouveau groupe ainsi créé, Dawson Coats Paton, dont l'activité couvre tout le secteur, depuis le traitement des fibres naturelles jusqu'au prêt-à-porter, devrait être une des grandes entreprises à l'échelle mondiale, juste derrière l'allemand géant britannique, Courtaulds. Son chiffre d'affaires annuel s'élève à 1,3 milliard de livres, et il comptera plus de 51 000 employés.

### British Telecom pourra racheter le canadien Mitel

British Telecom, la société privée qui a été nationalisée en Grande-Bretagne, a reçu l'autorisation du gouvernement de Londres pour acquérir 51 % de la société californienne Mitel, spécialisée dans la fabrication de centraux téléphoniques d'entreprise. La commission des monopoles craignait que cette opération n'efface les constructeurs britanniques de ces appareils (British Telecom contrôle 75 % du marché) mais M. Brittan, ministre du commerce et de l'industrie britannique, est passé outre.

### IBM va réduire sa participation dans Intel

IBM, le géant américain de l'informatique, va lancer un emprunt de 300 millions de dollars convertible en actions de la société Intel, dont il possède environ 22 % du capital. La part d'IBM dans cette société californienne, championne mondiale des microprocesseurs, sera ainsi réduite. IBM avait pris 12 % d'Intel en 1982, pour 250 millions de dollars, avec une option jusqu'à 30 %. La compagnie américaine ne donne pas d'explication à ce retrait, qui marque peut-être un changement stratégique à l'égard des sociétés, dont IBM avait une minorité du capital.

# ÉNERGIE

## La baisse des prix de pétrole

### L'EGYPTE VA RÉDUIRE SA PRODUCTION

Tandis que les cours du pétrole ont baissé légèrement sur les marchés internationaux, du fait, notamment, de la vague de froid qui soutient momentanément la demande, l'idée d'une réunion extraordinaire de l'OPEP pour faire son chemin par certains pays producteurs. Il apparaît toutefois que les pays du Golfe et l'Arabie saoudite se soustraient pas une réduction immédiate. La décision pourrait être prise à l'issue de la réunion restreinte, prévue à Vienne le 3 février prochain, à laquelle participent les cinq pays chargés d'étudier une nouvelle stratégie : Venezuela, Koweït, Irak, Indonésie et Émirats arabes unis. Dimanche, l'agence de presse du Koweït avait annoncé que les onze ministres de l'Organisation se réuniraient en session d'urgence au cours de la seconde quinzaine de février pour finir un nouveau plan de production.

En attendant, les pays non membres de l'Organisation commencent à réagir. L'Égypte a ainsi annoncé qu'elle allait réduire sa production de 100 000 à 150 000 barils/jour, afin de soutenir le marché. En même temps, l'Égypte a annoncé une baisse de ses tarifs pour le mois de janvier jusqu'à 11 dollars par baril pour les quantités légères. Par contre, le sultanat d'Oman, autre producteur de pétrole extérieur à l'OPEP, a assuré qu'il n'envisageait pas dans l'immédiat de réduire ses prix pour ne pas aggraver le chaos du marché.

**STERN**  
depuis 1940  
CARTES DE VISITE, INVITATIONS  
la distinction d'une gravure traditionnelle  
nouveau département "Société" pour cartes et papeterie à lettres de belle qualité  
Atelier: 47, Passage des Panoramas  
PARIS 2<sup>e</sup> Tél. 42.36.94.48-45.08.45

# FINANCES

## L'Etat modernise la politique d'émission et la gestion de sa dette intérieure

Le ministre de l'économie et des finances vient de prendre une série de mesures de nature à moderniser la politique d'émission et de gestion de sa dette intérieure, de manière à alléger le coût de cette dette, à améliorer les conditions dans lesquelles le Trésor fait appel au marché, et à faciliter le développement des instruments financiers récemment introduits sur la place de Paris.

Tout d'abord, le Fonds de soutien des rentes et valeurs du Trésor à moyen et long termes, créé par un décret de 1957 pour régulariser le marché des obligations d'Etat, pourra, également, régulariser celui des emprunts à court terme faits par la puissance publique, c'est-à-dire les bons du Trésor.

Cette régularisation a pour objet de « lisser » les cours et les taux des fonds d'Etat, en achetant et en revendant sur les marchés financiers et boursiers, sans bénéfices ni pertes. Le Fonds, qui est le « bras séculier » de l'Etat, ne reçoit aucune dotation budgétaire et agit dans le secret. Sa gestion est assurée par la Caisse des dépôts. Ensuite, afin de rendre compréhensible sa politique d'émission de bons négociables pour les nou-

veaux souscripteurs, entreprises et particuliers, le Trésor procédera à une émission par semaine (le mardi) et fera connaître publiquement, au début de chaque trimestre, le calendrier d'adjudications de bons, dont la gamme sera réduite et simplifiée. Enfin, la technique des adjudications d'emprunts d'Etat à long terme, employée à deux reprises en juillet et en novembre 1985, pour un montant global de 12,4 milliards de francs (sur un total d'emprunts de 100 milliards de francs) va être aménagée.

Une adjudication aura lieu théoriquement le premier jeudi de chaque mois, sauf interruption au gré du Trésor, et la Banque de France sera chargée de dépouiller les soumissions des adjudicataires, en lieu et place de la Caisse des dépôts, qui, elle aussi, est amenée à soumissionner. Enfin, et c'est le plus important, seront mis aux enchères, non seulement les commissions des réseaux de placement, qui ont sensiblement diminué, mais aussi les taux d'émission, à l'imitation des Etats-Unis.

F. R.

## FAITS ET CHIFFRES

**Social**  
● SMIC : M. Bergues applique le « virage à 180 degrés du CNPF ». — Après la publication du projet de réforme du SMIC par le CNPF (Le Monde 16 janvier), M. André Bergues s'est déclaré « très heureux » du « virage à 180 degrés » du patronat, estimant que, « sur ce point, comme sur celui de l'ouverture des magasins le dimanche, le mouvement syndical, malgré ses malheurs, vient d'obtenir satisfaction ». Pour la CFDT, les modifications envisagées par le CNPF « conduisent inévitablement à un retard de l'évolution du SMIC sur la hausse moyenne des salaires. Ces positions nous ramèneraient près de vingt ans en arrière ». Dans la Lettre confédérale, la CGC souligne qu'« il est à craindre que les objectifs [du patronat et de la centrale de l'encadrement] ne soient pas les mêmes ».

● La Fédération CGT de l'énergie réclame une prime. — La Fédération de l'énergie CGT a exprimé ses craintes, devant la presse, quant à la remise en cause de la nationalisation d'EDF-GDF en raison de l'augmentation rapide de la sous-traitance. Elle a demandé qu'à l'occasion de son quarantième anniversaire, la direction de l'entreprise « accorde une prime aux... »

### Étranger

● RFA : hausse des prix de 0,2 % en janvier. — Selon des chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques, les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % en janvier en RFA. Par rapport à janvier 1985, la progression s'élève à 1,4 %. Rappelons que pour l'ensemble de 1985, l'inflation a atteint 2,2 %, l'un des meilleurs résultats mondiaux.

# En route pour 86!

## ● Faut-il laisser s'étendre le secteur public dans les transports ?

L'expérience le montre : la SNCF, ses filiales routières, les régies municipales et départementales de transport faussent la concurrence et constituent une charge croissante pour tous les contribuables.

## ● Faut-il créer de nouvelles liaisons routières ?

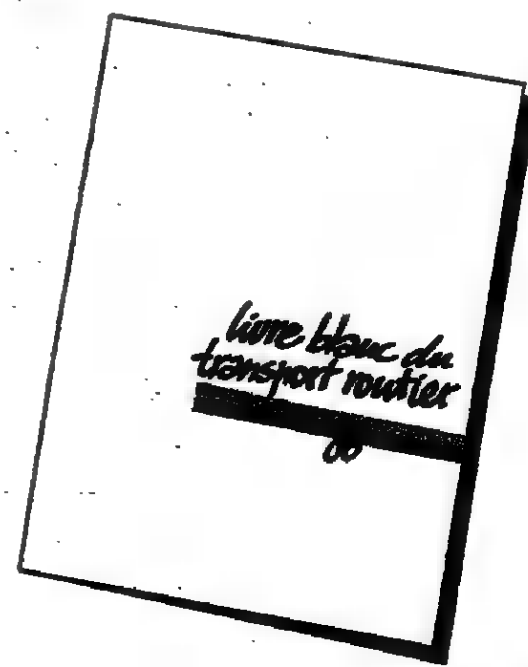
La France est le seul pays d'Europe à ne pas avoir un réseau complet "hors gel".

Des déviations d'agglomérations, des liaisons transversales et le désenclavement routier du territoire restent à faire.

## ● Faut-il construire l'Europe des Transports ?

L'Europe des 12 est une grande opportunité. Les transporteurs routiers français doivent y participer à conditions égales avec leurs partenaires.

A toutes ces questions, la FNTR, ses 85 Syndicats Départementaux, ses 22 Unions Régionales répondent dans le livre blanc du transport routier 86.



Pour en savoir plus, écrivez à la Fédération Nationale des Transports Routiers : 2, avenue Vélasquez - 75008 PARIS





# CONJONCTURE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## PRIX DE DÉTAIL EN 1985

### La hausse la plus faible depuis 1967

Les prix de détail ont augmenté de 0,1 % en décembre, a indiqué le lundi 27 janvier, l'INSEE, confirmant sa première estimation d'il y a une semaine. L'indice s'est inscrit à 160,3 contre 160,1 en novembre sur la base 100 en 1980. En un an (de décembre 1984 à décembre 1985), la hausse des prix de détail est de 4,7 %. Calculé sur les trois derniers mois, le rythme annuel de l'inflation n'est plus que de 2,4 %. En moyenne annuelle (ensemble de l'année 1985 comparé à l'ensemble de l'année 1984), l'augmentation des prix est de 5,8 %, après 7,4 % en 1984.

Ces résultats sont les meilleurs obtenus depuis dix-huit ans : la hausse des prix avait été de 3,4 % en 1967. En moyenne annuelle, l'année 1971 avait connu un meilleur résultat (+ 5,5 %).

Les prix de l'alimentation ont augmenté de 0,2 % en décembre et de 4,7 % en un an.

Les prix de produits manufacturés ont augmenté de 0,1 % en un mois et de 4,3 % en un an. Parmi ceux-ci, l'habillement est en hausse de 0,5 % en décembre et de 7,4 % en un an (décembre 1985 comparé à décembre 1984). Les produits manufacturés hors textile (qui comprennent l'énergie) sont restés parfaitement stables en décembre (+ 3,6 % en un an), du fait notamment de la baisse des tarifs du gaz (- 2 %) et de l'électricité (- 1 %).

décidé par le gouvernement le 6 décembre.

L'ensemble des produits manufacturés du secteur privé (hors énergie) ont augmenté de 0,3 % en un mois et de 5,3 % en un an.

Les prix des services ont augmenté de 0,1 % en un mois et de 5,5 % en un an. Les seuls services privés (excluant les tarifs publics) progressent un peu plus vite (+ 0,2 % et + 5,9 %). Parmi eux, les services de santé n'augmentent que de 0,1 % en décembre (+ 3,5 % en un an).

Quant aux tarifs publics, ils ont baissé de 0,5 % en décembre et augmenté de 3,4 % en un an.

## TRANSPORTS

### Airbus veut construire deux nouveaux avions

Le conseil de surveillance d'Airbus Industrie a accepté, le lundi 27 janvier, d'autoriser le groupe à ouvrir des discussions avec les compagnies aériennes pour préciser les caractéristiques et les conditions de vente de deux nouveaux avions, le A-330, amériquement baptisé TA-9 et le A-340 ou TA-11.

La stratégie d'Airbus qui a été ainsi approuvée prévoit la construction de l'A-330, bi-réacteur gros porteur de 310 places et de 9 300 km de rayon d'action. Cet appareil était plutôt souhaité par les Français. Le deuxième nouveau modèle, l'A-340, avait le préférence des Allemands. Il s'agit d'un quadri-réacteur de 260 places et de 12 000 km de rayon d'action. Cet avion entre en concurrence avec le 747 de Boeing, qui dispose à ce jour d'un quasi-monopole dans le domaine du long-courrier de grande capacité ainsi qu'avec le projet MD11 de McDonnell Douglas (250-330 places). Vu sous un autre angle, l'A-340 occuperait un créneau particulier, puisque sa relative petite taille permettrait aux compagnies de le mettre en service sur des relations trop peu fréquentées pour justifier les 400 places d'un 747, par exemple entre Hambourg et Boston ou entre Lyon et Chicago.

de la clientèle et pour qu'il évite les coups de la conjoncture, il doit offrir une gamme complète d'appareils. Avec l'A-330 et l'A-340, Airbus prendra pied sur le marché du très gros porteur et du très long courrier. Les succès de l'A-310 (218 sièges et 5 200-8 500 km) et de l'A-320 (150 sièges et 3 500 km) ont convaincu les industriels membres du groupement, Aérospatiale (France), British Aerospace (Grande-Bretagne), Messerschmitt-Boelkow-Blom (RFA) et CASA (Espagne) de lui accorder « les moyens financiers nécessaires à cette nouvelle étape », comme l'a confirmé M. Franz Josef Strauss, président du conseil de surveillance.

Cette décision exprime la volonté des Européens de battre en brèche la suprématie des américains Boeing et Mc Donnell Douglas dans les gammes hautes de l'aéronautique civile. La bataille s'annonce d'autant plus rude que les projets des différents constructeurs risquent d'excéder les capacités d'absorption du marché mondial.

Airbus souhaiterait livrer les premiers A-330 et A-340 « au début des années 1990, une décision finale de lancement devant être prise vers la fin de 1986 ou au tout début de 1987 ». Le développement des deux programmes coûtera environ 2,5 milliards de dollars (19 milliards de francs), et aucun des quatre partenaires industriels ne dispose de tels moyens financiers. Les gouvernements des pays concernés seront appelés à avancer les fonds nécessaires et donc à donner leur aval, ce qui suscitera des accusations de concurrence déloyale de la part des aviateurs américains. Le renfort public ne suffira vraisemblablement pas, et d'autres constructeurs européens se verront peut-être proposer

ALAIN FAUJIAS.



## DE PARIS, LONDRES, AMSTERDAM, MILAN, DÜSSELDORF, MADRID

### PHONE MARKETING

#### communiqué avec L'EUROPE

#### LA DIMENSION INTERNATIONALE

Les clients de PHONE MARKETING "leader incontesté du téléphone en France" (STRATEGIES janvier 1985) demandent désormais dans les principaux marchés européens, des services de qualité identiques et les mêmes niveaux de résultats que ceux obtenus en France par PHONE MARKETING.

PHONE MARKETING International à travers une structure intégrée dans chaque pays, conseille, crée et réalise les programmes de Marketing téléphonique les mieux adaptés aux demandes spécifiques d'entreprises à vocation européenne.

PHONE MARKETING devient ainsi la seule société de « phoning » installée directement dans les principaux pays européens au service des annonceurs internationaux.

#### LA MAITRISE D'UNE TECHNOLOGIE UNIQUE

PHONE MARKETING a prouvé en France son avance technologique dans le domaine de l'utilisation commerciale du téléphone en devenant "la première société de conseil en marketing téléphonique" (Médias novembre 1985).

Bernard CALAZZO, Président de PHONE MARKETING, a écrit pour la France, l'ouvrage de

référence du « phoning » "TELEPHONE MARKETING" (édit. BORDAS) qui décrit les méthodes uniques de travail de PHONE MARKETING.

PHONE MARKETING compte aujourd'hui 500 personnes en France réparties sur PARIS et les 12 principales régions Françaises.

Les effectifs de la société sur l'ensemble de l'EUROPE dépassent les 1000 personnes ce qui représente le plus important nombre de spécialistes du « phoning » sur le plan international.

#### L'UTILISATION STRATEGIQUE DU PHONING®

Utilisé avec rigueur et professionnalisme, le « phoning » le plus souvent combiné avec d'autres médias - est devenu un support stratégique de la communication commerciale.

Pour améliorer son efficacité, PHONE MARKETING est organisé en douze départements spécialisés par marché vertical dirigés par un expert en stratégie commerciale sur chaque marché (industrie, bureautique, médical, service, distribution, automobile, biens d'équipements...)

Les clients de PHONE MARKETING ont ainsi la garantie d'avoir un interlocuteur solide connaissant leur secteur d'activité.

PHONE MARKETING S.A.	46, rue de Colonne Place Avé	75015 PARIS	TÉL. : (1) 45 54 95 96
PHONE MARKETING SYSTEMS (UK) LTD	Chesham House, 136 Regent Street	LONDRES - W1R 5 BA	TÉL. : (1) 437.69.00
PHONE MARKETING SYSTEMS (NL) B.V.	Kleinsteegh 62	AMSTERDAM 1015 C.B.	TÉL. : (020) 227.035
PHONE MARKETING SYSTEMS (Italia) S.P.A.	Via C. Baccaria 2	20123 MILAN	TÉL. : (02) 762.2511



## EN BOURSE

### La Financière de Suez sera détenue à 20 % par le public

La Compagnie financière de Suez, présidée par M. Jean Peyrelevade, va augmenter son capital de 1,8 milliard de francs en émettant plus de deux millions de certificats d'investissement privilégiés (CIP) par la procédure d'offre publique de vente (OPV) au prix de 900 F l'unité. Du fait de cette opération, la part du capital de Suez détenue par le public va passer de 8 %, depuis la précédente émission en juillet 1985, à 20 % dorénavant, la valeur boursière de la Compagnie s'établissant désormais à environ 15 milliards de francs.

La démarche est originale. Ce sont en effet des droits de souscription cédés par l'Etat, principal actionnaire, qui seront mis en vente. Un lot de six droits, valant 75 F, permettra de souscrire un nouveau certificat au prix de 825 F, soit 900 F au total. Le produit de cet appel public à l'épargne à deux destinations. La première, à hauteur de 1 082 millions de francs, est de permettre à la Financière de Suez de suivre les augmentations de capital réalisées par les sociétés du groupe (La Hénin, Lyonnaise des eaux...) pour 300 millions de francs et de rassembler des capitaux pour les opérations à venir notamment Eurodyne/Aviation à Marne-la-Vallée et le tunnel sous-

le Manche auxquels le groupe est intéressé.

La seconde, à hauteur de 683 millions de francs, est de permettre à sa filiale, la Banque Indosuez, d'échanger ses titres participatifs, émis en février 1984, contre des certificats d'investissement de la Financière de Suez, à raison de cinq titres participatifs, valant 1 065 F chacun, le 8 février dernier, avant suspension des cotations, contre six certificats valant 1 064 F pièce, soit une prime de 18 % destinée à faciliter l'échange.

Pour la Banque Indosuez, l'intérêt de l'opération est de remplacer des titres participatifs, très coûteux, émis au vingt ans avec une rémunération indexée sur le taux moyen des obligations assorti d'une participation au bénéfice, contre un certificat d'investissement personnel, dont le rendement, dans l'immédiat, sera de 4 % (12 F pour la partie fixe et 60 % du résultat de gestion de l'exercice), rajouté à un certificat. Du fait de la baisse du dollar, notamment, les résultats de la Banque Indosuez, en vive augmentation en 1984, devraient être stationnaires en 1985 et en 1986.

F. R.

### Un nouveau grand dossier électoral de l'AFP

## LEGISLATIVES ET REGIONALES 86

Tome I : Données générales (230 p) 660 par.  
Tome II : Vade-Mecum départemental (450 p) 660 par.  
Tome III : Les résultats complets (300 p) 660 par.

• Réserve : M. Merle - Tél. 42-33-44-66 - Prix : 1 284 F TTC

## Politique d'émission de dette intérieure

Les souscripteurs, entreprises et particuliers, le Trésor procède à une émission par semaine (le mardi) et fera connaître semaine après semaine le calendrier d'adjudication de la dette intérieure. Enfin, la technique de souscription d'emprunts d'Etat à long terme, employée à deux reprises en juillet et en novembre 1985, pour un montant global de 12,6 milliards de francs (sur un total d'emprunts de 100 milliards de francs) va être aménagée.

Une adjudication aura lieu mercredi prochain le premier jeudi de chaque mois, sauf interruption au gré de Trésor, et la Banque de France sera chargée de dépouiller les nominations des adjudicataires, en lien avec celle de la Caisse des dépôts, qui, en outre, est amenée à souscrire des titres mis aux enchères, non seulement les commissions des réseaux de placement, qui ont sensiblement diminué, mais aussi les taux d'intérêt, à l'imitation des Etats-Unis.

## RES

La Fédération CGT de France réclame une prime. La Fédération de l'énergie CGT a exprimé ses craintes, devant la presse, quant à la venue en cause de la nationalisation d'EDF-GDF en raison de l'augmentation rapide de la sous-traitance. Elle a demandé qu'à l'occasion de son quarantième anniversaire, la direction de l'entreprise « accorde une prime aux salariés ».

## Etranger

RFA : hausse des prix de 0,2 % en janvier. Selon des chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques, les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % en janvier en RFA. Par rapport à janvier 1985, le progrès est limité à 1,4 %. Rappelons que pour l'ensemble de 1985, l'inflation a atteint 2,2 %, l'un des meilleurs résultats mondiaux.

## nts? mentales

## Une blouse de sport rodier

006 PARIS



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS**

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du Crédit industriel et commercial de Paris, qui s'est tenue le 23 janvier 1986, a autorisé le conseil à augmenter le capital de la société jusqu'à un maximum de 2 milliards de francs.

Dans sa réunion qui a suivi l'assemblée, le conseil a décidé d'augmenter le capital social de 153 318 800 F pour le porter à 1 609 847 700 F par l'émission de 1 533 188 actions nouvelles d'un nominal de 100 F émises au prix de 115 F par titre.

La souscription, qui apportera en fonds propres au CIC Paris 176 316 620 F, sera intégralement suivie par la Compagnie financière de Crédit industriel et commercial, qui détient déjà la quasi-totalité du capital de sa filiale.

Au cours de la séance du conseil, le président Georges Dumas a déclaré que cette opération donnera au CIC Paris les moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs de développement. Il a indiqué qu'au cours de l'année 1985 les ressources en francs ont marqué une progression de 9 % des principalement aux comptes à vue et aux comptes d'épargne à régime spécial, tandis que les emplois ont progressé de 4 % au profit notamment des entreprises moyennes (+ 12 %) et des particuliers (+ 13 %).

Les opérations sur le marché financier ont connu un développement tout à fait satisfaisant, le volume des capitaux gérés augmentant de 30 %.

En 1986, le CIC Paris poursuivra sa politique d'amélioration de son produit net bancaire, portant particulièrement ses efforts sur les opérations internationales et celles liées à l'extension des marchés financiers.

**A la recherche du 3<sup>e</sup> âge**

éléments de gérontologie sociale

MAXIMILIENNE LEVET-GAUTRAT

Un regard neuf, informatif, rassurant sur la vieillesse et la place du 3<sup>e</sup> âge dans nos sociétés industrielles

68 F

ARMAND COLIN

NOTICE OF OPTIONAL REDEMPTION



**crédit foncier de france**

**U.S. \$60,000,000  
Guaranteed Floating Rate  
Notes due 1990**

Notice is hereby given that in accordance with the description of the above Notes, Crédit Foncier de France, has elected to redeem all of the outstanding Notes at their principal amount on 19th March, 1986, when interest on the Notes will cease to accrue.

Repayment of principal will be made upon presentation and surrender of the Notes with all unmaturing Coupons attached, at the offices of any of The Paying Agents mentioned thereon.

Accrued interest due on 19th March, 1986 will be paid in the normal manner against presentation of Coupon No. 7.



**The Sumitomo Bank, Limited**

Fiscal and Paying Agent

(Publicité)

**STRATÉGIES D'ENTREPRISE ET MÉDIAS AUDIOVISUELS**

**MAÎTRISEZ VOS RELATIONS AVEC LES MASS MEDIA**

Vous, responsable d'entreprise, êtes confronté de plus en plus aux nouveaux impératifs de la communication. Pour vous, nous organisons les 4 et 5 février 1986 avec la participation de FR3 un séminaire de haut niveau centré sur la communication d'entreprise :

**UN ATOUT POUR L'ENTREPRISE : le passage à la télévision**

Ce séminaire de courte durée vous permettra :

- De mieux maîtriser le processus de communication ;
- D'appréhender les contraintes du traitement de l'information ;
- De rechercher les complémentarités des stratégies de communication interne et externe de l'entreprise.

Cette action, immédiatement profitable pour votre entreprise, vous mettra en relation directement avec des intervenants de très haut niveau, tous professionnels et journalistes.

Inscription : Annie BILLAY, CNOF  
3, rue Cassette, 75006 PARIS  
Téléphone : 45-44-38-80

**ELECTRICITE DE FRANCE**



**EMISSION JANVIER 1986**

5 milliards de francs  
Obligations de 5000 F

**Emprunt 10,10 %  
F 3 000 000 000**

Durée : 12 ans.  
Intérêt nominal : 10,10 %.  
Prix d'émission : 98,80 %.  
Paiement différé : 24,70 % au 10.2.1986, 74,10 % au 10.6.1986.  
Date de jouissance et de règlement : 10 février 1986.  
Remboursement : au pair en totalité le 10.2.1986.  
Remboursement anticipé : par rachats en bourse. Facilité d'amortissement anticipé au gré de l'émetteur, sous préavis de 45 jours au moins, de la totalité des obligations respectivement les 10 février 1983, 1984, 1985, 1986 et 1987.

Bons d'échange : chaque obligation émise comporte un bon d'échange détachable et négociable séparément.  
Modalités d'échange : chaque porteur d'une obligation et de deux bons d'échange peut demander l'échange de son obligation contre une obligation à taux variable (95 % du TMO : référence 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre).  
Minimum garanti : taux le plus élevé de 6,50 % et du TAM du mois de décembre précédant l'échéance, diminué de 1/4 %.  
Période d'échange : du 10 février au 10 mars inclus de chacune des années 1987 et 1988.  
Taux actualisé brut à la date de jouissance : 10,38 %.

**Emprunt à taux variable TMO  
F 2 000 000 000**

**1<sup>re</sup> tranche**  
Montant : 1 500 000 000 F.  
Durée : 10 ans.  
Prix d'émission : 99,04 %, soit 4 952 F.  
Intérêt : 95 % de la moyenne des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés établis par l'INSEE de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre précédant l'échéance.  
Intérêt minimum : taux le plus élevé de 6,50 % et du TAM du mois de décembre précédant l'échéance, diminué de 1/8 %.  
Amortissement normal : au pair en totalité le 10.2.1986.  
Amortissement anticipé : possible par rachats en bourse.  
Règlement et date de jouissance : 10.2.1986.

**2<sup>e</sup> tranche**  
Montant : 500 000 000 F.  
Durée : 9 ans.  
Prix d'émission : 99,10 %, soit 4 955 F.  
Intérêt : 95 % de la moyenne des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés établis par l'INSEE de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre précédant l'échéance.  
Intérêt minimum : taux le plus élevé de 6,50 % et du TAM du mois de décembre précédant l'échéance, diminué de 1/8 %.  
Amortissement normal : au pair en totalité le 10.2.1986.  
Amortissement anticipé : possible par rachats en bourse.  
Règlement et date de jouissance : 10.2.1986.

Une note d'information (visa COB n° 86-31 du 23.1.1986) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Etablissements chargés du placement.

La Caisse Nationale de l'Energie est chargée du service des titres.  
B.A.L.O. du 27 janvier 1986.

**LE DÉVELOPPEMENT EN BONNE COMPAGNIE**  
LA COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ AUGMENTE SON CAPITAL

*Augmentation de capital*

par émission de 2.163.345 certificats d'investissement privilégiés "C.I.P." avec droit préférentiel de souscription (1 pour 6) réservé aux actionnaires et aux porteurs de C.I.P.  
Prix d'émission : F 825.  
Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1986.  
Délai de souscription : 3 février au 13 mars 1986.  
Souscriptions reçues à la BANQUE INDOSUEZ.

*Offre publique de vente*

de 1.056.644 lots de 6 droits de souscription  
Date de l'O.P.V. : 3 février 1986.  
Prix d'offre : F 75 par lot de 6 droits.  
Date limite de remise des ordres d'achat : 3 février avant 11 heures.  
Modalités de l'O.P.V. définies par avis à la Cote Officielle des Agents de Change du 27 janvier 1986.

LES ORDRES D'ACHAT DE LOTS DE DROITS COMPORTENT L'ENGAGEMENT IRREVOCABLE DE SOUSCRIRE AUX C.I.P. CORRESPONDANTS, A RAISON D'UN C.I.P. PAR LOT. LES LOTS DE DROITS ATTRIBUÉS NE SERONT PAS NEGOCIABLES.

Prix d'acquisition d'un C.I.P. :  
achat d'un lot F 75 + souscription F 825 = F 900 soit :  
- 18 % de décote sur le cours moyen du 1<sup>er</sup> au 21 janvier 1986, de F 1100.  
- 30 % de décote sur la valeur intrinsèque estimée à fin 1985, de F 1300.  
- 0,9 fois l'actif net comptable consolidé estimé à fin 1985.  
- 9 fois le bénéfice net consolidé estimé de 1985.

**COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ**

Bolo du 27 janvier 1986. Note d'information tenue à la disposition du public (visa COB n° 86-24 du 21 janvier 1986).

**1<sup>ere</sup> place des SICAV «Actions» en 1985\***

**AGF 5000**

(SICAV MONORY - CEA) \*\*

**PERFORMANCE EN 1985 : + 59,90 %**

Les performances des autres SICAV du Groupe des ASSURANCES GENERALES DE FRANCE sont :

AGFIMO	SICAV Obligations	+ 36,40 %
CIP	SICAV Actions diversifiées	+ 26,66 %
AGF Interfonds	SICAV Obligations Internationales	+ 15,32 %
PHENIX	SICAV Trésorerie	+ 13,37 %

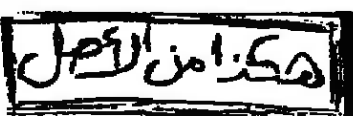
Deux SICAV viennent d'être créées :  
AGF OBLIG SICAV Obligataire à faible coupon  
AGF ECU SICAV investie en ECU



**AGF** Groupe des Assurances Générales de France

Souscriptions : Service des Transferts 23 rue La Fayette - 75009 PARIS et Banque Générale du Phénix - 31 rue La Fayette - 75009 PARIS.  
Aux guichets des banques et chez tous les agents de change.

\* Classement PARIBAS au 31.12.85.  
\*\* Loi du 13 juillet 1978 - SICAV composé à 60 % minimum en actions étrangères.





MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS Comptant 27 JANVIER

PARIS 27 janvier

Nouvelle hausse

La Bourse de Paris a fait encore preuve de très bonnes dispositions. A l'approche de la clôture, l'indice continuait de refléter une hausse de 1,7 % dans le sillage de nombreux titres « réservés à la hausse » sous l'effet d'une demande excessive.

Figurant dans ce dernier cas Nord-En, actuellement en procédure d'augmentation de capital, Locomotive et Danzas. Ces valeurs s'ajoutent à l'ensemble des valeurs converties de l'Etat.

Par ailleurs, le ministre de l'Economie et des Finances a présenté le 27 janvier une série de mesures visant à moderniser la politique d'émission et de gestion de la dette intérieure de l'Etat.

Fortes hausses du marché de l'or dans le sillage du lingot, à 86 400 F (+ 800 F) et du rouble, à 381 F (+ 31 F), tandis qu'à Londres le métal fin se situait à 361,75 dollars l'once.

NEW-YORK Progrès

Ces marchés. Depuis dix-huit ans, chaque fois qu'une équipe représentant le National Football Conference (NFC) remporte la finale du Superbowl (football américain), Wall Street monte, dimanche, pour la dix-neuvième fois, les « Ours » de Chicago, membre de cette ligue, ont battu à la fin de la semaine les « Patriots » de la Nouvelle-Angleterre.

Les « Ours » sont les responsables de ces meilleures dispositions ? Autour du Big Board, les professionnels de l'assurance, outre ce coin, en se faisant, toutefois, d'observer que le chute des prix du pétrole allait produire le même effet, qu'une réduction des impôts.

Symptomatique de cette prise de conscience sur les effets d'une énergie moins onéreuse, l'indice des transports a progressé de 6,53 points à 746,44, ce qui n'est pas fréquent. Cependant, tout le monde ne partageait pas cet optimisme.

Mais certains ne les considèrent à dire que la consolidation n'était pas encore achevée et qu'avant de parler « hausse », il fallait attendre de nouvelles étapes de baisse.

Le 27 janvier, le marché de l'or a fait une forte hausse de 800 F, à 86 400 F.

Le 27 janvier, le marché du rouble a fait une forte hausse de 31 F, à 381 F.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

Le 27 janvier, le marché du métal fin a fait une forte hausse de 31 F, à 361,75 dollars l'once.

VALEURS % de cours Dernier cours

Table of stock values for Paris market, including various indices and company shares.

Actions au comptant

Table of stock values for actions au comptant, listing various companies and their share prices.

VALEURS % de cours Dernier cours

Table of stock values for Paris market, including various indices and company shares.

VALEURS % de cours Dernier cours

Table of stock values for Paris market, including various indices and company shares.

VALEURS % de cours Dernier cours

Table of stock values for Paris market, including various indices and company shares.

VALEURS % de cours Dernier cours

Table of stock values for Paris market, including various indices and company shares.

VALEURS % de cours Dernier cours

Table of stock values for Paris market, including various indices and company shares.

VALEURS % de cours Dernier cours

Table of stock values for Paris market, including various indices and company shares.

VALEURS % de cours Dernier cours

Table of stock values for Paris market, including various indices and company shares.

VALEURS % de cours Dernier cours

Table of stock values for Paris market, including various indices and company shares.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

MORT-HENNESSY: UNE GRATUITE POUR CINQ.

La société va procéder à une augmentation de capital de 49,6 millions de francs par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites à raison d'une nouvelle pour cinq anciennes, ces actions nouvelles étant cotées, le 27 janvier 1986, à 140 F.

THOMSON: 800 MILLIONS D'EMPRUNT REMBOURSABLE EN ACTIONS THOMSON-CSF.

La société Thomson-CSF, en collaboration avec le groupe spécialisé dans les prêts et participations dans des entreprises et la gestion de portefeuilles.

MATIF: OUVERTURE PRÉVUE LE 13 FÉVRIER.

Prévue pour le mardi 13 février, le MATIF ouvrira ses portes à Paris.

INDICES QUOTIDIENS

Indice CAC 40: 1471,15 (+19,7)

Indice CAC 100: 1229,45 (+19,7)

Indice CAC 200: 1014,15 (+19,7)

Indice CAC 300: 800,15 (+19,7)

Indice CAC 400: 600,15 (+19,7)

Indice CAC 500: 400,15 (+19,7)

Indice CAC 600: 200,15 (+19,7)

Indice CAC 700: 100,15 (+19,7)

Indice CAC 800: 50,15 (+19,7)

Indice CAC 900: 25,15 (+19,7)

Indice CAC 1000: 12,58 (+19,7)

Indice CAC 1100: 6,29 (+19,7)

Indice CAC 1200: 3,15 (+19,7)

Indice CAC 1300: 1,58 (+19,7)

Indice CAC 1400: 0,79 (+19,7)

Indice CAC 1500: 0,39 (+19,7)

Indice CAC 1600: 0,20 (+19,7)

Indice CAC 1700: 0,10 (+19,7)

Indice CAC 1800: 0,05 (+19,7)

Indice CAC 1900: 0,02 (+19,7)

Indice CAC 2000: 0,01 (+19,7)

Indice CAC 2100: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 2200: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 2300: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 2400: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 2500: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 2600: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 2700: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 2800: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 2900: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 3000: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 3100: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 3200: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 3300: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 3400: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 3500: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 3600: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 3700: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 3800: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 3900: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 4000: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 4100: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 4200: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 4300: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 4400: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 4500: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 4600: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 4700: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 4800: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 4900: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 5000: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 5100: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 5200: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 5300: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 5400: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 5500: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 5600: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 5700: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 5800: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 5900: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 6000: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 6100: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 6200: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 6300: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 6400: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 6500: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 6600: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 6700: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 6800: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 6900: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 7000: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 7100: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 7200: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 7300: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 7400: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 7500: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 7600: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 7700: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 7800: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 7900: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 8000: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 8100: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 8200: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 8300: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 8400: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 8500: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 8600: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 8700: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 8800: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 8900: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 9000: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 9100: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 9200: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 9300: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 9400: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 9500: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 9600: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 9700: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 9800: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 9900: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 10000: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 10100: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 10200: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 10300: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 10400: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 10500: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 10600: 0,00 (+19,7)

Indice CAC 10700: 0,00 (+19,7)

Indice CAC



# Le Monde

## VERS UNE RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL

### Le PC s'apprête à accentuer sa campagne contre la droite

Inflexion ? Réajustement ? Ajustement ? Modification logique du discours dans la dernière phase de la campagne électorale ? Ces suppositions vont entourer la convocation du comité central du PCF pour le lundi 3 février. Toutefois, cette convocation était encore ignorée de la plupart des membres du comité central mardi 28 janvier.

Cette réunion du « parlement » du parti, pourrait concrétiser l'inflexion du discours de M. Georges Marchais, invité, le mercredi 22 janvier, de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, le secrétaire général du PCF a mis l'accent sur la critique de la droite. « L'adversaire des communistes, c'est la droite », a-t-il dit, formule à laquelle les interventions des membres de la direction communiste n'avaient guère, jusqu'à présent, donné de relief.

Certes, la droite n'était jamais oubliée, mais sa critique était expé-

diée en quelques lignes, au profit de charges très dures contre le Parti socialiste, le « gouvernement socialiste », au même titre de la République. Il est tout à fait significatif que l'*Humanité* publié au lendemain de « L'heure de vérité » ait tiré en première page : « Le vote communiste le 16 mars. Le vote anti-droite » et que le titre de l'article consacré à l'intervention télévisée de M. Marchais ait repris la formule du secrétaire général : « Notre adversaire : la droite ». De même, il n'était pas indifférent que l'éditorial du quotidien communiste ait réitéré au « gouvernement », sans spécifier qu'il est socialiste.

### La grève de la CGT dans les quotidiens

### LE SNJ : « LES JOURNALISTES NE SAURONT SE DÉSINTÉRESSER DE LA MODERNISATION »

La grève des organisations de la CGT (Livres et journalistes), lundi 27 janvier, a entraîné des retards de diffusion dans la presse quotidienne nationale et régionale et, dans certains cas, la suppression de certaines pages locales. Cette grève d'« over-timing » avait lieu avant une réunion, prévue mercredi 29, entre l'Union des syndicats de la presse quotidienne de province et les syndicats de journalistes, à propos de la modernisation des techniques de fabrication et les possibilités de mise en œuvre de « la rédaction électronique » (les journalistes tapant directement leurs articles sur écran, comme cela se pratique maintenant couramment, notamment aux États-Unis).

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) précise que les discussions en cours « ne portent nullement sur l'accompagnement de la saisie au seul profit des journalistes ». Il rappelle que ceux-ci « n'ont jamais été demandeurs de cette saisie directe, mais qu'ils ne sauraient se désintéresser d'une modernisation qui les concerne autant que les autres catégories de personnel ». Les journalistes CFDT déclarent qu'ils « ne signeront pas un texte qui ne comporte pas de garanties de négociations et de signatures rapides d'un accord cadre intercatégoriel, seul garant de la durabilité de tout contrat passé entre les représentants de la presse régionale et ceux des salariés ».

### A NOS LECTEURS

A la suite de la journée d'action et de mobilisation organisée par la Fédération française des journalistes du Livre (FFJL-CGT), le Comité inter-syndical du Livre paritaire CGT et le Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT), certains lecteurs n'ont pas vu le *Monde* de lundi 27 janvier dans sa version du mardi 28 janvier, et quelques abonnés n'ont pas reçu ce numéro. Nous les prions de bien vouloir nous en excuser.

A B C D E F G

## DANS LEUR DÉCLARATION SUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

### Les Douze se sont abstenus de désigner la Libye

Le chef de la diplomatie libyenne, M. Abdessalam Ali Triki, a demandé, lundi 27 janvier, au secrétaire général de l'ONU de prendre des mesures pour mettre un terme aux manœuvres de la marine américaine au large du golfe de Syrte qualifiées « de provocations et d'agressions » contre son pays. Dans un message adressé à M. Perez de Cuellar, M. Triki dénonce « le terrorisme d'Etat pratiqué par l'administration américaine contre les petites nations pacifiques, dont la nation libyenne ». Dans une interview à Antenne 2, le colonel Kadhafi a indiqué, pour sa part, qu'il allait « proposer aux pays méditerranéens d'interdire les manœuvres militaires dans la zone économique » confinée aux eaux territoriales.

Les navires américains ont toutefois poursuivi sans incident, lundi, les manœuvres entamées ce week-end au large des côtes libyennes, dans le golfe de Syrte, que la Libye considère unilatéralement depuis 1974 comme faisant partie de ses « eaux intérieures » en se fondant sur le concept de « baie historique ».

Des sources proches du Pentagone ont indiqué que les chasseurs B-1 ont évité tout contact avec les appareils de la marine américaine. (AFP.)

### De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Les ministres des affaires étrangères des Douze, après des heures d'âpreté, ont adopté le lundi 27 janvier une déclaration sur « la lutte contre le terrorisme international », dont la principale caractéristique est de ne pas mentionner le nom de la Libye. Au reste, ce fut l'objet unique du débat. Oserait-on « adresser une requête d'éclaircissement sur son rôle à la Libye qui a été formellement acceptée par le président des États-Unis ? » (telle était la formule audacieuse que l'on trouvait, entre crochets, dans le projet soumis aux ministres - ou, encore, clairement annoncer un embargo collectif sur les exportations d'armes vers Tripoli ? La Grèce, appuyée par l'Italie, la France, l'Espagne et, dans une large mesure, la Belgique, imposa une réponse négative.

Le texte, approuvé lundi, confirme à l'échelle de la Communauté l'échec des efforts accomplis par les États-Unis pour entraîner leurs partenaires européens dans la voie des sanctions contre le colonel Kadhafi. L'ambassadeur américain d'autant plus vive à Washington que le débat entre les Douze, même s'il a duré, n'a été ni serré ni tendu. Les pays du Nord, plus loyaux de la Méditerranée et plus proches des États-Unis, auraient préféré que le nom de la Libye figure dans une déclaration à laquelle l'Europe s'apprêtait à donner un caractère relativement soigné. Mais aucun d'entre eux ne s'est battu bec et ongles pour l'obtenir. Tous, à des degrés divers, ont été contents de pouvoir s'abriter derrière la ferme opposition de la Grèce.

Que retient du texte adopté qui a été écrit ? Un appel du pied, apparemment voulu par la France, aux pays arabes modérés, pour qu'ils contribuent à faire échec aux commandos de tueurs. « Les Douze souhaitent coopérer avec tous les États, y compris ceux de la région concernée, afin de refuser aux terroristes tout soutien, abri ou refuge. » Comme pour blanchir ceux qui répondraient favorablement à cette invitation à collaborer, le paragraphe suivant rappelle que le problème est davantage politique que policier : « Les Douze sont prêts à engager un dialogue de la manière la plus appropriée avec les pays de la région sur le problème du terrorisme international et sur la nécessité de s'attaquer à ses racines. »

Sur le plan pratique de l'action antiterroriste, les Douze ont décidé d'établir un « groupe de travail permanent » qui superviserait les

« actions communes » que l'on veut promouvoir en matière de sécurité dans les aéroports, les ports et les gares, de contrôle des personnes qui entrent et sortent de la Communauté et de politique de délivrance de visas. Les Douze annoncent leur décision « de ne pas exporter des armes ou d'autres équipements militaires vers des pays qui soutiennent le terrorisme », ainsi que leur volonté de prendre les mesures nécessaires pour que leurs ressortissants et leurs entreprises « ne tirent pas un avantage commercial » des mesures prises par les États-Unis en réaction aux attentats terroristes.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

## Sur le vif

### Bourreau

On se demandait où étaient passés les parents d'élèves. C'est vrai, au début du régime, on n'attendait qu'eux. Ils n'arrivaient pas de tempérer, de protester, ils débauchent par millions dans les gares parisiennes, ils manifestent, ils défilent, ils gueulent comme des ânes. Et là, depuis quelque temps, depuis que Chevènement est revenu à l'école de grand-père, il n'y a plus personne. Silence dans les rangs. Matras, les parents, pétrifiés, anesthésiés.

Tout juste si l'autre jour, à Lille, la mère d'une gamine, exclue d'un voyage d'études en Angleterre pour mauvaise conduite, a eu un léger surcôt. Elle s'est secouée. Elle a pris son sac et son parapluie. Et elle est allée dire à l'enseignante responsable de cette odieuse punition ce qu'elle pensait d'elle. L'autre a reçu son paquet. Emballage cadeau. Un chapelot de mots grossiers, injurieux, orduriers, enfin des très vilains mots.

Au lieu de les lui reprocher à la figure : pique tu l'as dit, c'est toi-même, vieille salope, le prof s'est contentée de se plaindre par écrit au procureur de la République. Et ses collègues ne sont mis en grève pour s'élever contre le climat d'insécurité qui règne dans les établissements scolaires.

Ils ne croyaient pas si bien dire. Ce matin, à la radio, j'ai appris un truc qui m'a fait plaisir. Les parents ont retrouvé leur os ou ils ont fait ? Ils ont délogé le principal d'un collège de l'Ardèche. Ils l'ont enfermé dans son bureau. Ils lui ont coupé le téléphone. Deux fois par jour, ils le conduisent sous bonne escorte à la cantine, où il a le droit de bouffir sous les regards bronqués et les lazzi de ses élèves. Ils doivent se retirer à quatre, les chers bambins, pour ne pas lui balancer leurs assiettes de pâtes à la sauce tomate en pleine poire.

Moi j'approuve à mille pour cent. C'est le seul langage qu'ils comprennent car incapables, ces minables, ces bourreaux d'enfants. Dans ce cas précis, il s'agit d'obtenir le maintien de trois postes d'enseignant qui normalement devraient être supprimés à la rentrée de 1986. Prise d'otage, menaces, chantage, c'est bien le diable et le ministre ne cède pas. On va les leur livrer, leurs profs. Fieds et poings liés. Allez, au tableau noir, vite fait. Et attention ! On vous a l'œil. Essayez un peu de faire une remarque déobscure à un potache pour voir. La sanction sera immédiate. On vous arrachera la langue et on vous la fera avaler. Ah mais !

CLAUDE SARRAUTE.

## En Pologne

### Un procès-test pour M. Walesa

M. Lech Walesa passera en justice le 11 février prochain devant un tribunal de Gdansk, dans un procès « en diffamation » : on lui reproche d'avoir communiqué à la presse occidentale des chiffres de participation aux dernières élections (d'octobre 1985) différents des chiffres officiels. Il risque théoriquement une peine allant d'une simple amende à deux ans de prison. La nouvelle a été communiquée aux journalistes par sa femme, Danuta.

Malgré les apparences, et même si les motifs d'inculpation paraissent fort « légers », l'affaire est d'importance. C'est en effet la première fois que M. Walesa sera jugé. Certes, il a été interné - sans jugement - pendant près d'un an, après la proclamation de l'état de guerre, certes, il a été convoqué à de multiples occasions dans le cadre de toutes sortes d'enquêtes et d'instructions judiciaires. Mais jamais, jusqu'à présent, les autorités de Varsovie ne s'étaient senties assez fortes pour passer au stade supérieur et faire comparaître en justice celui qui, président démocratiquement élu d'un puissant syndicat « légal », fut l'interlocuteur des plus hauts dirigeants du parti et du gouvernement, y compris du général Jaruzelski lui-même.

Toutes sortes de moyens ont été utilisés contre lui - y compris la diffusion de textes ou d'enregistrements truqués, tendus qu'officiels et organes de presse s'évertuaient à le tourner en ridicule. Mais, sans par une sorte d'émulation, les autorités sembleraient hésiter à aller au-delà. Le porte-parole du gouvernement M. Urban, n'avait-il pas lui-même

déclaré que le pouvoir ne s'exposerait pas au ridicule d'arrêter ce personnage « lamentable » ?

On n'en est pas encore là. M. Walesa fera face au tribunal en présence libre, et le procès a toutes les chances de se présenter comme une bataille d'arguties juridiques. M. Walesa pouvant faire valoir qu'il a communiqué ses « estimations » de la participation aux élections avant que les commissions électorales qui s'étaient « différenciées » n'aient publié les résultats officiels.

En tout état de cause, on imagine assez mal que le prétexte invoqué puisse suffire à faire emprisonner un homme dont le prestige s'en trouverait peut-être conforté. Mais il s'agit de toute évidence d'un test, d'une occasion saisie par les autorités pour tâter les réactions de l'opinion polonaise et étrangère, quitte à reculer si elles estiment que la situation n'est pas encore mûre pour franchir un pas supplémentaire.

JAN KRAUZE.

## Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30 à Paris (89 MHz) à Lyon (100,3 MHz) à Bordeaux (101,2 MHz) à Nantes-Saint-Nazaire (94,8) à Limoges (102,1 MHz) à Toulouse (88,6 MHz)

MARDI 28 JANVIER « Le Monde » reçoit M. LOUIS MERMAZ président de l'Assemblée nationale avec PHILIPPE BOUCHER

MERCREDI 29 JANVIER Aillô « Le Monde » L'AVENIR DES RALLIÉS AFRICAINS avec GÉRARD ALBOUY

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Si vous voulez brancher 3.000 micros... que faites-vous ?

Vous lisez l'offre d'emploi du CREDIT DU NORD en page 25

## Crédit du Nord

## DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur PANTALONS A partir de 590 F COSTUMES MESURE A partir de 1 750 F NOUVELLE COLLECTION 3 000 titres Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX SUR MESURE UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES LEGRAND Tailleur 27, rue de la République, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-81. Du lundi au samedi de 10 h à 10 h.

Le numéro du « Monde » daté 28 janvier 1986 a été tiré à 445 200 exemplaires

## L'EXPORTATION MAGAZINE



France-Algérie L'heure des choix L'Exportation magazine 7, rue Gounod - 75017 Paris - 46.22.96.96

## DECHETS TOXIQUES: LA MENACE

Les poubelles de l'industrie débordent. Tous les chiffres officiels sont faux et la plupart des déchets dangereux ou très toxiques disparaissent clandestinement. Où se trouvent donc ces dépôts sauvages qui menacent l'environnement et la survie des hommes ?

Egalement dans ce numéro :

- Du nouveau pour calculer l'âge de l'univers.
- La Recherche malade de la bureaucratie.
- Ornithologie : écouter les pics pour connaître la nature.
- Canon T 90 : 1<sup>er</sup> appareil photo d'une toute nouvelle génération.
- Mesure d'audience TV : les techniques les plus fiables.



SCIENCE... EN VENTE PARTOUT

الجزيرة